PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

JAN 27 1937

REVUE DE PARIS

15 JANVIER 1937

SOMERSET MAUGHAM. *Servitude humaine. — I* 241
JACQUES CHASTENET. *L'Europe, ce petit Cap...* 260
PROSPER MÉRIMÉE. *Épisode d'un roman inédit* 280
ANDRÉ MAUROIS. *Les Tudors et les Stuarts* (fin) . . 290
ROBERT LACOUR-GAYET. *Un Ministre des Finances optimiste.* 331
ANDRÉ SIEGFRIED. *Paysans canadiens* 354
PIERRE MILLE. *Les Aventuriers* (fin) 380
PIERRE DE PRESSAC. *La Réforme administrative de Paris.* 412
FRANÇOIS PORCHÉ. *Le Théâtre* 427
HENRY BIDOU. *Le Mouvement littéraire* 439
ALBERT FLAMENT. *Londres-Méditerranée* 447

MARCEL THIÉBAUT : *Parmi les Livres.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 fr. 50.

44e ANNÉE *NUMÉRO 2*

La REVUE DE PARIS ***publiera prochainement***

La Dernière incarnation de M. de Courpières

par ABEL HERMANT
de l'Académie française.

Paul Verlaine

par PAUL CLAUDEL

U. S. A.
(Carnet d'une Étrangère)

par MARTHE DE FELS

L'Agonie de la Liberté

par JOSEPH BARTHÉLEMY

Sully à Londres

par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER

Eugène O'Neill

par MAURICE LANOIRE

SERVITUDE HUMAINE

Human Bondage (Servitude humaine) est l'œuvre capitale du grand romancier anglais Somerset Maugham. Il est malheureusement impossible de faire paraître intégralement en revue l'excellente traduction que vient d'en achever madame E. R. Blanchet, car les dimensions de ce roman sont telles qu'on ne pourrait le publier en vingt livraisons. Par bonheur l'épisode que nous présentons, jouit d'une complète « autonomie ». Pour entrer de plain-pied dans le sujet il suffit de savoir que le héros du livre, Philip, un orphelin qui a été élevé en Angleterre par son oncle (un pasteur) a, vers dix-huit ans, quitté l'école anglaise où il travaillait pour terminer ses études dans une université allemande. Puis il a vécu quelques années en France où, se croyant de grandes dispositions pour la peinture, il a fréquenté assidûment les ateliers de Montparnasse. Mais il a fini par reconnaître que son talent était médiocre et qu'il ne « percerait » jamais. Revenu en Angleterre, il a passé quelque temps dans une étude d'avoué. Au moment où débute le récit, il a résolu, se portant vers une carrière nouvelle, de faire sa médecine.

Ajoutons que Philip a un pied bot, disgrâce qui a exercé une profonde influence sur sa sensibilité.

I

Les idées de Philip sur la vie des étudiants en médecine, comme en général celles du public, s'inspiraient des descriptions de Dickens. Mais Bob Sawyer, s'il avait jamais existé, ne ressemblait pas du tout au carabin actuel.

Parmi les jeunes étudiants en médecine se trouvent toujours des paresseux et des insouciants. Ils s'attendent à une existence facile et gaspillent leur temps pendant deux ans, puis,

à bout de ressources ou lâchés par des parents mécontents, ils abandonnent l'hôpital. D'autres, découragés par des échecs successifs, sont saisis de panique au moment des examens. A peine entrés dans le rébarbatif édifice où ils doivent subir leurs épreuves, ils oublient aussitôt toute la science si bien assimilée. Objet du joyeux mépris de leurs cadets, ils traînent là d'année en année. Il y en a qui passent péniblement l'examen de l'école de pharmacie, ou bien ils deviennent assistants non diplômés, situation précaire où ils sont à la merci du grand patron. Alors, c'est la gêne, l'ivrognerie et Dieu sait quelle fin! Mais, en général, les étudiants en médecine sont des jeunes bourgeois travailleurs dont la pension est suffisante pour assurer une vie décente. Beaucoup d'entre eux, fils de médecins, ont déjà l'allure professionnelle. Leur carrière est tracée d'avance; une fois leur diplôme en poche, ils tâcheront de se faire nommer dans un hôpital et, après un stage — et peut-être un voyage en Extrême-Orient comme médecins de bord — ils s'associeront à leur père et se consacreront à une clientèle de campagne. Un ou deux sujets exceptionnels remporteront prix et bourses, deviendront internes, ouvriront un cabinet de consultation dans Harley Street et, une fois spécialisés, connaîtront la fortune et les honneurs.

La profession médicale est la seule qu'on peut embrasser à n'importe quel âge avec quelque chance de gagner sa vie. Parmi les camarades de Philip, trois ou quatre n'étaient plus très jeunes. L'un d'eux, ancien officier de marine, avait été, disait-on, cassé pour ivrognerie. C'était un homme de trente ans, au visage rubicond, aux manières brusques et à la voix de stentor. Un autre, père de deux enfants, avait perdu de l'argent par la faute d'un notaire indélicat. Avec l'air accablé d'un vaincu de la vie, il travaillait en silence et on voyait clairement combien il trouvait difficile, à son âge, d'apprendre par cœur. Son esprit était lent et son effort faisait peine à voir.

Philip s'organisa dans son petit logement. Il arrangea ses livres, accrocha aux murs ses tableaux et ses dessins. Au-dessus de lui, à l'étage du salon, habitait un élève de cinquième année, mais Philip le voyait peu : il travaillait déjà dans les salles d'hôpital et, surtout, il sortait d'Oxford. Les anciens étudiants d'une université restaient beaucoup entre eux. On

supportait mal leur sérénité olympienne. Griffiths, grand diable aux boucles rousses, avait des yeux bleus, une peau laiteuse et des lèvres très rouges. Un de ces heureux mortels, aimé de tous pour sa verve et son inaltérable gaieté. Il tapotait un peu de piano et poussait volontiers la chansonnette. Chaque soir, dans sa chambre solitaire, Philip entendait au-dessus de lui les hurlements et les rires des amis de Griffiths. Au souvenir de ces délicieuses soirées de Paris, où, assis dans l'atelier, Lawson, Flanagan, Clutton et lui discutaient art et morale, les amourettes du présent et la célébrité future, son cœur se serrait. Si son geste héroïque avait été aisé à accomplir[1], il se montrait désagréable dans ses conséquences. Le pire était que le travail lui paraissait fastidieux. Il avait perdu l'habitude des interrogations. Pendant les cours, son attention s'égarait. Pour l'anatomie, science morne, il suffisait d'apprendre par cœur une quantité énorme de pages. La dissection l'assommait. Pourquoi se donner la peine de disséquer nerfs et artères quand, avec bien moins de mal, on peut déterminer leur place exacte au moyen des diagrammes d'un livre ou des spécimens du musée d'anatomie?

Il n'avait pas d'ami intime. Essayait-il de s'intéresser aux affaires de ses camarades, ils lui trouvaient des airs protecteurs. Il n'était pas de ceux qui méprisent l'intérêt de leurs interlocuteurs quand ils parlent de questions qui les touchent. Ayant appris qu'il avait fait de la peinture à Paris, un garçon plein de prétentions artistiques essaya de discuter avec lui; mais, agacé par des opinions en désaccord avec les siennes, Philip en découvrit bientôt tout le côté conventionnel et ne répondit plus que par monosyllabes. Malgré son désir de se faire bien voir par ses camarades, il ne se décidait pas à risquer des avances. La crainte des rebuffades le glaçait et il dissimulait sa timidité, toujours aussi intense, sous une froideur taciturne. Il repassait par la même épreuve qu'au collège, mais ici, la liberté de vie des étudiants en médecine lui permettait de se confiner dans la solitude.

Ce fut sans effort qu'il se lia avec Dunsford, le lourdaud au teint frais dont il avait fait la connaissance au début du semestre. Dunsford s'attacha à Philip. Ils n'avaient pas

1. Sa résolution de renoncer à la peinture.

d'amis à Londres et, le samedi soir, ils prirent l'habitude d'aller ensemble au parterre d'un music-hall ou au poulailler d'un petit théâtre. Pas très malin, mais d'une humeur facile, Dunsford ne s'offensait jamais, disait toujours la chose attendue, et si Philip se moquait de lui, il se contentait de sourire. Un sourire très sympathique. Tout en le prenant comme tête de Turc, Philip l'aimait bien. Sa franchise l'amusait et son bon caractère l'enchantait. Dunsford possédait le charme dont il se sentait lui-même dépourvu.

Ils allaient souvent prendre le thé dans une boutique de Parliament Street. Dunsford n'avait d'yeux que pour une des jeunes serveuses. Philip ne lui trouvait rien d'attrayant. C'était une fille grande et maigre, aux hanches étroites, à la poitrine de garçon.

— A Paris, personne ne la regarderait, — disait dédaigneusement Philip.

— Elle a une figure épatante.

— Qu'importe la figure?

Elle avait de petits traits réguliers, les yeux bleus et le front large et bas imposés par les peintres victoriens, lord Leighton, Alma Tadema et cent autres, comme type de la beauté grecque. Sa chevelure opulente et arrangée avec recherche retombait sur son front en frange à l'Alexandra. Son anémie se voyait sur ses lèvres pâles, sur sa peau délicate d'un ton verdâtre, sans la moindre touche de rouge, même aux joues. Des dents de nacre. Elle se donnait beaucoup de peine pour ne pas abîmer ses très petites mains grêles et blanches. Elle s'acquittait de sa tâche d'un air ennuyé.

Timide avec les femmes, Dunsford n'avait jamais réussi à entrer en conversation avec elle, et il pressait Philip de l'y aider.

— Tout ce que je demande, c'est une introduction, — dit-il. — Ensuite, je m'en tirerai bien tout seul.

Pour lui faire plaisir, Philip lança une remarque ou deux, mais elle répondit à peine. Elle les avait jugés. Des gamins et, sans doute, des étudiants. Elle n'en avait que faire. Un homme à cheveux roux et aux moustaches de reître — quelque Allemand — absorbait son attention. Quand il était là, il fallait appeler la belle deux ou trois fois pour la décider à

prendre la commande. Elle usait envers les inconnus d'une froideur insolente et, si elle parlait avec un ami, elle se moquait bien des gens pressés. Elle possédait l'art de traiter les clients avec assez d'impertinence pour les irriter sans leur fournir l'occasion de se plaindre à la direction.

Un jour, Dunsford confia à Philip qu'elle s'appelait Mildred. Il avait entendu une des serveuses s'adresser à elle.

— Quel vilain nom, — dit Philip.

— Pourquoi? Moi, il me plaît?

— C'est bien prétentieux.

Ce jour-là, par hasard, l'Allemand ne parut pas et, quand elle apporta le thé, Philip dit en souriant :

— Votre ami n'est pas là aujourd'hui.

— Je ne sais pas ce que vous voulez dire, — répondit-elle, sèchement.

— Je parle du noble seigneur à la moustache rousse. Vous aurait-il lâchée pour une autre?

— Il y a des gens qui feraient mieux de s'occuper de leurs affaires, — répliqua-t-elle.

Elle les quitta et, comme pendant une ou deux minutes, elle n'avait personne à servir, elle s'assit et s'absorba dans le journal du soir laissé par un client.

— Tu as été idiot de la froisser, — dit Dunsford.

— Je me fiche pas mal de l'humeur de cette péronnelle.

Mais il était piqué. Chaque fois qu'il essayait de se mettre en frais pour une femme, elle s'en offensait.

En réclamant son addition, il hasarda une remarque pour renouer la conversation :

— Alors, on est brouillé?

— Je suis ici pour prendre des commandes. Je n'ai rien à dire aux clients et je désire qu'ils ne m'adressent pas la parole.

Elle posa leur note sur la table et retourna à sa lecture.

Philip rougit de colère.

— Elle ne te l'a pas envoyé dire, hein, Carey? — s'exclama Dunsford, dans la rue.

— Quelle souillon mal embouchée, — dit Philip. — Je ne remettrai pas les pieds dans cette boîte.

Son influence sur Dunsford était assez grande pour l'amener à prendre le thé ailleurs, et Dunsford y trouva bientôt un

nouveau flirt. Mais la blessure infligée à l'amour-propre de Philip par l'insolence de la serveuse s'envenimait. S'il lui avait été indifférent, elle se fût exprimée poliment, mais elle semblait éprouver pour lui de l'aversion. Le désir le poursuivait de lui rendre la pareille. Ce sentiment mesquin l'agaçait. Trois ou quatre jours de lutte pour ne pas se rendre à la boutique en question ne lui suffirent pas à le surmonter, et il finit par trouver plus simple de la revoir. Ensuite, il n'y penserait plus. Une après-midi, un peu honteux de sa faiblesse, il prétexta un rendez-vous et quitta Dunsford pour aller au salon de thé où il avait juré de ne jamais remettre les pieds. Il aperçut tout de suite la jeune personne et s'assit à l'une de ses tables. Il s'attendait à une allusion à son absence d'une semaine, mais elle s'abstint de toute remarque. Il l'avait entendue dire à d'autres clients :

— Vous devenez bien rare.

On aurait dit qu'elle ne l'avait jamais vu. Afin de se rendre compte si elle l'avait réellement oublié, il lui demanda, quand elle apporta le thé.

— Avez-vous vu mon ami ce soir?

— Non, il n'est pas venu depuis quelques jours.

Il comptait entamer une conversation, mais, troublé, ne savait quoi dire. Il ne trouva plus prétexte à lui parler jusqu'au moment de lui demander l'addition.

— Sale temps, n'est-ce pas? — dit-il.

En avoir été réduit à préparer une phrase pareille... Pourquoi se sentait-il si gêné devant cette fille?

— Le temps qu'il fait ne change pas grand'chose pour moi, puisque je dois passer toute ma journée ici.

L'insolence de ce ton exaspéra Philip. Des mots désagréables lui montèrent aux lèvres, mais il se retint.

« Si, au moins, elle m'avait vraiment mal répondu », enrageait-il tout bas! Je me plaindrais et je la ferais flanquer à la porte. Ça lui apprendrait.

II

Impossible de ne plus penser à elle. Il se moquait, avec colère, de sa folie. Avait-on idée de se soucier des propos

d'une petite serveuse anémique? Personne, sauf Dunsford, et il l'avait certainement oublié, n'avait été témoin de son humiliation, mais Philip n'espérait plus retrouver la paix avant de l'avoir effacée. Il décida d'aller chaque jour au salon de thé. Évidemment, il avait produit mauvaise impression; il se croyait capable de la faire oublier. Il ne dirait rien qui pût offenser la susceptibilité la plus ombrageuse. Tout cela n'eut aucun effet. En entrant, il disait « Bonsoir » et elle répondait de même, mais un jour il omit cette formalité, pour voir si elle saluerait la première; elle se tut. *In petto*, il murmura une expression qui, applicable à bien des personnes du sexe féminin, n'est pas en usage chez les gens bien élevés. Avec un visage impassible il commanda son thé, et prit le parti de ne pas lui dire un mot. Sans prononcer son habituel « Bonsoir », il quitta la boutique, résolu à n'y pas retourner. Mais le lendemain vers l'heure du thé, l'inquiétude le prit. En vain, il essaya de penser à autre chose. Il finit pas s'avouer avec désespoir :

— Après tout, pourquoi ne pas y aller, si j'en ai envie?

Il avait résisté longtemps et, à son arrivée au tea-room, il était près de sept heures.

— J'ai cru que vous ne viendriez pas, — lui dit la jeune fille, comme il s'asseyait.

Le cœur de Philip bondit et il se sentit rougir.

— J'ai été retenu. Il m'a été impossible de venir plus tôt.

— Vous coupiez des gens en morceaux, je suppose?

— Non. Rien d'aussi terrible.

— Vous êtes étudiant, n'est-ce pas?

— Oui.

Cela parut satisfaire sa curiosité. Elle s'éloigna et, comme à cette heure tardive il n'y avait plus personne à ses tables, elle se plongea dans la lecture d'un roman. Ceci se passait avant les réimpressions à *six pence*. La littérature de pacotille foisonnait, écrite sur commande par de pauvres hères, à l'usage des illettrés. Philip était transporté. Elle lui avait parlé la première. Le moment approchait où son tour viendrait de lui dire sa façon de penser. Quel soulagement de pouvoir lui exprimer l'immensité de son mépris! Il l'observa. Un profil vraiment ravissant. Les jeunes Anglaises de ce milieu ont

souvent une ligne parfaite. Mais ses traits étaient froids comme le marbre, et la teinte grisâtre de sa peau révélait une mauvaise santé. Toutes les serveuses portaient le même uniforme : une simple robe noire avec un tablier blanc, des manchettes et un petit bonnet. Philip traça un croquis d'elle, assise et penchée sur son livre — elle prononçait les mots tout bas en lisant — et le laissa sur la table en s'en allant. C'était une inspiration, car, le lendemain, dès son arrivée, elle lui sourit.

— Je ne savais pas que vous dessiniez, — dit-elle.

— J'ai fait de la peinture à Paris pendant deux ans.

— J'ai montré votre dessin hier soir à la directrice. Elle a été épatée. C'était moi? C'était bien moi?

— Mais oui.

Pendant qu'elle allait chercher son thé, une des autres serveuses s'approcha de Philip.

— J'ai vu le portrait de miss Rogers. Vous savez attraper la ressemblance, vous.

Il entendait son nom pour la première fois et quand il demanda l'addition, il s'en servit pour l'appeler.

— Alors, vous savez mon nom?

— Votre camarade me l'a dit à propos de ce dessin.

— Elle a envie d'avoir son portrait, elle aussi. N'acceptez pas. Si vous commencez, vous n'en finirez plus : elles seront toutes après vous.

Puis, sans s'arrêter, et avec une inconséquence singulière, elle ajouta :

— Et ce jeune homme qui venait avec vous? Est-il parti?

— Comment! Vous vous souvenez de lui?

— Il était joli garçon.

Philip envia la chevelure bouclée, le teint frais, le charmant sourire de Dunsford.

— Oh! Il est amoureux, — ajouta-t-il en riant.

En regagnant son logis, Philip se répéta, mot pour mot, cette conversation. A présent, elle s'apprivoisait. A l'occasion, il lui offrirait de faire d'elle un dessin plus poussé; elle en serait sûrement flattée. Sa physionomie était intéressante, son profil idéal. Et quelle séduction dans ce teint chlorotique! A quoi faisait-il penser? L'idée de la purée de pois l'effleura. Mais il la rejeta avec horreur, et se mit à rêver aux pétales d'un bouton

de rose jaune effeuillé avant d'être éclos. A présent, il n'en voulait plus à Mildred.

— Ce n'est pas une mauvaise fille, — murmura-t-il.

Comment avait-il pu se froisser ainsi? Elle n'avait pas eu l'intention d'être désagréable. N'était-il pas encore habitué à produire une mauvaise impression au premier abord? Le succès de son croquis le flattait. A cause de ce petit talent, elle le considérait avec plus d'intérêt. Le lendemain, il ne tenait pas en place. Il eût volontiers été déjeuner au salon de thé, mais il y aurait eu beaucoup de monde à cette heure-là, et Mildred ne pourrait pas lui parler. Il réussit à semer Dunsford, et, sur le coup de quatre heures et demie — il avait déjà consulté sa montre une douzaine de fois — il entra.

Mildred lui tournait le dos. Assise à une table, elle parlait avec l'Allemand, toujours incrusté là. Elle riait de ses propos. Philip trouva son rire commun. Il l'appela, sans succès. Il l'appela encore, puis, pris de colère, il frappa la table avec sa canne. Elle s'approcha, boudeuse.

— Comment allez-vous? — dit-il.

— Monsieur a l'air joliment pressé.

Elle abaissa vers lui le regard insolent qu'il connaissait si bien.

— Dites-moi, qu'avez-vous donc? — interrogea-t-il.

— Si vous voulez bien me donner votre commande, j'irai vous chercher ce qu'il vous faut. Je ne puis rester en conversation jusqu'à demain.

— Du thé et un bun grillé, s'il vous plaît, — répondit sèchement Philip.

Furieux, il se plongea dans la lecture du *Star* et ne leva pas le nez quand elle apporta le thé.

— L'addition tout de suite. Comme ça, je n'aurai plus besoin de vous déranger, — fit-il, d'un ton glacial.

Elle emplit la feuille, la posa sur la table et rejoignit son Allemand. Bientôt, leur entretien prit un tour animé. C'était un homme de taille moyenne, avec la tête classique en bille, une face blême à grosse moustache hérissée. Il portait une jaquette et un pantalon gris. Une lourde chaîne de montre en or se tendait sur son ventre. Philip crut surprendre entre les autres jeunes filles des regards significatifs. Elles se moquaient

de lui. Son sang se mit à bouillir. Maintenant, il détestait Mildred. Il aurait bien mieux valu ne plus venir, mais la pensée d'avoir été roulé lui était insupportable et il se mit à chercher le moyen de lui témoigner son mépris. Le lendemain, il s'assit à la table d'une autre serveuse. Le gros Céladon germanique se trouvait de nouveau là et causait avec Mildred. Elle ne fit aucune attention à Philip; aussi, pour sortir, choisit-il un moment où elle serait obligée de le croiser et il la regarda comme une inconnue. Pendant trois ou quatre jours, il recommença le même manège. Sans doute allait-elle saisir une occasion de lui parler. Elle lui demanderait pourquoi il ne s'asseyait plus à une de ses tables, et la réponse chargée de dégoût était toute prête. Était-ce assez absurde de se donner tant de mal? Mais c'était plus fort que lui. De nouveau, elle avait marqué un point. L'Allemand disparut soudain, mais Philip persista à s'asseoir à d'autres tables. Elle ne faisait aucune attention à lui. Il comprit enfin : il pourrait continuer ainsi jusqu'au jugement dernier, sans produire le moindre effet.

« Je n'ai pas encore tout vu », se dit-il.

Le jour suivant, il reprit son ancienne place et elle vint lui dire bonsoir, comme s'il ne l'avait pas ignorée pendant toute la semaine. Il garda un visage placide, mais son cœur battait.

A cette époque, la vogue de l'opérette commençait et, il en était sûr, Mildred serait enchantée d'aller au théâtre :

— Dites-moi, — dit-il, sans transition, — viendriez-vous dîner un soir avec moi pour aller ensuite à « La Belle de New-York »? Je prendrais des fauteuils d'orchestre.

Il ajouta cette dernière phrase pour la tenter. On n'emmenait pas souvent une petite serveuse à des places plus chères que les secondes galeries. Le visage pâle de Mildred ne changea pas d'expression.

— Ça m'est égal.

— Quand pouvez-vous venir?

— Le jeudi, je suis libre plus tôt.

Mildred habitait avec une tante à Herne Hill. La pièce commençait à huit heures; il fallait donc dîner à sept heures. Elle lui proposa de la retrouver dans la salle d'attente de seconde classe à la gare de Victoria. Elle ne témoigna aucun plaisir, et accepta l'invitation avec l'air d'accorder une faveur.

III

Philip arriva presque une demi-heure en avance à la gare de Victoria et s'assit dans la salle d'attente des secondes. Elle n'arrivait pas. Inquiet, il alla sur le quai pour surveiller l'arrivée des trains de banlieue. L'heure du rendez-vous passa. Toujours pas de Mildred. Philip s'impatienta. Il inspecta les autres salles d'attente. Soudain, son cœur bondit.

— Vous voilà! J'ai cru que vous n'arriveriez jamais.

— C'est trop fort! Après m'avoir fait poser tout ce temps-là! J'allais retourner chez moi.

— Mais vous m'aviez dit que vous seriez dans la salle d'attente des secondes.

— Je n'ai jamais dit ça. Me voyez-vous attendant en seconde, quand je peux attendre en première?

Philip était certain de n'avoir commis aucune erreur, mais il ne discuta pas et ils prirent une voiture.

— Où dînons-nous? — demanda-t-elle.

— A *l'Adelphi*. Ça vous va-t-il?

— L'endroit où nous dînerons m'est indifférent.

Elle parlait sur un ton peu gracieux. Agacée d'avoir dû attendre, elle répondit par monosyllabes. Elle portait un long manteau d'une étoffe foncée et rêche, et sur la tête un châle tricoté au crochet. Ils arrivèrent au restaurant et s'installèrent. Elle jeta autour d'elle un regard satisfait. Les abat-jour rouges des bougies placées sur les tables, les ors de la décoration, les glaces donnaient à la salle un aspect somptueux.

— Je ne suis jamais venue ici.

Elle sourit à Philip et se débarrassa de son vêtement. Il remarqua alors sa robe bleu pâle, décolletée en carré, et sa coiffure, plus soignée que jamais. Il avait commandé du champagne et, quand elle le vit, ses yeux étincelèrent.

— Sapristi! Vous faites bien les choses.

— Parce que j'ai commandé du champagne? — s'informa-t-il négligemment, comme s'il n'eût jamais bu rien d'autre.

— Ce que j'ai été étonnée, lorsque vous m'avez demandé de venir au théâtre avec vous.

La conversation traînait. Mildred était vite au bout de son rouleau et Philip, se rendant compte qu'il ne l'amusait pas,

s'énervait. Elle l'écoutait distraitement, les yeux fixés sur les autres tables, sans même faire semblant de s'intéresser à lui. Il lança une ou deux plaisanteries, mais elle les prit au sérieux. Enfin il eut l'idée de parler de la maison de thé et elle s'anima. Cette directrice! Elle lui en raconta tout au long les méfaits.

— Je ne puis la voir en peinture. Ces grands airs qu'elle se donne! Parfois, j'ai presque envie de lui lancer à la figure une chose que je sais sans qu'elle s'en doute.

— Quoi donc?

— Figurez-vous qu'elle a le toupet de passer les week-ends à Eastbourne avec un homme. La sœur d'une de mes camarades y va avec son mari et elle l'a vue. Elles habitaient la même pension et notre directrice avait une alliance au doigt. Or, je sais, moi, qu'elle n'est pas mariée.

Philip remplit le verre de Mildred dans l'espoir que le champagne l'amadouerait. Il fallait que leur petite fête fût réussie. Elle tenait son couteau comme un porte-plume et arrondissait le cinquième doigt en buvant. Il essaya de plusieurs sujets de conversation, sans parvenir à rien tirer d'elle. Et dire qu'avec l'Allemand, elle ne demandait qu'à parler et à rire! Après le dîner, ils se rendirent au théâtre. Du haut de sa culture, Philip considérait l'opérette avec dédain. Il en trouvait les plaisanteries vulgaires et les mélodies banales. En France, lui semblait-il, on réussissait mieux dans ce genre. Mildred riait à s'en faire mal aux côtes. De temps à autre, elle jetait vers Philip un regard joyeux et applaudissait avec frénésie.

— C'est la septième fois que je vois ça, — dit-elle après le premier acte, — et je ne demande qu'à revenir sept fois encore.

Leurs voisines de fauteuils d'orchestre l'intéressaient vivement. Elle faisait remarquer à Philip maquillages et cheveux postiches.

— Quelle horreur, ces gens du West-end, comment peuvent-ils se fagoter ainsi?

Elle porta la main à ses cheveux.

— Les miens sont tous à moi.

Personne ne trouvait grâce à ses yeux. Faisait-elle une réflexion, elle était toujours venimeuse. Philip se sentait mal à

l'aise. Le lendemain, elle raconterait leur soirée à ses camarades, et le peindrait comme un sinistre raseur. Elle lui déplaisait, et pourtant, sans savoir pourquoi, il désirait être auprès d'elle. En la reconduisant, il lui demanda :

— Vous vous êtes amusée?

— Je crois bien.

— Alors on recommencera un de ces soirs?

— Ça m'est égal.

Il détestait ce genre de réponse. L'indifférence de Mildred l'exaspéra.

— On dirait que vous vous moquez pas mal de venir ou non.

— Si vous ne m'emmenez pas, je sortirai avec un autre. Je ne manque jamais d'hommes pour me mener au théâtre.

Philip garda le silence. A la gare, il se dirigea vers le guichet des billets.

— J'ai mon abonnement, — dit-elle.

— Je pensais vous accompagner jusque chez vous, si ça ne vous ennuie pas, car il est assez tard.

— Oh! Si ça vous fait plaisir, ça m'est égal.

Il prit des billets de première. Aller simple pour elle, aller et retour pour lui.

— Eh bien, vous n'êtes pas regardant, il faut l'avouer, — dit-elle, comme il ouvrait la portière du compartiment pour la faire monter.

D'autres voyageurs entrèrent et il devint impossible de parler. Philip ne sut pas s'il en éprouvait du soulagement ou du dépit. Ils descendirent à Herne Hill et il l'accompagna jusqu'au coin de la rue où elle habitait.

— Je vais vous dire bonsoir ici, — dit-elle en lui tendant la main. — Il vaut mieux ne pas venir jusqu'à la porte, je sais comment sont les gens et je ne tiens pas à faire jaser.

Elle s'éloigna rapidement. Dans l'obscurité, il apercevait son châle blanc. Sûrement, elle se retournerait. Elle n'en fit rien. Philip remarqua la maison où elle entrait et s'approcha pour l'examiner.

L'ordinaire et coquette maisonnette en briques jaunes, pareille à toutes celles de la rue. Il demeura là quelques

minutes et bientôt la lumière s'éteignit à l'étage supérieur. Philip regagna lentement la gare. En somme, une soirée manquée. Il était irrité et malheureux.

Une fois couché, il la revit assise dans le coin du compartiment, la tête couverte du châle blanc. Comment passer les heures qui le séparaient du moment où il pourrait de nouveau poser les yeux sur elle? A moitié endormi, il songeait à son visage mince aux traits délicats et à la pâleur diaphane de son teint. Près d'elle, il ne se sentait pas content, mais loin d'elle, il était malheureux. Il éprouvait le désir d'être assis à côté d'elle pour la contempler; il voulait la toucher, il voulait... L'idée se présenta à son esprit, mais il n'alla pas jusqu'au bout. Soudain, il se dressa tout éveillé... Il voulait baiser sa bouche pâle aux lèvres minces. Enfin, il comprenait : il l'aimait. C'était inimaginable.

Souvent il avait songé au jour où il deviendrait amoureux, et certaine scène s'était imposée à lui. Il entrait au bal. Des hommes et des femmes causaient. Une des femmes se retournait. Son regard rencontrait le sien et un même saisissement suspendait leurs souffles. Il demeurait immobile. Elle était grande, brune et belle, des yeux sombres comme la nuit. Sa robe était blanche et, dans ses cheveux, des diamants étincelaient. Oubliant les gens qui les entouraient, ils se regardaient fixement. Tous deux le sentaient, la formalité d'une présentation eût été déplacée. Il lui parlait.

— Je vous ai cherchée toute ma vie, — disait-il.

— Enfin, vous êtes venu.

— Voulez-vous danser?

Elle s'abandonnait à ses bras tendus et ils se mettaient à tourbillonner — Philip s'imaginait toujours ne pas boiter. Elle dansait divinement.

— Personne ne danse comme vous, — disait-elle.

Ils dansaient ensemble toute la soirée.

— Que je suis heureux de vous avoir attendue! — lui disait-il. — Je savais qu'à la fin je vous rencontrerais.

On les regardait. Ils ne s'en souciaient pas. Ils ne faisaient rien pour dissimuler leur passion. Enfin, ils descendaient au jardin. Il lui jetait un léger manteau sur les épaules et la faisait monter en voiture. Ils attrapaient le train de minuit

pour Paris et filaient dans la nuit étoilée et silencieuse, vers l'inconnu.

Au souvenir de ce rêve, il lui parut impossible d'aimer Mildred Rogers. Avec ce nom ridicule! Et puis, elle n'était pas vraiment jolie. Quel squelette! Ce soir-là, en robe décolletée, ses salières l'avaient frappé. Un à un, il détailla ses traits : il n'aimait pas sa bouche et son teint maladif lui inspirait une vague répulsion. Elle était commune. Ses phrases plates et rares, toujours les mêmes, trahissaient le vide de son esprit. Et ce rire vulgaire devant les plaisanteries de l'opérette, et ce petit doigt prétentieusement arrondi pour porter le verre à ses lèvres! Dans ses manières comme dans sa conversation, elle affectait une distinction odieuse. Il se rappelait son insolence. Volontiers, il lui eût parfois tiré les oreilles. Tout à coup, sans savoir pourquoi, sans doute à la pensée de la battre, ou à l'idée de ses ravissantes petites oreilles, un flot d'émotion monta en lui. Il la désirait. En pensée, il enserrait dans ses bras son corps mince et fragile et baisait ses lèvres pâles; il éprouvait le besoin de caresser le velours de ses joues diaphanes. Il la voulait.

Il avait imaginé l'amour comme un ravissement qui donne à tout l'air du printemps; il s'attendait à un bonheur extatique, mais ce qu'il éprouvait n'avait rien du bonheur; c'était une fringale de l'âme, un désir douloureux, une angoisse amère encore inconnus. Quand cela s'était-il éveillé? Il l'ignorait. Il se rappelait seulement qu'à partir de la troisième ou quatrième visite, il n'était jamais allé au salon de thé sans une sensation de souffrance et que, si elle lui parlait, il éprouvait une étrange oppression. Quand elle le quittait, il se sentait malheureux et quand elle revenait, c'était du désespoir.

Il s'étira dans son lit comme un animal. Allait-il pouvoir endurer cette torture?

IV

Le lendemain matin, Philip s'éveilla de bonne heure et sa première pensée fut pour Mildred. L'idée lui vint qu'il pourrait aller à sa rencontre à la gare de Victoria et l'accompagner jusqu'au tea-room. En hâte, il se rasa, enfila ses vêtements et

prit l'omnibus. Il arriva à la gare à huit heures moins vingt et se mit à surveiller l'arrivée des trains. Une foule de gens en descendait, employés et commis de magasins, et s'égaillait sur le quai. Tout ce monde se pressait, parfois deux par deux, ou en groupes mais, le plus souvent, chacun de son côté. A cette heure matinale, la plupart étaient pâles, laids et avaient l'air absorbé. Seuls, les plus jeunes foulaient allégrement le ciment du quai, les autres avaient des allures d'automates et l'inquiétude tourmentait leurs traits. Philip aperçut enfin Mildred et se précipita.

— Bonjour, — dit-il. — Je suis venu voir comment vous alliez après la soirée d'hier.

Elle portait un vieil imperméable marron et un béret. Son mécontentement de le voir était visible.

— Oh! Très bien. Je n'ai pas beaucoup de temps à perdre.

— Est-ce que vous me permettez de remonter Victoria Street avec vous?

— Je ne suis pas en avance. Il faudra que je marche vite, — répondit-elle, les yeux fixés sur le pied-bot.

Philip devint écarlate.

— Je vous demande pardon. Je ne veux pas vous retarder.

— A votre aise.

Elle continua sa route et, le cœur navré, il rentra prendre son petit déjeuner. Il la détestait. C'était une folie de s'occuper de cette chipie. Elle n'éprouverait jamais la moindre affection pour lui. Son infirmité devait la dégoûter. Il décida de ne pas aller au salon de thé cet après-midi-là, mais, furieux contre lui-même, il s'y rendit.

Elle l'accueillit avec un sourire.

— Je n'ai pas été très gentille, ce matin, — dit-elle, — mais, vous comprenez, je ne m'attendais pas à vous voir.

— Oh! Ça ne fait rien.

Délivré d'un gros poids, il éprouvait une gratitude infinie pour ce mot aimable.

— Pourquoi ne vous asseyez-vous pas? — demanda-t-il. — Personne n'a besoin de vous en ce moment.

— Si ça peut vous faire plaisir...

Il la regarda sans rien dire. Il se creusait anxieusement la tête pour trouver une remarque qui l'empêchât de s'éloigner.

Il aurait voulu lui expliquer tout ce qu'elle représentait pour lui, mais, à présent qu'il aimait vraiment, il ne savait plus parler d'amour.

— Et votre ami à la belle moustache? Je ne l'ai pas revu ces temps derniers?

— Il est retourné à Birmingham où sont ses affaires. Il ne fait que de courts séjours à Londres.

— Est-il amoureux de vous?

— Demandez-le-lui. Comme si ça vous regardait!

Philip avait une réponse aigre sur le bout de la langue, mais il apprenait à se maîtriser.

— En voilà une chose à dire! — fut tout ce qu'il se permit.

Elle le considéra avec indifférence.

— Vous n'avez pas l'air de tenir beaucoup à moi, — ajouta-t-il.

— Pourquoi tiendrais-je à vous?

— En effet.

Il étendit la main pour prendre sa note.

— Vous êtes bien nerveux, — fit-elle, en apercevant son geste. — Pour un rien, vous prenez la mouche.

Il sourit d'un air suppliant.

Voulez-vous être gentille? — demanda-t-il.

— Ça dépend.

— Laissez-moi vous reconduire à la gare ce soir.

— Ça m'est égal.

Après le thé, il retourna chez lui, mais à huit heures, il attendait dehors la fermeture.

— Ce que vous êtes drôle! — dit-elle en sortant. — Je ne vous comprends pas.

— Est-ce si difficile?

— Aucune de mes camarades ne vous a vu m'attendre?

— Je n'en sais rien et je m'en fiche.

— Elles se moquent toutes de vous. Elles disent que vous avez le béguin pour moi.

— Pour ce que ça vous fait!

— Allons, espèce de grognon!

A la gare, il prit un billet et déclara qu'il allait la reconduire.

— Vous m'avez l'air d'un rude flâneur, — remarqua-t-elle.

— Je suis bien libre d'employer mon temps à ma guise.

Ils paraissaient toujours sur le point de se quereller. En réalité, Philip s'en voulait de l'aimer. Elle l'humiliait sans cesse, et chaque occasion où elle le rabrouait ajoutait à son ressentiment. Mais, ce soir-là, elle était de bonne humeur et ne demandait qu'à bavarder. Elle lui raconta qu'elle avait perdu ses parents; elle ne travaillait pas pour gagner sa vie, mais pour se distraire.

— Ma tante n'aime pas à me voir dans le commerce. Chez moi, je pourrais vivre comme une princesse. N'allez surtout pas croire que j'ai besoin de travailler.

Mildred mentait et Philip le savait. Elle avait le préjugé des petits bourgeois contre ceux qui doivent gagner leur vie.

— Ma famille est très bien apparentée, — ajouta-t-elle.

Un vague sourire passa sur les traits de Philip.

— Vous riez? — dit-elle vivement. — Est-ce que vous vous imaginez par hasard, que je vous raconte des blagues?

— Non, bien sûr.

Elle lui jeta un regard soupçonneux, mais, au bout d'un instant, elle ne put résister à la tentation de le convaincre de ses splendeurs passées.

— Mon père avait une voiture et trois domestiques. Nous avions des roses magnifiques. Les gens s'arrêtaient à la grille pour demander à qui appartenait la maison, tant elles étaient belles. Ce n'est pas très drôle pour moi d'avoir à frayer avec des serveuses de salon de thé. Parfois, j'ai vraiment envie de tout plaquer. Ce n'est pas le travail qui m'ennuie, c'est le milieu.

Assis en face d'elle, Philip, rasséréné, écoutait ses histoires. Cette naïveté le touchait. Le teint de Mildred s'était animé. Il eût été délicieux de l'embrasser sur le menton.

— A la minute où vous êtes entré, j'ai vu que vous étiez un vrai gentleman. Qu'est-ce qu'il faisait, votre père?

— Il était docteur.

— On reconnaît toujours un médecin, à un je ne sais quoi. Je ne sais pas ce qu'il y a, mais je le sens du premier coup.

Ils sortirent de la gare.

— Dites-moi. Je voudrais vous emmener voir une autre pièce, — dit-il.

— Ça m'est égal.

— Vous pourriez peut-être aller jusqu'à dire que ça vous ferait plaisir.

— Pourquoi?

— Peu importe. Fixons un jour. Samedi soir?

— Oui, ça ira.

Le temps de préciser le rendez-vous, ils se trouvèrent au coin de la rue où elle habitait. Elle lui tendit la main et il la retint.

— J'ai tellement envie de vous appeler Mildred.

— Ne vous gênez pas. Moi, je m'en moque.

— Et vous m'appellerez Philip, n'est-ce pas?

— Oui, si j'y pense. Ça me paraît plus naturel de vous appeler monsieur.

Il l'attira vers lui, mais elle se recula.

— Qu'est-ce que vous faites?

— Vous ne voulez pas m'embrasser?

— Impertinent!

Elle retira violemment sa main et s'enfuit.

SOMERSET MAUGHAM

(Traduction de madame E. R. BLANCHET.)

(A suivre.)

L'EUROPE, CE PETIT CAP...

MORT DE L'ESPRIT EUROPÉEN

« L'Europe deviendra-t-elle *ce qu'elle est en réalité*, c'est-à-dire : un petit cap du continent asiatique?

» Ou bien l'Europe restera-t-elle *ce qu'elle paraît*, c'est-à-dire : la partie précieuse de l'univers terrestre, la perle de la sphère, le cerveau d'un vaste corps? »

Cette question angoissée, Paul Valéry la posait au lendemain de la guerre. Et voici qu'à dix-huit ans d'intervalle, une parole auguste lui a fait écho : « Nouvel avertissement », a dit Pie XI, de son lit de douleurs, en parlant, dans son message de Noël, des événements d'Espagne, « nouvel avertissement plus grave et plus menaçant peut-être qu'il n'y en eut jamais pour le monde entier et principalement pour l'Europe et pour sa civilisation chrétienne. »

Quand les historiens futurs feront l'histoire de notre temps, sans doute noteront-ils, au premier rang de ses caractéristiques, la mort de l'*esprit européen*.

Cet esprit, si longtemps une réalité, trouva ses racines dans la paix romaine qui, pendant plusieurs siècles, couvrit de sa protection les peuples civilisés du monde occidental.

Vint la nuit du moyen âge et la fragmentation de la grande communauté. Mais, au sein même de cette nuit, la nostalgie de la cohésion disparue subsistait : l'histoire du Saint-Empire en témoigne. De plus, à la notion impériale agonisante, une notion vivante vint se superposer, celle de Chrétienté : la Trêve de Dieu, les Croisades fournissent la preuve de son efficace.

Avec le début des temps modernes, le premier éveil des nations et l'apparition de l'axiome selon lequel « chaque roi est empereur dans son royaume », l'idée d'Empire achève de mourir. En même temps, le protestantisme et les guerres de religion brisent la Chrétienté : François Ier s'allie au Turc; les catholiques français invoquent le secours de l'Espagnol contre leurs compatriotes protestants; les princes allemands réformés appellent à leur secours le Suédois. La confusion règne. Au lendemain de la guerre de Trente ans, la civilisation a reculé en Allemagne de plusieurs siècles.

L'unité morale ne se refera jamais entière. Toutefois, au fur et à mesure que les plaies se pansent, quelque chose de l'ancienne solidarité reparaît. Les dynasties et les cabinets jouent leurs jeux égoïstes, mais selon des règles qui demeurent communes. La Révolution française elle-même, en dépit des notions nouvelles qu'elle propage, ne brise pas tout à fait la tradition. Napoléon Ier échoue finalement dans sa tentative de restaurer un Empire d'Occident. Mais les traités de Vienne créent en Europe un équilibre durable. Pendant tout le XIXe siècle, malgré le réveil des nationalités, malgré les guerres, subsiste un sentiment profond de solidarité. Le *concert européen* n'est pas un vain mot et on lui doit, avec de longs intervalles de paix, une extraordinaire période de prospérité.

La guerre de 1914-1918 est venue interrompre ce concert. A la paix une grande tentative fut faite pour en reprendre l'idée en la transposant sur le plan mondial : ce fut la Société des Nations. Sans doute était-elle trop ambitieusement conçue : des événements récents ont démontré à l'évidence quels étaient son défaut de cohésion et l'insuffisance de ses moyens d'action. Un projet qui pouvait être fécond se fit, il est vrai, jour un instant: celui d'une Union européenne; des égoïsmes à courte vue en provoquèrent vite l'évanouissement.

Depuis le mal n'a fait qu'empirer. Et, au cours des derniers mois, il a pris des proportions telles qu'en ce début de l'année 1937, « année cruciale » disait dès 1932 M. Mussolini, d'aucuns en viennent à le craindre mortel.

De cette aggravation, quelles sont les causes prochaines? On peut en retenir trois : la « volonté de puissance » de

l'Allemagne hitlérienne; l'élément perturbateur apporté dans le jeu européen par l'activité de la IIIe Internationale; les vacillations des grandes puissances naturellement conservatrices de l'ordre européen.

LES FORCES SUBVERSIVES

L'Allemagne d'abord : 1936 a vu s'affirmer, avec une âpreté nouvelle, la ferme volonté des chefs du national-socialisme non seulement de poursuivre la destruction du traité de Versailles, mais encore de placer leur pays, hors de toute solidarité européenne, en une situation incontestable de prééminence.

Au début de l'année, refus de compléter le traité de Locarno par un accord aérien; le 7 mars, dénonciation unilatérale de ce traité et réoccupation militaire de la rive gauche du Rhin; refus dédaigneux d'écouter les suggestions, cependant bien conciliantes, des autres signataires du pacte déchiré; le 11 juillet, conclusion d'un accord avec l'Autriche, qui, tout en laissant provisoirement à celle-ci son indépendance politique, prépare un *Anschluss* moral; le 24 août, élévation à deux ans, pour toutes les armes, de la durée du service militaire obligatoire, ce service obligatoire proscrit par le traité de Versailles; le 14 novembre, sans nécessité aucune et alors que le Reich allait avoir satisfaction sur les points essentiels, répudiation d'un chapitre nouveau de ce traité, celui relatif aux fleuves internationaux; accroissement inouï du rythme des armements; envoi au secours de l'Espagne insurgée non seulement d'un matériel considérable mais encore de troupes organisées; le 25 novembre, conclusion avec le Japon d'un accord qui, sous couleur de défense concertée contre le communisme, marque la rentrée de l'Allemagne dans la *Weltpolitik*; tout récemment, accentuation violente de la campagne tendant à la reconstitution d'un empire colonial : autant d'étapes sur la voie qui, bien au delà de « l'égalité des droits », doit, dans la pensée des dirigeants de l'Allemagne, porter celle-ci à un degré de puissance que n'avaient osé envisager ni Bismarck, ni peut-être Guillaume II.

On n'affirme pas d'ailleurs que cette pensée implique forcément la guerre. J'ai encore dans les oreilles le son convaincant de la voix du chancelier Hitler m'affirmant qu'ancien combattant il ne pouvait envisager sans horreur le retour des atrocités qu'il avait connues. De même que la sincérité de son anticommunisme, la sincérité de son pacifisme est certaine. Seulement, il s'agit de rendre l'Allemagne si forte que nul ne puisse avoir même la velléité de s'opposer à ses volontés.

Pour faire de ce rêve une réalité, nul sacrifice ne paraît si dur qu'il ne puisse être imposé aux Allemands : le Reich d'aujourd'hui est semblable à une ville assiégée où toutes les manifestations de la vie sont contrôlées par l'autorité publique, où les habitants sont étroitement rationnés, où la moindre infraction à la règle peut entraîner la peine capitale. Ce n'est point là une image : un décret de décembre dernier punit de mort les Allemands coupables de conserver des avoirs à l'étranger.

Ainsi, enfermée dans une autarcie ruineuse, en proie à une psychose guerrière, la patrie de Luther et de Gœthe apparaît maintenant au cœur de l'Europe comme un grand corps presque étranger.

Le gouvernement de Berlin cependant n'aurait pu entretenir son peuple dans cet état d'exaltation, surtout il n'aurait pas rencontré à l'extérieur tant de complaisances avouées ou secrètes, s'il n'avait trouvé un merveilleux point d'appui : le communisme.

La IIIe Internationale, avec ses principes en contradiction directe avec ceux sur lesquels repose la civilisation occidentale, avec les sanglantes horreurs qui ont marqué ses progrès, avec le cynisme de ses dirigeants et leur diabolique génie de propagande apparaît, à juste titre, comme un des plus pressants périls qui ait jamais menacé l'Europe.

Or, la IIIe Internationale se trouve identifiée avec un gouvernement européen, celui de l'Union soviétique. Ce dernier nie cette identité. Mais, pour qu'on en soit assuré il suffit de rappeler que Staline, qui n'a aucun titre dans la hiérarchie officielle des Soviets et qui n'est que le secrétaire de la IIIe Internationale russe, est cependant le maître incontesté de la Russie. Il en résulte que celle-ci inspire aujourd'hui les mêmes

méfiances et suscite les mêmes terreurs que le communisme.

Situation dont le gouvernement hitlérien a su tirer un admirable parti. L'Allemagne, depuis des siècles, regarde vers la Russie avec un mélange de frayeur et de concupiscence. Grâce au communisme, elle trouve maintenant des alliés bénévoles parmi tous les amis de l'ordre.

Les Soviets ont fait ce qu'ils ont pu pour écarter cette redoutable collusion. Pour ne pas remonter au delà de 1936, il suffira de rappeler l'ardeur qu'ils ont mise à obtenir des Chambres françaises la ratification du pacte franco-russe, la mise à l'étude, puis la promulgation d'une nouvelle constitution « démocratique », la publicité donnée à une série de mesures tendant à restaurer la famille et jusqu'à un certain point la propriété, les conseils enfin de prudence, voire de « nationalisme », donnés aux communistes français.

Cette propagande — car c'en est encore une — ne s'est pas révélée très efficace. Et tout ce qui en Europe n'est pas foncièrement révolutionnaire demeure, à certaines exceptions près, au moins méfiant à l'égard du Kremlin. Méfiance légitime si, à tant de déclarations rassurantes venues de Moscou, on oppose l'activité inlassable manifestée par la IIIe Internationale dans les pays où la faiblesse des gouvernements lui a laissé un champ favorable, si on songe aussi aux résultats atroces que cette activité a obtenus en Espagne.

Pourtant, ces concessions réelles ou feintes à « l'esprit de l'Occident » n'ont pas laissé de susciter de graves difficultés au gouvernement de Moscou. Dans la mesure où une opposition peut exister sous un régime d'oppression, il existe, en Russie soviétique, une opposition de gauche. Certes les Soviets, quoi qu'on en dise parfois, ne se rapprochent nullement du capitalisme, lequel suppose un minimum de liberté économique. Mais ils s'éloignent du communisme pur et l'oligarchie bureaucratique et militaire qui les dirige s'accommode mieux d'une sorte de socialisme d'État lui garantissant permanence et confort. Cela n'est pas du goût de tous ceux qui n'ont pas trouvé de place dans cette oligarchie. D'où la IVe Internationale, d'où les critiques plus ou moins étouffées, d'où même des complots. De quelle manière sanglante ceux-ci sont réprimés, on l'a vu par le procès ouvert en août der-

nier contre les « trotzkistes » et qui s'est vite terminé par l'exécution de seize des accusés.

Mais un gouvernement n'est pas impunément d'origine et de doctrine révolutionnaires : après avoir fait guillotiner les Hébertistes, Robespierre provoqua la loi de Prairial qui permit d'exécuter en masse les suspects de modérantisme. Ayant fait fusiller les chefs trotzkistes, le gouvernement de Moscou devait donner des satisfactions aux mânes de Lénine. De là sans doute son attitude dans les affaires d'Espagne et l'envoi dans la péninsule d'un véritable corps expéditionnaire avec armes et bagages, de là les encouragements qu'il a apportés en France à certaines tentatives extrémistes, de là enfin l'impression qu'il a donnée d'organiser, en face de la croisade anticommuniste prêchée à Berlin, un front international de la Révolution.

L'étroit mélange de la diplomatie et de l'idéologie révolutionnaire ne peut pas ne pas rester, par définition même, la caractéristique de l'action extérieure des Soviets. C'est ce mélange qui contribue si puissamment à empoisonner l'atmosphère de l'Europe.

LES PILIERS INCERTAINS

Volonté de puissance allemande; passion révolutionnaire de la IIIe Internationale : en d'autres temps, ces forces subversives eussent pu être neutralisées par la volonté des grandes puissances qui, par leur position et leur intérêt, sont les conservatrices naturelles de l'ordre européen, Italie, Grande-Bretagne, France. Un destin tragique a fait que, ces derniers temps et pour des raisons diverses, cette volonté s'est trouvée affaiblie.

On ne dira jamais assez le mal qu'a pu faire à l'Europe l'affaire d'Éthiopie. La Société des Nations qui, en septembre dernier encore, s'est malencontreusement refusée à reconnaître le fait accompli, a perdu ce qui lui restait de prestige; le « front de Stresa », si laborieusement constitué en 1935, a été rompu; l'Italie s'est trouvée rejetée du côté de l'Allemagne. On connaît les étapes récentes de cette désastreuse histoire : le refus de l'Italie, au lendemain du 7 mars, de

s'associer à l'effort de redressement tenté, assez mollement d'ailleurs, par la France et la Grande-Bretagne; la complaisance mise par M. Mussolini à accepter l'accord austro-allemand du 11 juillet; les messages cordiaux échangés entre Rome et Berlin; la visite retentissante faite par le comte Ciano en octobre à Berlin et à Berchtesgaden; la déclaration de « communauté de vues » qui a suivi cette visite; le discours de Milan du 1er novembre, véritable réquisitoire du Duce contre toutes les « illusions de Genève »; l'aide matérielle et morale apportée par le gouvernement fasciste, de concert avec le gouvernement hitlérien, aux nationalistes espagnols; l'obstination enfin mise par le cabinet de Rome à refuser d'accueillir un ambassadeur de France dont les lettres ne comporteraient pas, au mépris des résolutions de Genève, la reconnaissance de l'Empire d'Éthiopie.

Tout cela, qui est grave, l'eût pu être davantage sans l'esprit politique dont savent, malgré tout, toujours faire preuve les Italiens. M. Mussolini, tout en entrant partiellement dans le jeu allemand, n'a pas voulu jouer ce jeu jusqu'au bout : il a refusé poliment de s'associer à l'accord germano-japonais contre le communisme; il a affirmé qu'il n'engagerait jamais avec le général Franco de négociations pouvant entraîner des modifications du *statu quo* en Méditerranée occidentale; enfin, le 2 janvier, il a signé avec la Grande-Bretagne un *gentlemen's agreement* qui met fin à de périlleux frottements.

Ce *gentlemen's agreement*, dans lequel éclate le sens opportuniste de la diplomatie britannique, marque le retour de la Grande-Bretagne à la grande action internationale poursuivie directement *sans passer par le canal de la Société des Nations*. Ce retour a été longtemps différé par l'insuffisance de la force qui doit nécessairement appuyer une telle action. Pendant des années, le gouvernement de Londres a cru qu'il pouvait sans péril, à l'abri de la Société des Nations, opérer des abattements drastiques sur ses budgets militaires. Le réveil a été dur : en 1935, on s'est demandé si les forces navales et aériennes de l'Empire britannique étaient de taille à tenir tête, en Méditerranée, à celles de l'Italie; en 1936, on s'est rendu compte, à la lumière du réarmement allemand, que ses forces terrestres étaient pratiquement inexistantes.

La vérité, depuis longtemps aperçue des hommes d'État britanniques, avait été d'abord volontairement dissimulée. M. Baldwin a publiquement reconnu qu'à la veille des élections générales d'automne 1935, il n'avait pas voulu effrayer les électeurs. Depuis, on s'est efforcé, avec beaucoup de courage et d'énergie, de rattraper le temps perdu. Aujourd'hui la flotte de la Grande-Bretagne est au point et son aviation a réalisé d'énormes progrès. Son armée, cependant, en dépit d'efforts méritoires, demeure très insuffisante : le corps expéditionnaire qu'en cas de conflit elle pourrait envoyer sur le continent, n'égalerait pas ce qu'en août 1914 Guillaume II appelait « la méprisable petite armée du maréchal French ».

C'est cette médiocrité de la préparation militaire britannique qui est, pour une grande part, à la base des hésitations que l'on a pu noter, au cours de 1936, dans la politique extérieure du cabinet de Londres. Ces hésitations ont été particulièrement marquées, au lendemain du 7 mars, quand le gouvernement anglais a tout fait pour amortir les réactions de l'opinion française, tout fait aussi pour amadouer le Reich. En vain. Et ce n'est pas sans amertume que l'on constate à Londres que le gouvernement allemand n'a pas daigné répondre, même pour la forme, au questionnaire, pourtant infiniment courtois, que le Foreign Office lui avait adressé le 6 mai.

Ces inquiétudes et ces rebuts ont cependant eu un effet favorable : ils ont conduit la Grande-Bretagne à se rapprocher de la seule grande puissance à la fois militaire et libérale subsistant sur le continent, c'est-à-dire la France. Dans son discours du 24 février 1936, M. Eden avait encore exprimé sa foi exclusive dans la sécurité collective et marquait l'accent sur la nécessité de ne pas donner à l'Allemagne une impression d'encerclement. Dans son discours du 20 novembre, il affirmait nettement l'entière solidarité franco-britannique et proclamait que, sous condition admise de réciprocité, les forces de l'Empire britannique seraient tout entières aux côtés de la France attaquée.

C'est qu'entre ces deux dates, et sous la menace allemande, une évolution s'était précisée : le 19 mars, au lendemain de la réoccupation militaire de la Rhénanie, accord de sécurité anglo-franco-belge; le 1er avril, lettre du gouvernement de

Londres aux gouvernements de Paris et de Bruxelles confirmant que la Grande-Bretagne entendait rester fidèle à toutes les dispositions du traité de Locarno; le 15 avril, premiers contacts d'états-majors; le 15 juillet, levée concertée entre les cabinets britannique et français des « sanctions » frappant l'Italie; au début d'août, adhésion empressée de la Grande-Bretagne à l'initiative prise par la France et tendant à l'organisation effective de la non-intervention dans les affaires d'Espagne; action commune constamment poursuivie depuis par les deux diplomaties pour assurer le respect du principe proclamé; contacts étroits maintenus entre le Foreign Office et le Quai d'Orsay au sujet des négociations avec l'Italie; le 21 décembre, suppression simultanée des légations à Addis-Abeba; à la fin du même mois, démarches concertées faites à Rome, Berlin, Moscou et Lisbonne par les représentants diplomatiques de la France et de la Grande-Bretagne : autant de signes d'un rapprochement de points de vue allant jusqu'à la juxtaposition...

Au fur et à mesure que le redressement naval, aérien et militaire de la Grande-Bretagne s'accentue, la parole de ses hommes d'État se fait plus ferme et leur pensée perd de son flottement. Au cours de la crise constitutionnelle qu'elle a traversée le mois dernier, l'Angleterre a manifesté qu'elle n'avait rien perdu de ses traditionnelles et magnifiques qualités politiques. On peut espérer que 1937 lui fournira et les moyens matériels d'appuyer sa volonté et l'occasion de la manifester avec fermeté.

Mauvaise humeur de l'Italie; impréparation militaire de la Grande-Bretagne : deux éléments qui ont, en 1936, grandement contribué à encourager en Europe les forces de subversion. Il faut leur en ajouter un troisième : les vicissitudes de la politique intérieure de la France.

Notre pays est encore libre. Par suite, les opinions diverses des citoyens s'y expriment avec une vivacité qui donne aux peuples soumis à un obligatoire conformisme une impression de déchirement. De plus, cette liberté, et le laisser-aller de nos mœurs politiques, fournissent aux gouvernements étrangers de grandes facilités pour poursuivre chez nous une propagande intéressée. Enfin, différentes circonstances ont

entraîné récemment en France le développement considérable d'un parti, le parti communiste, lequel prend ouvertement ses mots d'ordre à l'extérieur.

Il en résulte que, quelle que soit la continuité, au moins relative, de la ligne politique suivie par le Quai d'Orsay, les pays étrangers ont l'impression que cette continuité n'est que provisoire et précaire. Impression généralement fausse mais à laquelle a pu donner une apparence de bien-fondé le jeu de nos rivalité politiques, jeu parfois poursuivi jusqu'au sein même du ministère.

Pendant toute une période, on allait prétendant en Europe, sans souci des faits, que M. Laval entendait rompre avec la diplomatie de ses prédécesseurs, spécialement à l'égard des puissances petites et moyennes. M. Laval se démit en janvier 1936. Il avait signé, en l'entourant d'ailleurs de multiples précautions, le pacte franco-soviétique. Un des premiers actes de son successeur fut d'en proposer au Parlement la ratification. Aussitôt, nouvelles rumeurs : la France, où se préparait des élections législatives qu'on prévoyait de gauche, allait passer au camp de la IIIe Internationale.

Cette ratification fut psychologiquement une erreur. Elle ne l'eût point été et eût constitué une raisonnable mesure de précaution si notre pays avait joui d'un gouvernement fort, appuyé sur une majorité durable et une opinion publique homogène. Les hésitations du ministère lors du coup allemand du 7 mars montrèrent qu'à un mois et demi des élections il était déjà loin d'en être ainsi.

Ces élections intervinrent les 26 avril et 3 mai. Elles envoyèrent à la Chambre une majorité de front populaire dont un groupe communiste de 72 membres formait un élément essentiel. Ce groupe n'eut pas, il est vrai, de représentants dans le cabinet Blum, mais on eut le sentiment qu'il exerçait et exercerait sur ce dernier une influence décisive. En même temps, les occupations d'usines et d'établissements se multiplièrent sous le regard bienveillant de l'autorité publique.

Il n'en fallait pas tant pour persuader en Europe à tous les éléments hostiles à la IIIe Internationale que celle-ci avait pris chez nous une suprématie durable et que la France allait désormais passer dans le camp de la Révolution. La

propagande allemande exploita largement la situation. Le flottement engendré chez nos meilleurs amis par notre passivité au lendemain du 7 mars s'accentua. Une sorte de débandade s'esquissa. Ses manifestations furent multiples, deux d'entre elles parurent spécialement éclatantes : le 31 août, le renvoi brutal de M. Titulesco qui, depuis longtemps, dirigeait la politique extérieure de la Roumanie dans un sens étroitement parallèle à celui de la politique française; le 14 octobre, le discours par lequel le roi des Belges sembla marquer la volonté de son pays de retourner à une politique de neutralité.

L'action officielle de la diplomatie française ne justifiait pas tant d'émotion : en dépit des objurgations pressantes du gouvernement de Moscou, elle ajournait la conclusion d'accords militaires avec les Soviets; en juillet, elle s'associait à la levée des « sanctions » prononcées contre l'Italie, mesure qu'elle devait, deux mois plus tard, s'efforcer, d'ailleurs en vain, de faire compléter à Genève par la reconnaissance de l'empire italien d'Éthiopie; en août enfin, au plus fort de la crise suscitée par les événements d'Espagne, elle prenait l'initiative d'une politique de non-intervention qu'elle s'est depuis constamment attachée à faire respecter et à renforcer, parvenant ainsi à éviter, au moins jusqu'ici, la conflagration générale.

Tant de méritoires efforts ont valu à notre pays un regain partiel de confiance, en Angleterre notamment. Ils n'ont pas suffi à dissiper toutes les préventions.

Reconnaissons-le : si, notamment dans l'affaire espagnole, le Quai d'Orsay a eu une attitude impeccable, peut-être n'en a-t-il pas été de même dans tous les départements ministériels français; on a prétendu, à tort ou à raison, qu'un matériel important avait été expédié aux gouvernementaux avec la complicité du Ministère de l'Air; on a donné aussi de multiples exemples des facilités accordées par les autorités locales françaises à la contrebande d'armes et de munitions; on a cité la partialité dont faisait et fait encore preuve la radio d'État en faveur des « rouges » espagnols. Enfin et surtout, les éléments les plus actifs du front populaire n'ont cessé de réclamer, sur un ton impérieux, une intervention

de la France du côté de la Révolution espagnole. « Des canons, des avions pour l'Espagne. » On ne saurait dire le mal que ce *slogan* familier aux meetings communistes et socialistes a fait en Europe à la cause française.

On ne méconnaît pas la bonne volonté officielle du gouvernement de Paris; on doute de sa cohésion; on doute surtout de sa faculté de résistance. Nos amis en demeurent troublés et hésitants. Nos adversaires en sont encouragés. L'ordre européen y perd encore un point d'appui.

Dans sa *Vie de Pitt*, lord Rosebery, qui fut premier ministre de Grande-Bretagne, a écrit : « En politique étrangère, la vacillation est le seul péché qui ne se pardonne point. »

LES NÉBULEUSES

Pénétrées du sentiment de la force allemande, en proie à la crainte du bolchevisme, privées du plein support matériel et moral qu'en d'autres circonstances eussent dû leur offrir l'Italie, la Grande-Bretagne et la France, les moyennes et petites puissances de l'Europe ont été amenées à « repenser » leur politique.

Elles l'ont fait avec d'autant plus d'empressement que l'institution dans laquelle elles avaient, pour la plupart, accoutumé de mettre tant de confiance, la Société des Nations, apparaissait moins efficace.

Singulièrement affaiblie déjà par son échec dans l'affaire de Mandchourie, par le retrait du Japon et par celui de l'Allemagne, la Société des Nations avait reçu, dès 1935, un coup bien dur dans l'affaire d'Éthiopie. Les sessions du Conseil et de l'Assemblée tenues en 1936 ont été remplies par les efforts faits, non certes pour affirmer son autorité dans cette affaire, mais pour essayer de « sauver la face ». Efforts souvent maladroits et couronnés d'un piètre succès. Il était évident, dès le début de l'année, que le Pacte, dans sa teneur actuelle, était inopérant. Certaines tentatives furent esquissées à la fois pour en limiter l'application et en renforcer les sanctions. La plus précise de ces tentatives s'explicita dans le « plan français » du 8 avril avec son raisonnable système de « pactes collectifs

régionaux ». Rien n'a encore abouti et on peut se demander si, avec le mélange de scepticisme et d'égoïsme qui caractérise aujourd'hui les délibérations genevoises, quelque chose aboutira avant longtemps. Pour l'instant, en tout cas, la Société des Nations, qui peut encore être un paravent, a cessé d'être un bouclier.

C'est dans d'autres directions que celle de Genève que les États en quête d'appui devaient se tourner. Ils n'y ont point manqué.

Une place à part doit être faite à la Pologne.

La Pologne, avec ses trente-quatre millions d'habitants, peut aspirer au rang de grande puissance. Seulement elle n'a pas de frontières naturelles et elle est prise entre deux puissants voisins que, pour des raisons différentes, elle redoute également. Depuis longtemps déjà elle n'ajoute grand'foi ni à la Société des Nations, ni au principe de sécurité collective. Plus récemment l'alliance française lui est apparue incertaine. A ce moment, le péril bolchévique lui semblait plus pressant que le péril allemand. D'où l'accord conclu en 1934 avec le Reich : accord précaire, sous des apparences cordiales, et que la question de Dantzig risque à chaque instant de compromettre. La Pologne, il est vrai, considère avec méfiance le pacte franco-soviétique et elle reste en médiocres termes avec la Tchécoslovaquie, amie de la France, mais elle n'entend nullement rompre son alliance avec celle-ci. Dès le 7 mars au soir, le gouvernement polonais faisait savoir à notre ambassadeur qu'il était prêt, en toutes éventualités, à remplir les obligations de cette alliance. Au mois d'août, la visite en France du général Smigly-Rydz, le successeur de Pilsudski, suivie de l'octroi d'un prêt français à la Pologne, sont venus resserrer des liens quelque peu distendus. Le 5 janvier, devant la Diète de Varsovie, M. Beck a prononcé à l'égard de notre pays les paroles les plus cordiales. En face de la menace allemande, l'attitude polonaise, pour n'être pas encore pleinement cristallisée, n'apparaît pas aujourd'hui comme de résignation.

On n'en saurait tout à fait dire autant de l'Autriche. Privée, par suite du rapprochement italo-allemand, de l'appui qu'il trouvait à Rome, le cabinet Schuschnigg crut devoir détendre son hostilité à l'égard du Reich hitlérien. Il le fit

non sans habileté. L'accord du 11 juillet ramène l'Autriche dans l'orbite moral du germanisme, mais il sauve, provisoirement au moins, son indépendance politique.

Aussi « inactuelle » que jamais à Vienne, la question d'une restauration habsbourgeoise reste telle à Budapest aussi. Cette capitale demeure le lieu d'une sourde rivalité d'influence entre les deux nouveaux amis, l'Italien et l'Allemand. Elle se manifeste par un déluge de bonnes paroles adressées aux Hongrois, paroles dont ces derniers n'ont, jusqu'ici, guère éprouvé l'efficace.

Dans cette partie de l'Europe, les États de la Petite Entente n'ont pas laissé que d'éprouver vivement les effets du désarroi général.

La Petite Entente, on le sait, est une formation dont l'objet est en droit strictement limité : c'est une alliance de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Yougoslavie contre le revisionnisme hongrois, de la Roumanie et de la Yougoslavie contre le revisionnisme bulgare. Sous l'impulsion d'hommes d'État aux larges vues, elle était devenue en fait une étroite association des trois puissances sur le terrain de la politique extérieure.

Au cours de 1936, cette association a paru parfois tendre au relâchement : tandis que la Tchécoslovaquie, menacée par l'Allemagne, entendait garder intact l'appui qu'elle trouve dans son accord avec l'Union soviétique, la Roumanie et la Yougoslavie sont devenues de plus en plus sensibles au danger bolchevik. C'est en grande partie parce qu'on le soupçonnait de vouloir resserrer les liens roumano-soviétiques que M. Titulesco fut, à la fin d'août, congédié sans bonne grâce. Quant à la Yougoslavie, ses intérêts commerciaux, la tendance antibolchevique de sa Cour, les préventions qu'elle continue malgré tout de nourrir à l'encontre de l'Italie, enfin, on doit le dire, les hésitations de la politique française, l'ont conduit à regarder avec complaisance tantôt du côté de Londres, tantôt même du côté de Berlin. Elle vient, d'autre part, de conclure avec la Bulgarie un pacte d'amitié qui n'a pas été sans susciter quelques réserves chez les autres pays de l'Entente balkanique.

La conférence de la Petite Entente tenue en septembre à

Bratislawa n'a pas donné de résultats bien positifs. Sans doute, au mois d'octobre, le roi Charles de Roumanie, en visite à Prague, a-t-il proclamé hautement la solidité du système. Mais le voyage projeté du président Benès à Belgrade a été ajourné et l'on n'est pas encore parvenu à trouver une formule acceptable par la Yougoslavie qui transforme l'alliance limitée des trois États en alliance générale.

Ces vacillations ne semblent d'ailleurs que superficielles. En décembre, M. Antonesco, le successeur de M. Titulesco, est venu donner à Paris l'assurance de la fidélité roumaine à l'amitié française. Il suffirait sans doute d'un redressement marqué du prestige français pour que la Petite Entente reprît toute sa vigueur.

Remontons vers le nord : on y retrouve et la crainte de l'hitlérisme et celle du bolchevisme. Mêmes causes, effets différents : tandis que la Lithuanie se tourne de plus en plus vers Moscou, l'Esthonie, la Lettonie et la Finlande accentuent leur réserve. Quant aux pays scandinaves, bien que tous trois régis par des gouvernements socialistes, ils ont une égale horreur du communisme et ils apparaissent singulièrement désorientés par les échecs de la Société des Nations. Les intérêts de la Norvège lui font, il est vrai, surtout fixer les yeux sur la Grande-Bretagne, mais Suède comme Danemark semblent d'abord soucieux de ne pas se brouiller avec l'Allemagne. Si Berlin venait à poser la question du Sleswig septentrional, il n'est pas certain qu'il rencontrerait à Copenhague de bien vives résistances.

Les Pays-Bas non plus, ni la Suisse, ne sont tout à fait insensibles à la propagande hitlérienne. Et celle-ci, sous des formes diverses et voilées, n'a pas laissé d'exercer son action en Belgique même. En 1936, la lutte linguistique, toujours ardente chez nos voisins et amis, s'est compliquée du fait de l'activité du parti « Rex » à la fois démagogique et autoritaire. Le gouvernement de Bruxelles, légitimement ému de la rupture du pacte de Locarno, a paru, au moins dans certains de ses éléments, soucieux de se dégager d'obligations internationales trop précises. Tout cela a abouti au discours royal du 14 octobre qu'on a pu d'abord interpréter comme un retour de la Belgique à une politique de pure neutralité. Des commen-

taires officiels lui ont été par la suite ajoutés qui en limitent la portée. Mais une tendance demeure. Seule pourrait la renverser l'assurance que la politique de la France ne risque pas d'entraîner celle-ci dans des complications éventuelles à l'Est.

Et voici que notre périple nous ramène à la péninsule ibérique, où se déchaîne, comme en un microcosme, cette « guerre de religion » qui, si elle se généralisait, marquerait l'effondrement définitif de l'Europe.

C'est le 16 février qu'ont eu lieu en Espagne les élections qui, en raison d'un mauvais système de scrutin, ont fait à la fois apparaître dans le pays la supériorité numérique des conservateurs et envoyé aux Cortès une forte majorité de front populaire. C'est le 18 juillet, qu'en présence de la révolution menaçante, les chefs militaires ont donné le signal de l'insurrection. Depuis, la lutte fait rage, lutte plus atroce encore à l'arrière que sur le front et qui a été marquée par des horreurs dont l'Histoire n'offre que peu d'exemples.

Aussi bien les Espagnols sont-ils loin d'être seuls à la poursuivre : leur infortuné et noble pays est devenu comme un champ clos où s'affrontent canons, mitrailleuses, avions, tanks, volontaires spontanés ou non et idéologies importés d'un peu partout. Champ qui n'est pas tellement clos d'ailleurs que la flamme ne s'en puisse échapper pour aller porter au loin l'incendie.

Déchéance de l'esprit européen : non seulement les grandes puissances n'ont rien fait d'efficace pour arrêter le carnage, mais nombre d'entre elles, plus ou moins ouvertement, fournissent aux combattants les moyens de se mieux exterminer. Il faut rendre à la diplomatie française cette justice qu'elle est la seule à avoir pris dans cette affaire des initiatives tendant à limiter le conflit. Ces initiatives n'ont pas toutes eu un égal succès et, dans les adhésions mêmes qu'elles ont reçues, il y a eu une grande part d'hypocrisie. Au moins cette hypocrisie a-t-elle permis jusqu'ici d'éviter le pire. Les réponses données le 7 janvier par Berlin et Rome à la démarche franco-britannique du 26 décembre permettent de prolonger la fiction. Mais les incidents, qui vont se multipliant, ne risquent-ils pas de déchirer les derniers voiles?

Outre d'ailleurs les intérêts de l'humanité, la France a les

siens propres à défendre en Espagne. De celle-ci elle est, avec le Portugal, le seul pays limitrophe. Le cabinet de Lisbonne déclare qu'il ne saurait accepter l'instauration d'un régime soviétique en Espagne. Une telle éventualité ne serait pas moins désastreuse pour la France. Mais désastreux aussi pour elle serait l'établissement à Madrid d'un gouvernement que l'attitude du front populaire français aurait irrémédiablement jeté dans les bras de l'Allemagne.

HORS D'EUROPE

On n'a ici le dessein que d'esquisser le tableau de l'Europe en ce début de 1937. Un tel schéma apparaîtrait cependant incomplet si on n'y indiquait la direction de quelques-unes au moins des grandes lignes qui relient notre « petit cap » au reste du monde.

Deux de ces lignes vont vers l'Extrême-Orient. L'une, prolongeant l'ancienne route des Indes, passe par le sud du continent asiatique coupant les établissements que les nations européennes, dans leur période d'expansion, ont su y fonder. L'autre passe par le nord, suivant l'immense Empire russe. Toutes deux aboutissent au Pacifique.

En ce terme, elles se heurtent à un pays à la population surabondante, à la « volonté de puissance » égale à celle de l'Allemagne : au Japon.

Le Japon, au début de 1936, a été secoué par la rébellion d'une partie de l'armée, commandée par des officiers patriotes et pauvres, dignes successeurs de ces « hommes à deux sabres » qui, voici quelque soixante-dix ans, rétablirent le mikado dans son antique puissance. Rébellion à demi réprimée, à demi satisfaite, et qui n'a pas empêché l'Empire nippon de poursuivre dans le nord de la Chine son œuvre systématique d'expansion.

Déjà deux des cinq provinces septentrionales de l'ancien Empire du Milieu sont pratiquement sous le contrôle japonais. Les trois autres suivront. Et tout cela s'effectue avec ce mélange de force et d'astuce, de contrainte et de « sauvetage de face » qui est si proprement oriental et si difficilement intelligible aux Occidentaux.

Aux Russes toutefois moins inintelligible qu'à d'autres. Et c'est ce qui explique que le conflit soviéto-japonais, toujours menaçant, ait jusqu'à présent été toujours ajourné.

Un fait nouveau s'est cependant produit en novembre : la signature entre le Japon et l'Allemagne d'un accord contre le communisme. Les gains pour l'Allemagne en sont évidents : rentrée dans la grande politique mondiale, échec à la Russie, dispersion de l'attention et des forces britanniques. Ils sont moins certains pour l'Empire nippon qui a vu du même coup les pêcheries septentrionales, indispensables à son économie, lui être fermées, la Grande-Bretagne s'éloigner de lui et les États-Unis s'inquiéter davantage.

Cette inquiétude s'explique par le fait que désormais les États-Unis n'apparaissent plus comme le principal truchement entre l'Europe et l'Extrême-Orient : un pont direct vient d'être jeté entre celui-ci et notre partie du monde.

Il est possible que, par un choc en retour, l'accord germano-japonais ait pour effet de rapprocher davantage la grande République américaine des États libéraux de l'Ouest européen.

Plusieurs indices pointent d'un tel rapprochement : M. Franklin Roosevelt, assuré par sa réélection triomphale du 3 novembre de quatre années de quasi-dictature, semble ouvrir les yeux à la nécessité, dans l'intérêt de la civilisation, d'une coopération des États-Unis avec les pays qui ont un idéal voisin du sien. Le discours qu'il a prononcé, le 1er décembre, à la conférence pan-américaine de Buenos-Ayres, a fait naître à ce sujet diverses espérances.

L'Europe toutefois serait sage en ne s'y abandonnant pas trop complètement. Tout vainqueur qu'il soit, M. Roosevelt ne peut agir ouvertement à l'encontre de l'opinion publique de son pays. Et cette opinion, dans son ensemble, demeure résolument hostile à toute politique risquant d'entraîner les États-Unis dans une aventure. Le Président en a tenu compte dans son message au Congrès du 6 janvier. Certes, le sentiment américain évolue dans un sens favorable aux démocraties européennes. Mais de là à des ententes politiques, même à des ententes financières dépassant un simple témoignage de bonne volonté, il y a un pas qui ne sera pas

aisément franchi. Seuls des accords économiques limités peuvent, pour le moment, être raisonnablement envisagés. C'est quelque chose. Cela n'empêche que, pour se sauver, l'Europe doive d'abord compter sur elle-même.

CONCLUSION

Ainsi dans un monde terrestre qui a cessé de voir en elle toute force et toute pensée, l'Europe, à l'aube de 1937, reste déchirée. Déchirée non pas seulement selon le plan des vieilles rivalités nationales, mais, à l'intérieur même des nations, selon celui de passions irréductibles. Jaloux l'un de l'autre, les États s'enferment dans des autarchies économiques plus ruineuses encore pour eux-mêmes que pour leurs voisins et ils tendent à ne trouver le remède à d'insupportables dissensions intestines que dans d'étouffantes dictatures.

Ces États vivent encore sur la richesse acquise. Mais pour combien de temps? Et la production même qui leur permet de faire subsister les multitudes groupées dans les villes n'est plus en grande partie qu'une production d'armements, production stérile et qui ne saurait ni se poursuivre indéfiniment sans aboutir à une effroyable conflagration, ni ralentir son rythme sans provoquer un chômage presque aussi perturbateur. Au terme, en tous cas, apparaît un inévitable et sensible amoindrissement du *standard* de vie de la population.

Peut-être est-il temps encore de freiner cette course à l'abîme, temps d'abaisser ces barrières douanières, de desserrer ces contingentements, de lever ces prohibitions, de relâcher ces contrôles, à l'abri desquels les peuples s'asphyxient. Mais il y faudrait au début une abnégation et une largeur de vues dont les démagogies, qu'elles soient celles du nombre ou celles d'un seul, n'apparaissent guère capables.

Ne désespérons pas cependant. L'ampleur du cataclysme que déchaînerait une guerre fait qu'on voit aujourd'hui les gouvernements, quels qu'ils soient, hésiter au seuil des décisions irréparables : des incidents ont surgi au cours des derniers mois qui, en d'autres temps, eussent suscité un conflit. Ils ont été réglés vaille que vaille. Cet empirisme de la onzième heure peut jouer encore.

Au milieu de la mer démontée des passions, subsistent quelques îlots de bon sens : la Grande-Bretagne montre qu'un peuple peut rester libre tout en conservant le sens de ses intérêts et en leur consentant, bien que tardivement, les sacrifices nécessaires; l'Italie témoigne que le génie latin sait encore, dans la pratique, ne pas pousser aux extrêmes des théories extrémistes; il n'est pas jusqu'en Union soviétique et jusqu'en Allemagne où n'apparaissent çà et là, encore que chargées de brumes idéologiques, des lueurs de saine raison; dans la plupart des autres États européens subsistent des aspirations vers l'ordre, vers l'organisation, vers la paix.

La diplomatie française en particulier a donné récemment la preuve qu'elle savait encore résister aux entraînements aveugles de la foule. Cette attitude a servi non seulement les intérêts nationaux, mais ceux de l'Europe entière. Quel rôle sauveur et conforme à ses plus hautes traditions pourrait jouer notre pays si, se retrouvant lui-même, il faisait éclater une force indubitable, non seulement celle que donne les armes, mais celle que comporte l'union des citoyens!

JACQUES CHASTENET

PROSPER MÉRIMÉE

ÉPISODE D'UN ROMAN INÉDIT

AVERTISSEMENT

Le premier essai de Mérimée, ou du moins le plus ancien que les chercheurs aient su retrouver jusqu'ici, a pour titre *La Bataille* et il a été publié par Maurice Tourneux dans un des fascicules de *l'Age du romantisme*.

Dans ce même fascicule, Maurice Tourneux signalait pourtant un « roman entrepris avec la collaboration d'un camarade, le marquis de Varennes, et dont il subsiste un épisode complet... »

C'est à ce roman, croit-on, que Mérimée fait allusion dans une lettre adressée à Lingay, le 21 septembre 1823. « J'ai commencé aussi un roman, dit Mérimée, mais je n'ai écrit que le titre, car on est venu m'arracher mes *crayons* pour me donner une cravache et me mener dans les environs de Coulommiers sur un petit cheval gris... ». En effet Mérimée passe alors ses vacances à Coulommiers, chez le docteur Régnier, ami de la famille Mérimée et qui avait épousé mademoiselle Dubost pour laquelle le jeune Prosper avait éprouvé, dans son enfance, un très vif sentiment de tendresse.

Le marquis de Varennes, de qui parle Tourneux comme d'un collaborateur de Mérimée, serait Auguste-Adrien de Godde, marquis de Varennes, né à Coulommiers le 24 mars 1801 et mort dans la même ville, le 16 février 1864. J'ai

rencontré son nom dans l'*Almanach Royal* où il est porté comme maire de Coulommiers et plus tard comme Conseiller d'arrondissement.

On n'en savait pas davantage sur ce roman ébauché avec le marquis de Varennes, et l'on a été jusqu'à prétendre qu'il ne subsistait rien de cet essai. Or, une affirmation de Maurice Tourneux mérite considération, et il est certain que cet érudit, fort bien informé, a dû tenir entre ses mains « *l'épisode complet* » dont il signale l'existence.

Je n'ai donc pas hésité à reconnaître cet épisode, dans un manuscrit récemment retrouvé et qui figure désormais dans l'inégalable collection mériméenne du comte Alain de Suzannet. Ce manuscrit se compose de neuf feuillets de papier vergé, format in-4° (18 × 24) et couverts, au recto et au verso, de dix-sept pages d'une fine et régulière écriture un peu féminine qui est, sans contestation possible, celle de Mérimée, environ 1823. Le récit a été écrit au courant de la plume et porte la trace des hésitations de l'auteur qui interrompt souvent une phrase commencée pour la terminer d'une autre manière, qui s'arrête et se reprend, se trompant parfois sur le nom des personnages. De très nombreuses corrections de style attestent que Mérimée a revu son texte avec soin.

Le manuscrit porte en outre, d'une écriture qui n'est pas celle de Mérimée, des corrections et des additions, en général malheureuses et qui gâteraient plutôt le texte de Mérimée. Il est probable que M. Tourneux a vu ce manuscrit, et que renseigné par madame Régnier ou par le marquis de Varennes qui fut en rapport avec lui, il avait ses raisons pour attribuer à celui-ci une part de collaboration dans ce récit. Les modifications proposées au texte de Mérimée peuvent donc être de la main du marquis de Varennes, mais je n'ai sur ce point aucun renseignement, aucune certitude. Peut-être a-t-on voulu simplement modifier un peu cet épisode pour lui donner la forme d'une « nouvelle » qui aurait pris, si j'en crois une mention portée en tête du manuscrit, le titre de *Événement tragique*. L'épigraphe tirée de *Roméo et Juliette* aurait été remplacée par celle-ci : « Rodrigue, as-tu du cœur? *Corneille.* »

Ce qui est certain, c'est que nous avons ici le plus ancien des manuscrits de Mérimée qui soit encore parvenu à notre

connaissance. Dans cet essai de 1823, on trouve déjà le caractère du style, la manière du conteur, tels qu'ils s'affirmeront six ans plus tard. A l'époque où ce récit a été composé, Mérimée avait commencé d'écrire le *Théâtre de Clara Gazul*, qui parut en 1825, et l'on pourra mesurer les progrès accomplis par l'écrivain pendant les deux années qui séparent cet essai abandonné et la publication d'un ouvrage qui est déjà presque celui d'un maître.

MAURICE PARTURIER

Thou! Why thou wilt quarrel with a man that hath à hair more, or a hair less in his beard, than thou hast....
....A villain that fights by the book of arithmetic
Romeo and Juliet[1].

Le lendemain de mon arrivée à Paris je me présentai chez Mad. d'Étanges. Elle avait réuni quelques-uns de ses amis et l'on faisait de la musique quand j'entrai. Je fus reçu comme le fils de la maison; et[2] Mad. d'Etanges me fit lire une lettre de son fils qu'elle venait de recevoir, datée de ... à six lieues de Cambrai, où le régiment de Jules tenait garnison.

Après trois semaines passées chez un de ses oncles à Compiègne, Jules avait eu l'honneur de courre un cerf avec le prince de Condé, et les détails de cette chasse avec force châteaux en Espagne remplissaient la lettre du jeune officier. Le régiment des dragons de Chevreuse réunissait ce qu'il y avait de mieux en officiers : tous jeunes gens aimables et riches, braves comme des lions, et tapageurs comme des écoliers de cinquième. Jules se proposait bien de ne pas demeurer en reste avec eux. Dans deux jours il comptait donner son dîner de bienvenue à tous ses nouveaux camarades, et les griser de champagne de la belle manière. Il terminait en de-

1. Acte III, sc. 1.
2. Le collaborateur de Mérimée ajoute ici : « Avec cette bonté qui leur était si naturelle que personne ne pouvait en être jaloux. Après mille obligeantes questions sur ma famille et mon voyage. »

mandant de l'argent pour acheter un cheval anglais, attendu que les officiers de Chevreuse n'en montaient pas d'autres.

M. d'Étanges fit quelques plaisanteries sur cette épître, et comme elle lui rappelait son jeune temps, il nous fit avec beaucoup de gaîté le récit de son entrée aux gardes françaises; du grand dîner où on n'avait pas laissé une assiette ou un verre sans le briser — et des suites de ce dîner qui avait coûté à trois officiers un sommeil de douze heures sous la table, et à lui un bon coup d'épée dans le bras, donné par un lieutenant qui voulait le *tâter* selon l'ordinaire. Mais cela l'avait mis parfaitement bien dans l'esprit de Messieurs les gardes.

Cette dernière partie de l'histoire effraya beaucoup Mad. d'Étanges, malgré tous nos efforts pour la rassurer, en lui disant que cet usage de *tâter* les nouveaux venus avait depuis longtemps cessé d'exister. M. d'Étanges ne nous démentait pas, mais il détruisait l'effet de nos consolants mensonges en répétant d'un air fort tranquille : « Après tout, qu'est-ce qu'un coup d'épée? »

Cependant la conversation prit un autre tour; on parla musique, spectacle, poésie, peinture. — « A propos de peinture » dit M. d'Étanges « Auguste m'a dit que vous peigniez comme Raphaël » et moi de me défendre! Il fallut cependant bon gré mal gré exhiber mon album de voyage, que j'ai la mauvaise habitude de porter avec moi. On avança une table à mademoiselle Henriette qui s'était emparée de l'album et chacun prétendit reconnaître une personne de connaissance dans les caricatures que l'on passait en revue. Cependant mademoiselle Henriette n'essaya pas de deviner et ne fit remarquer à personne certain croquis qui se trouvait répété plus d'une fois. C'était une jeune personne vue à mi-corps par une fenêtre, et donnant à manger à un oiseau. Je dirai cependant à mon éloge que de tous mes portraits c'était le plus ressemblant et cependant on ne le reconnut pas.

Nous étions tous en train de rire, et M. d'Étanges voyant que les croquis réussissaient, voulut nous aller chercher un carton plein de caricatures anglaises qu'il nous annonçait comme fort plaisantes.

Il allait sortir du salon, quand un domestique lui remit une

lettre. Il la lut dans l'embrasure d'une fenêtre, la chiffonna bientôt et s'élança hors de l'appartement en fermant rudement la porte sur lui. Comme en lisant, il tournait le dos à tout le monde, personne ne put apercevoir l'altération de ses traits. Je pensai que quelque fâcheux venait le déranger et même mon amour-propre d'artiste me faisait attribuer sa mauvaise humeur à ses regrets de quitter mes croquis.

Cependant un grand quart d'heure se passa sans que M. d'Étanges revînt. Mademoiselle Henriette courut pour l'aider dans ses recherches, mais elle revint bientôt en disant d'un air un peu effrayé que son père s'était enfermé dans sa chambre et ne lui avait pas répondu, bien qu'elle l'eût appellé à plusieurs reprises. Mad. d'Étanges pâlit. Chacun se regardait avec inquiétude. Enfin le domestique rentra; il portait un billet écrit au crayon qu'il remit à sa maîtresse, dont l'embarras et l'inquiétude redoublèrent. Comprenant alors que M. d'Étanges avait quelque nouvelle fâcheuse à lui apprendre, nous nous retirâmes chacun au plus vite.

Dans la rue, je rêvais à l'accident qui avait si soudainement terminé la soirée, et un monsieur qui fit quelques pas avec moi ayant avancé que quelque perte d'argent avait causé sans doute la mauvaise humeur de M. d'Étanges, j'adoptai cette idée sans l'examiner, et comme je n'ai jamais fait cas de l'argent, elle diminua mes inquiétudes. Rentré chez moi je pris un volume de Shakespeare qui se trouve sous ma main et je tombai sur *Roméo et Juliet* et sur la querelle entre Tybalt et Mercurio. Ce fut un trait de lumière pour moi. Je me rappellai tout ce que M. d'Étanges nous avait dit de ces querelles que les officiers se plaisent à faire aux nouveaux venus. Je me rappelai les craintes de Mad. d'Étanges, le trouble de son mari et je ne doutai plus que quelque malheur ne fût arrivé à Auguste[1]. Rempli de cette idée, je passai la nuit dans la plus grande agitation, et aussitôt qu'il fut jour j'allai chez le concierge de l'hôtel d'Étanges demander si l'on n'avait pas reçu de nouvelles de mon ami. Il ne put me donner une réponse satisfaisante, mais il me dit que la famille d'Étanges partait ce matin même pour la campagne, et qu'ils avaient fait défendre leur porte.

1. Mérimée oublie que son héros s'appelle Jules et le narrateur Auguste.

Ce rapport du concierge redoubla mes alarmes. Je ne savais si je devais écrire à M. d'Étanges ou bien lui envoyer ma carte en lui demandant de le voir. Sur ces entrefaites une voiture exactement fermée sortit de l'hôtel, et bientôt je la perdis de vue.

Je passai la journée à courir chez tous les amis d'Auguste qui pouvaient en avoir reçu des nouvelles, mais toutes mes démarches furent vaines, et le jour s'écoula aussi tristement que la nuit de la veille. Heureusement, la fatigue qui m'accablait me donna quelques instants de repos pendant la nuit, mais que mon réveil fut triste!

Mademoiselle Girard m'apporta une grande lettre avec un cachet noir et tout en me la donnant elle m'exhortait à la patience et à la fermeté. J'en avais besoin. La lettre m'annonçait la mort de M. Auguste d'Étanges, décédé à Cambrai le ... 178... Je ne parlerai pas de ma douleur; ceux qui ont perdu un ami peuvent se figurer ce que je dus souffrir.

Pendant plus de huit jours je restai enfermé dans ma chambre, ne voyant pour ainsi dire personne, et cherchant à me distraire par un travail forcé. Un matin, mademoiselle Girard frappa avec précaution à ma porte, et me demanda si je voulais recevoir un officier qui demandait à me parler. J'y consentis et sur-le-champ elle introduisit dans ma chambre un grand homme sec qu'elle m'annonça comme le capitaine Fleury.

Aussitôt qu'elle fut retirée et que le capitaine eut pris un siège, il m'apprit qu'il était officier dans le régiment de Chevreuse et que M. d'Étanges l'avait chargé d'un paquet pour moi; en même temps, il me remit une lettre et une petite boîte.

Voici ce que contenait sa lettre :

« Cambrai, le...

« *Mon cher Jules, un espèce de bretteur nommé Tourville, m'a cherché une querelle d'allemand. Demain nous nous battons. On le dit une excellente lame, mais j'espère bien faire honneur à la méthode de notre maître d'armes, Flamand.*

Cependant comme il faut penser à tout, je viens de faire testament et je te laisse quelques bagatelles que je te prie d'accepter. Je sais que tu aimes ma sœur Henriette, et j'écris à mon père

pour qu'elle ne soit à personne d'autre qu'à toi. Si je suis tué, cette prière aura quelque effet, cependant j'aimerais mieux danser à ta noce, dusses-tu attendre encore quelques années. »

« *Ton ami* AUGUSTE D'E. »

« *P. S. Tu remettras cette boîte en mains propres à madame F., rue ... Il est inutile d'en parler à mes parens.* »

Je fondis en larmes à cette lecture, et le capitaine Fleury paraissait aussi profondément affecté. Il fit un mouvement pour sortir, mais par une triste curiosité, je le retins pour apprendre de lui les détails de la mort de mon ami.

— Monsieur, — lui dis-je, — quel est ce Tourville, ce scélérat, ce...

— Monsieur, — répondit-il, — Tourville est un bon garçon, qui a été bien malheureux. Il ne se doutait pas que ce qu'il ne regardait que comme une plaisanterie aurait des suites si funestes.

— Comment! quelle plaisanterie? — m'écriai-je. — Appellez-vous plaisanterie un assassinat?

— Monsieur, — répliqua le capitaine, — votre ami n'a point été assassiné. M. de Tourville a fait tous ses efforts pour l'épargner, mais M. d'Étanges était aveuglé par la fureur et il n'a pu...

— Mais enfin ce Tourville l'a provoqué, et il abusait de sa supériorité dans l'escrime...

— Écoutez Monsieur; quand un officier entre dans un régiment, il est bon de s'assurer s'il a du courage. Vous sentez que l'on n'aime pas à se trouver dans un combat serrant les coudes d'un lâche. C'est pourquoi quand il nous arrive une recrue qui n'a pas encore senti l'odeur de la poudre, nous lui détachons un farceur qui le mystifie tellement qu'il est obligé d'en venir à un duel, ou sinon force lui est de décamper en hâte.

— Mais pourquoi, après les premières passes ne pas les séparer? — lui dis-je d'un air de reproche, car je devinais que Tourville[1] avait été le témoin d'Auguste.

— D'abord, — poursuivit M. de Fleury, — la chose n'est

1. Il faudrait évidemment *Fleury*. Lapsus de Mérimée qui écrit au courant de la plume.

pas très facile et puis écoutez l'histoire, et vous jugerez ensuite. Nous avions choisi Tourville, parce qu'il est adroit et qu'il est sûr de désarmer son homme sans lui faire de mal, ou peut-être tout au plus en le piquant légèrement au bras ou dans les chairs. Votre ami nous donna un joli dîner et en fit les honneurs, ma foi d'une manière parfaite. Au dessert nous l'aimions déjà comme notre camarade.

On apporte du champagne, et on en verse à la ronde. Il est bon que vous sachiez que Tourville avait auprès de lui une bouteille de vinaigre dont il versa une pleine rasade à M. d'Étanges. D'Étanges s'en aperçut bientôt et lui dit avec la plus grande politesse : « Vous vous trompez, Monsieur, prenez garde de vous en verser. C'est du vinaigre. »

— Je ne me trompe pas, Monsieur, — lui dit Tourville. — Je désire que vous preniez une verre de ce vinaigre, et je vous engage à le boire à la santé de ces messieurs. Ils vous en sauront bon gré.

— Oh bien! ces messieurs voudront bien m'excuser.

— Non, Monsieur, il faut absolument que vous buviez.

D'Étanges ne le comprenait pas d'abord. Je lui dis à l'oreille : « Il veut que vous vous battiez, jetez-lui le verre par le nez. »

Toutefois, il n'en fit rien. — Monsieur, dit-il froidement, votre plaisanterie est un peu fade, et si vous vous obstinez à la continuer plus longtemps, alors...

— Eh bien alors, — lui dit Tourville d'un air goguenard et en le contrefaisant.

— Alors, — reprit d'Étanges, — je vous prierai de m'accompagner hors des barrières.

— Bravo! bravo! — dirent les sous-officiers et le rendez-vous fut pris.

On se leva de table et chacun s'en alla de son côté. Je restai avec M. d'Étanges pour sonder un peu son courage. A mon grand plaisir, je vis qu'il ne mollissait pas, et je suis sûr qu'il aurait fait un excellent officier.

Le lendemain nous sortîmes ensemble et nous nous dirigeâmes vers le bois de... où Tourville et M. de la Farre son témoin nous attendaient, avec le chirurgien major du régiment qui, en nous voyant, déploya gravement tous ses diabo-

liques instruments, sans pouvoir faire perdre contenance au jeune officier.

Au bout de deux minutes, Tourville fit sauter l'épée de d'Étanges et lui dit en riant.

— Eh! monsieur, tenez donc mieux votre épée.

Nouvelle passe, et Tourville lui fit encore sauter l'arme du poignet. Cette fois, il baissa son épée et tendit la main à d'Étanges en le complimentant sur son courage, et lui demandant excuse de sa mauvaise plaisanterie de la veille. Mais Auguste était piqué, il reçut fort mal ses excuses, lui dit des paroles dures, et même nous envoya promener, nous autres, qui voulions que les choses en restassent là. En vérité si j'avais été susceptible, j'aurais pris la place de Tourville. Quoi qu'il en soit, d'Étanges serrant son épée de toute sa force, s'élança comme un lion sur son adversaire qui bientôt fut réduit à lui présenter la pointe au corps pour éviter d'être percé. Ce fut alors que votre ami qui avançait comme un furieux s'enferra sur l'épée de Tourville qui le perça d'outre en outre. Il fit un grand soupir et tomba baigné dans son sang. Je courus le relever, mais le coup était mortel. Le chirurgien reconnut que le poumon était percé et nous annonça qu'il n'y avait plus d'espoir. Néanmoins, il saigna le blessé qui put alors dire quelques mots; jusqu'alors le sang qui l'étouffait l'empêchait de parler.

Il me recommanda son testament et ce paquet, dit à Tourville qu'il lui pardonnait sa mort, et presque aussitôt après il expira. J'espère vous donner une faible consolation en vous informant qu'il n'a presque pas souffert. Quant à Tourville il était comme un fou. Tantôt il se jetait sur le mort, suçait sa blessure et lui demandait pardon, tantôt il nous accablait d'imprécations, et bientôt après il se tordait les bras et s'arrachait les cheveux en s'écriant qu'il était le seul coupable.

Le premier moment d'étonnement passé, je dis à Tourville qu'il devait partir au plus vite, ou que son affaire était mauvaise. J'étais venu sur un bon cheval anglais. Je lui dis de le monter et de détaler avec mon domestique qui est un garçon sûr et discret. Nous fûmes obligés de l'arracher du corps de votre malheureux ami, qu'il serrait avec force et qu'il bai-

gnait de ses larmes. Cependant nous parvînmes à lui faire entendre raison. Nous le mîmes en selle après lui avoir ôté son épée, et il partit au galop escorté par mon domestique et M. de la Farre. La Farre revint le même jour au quartier, il avait laissé Tourville à ... plus tranquille, mais toujours dans un état pitoyable. Pour finir, mon domestique ne l'a quitté qu'au château de M. le Grand, ami de Tourville, et qui demeure à ... Là il passe les jours et les nuits à se lamenter, quelquefois il se croit poursuivi par le fantôme de d'Étanges; enfin il est à craindre que dans un de ces moments de fureur il ne mette fin à ses jours.

Tel fut le récit du capitaine; il prit congé de moi, en me promettant de revenir me voir. Je ne pouvais me lasser de le questionner, quoique chacune de ses réponses fût pour moi comme un coup de poignard.

[*Ici finit le manuscrit.*]

PROSPER MÉRIMÉE

LES TUDORS ET LES STUARTS[1]

L'ARMÉE CONTRE LE PARLEMENT

I. — Après la prise d'Oxford et la fuite de Charles, le Parlement était vainqueur. Mais la victoire militaire, dans une guerre civile, est loin de résoudre tous les problèmes. L'échec du Roi rendait impossible le despotisme du souverain; il n'autorisait pas le despotisme du Parlement. Le pays demeurait royaliste. Il souhaitait le retour au temps où les villages n'étaient pas envahis par les soldats; il n'aimait pas la religion farouche des hommes de Cromwell. Malgré leur défaite, beaucoup de partisans de Charles attendaient avec confiance le moment où l'Angleterre retrouverait « ses bonnes vieilles manières, sa bonne vieille humeur, et sa bonne vieille nature ». Pourtant, même aux yeux des Cavaliers et des neutres, l'armée nouveau modèle représentait l'ordre. Si elle avait, dans la victoire, montré quelque modération, elle eût rencontré un assentiment presque unanime. Malheureusement elle attendait de son triomphe le début d'une ère nouvelle. Les Indépendants et les Sectaires y étaient en majorité, hommes passionnés, inspirés, dont chacun était un prédicateur et un prophète, démocrates qui, ayant bousculé dans les combats les cavaliers royalistes, ne respectaient plus les hiérarchies de la naissance. « Qu'étaient les Lords anglais, aux yeux des

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 décembre 1936 et 1er janvier 1937.

officiers de Cromwell, sinon les colonels de Guillaume le Conquérant, les barons sinon ses majors, les chevaliers sinon ses capitaines? » Et qu'était le Parlement sans l'armée? Quelle autorité avait-il pour imposer une nouvelle Église nationale à des soldats vainqueurs qui demandaient la liberté de croyance et qui n'étaient pas plus disposés à accepter le presbytérianisme de Westminster que l'anglicanisme de Whitehall?

II. — Coincé entre un peuple conservateur et une armée radicale, le Parlement ne comprenait ni le peuple, ni l'armée. Comme toute assemblée qui demeure trop longtemps au pouvoir, il tendait à devenir une autocratie collective. En son orgueilleuse folie, il se croyait assez fort pour persécuter à la fois Anglicans et Indépendants. Contre la Nouvelle Église presbytérienne, il dressait maladroitement les gentilshommes cavaliers en les menaçant dans leurs biens et les soldats Têtes-Rondes en les menaçant dans leur solde. Privé de Pym et de Hampden, le Long Parlement avait perdu la qualité sans laquelle nul ne peut gouverner, et qui est le sens du possible. Il essaya d'abord de traiter avec le Roi que les Écossais, fatigués de cette querelle anglaise, venaient de lui livrer. A Charles, prisonnier du Parlement, dix-neuf propositions furent présentées comme conditions de paix : il devait accepter le Covenant; abolir l'épiscopat; céder au Parlement pour vingt ans l'autorité suprême sur l'Armée et la Marine; permettre au Parlement de nommer les grands dignitaires de l'État et consentir à la proscription d'un grand nombre de royalistes. Charles ne croyait pas qu'il eût le devoir de jouer franc jeu avec des rebelles. Il ne refusa pas, n'accepta pas, et continua de négocier avec la France, avec l'Écosse, avec les Presbytériens contre les Indépendants, avec les Indépendants contre les Presbytériens.

III. — Pour que le Parlement pût conclure un traité valable, il eût fallu qu'il possédât la puissance réelle. Or celle-ci n'appartenait qu'à l'armée. Trente mille hommes sous les ordres de de Fairfax, de Cromwell, attendaient avec anxiété de connaître leur destin. Le désir du Parlement était : *a*) de les licencier

au plus vite, ne gardant que les troupes nécessaires pour services de garnison et pour une campagne en Irlande que le désordre de ce pays rendait de plus en plus nécessaire; *b*) de conserver les officiers presbytériens et de mettre en congé les Indépendants qui lui étaient suspects; *c*) de ne pas payer les arriérés de solde. Cromwell, à la fois parlementaire et soldat, mais plus soldat que parlementaire, était gravement inquiet de la haine contre l'armée qu'il voyait monter à Westminster. Il ne comprenait pas comment le Parlement pouvait refuser le droit d'être chrétiens à leur manière à des vainqueurs qui n'avaient combattu que pour obtenir ce droit. Troublé, déchiré, malheureux, il avait pris pour confidents deux hommes plus jeunes : Vane et son propre gendre, Ireton, qui tous deux, comme lui, étaient révoltés par l'ingratitude des parlementaires presbytériens. Pourtant l'idée de dresser l'armée contre le Parlement n'était jusqu'alors jamais venue à Cromwell qui avait une sincère horreur de la guerre civile et de toute dictature militaire.

IV. — Cependant le mécontentement de l'armée s'aggravait. Dans les régiments se formaient des comités de soldats. Le Parlement envoya quatre de ses membres, dont Cromwell et Ireton, pour négocier avec les mécontents. Peut-être Cromwell eût-il ramené ceux-ci à la discipline si, pendant les négociations, il n'avait appris que les parlementaires, tout en feignant d'écouter les griefs de l'armée, se préparaient à attaquer celle-ci. Le Parlement créait à Londres, en armant les habitants, des milices presbytériennes, appelait les Écossais à la rescousse et offrait maintenant au Roi de lui rendre son trône s'il acceptait le presbytérianisme pour trois ans. Les soldats décidèrent de ne pas laisser au Parlement la carte maîtresse qui était la possession du Roi. Le cornette Joyce partit avec ses cavaliers pour Holmby, où se trouvait le Roi, et pria Charles de le suivre. Le Roi demanda à voir sa réquisition. Joyce montra derrière lui ses cavaliers. « C'est une fort belle réquisition, dit le Roi, et aussi bien écrite qu'aucune de celles que j'ai vues de ma vie : Une compagnie de beaux et corrects gentlemen. » Le Roi, qui semblait tout heureux, partit avec Joyce pour Newmarket. Voyant ses ennemis se

disputer sa personne, il croyait proche le moment de la revanche. Le Parlement ayant offert à l'armée de la licencier avec huit jours de paie, ce qui était une dérision, Cromwell décida de quitter Londres et de se joindre aux soldats. Il était maintenant prêt à se servir de l'armée pour déjouer les intrigues des parlementaires. Conduite contraire à des idées qu'il avait souvent exprimées, mais c'est parfois la sagesse, pour un homme d'ordre, que de prendre la tête d'un mouvement qu'il juge dangereux. Mieux vaut guider que subir. Sans doute Cromwell craignait-il moins les réactions d'une armée disciplinée et commandée par lui que les convulsions d'une révolte anarchique.

V. — Sous le commandement de Cromwell, vingt mille hommes marchèrent sur la ville, vingt mille hommes qui, avant de se mettre en mouvement, avaient longuement prié le Seigneur; vingt mille hommes qui étaient d'accord avec leurs officiers pour exiger justice. Au lord-maire de Londres, qui aurait pu opposer une résistance, fut adressée une lettre que rédigea Cromwell. Il y réclamait la liberté, pour ses soldats, de professer leur religion. Cette lettre, lue aux Communes, fut écoutée avec crainte et respect. Suivit une Déclaration de l'armée, rédigée par Ireton. Ce manifeste disait que la source de tout pouvoir est dans le peuple, qu'une oligarchie élue peut devenir aussi dangereuse qu'un monarque tyrannique si elle prétend à l'absolutisme, et que, pour ces raisons, l'armée exigeait que le Parlement fût purgé de onze membres que les soldats jugeaient indésirables. Le Parlement refusa; l'armée se rapprocha de Londres; quand elle fut assez près, les onze membres s'enfuirent. Les agitateurs militaires voulaient marcher sur Westminster, mais Cromwell préféra négocier : « Nous éviterons ainsi, dit-il, la grave objection que c'est par la force que nous avons obtenu l'assentiment du Parlement. » Le Parlement autorisa l'Armée à entrer dans la Cité et Fairfax fut nommé Connétable de la Tour. Quelques jours plus tard, la querelle des Parlementaires et des soldats redevint plus aigre que jamais : « Ces hommes, dit Cromwell, ne s'en iront jamais, jusqu'à ce que l'Armée les tire de là par les oreilles. »

VI. — Cromwell était un esprit lent, vigoureux et simple. Le Parlement avait été la foi de sa jeunesse; il venait de perdre cette foi; il essaya de se rallier au Roi. Après tout, Charles ne semblait-il pas demander, comme l'armée, la tolérance pour tous les chrétiens? Ne suffirait-il pas, pour le rendre désormais inoffensif, d'imposer des limites à son pouvoir? Cromwell et Ireton rédigèrent des propositions qui, si elles avaient été acceptées par le Roi, eussent établi en Angleterre la monarchie constitutionnelle. Mais Charles, tout à fait ignorant des réalités, n'était pas d'humeur à traiter. « Il n'avait ni remords, ni inquiétude. » Tenant sa cour à Hampton Court, où il recevait avec son admirable dignité les chefs de l'armée, leurs femmes et leurs filles, promettant à Cromwell le cordon de la Jarretière et lui réservant, si jamais il en avait l'occasion, une corde de chanvre, il continuait à se croire indispensable et à intriguer avec tous les partis. Ces jeux de bascule étaient dangereux; ils décourageaient les amis du Roi. Dans l'armée se formait un parti nouveau : celui des Niveleurs. Excités par un pamphlétaire puritain, John Lilburne, les Niveleurs répandaient une doctrine républicaine : « Le seul pouvoir naturel venait du peuple; monarchie et Chambre des Lords étaient des excroissances inutiles; le gouvernement ne devait consister qu'en une Chambre, élue au suffrage universel »; le tout mêlé d'innombrables citations bibliques.

VII. — Éloquent, violent, crédule, vindicatif, John Lilburne était de ces hommes qui savent se faire écouter des masses et les conduire à la ruine. Il se heurtait, en Fairfax, et en Cromwell, à des chefs capables de défendre par la force une position moyenne et raisonnable. Droits naturels de l'homme, ces abstractions ne pouvaient toucher l'esprit simple et vigoureux de Cromwell. Il avait besoin, pour croire et comprendre, du spectacle d'institutions réelles, d'où ses efforts pour traiter avec le Roi. Mais Charles devait décourager Cromwell comme il avait désespéré tous ceux qui s'étaient attachés à sa cause. Le 11 novembre 1647, il disparut de Hampton Court. Les soldats qui le gardaient trouvèrent son manteau dans la galerie, des lettres sur la table; le Roi s'était enfui par la rivière. Un peu plus tard on apprit qu'il était dans l'île de Wight. Cette

fuite réveilla la défiance des Niveleurs contre Cromwell. Le 15, il y eut des mutineries dans les régiments et des hommes vinrent sur les rangs en portant le libelle de Lilburne, le Manifeste du peuple, dans leurs chapeaux. Cromwell tira son épée, marcha sur les mutins et les fit arrêter par des hommes sûrs. La masse n'osa bouger. Trois des rebelles passèrent devant une cour martiale. L'un d'eux, choisi par le sort, fut, sur l'ordre de Cromwell, fusillé. La rébellion était vaincue.

VIII. — Charles n'avait fui ses geôliers que pour s'en donner un autre. Il avait cru s'assurer, au château de Carisbrooke, un refuge; il y trouva une prison. Il correspondait avec le Roi de France, avec les Écossais, mais non plus avec Olivier Cromwell qui avait appris à se méfier de lui. Une lettre à la Reine, qui fut saisie, révéla que Charles tentait, une fois de plus, d'appeler en Angleterre une armée écossaise. Devant le danger d'une insurrection royaliste appuyée par les Écossais, le Parlement et l'Armée s'unirent. Dans cette seconde guerre civile (1648), la victoire de Cromwell fut rapide et complète; en son triomphe il vit la main de Dieu. Si le Seigneur s'était servi, pour frapper les troupes du Roi, de l'armée de Cromwell, n'était-ce pas le signe du choix, par Dieu, de l'armée et de Cromwell pour abattre un pouvoir jadis sacré? Cependant le Parlement, délivré de toute crainte par la victoire, négociait avec Charles, le jugeant désormais inoffensif. Le Roi acceptait la plupart des conditions presbytériennes, fermement résolu à ne les point exécuter.

IX. — La situation des Indépendants et de l'armée devenait dangereuse. La masse de la nation n'attendait qu'un signe de faiblesse pour se tourner contre eux; Londres, source principale des revenus de l'État, et le Parlement, seul pouvoir légal, leur étaient hostiles; les Niveleurs demeuraient hargneux. Beaucoup d'officiers puritains commençaient à dire que nulle paix véritable ne serait possible tant que Charles Stuart, « cet homme de sang », n'aurait pas été éliminé. Mais Fairfax restait loyaliste et Cromwell lui-même hésitait, priait, pleurait. Que voulait le Seigneur? Où était le devoir? Que faire de ce Roi? Le ramener à Londres en vainqueur? Il n'eût

pas épargné ses ennemis. Le garder prisonnier dans l'île de Wight? Il n'eût pas cessé d'intriguer. L'exécuter? C'était peut-être provoquer une invasion française et écossaise. Quoi qu'on fît, il fallait agir ou périr. L'armée marcha contre le Parlement. Le 6 décembre 1648, le colonel Pride et ses mousquetaires se placèrent à l'entrée du Parlement, une liste en main, arrêtant les suspects (« Celui-ci en est; il ne peut entrer ») envoyèrent les quarante plus dangereux dans une taverne appelée *l'Enfer*, et ne laissèrent plus à Westminster qu'une cinquantaine d'hommes à eux. Désormais il était certain que ce Parlement-croupion voterait tout ce que lui demanderaient les chefs de l'armée. Restait le Roi. Cromwell voyait clairement que, s'il sacrifiait Charles Stuart, cette mort creuserait un fossé profond entre l'armée et la nation. D'ailleurs le Prince de Galles était en France, tout prêt à faire un prétendant légitime, de sorte que la mort de Charles Ier ne découragerait même pas les royalistes. Pourtant Cromwell était certain que tant que ce fauteur de troubles vivrait, il n'y aurait point de paix possible pour Israël.

X. — La décision de Cromwell fut soudaine et il l'attribua, comme toujours, à une inspiration divine. Le 20 janvier 1649 s'ouvrit le procès du Roi. L'accusation disait que « Charles Stuart, roi d'Angleterre, ayant reçu un pouvoir limité de gouverner par et selon les lois du royaume et non autrement, avait traîtreusement et malicieusement fait la guerre au Parlement, et qu'ayant été l'artisan de cette guerre il était devenu coupable de toutes les trahisons, meurtres et rapines commis au cours de ladite guerre ». C'était une inculpation sans aucune valeur légale. « Je voudrais savoir, demanda Charles, par quelle autorité, je veux dire légale, j'ai été amené ici? Il y a beaucoup d'autorités illégales dans le monde, depuis les voleurs jusqu'aux détrousseurs de grands chemins. Mais quand je saurai quelle est votre autorité légale, je vous répondrai. Souvenez-vous que je suis votre Roi, votre Roi légal. Pensez aux péchés que vous avez accumulés sur vos têtes et au jugement de Dieu sur ce pays. Pensez-y bien, je vous le dis. Pensez-y avant que vous ne passiez d'un péché à un péché plus grand encore. » Rien de plus anglais que cette manière

insistante de répéter le mot *légal*. Longtemps après la mort de Charles, c'était l'idée de légalité qui allait ramener son fils sur le trône. « Je n'ai jamais, dit-il encore, pris les armes contre le peuple, mais pour les lois. » Condamné à mort, il écrivit au Prince de Galles une noble lettre dans laquelle il lui conseillait d'être bon plutôt que grand et de se montrer stable et fidèle en matière de religion. « Car j'ai observé, disait-il en un langage excellent, que le Démon de la Rébellion se change volontiers en Ange de la Réformation. » Jusque sur l'échafaud et quelques minutes avant sa mort, il répétait avec une admirable clarté les idées politiques pour lesquelles il périssait : « Quant au peuple, dit-il, je désire sa liberté autant que qui que ce soit, mais je dois vous dire que cette liberté consiste à avoir un gouvernement, des lois grâce auxquelles la vie du peuple et ses biens puissent être appelés siens. Elle ne consiste pas pour le peuple à gouverner lui-même. Cela ne lui appartient en rien. Un sujet et un souverain sont des êtres clairement différents. » C'était là en effet tout le procès. Il parut alors jugé contre le Roi. Bolingbroke allait, au siècle suivant, reprendre la thèse de Charles Stuart.

CROMWELL AU POUVOIR

I. — Cromwell, le Croupion et l'armée demeuraient seuls à la tête d'une Angleterre hostile, indignée et que pourtant il fallait gouverner. En ce pays légaliste n'existait plus aucun pouvoir légal. En jugeant Charles Ier, le Parlement avait affirmé que les Communes d'Angleterre assemblées en Parlement, choisies par le peuple et le représentant, sont le suprême pouvoir et que tout ce qui est fait par elles a force de loi, même sans le consentement des Lords et du Roi. Mais cette fiction ne trompait personne. En quoi les débris, choisis non par le peuple mais par les soldats, d'un Parlement vieux de près de neuf ans, représentaient-ils la nation? Ces hommes étaient à Westminster parce que l'armée les y avait maintenus, le peuple haïssait l'armée; l'armée elle-même méprisait le Parlement. Rien de plus triste que le spectacle d'un pays qui subit par crainte un gouvernement détesté. Les

Indépendants et Cromwell répétaient sans cesse qu'ils avaient été « élus par le Seigneur »; aucun autre mode d'élection ne leur eût permis, a-t-on dit, de représenter l'Angleterre.

II. — En mars, le Parlement-croupion abolit la Chambre des Lords et l'office de Roi, comme « inutiles, pesants et dangereux pour la liberté du peuple ». L'Angleterre devait à l'avenir être une *Commonwealth*, ou République. Mais pour que le mot eût quelque sens, il aurait fallu faire des élections et les Indépendants ne le pouvaient pas. Royalistes et Presbytériens se fussent unis pour les chasser. Condamnés à maintenir une dictature militaire toute contraire à leurs principes, ces Républicains se justifiaient en invoquant la Bible. « La fille du Pharaon, en trouvant le berceau de Moïse, avait fait chercher, pour élever l'enfant, la mère de celui-ci. La nouvelle République devait être élevée, avant d'arriver à l'âge adulte, par ceux qui l'avaient mise au monde. » Ils étaient d'ailleurs fort capables, sinon de se faire aimer, au moins de se faire obéir. Cromwell forma un Conseil d'État, où siégèrent quelques *squires*, des avocats, des soldats, et qui administra de manière efficace les finances, l'armée et la marine. L'ambassadeur de Mazarin, bien qu'hostile à ces régicides, reconnaissait dans ses dépêches leur compétence : « Ils sont économes dans leurs affaires privées et prodigues de leur dévouement aux affaires publiques, pour lesquelles chacun d'eux travaille comme s'il s'agissait de son propre intérêt. » En Cromwell lui-même coexistaient (mélange très anglais) un réalisme prudent et les passions les plus violentes.

III. — Une dictature militaire ne semble possible que si le dictateur possède au moins la faveur de l'armée. Or celle-ci, qui avait cru faire une révolution démocratique, s'irrita vite d'avoir mis au pouvoir une oligarchie. Ses meneurs avaient composé une constitution républicaine (*The Agreement of the People*) : élections tous les deux ans, suffrage presque universel, liberté de conscience. Le Croupion avait reçu ce document avec toute la courtoisie due à des citoyens bien armés, et n'en avait tenu aucun compte. Bientôt l'hostilité au gouvernement devint à peu près unanime. Les Royalistes

se sentaient encore impuissants, mais espéraient une prompte revanche. Les Presbytériens tenaient le Parlement pour hérétique. A la tête des Niveleurs, le démagogue Lilburne, éternel mécontent, partait en guerre contre le nouveau gouvernement. Quand John Lilburne mourut, quelqu'un composa pour lui une épitaphe où il était dit que si, dans l'autre monde, John rencontrait Lilburne, ces deux moitiés se combattraient. Mais cet insupportable pamphlétaire plaisait aux masses qui le nommaient l'honnête, le libre John. Toute révolution amène à la surface deux types d'hommes : ceux qui sont naturellement des chefs et ceux qui sont naturellement des rebelles. Cromwell appartenait à la première espèce, Lilburne à la seconde. Or gouverner est un métier qui a ses exigences immuables; les nouveaux maîtres justifient ces exigences par des principes originaux, mais leur obéissent comme les anciens. Cromwell, tel jadis Charles Ier, fit arrêter John Lilburne. Celui-ci refusa de se découvrir devant le Conseil d'État, « lequel, dit-il, n'avait pas plus d'autorité légale que lui-même ». Aucun jury ne voulut le condamner. Londres était maintenant aussi hostile au Parlement que jadis au Roi. Quand le gouvernement de la République, en avril, fit exécuter un mutin devant Saint-Paul, tous les bourgeois de la Cité arborèrent le ruban vert des Niveleurs.

IV. — Cromwell ne pouvait être que fort impatient de cette agitation égalitaire. Il croyait à la nécessité d'une aristocratie, qu'il eût d'ailleurs définie par la foi plutôt que par la naissance. Il avait horreur de tout désordre. « Vous devez briser ces hommes ou ils vous briseront », répétait-il au Conseil d'État. Mais sa conscience le tourmentait; au temps de Pym et de Hampden, il avait mis sa confiance dans la loi et le Parlement; il pouvait bien maintenant imposer le règne de l'épée et se dire, pour se rassurer, que cette épée était celle du Seigneur; il n'arrivait pas toujours à s'en convaincre. A ses inquiétudes morales, le remède avait toujours été l'action; les occasions d'agir ne manquaient pas. En Irlande, depuis plusieurs années, un parti catholique tenait le pays. Les protestants anglais y avaient été massacrés. Cromwell s'y rendit, à la tête d'une armée nouveau modèle et dans un appa-

reil presque royal. Il anéantit les forces locales et vengea le massacre par un massacre; soldat de Jéhovah, il appliqua dans toute leur rigueur les méthodes de guerre décrites dans la Bible. En Irlande, sur les terres de l'Est, il planta ses soldats protestants, rejetant les Irlandais vers le comté de Connaught, à l'Ouest. Ce fut alors que commença le long martyre de l'Irlande, abandonnée à des propriétaires étrangers et non résidants. Les *yeomen* plantés par Cromwell ne prirent jamais racine. Les uns louèrent leurs fermes à des Irlandais et revinrent en Angleterre; les autres épousèrent des Irlandaises et devinrent des Irlandais. Une conséquence grave de cette guerre fut que l'aristocratie irlandaise ayant été détruite, une théocratie lui fut substituée. C'est le protestant Cromwell qui a livré l'Irlande au cléricalisme catholique (1650-52).

V. — L'Écosse semblait plus dangereuse. L'exécution de Charles Stuart, roi écossais, avait réconcilié dans la haine des régicides la *Kirk* presbytérienne et la noblesse écossaise. Le Prince de Galles y avait été, à dix-neuf ans, proclamé Roi sous le nom de Charles II et il avait signé le *Covenant*. Une invasion de l'Angleterre par une armée royaliste devint probable. Cromwell proposa une guerre préventive. Le loyal Fairfax refusa de s'y mêler. « Ce serait, dit-il, la violation de la ligue solennelle formée jadis. — Votre Excellence, répondit Cromwell, devra bientôt choisir entre la guerre dans les entrailles d'un autre pays et la guerre dans le nôtre. » Fairfax se retira. Cromwell devint commandant en chef. L'expérience de dix ans de guerre avait fait de ce petit *squire* un grand général. Il avait peu de théories sur l'art de la guerre, mais c'était un merveilleux organisateur, un entraîneur d'hommes et, dans la bataille, un tacticien qui savait garder l'esprit libre et prendre au moment favorable la décision de tout risquer. Contre les Écossais, il joua un jeu hardi. Les laissant pénétrer en territoire anglais, il alla se placer entre eux et l'Écosse, et les écrasa à Worcester, en 1651. Le jeune roi Charles II, qui s'était bravement battu, dut s'enfuir. C'est un signe du loyalisme des populations anglaises que le nombre de fidèles que cet adolescent fugitif trouva dans tout le pays pour le protéger, le cacher et le renvoyer enfin, sain

et sauf, sur le continent. Comme l'Irlande, l'Écosse semblait soumise, mais son ancien Parlement devait renaître à la Restauration. L'union de la Grande-Bretagne était maintenant complète et, pendant quelques semaines, cette victoire rendit Cromwell populaire. Le Parlement lui donna une dotation royale et le palais de Hampton Court. Quand Londres, qui deux mois plus tôt le huait, le reçut avec des salves de mousqueterie et des cris de joie, et que ses lieutenants lui montrèrent cette foule immense, il répondit qu'elle serait plus grande encore pour le voir pendre.

VI. — Une sombre réponse, mais, malgré ses victoires, Cromwell demeure sombre. Il voit, il sait que ce pays qu'il souhaiterait gouverné par des Saints est exploité par des profiteurs, que cette armée de cinquante mille hommes, inutile après la défaite des ennemis extérieurs, ruine le pays, que les prisons sont pleines de débiteurs et les routes couvertes de mendiants. Il comprend que le moment est venu de repasser de la loi militaire à la loi civile, de la force à la justice. Mais par quelle méthode? Malgré ses méditations et ses prières, il n'aperçoit pas le remède. Que faire? Des élections? Mais ne sait-il pas que s'il permettait à *tous* les citoyens de voter librement, ceux-ci rappelleraient les Stuarts? Il est vrai qu'à Edmond Calamy qui lui dit que, sur dix Anglais, neuf lui sont hostiles, il répond : « Et si je désarme les neuf et mets une épée dans la main du dixième? » Encore faudrait-il être d'accord avec le dixième; or Cromwell est las du fanatisme de ses amis et commence à rêver vaguement d'une Angleterre protestante, unie et impériale. Quelle autre solution? Licencier l'armée? Elle se révolterait. Rétablir la monarchie? Il lui arrive d'y penser. « Et si un homme prenait sur lui de se faire roi? » En tout cas il importe de renvoyer le Croupion; l'armée en est lasse. Le 20 avril 1653, le Lord-Général Cromwell entre au Parlement et s'assied sur un des bancs. Il écoute; il s'impatiente; puis se lève : « Allons, allons, dit-il, nous en avons assez de tout ceci. Je vais mettre fin à votre caquetage... Vous vous dites un Parlement; vous n'êtes pas un Parlement... Quelques-uns d'entre vous sont des ivrognes, d'autres des miroirs à putains... Comment

pouvez-vous être un Parlement par la grâce de Dieu? Partez, vous dis-je... » Et soulevant la Masse, emblème sacré de la puissance du Parlement : « Que ferons-nous, dit-il, de ce colifichet? Enlevez-le... » Les ayant tous expulsés, il fit fermer les portes. Un soldat emporta les clefs et la Masse. « Le Long Parlement avait disparu, dit un témoin, aussi doucement qu'un rêve. »

VII. — La Masse après la Couronne, le Parlement après le Souverain, il ne restait plus en ce pays aucune trace d'un long passé de liberté. Mais encore une fois, comment gouverner? Par une république, disaient les uns; par une monarchie, répondaient les autres; par les Saints, fut le premier choix de Cromwell. N'osant recourir à une élection, il demanda aux Églises indépendantes de choisir des hommes sages et il constitua ainsi un Parlement de cent cinquante membres, qui fut appelé le Parlement de Barebones, ce nom étant celui de Praisegod Barebones, marchand de cuir de Fleet Street, qui en était l'un des membres. Sir Harry Vane avait refusé de faire partie de cette assemblée, disant qu'il préférait attendre le Paradis pour vivre avec des Saints. Cromwell lui-même se dégoûta vite de ces hommes qu'il avait tirés du néant et sans doute les eût-il renvoyés à leur tour s'ils ne s'étaient eux-mêmes dissous.

VIII. — Une nouvelle constitution fut préparée par les chefs de l'armée. Cet *Instrument de Gouvernement* est remarquable par la hardiesse des idées, si neuves qu'elles ne purent alors être appliquées. Plus encore que l'Angleterre moderne, ce document préfigurait les États-Unis d'aujourd'hui. L'autorité suprême devait appartenir à un Lord Protecteur, à un Conseil et à un Parlement, bientôt complété par une Chambre des Lords. Toute mesure votée par le Parlement devenait légale, même après veto du Protecteur, pourvu qu'elle ne fût point contraire aux lois fondamentales de la République. Au xxe siècle le Parlement britannique sera, au moins en théorie, tout-puissant; il pourra au besoin par un vote modifier la constitution du royaume. Les Parlements du Protecteur étaient au contraire, comme le Congrès américain, soumis à

la constitution. Pour la première fois Angleterre, Écosse et Irlande se trouvaient unies sous les mêmes lois. Des juges anglais siégeaient en Écosse; une armée anglaise, sous les ordres de Monk, y maintenait l'ordre; le Parlement de Westminster légiférait pour l'Écosse. L'Irlande, elle aussi, était représentée au Parlement commun. Mais cette « union » imposée par la force demeurait précaire et, dès la Restauration, les vieux Parlements devaient reparaître en Écosse, en Irlande. Éphémères aussi, parce que prématurées, la plupart des mesures qui furent alors votées. Beaucoup d'entre elles (enseignement gratuit; service postal public; liberté de la presse; vote des femmes et vote secret; banque nationale) devaient pourtant reparaître et triompher après une longue éclipse. Une activité réformatrice anima les fragiles Parlements du Protecteur, comme la fièvre anime un cœur malade.

IX. — Entre Cromwell et ses Communes les conflits furent aussi graves qu'entre Charles et son Parlement, mais le Protecteur possédait ce qui toujours avait manqué à Charles : une bonne armée. Sur un point seulement Parlement et Protecteur étaient d'accord : l'un et l'autre voulaient l'ordre. Tout rebelle intelligent qui arrive au pouvoir devient homme de gouvernement. Cromwell l'était par instinct. Ce pays avait assez souffert, disait-il; il fallait maintenant panser les blessures et rétablir l'Angleterre traditionnelle. Tel était bien aussi le sentiment des parlementaires. Mais ils prétendaient que, pour un tel rétablissement, il fallait d'abord que la Constitution ne fût pas imposée au Parlement par un chef militaire, et Cromwell se refusait à leur permettre de discuter les traits essentiels de l'*Instrument de Gouvernement* rédigé par l'armée. Les parlementaires exigeaient le droit de contrôler l'armée et Cromwell pensait que, mettre celle-ci au service des factions, c'eût été ranimer la guerre civile. Enfin Cromwell voulait quelque tolérance religieuse (dès 1655 il autorisait tacitement le retour des Juifs, expulsés depuis Édouard Ier); le Parlement combattait à la fois tolérance religieuse et despotisme militaire. Le sabre l'emporta. L'Angleterre fut divisée en régions militaires, placées chacune

sous l'autorité d'un Major Général. La discipline austère des Puritains fut progressivement imposée à tout le pays. Comme ils avaient fermé les théâtres de Londres, ils emprisonnèrent les comédiens errants, interdirent les jeux des villages, fermèrent les estaminets. L'Angleterre de Shakespeare devint vertueuse par contrainte et regretta le Juge de Paix cavalier, qui au moins avait été jovial. Ce régime inspira pour longtemps à ce pays l'horreur des armées permanentes.

X. — L'Angleterre n'aimait pas l'armée, mais l'armée et la flotte, à l'extérieur, faisaient respecter le nom de l'Angleterre. L'adversaire principal fut longtemps la Hollande. Les deux pays se disputaient le commerce et le fret. Par un Acte de Navigation de 1651, Cromwell interdit d'importer des marchandises en Angleterre dans des vaisseaux autres qu'anglais. Les Hollandais refusèrent de saluer le pavillon anglais dans les mers anglaises. Suivit un conflit où deux grands amiraux, le Hollandais Tromp et l'Anglais Blake, se trouvèrent opposés. Les flottes de combat étaient à peu près égales, mais le commerce de la Hollande plus vulnérable et elle souffrit plus que sa rivale. Après la paix hollandaise, qui fut faite en 1654, le principal ennemi extérieur de Cromwell fut l'Espagne. Contre elle il s'allia même avec la France qui, bien que puissance catholique, faisait à l'étranger une politique protestante par haine de la Maison d'Autriche. Cromwell enleva à l'Espagne la Jamaïque et, en y « plantant » des colons anglais, créa une colonie prospère. Le premier, il eut l'idée d'envoyer et de maintenir une flotte anglaise en Méditerranée et, pour assurer à cette flotte libre passage, de fortifier Gibraltar. Sa puissance maritime et méditerranéenne permit à Cromwell d'intervenir avec efficacité dans les affaires continentales; il protégea les protestants vaudois contre le duc de Savoie, bombarda Tunis et put exiger des indemnités de la Toscane et du Pape. Mazarin chercha son alliance et les *Ironsides* occupèrent Dunkerque. Mais ces guerres coûtaient cher, et, malgré tant de succès sur terre et sur mer, la politique étrangère de Cromwell était impopulaire.

XI. — Maître de trois royaumes, craint dans toute l'Europe, le Protecteur n'avait plus pour ennemis, mais ceux-là

irréconciliables, que ses anciens amis. Arrivé au pouvoir sur les épaules d'une armée républicaine, fanatique et « niveleuse », il aurait voulu se servir d'elle pour rétablir l'antique hiérarchie anglaise. Il la trouvait rebelle. Si le Parlement voulait faire de lui un roi d'Angleterre, ses soldats le menaçaient de leur hostilité. Si, prince de fait, il tenait une véritable cour, les Puritains murmuraient que c'était une cour « de péchés et de vanités », d'autant plus abominable qu'on y invoquait sans cesse le nom de Dieu. Quand Cromwell mourut, en 1658, jeune encore (cinquante-neuf ans), à la fois de tristesse et de fièvre, tout l'édifice hâtivement bâti par lequel il avait essayé de remplacer l'Angleterre traditionnelle chancela aussitôt. Vers la fin on l'entendit murmurer : « Mon œuvre est faite. » Elle ne devait pas lui survivre.

XII. — Cromwell avait désigné pour lui succéder son fils Richard, homme sans méchanceté mais sans génie, qui se trouva impuissant à résoudre le conflit latent entre l'armée et le pouvoir civil, et incapable d'apaiser les dissentiments, plus graves encore, entre les chefs rivaux de l'Armée. Suivirent dix-huit mois d'anarchie. Richard disparut de la scène et bientôt ne demeurèrent plus en lice que deux généraux : Lambert, républicain; Monk, secrètement royaliste. Monk vint à Londres et le poète Milton, entre autres, lui proposa de rétablir le Long Parlement pour sauver la République. Mais il suffisait d'observer la ville pour imaginer les sentiments des Anglais. Dans les feux de joie, bourgeois et apprentis jetaient des croupions symboliques. Plutôt que la guerre civile ou qu'une dictature militaire, la masse du peuple souhaitait une restauration. Monk, homme énergique et raisonnable, agit avec une sage lenteur. Le retour du Roi, désiré à la fois par les Cavaliers et par les Presbytériens, c'est-à-dire par une grande majorité du pays, était difficile à préparer légalement, car seul un Parlement pouvait rappeler le Roi, et seul un Roi pouvait convoquer le Parlement. Monk appela autour de lui autant de Lords qu'il en put réunir et invita les électeurs à élire une Chambre des Communes. Plus tard le Roi confirma cette convocation et les juristes maintinrent la fiction que la monarchie n'avait jamais cessé d'exister. En

fait une assemblée irrégulièrement convoquée avait mis sur le trône un roi, mais comme celui-ci était le Roi légal, désigné par le droit de succession, la décision était inattaquable. La Restauration se fit sans guerre civile, parce que Monk prit la précaution de garantir aux troupes le paiement de leur solde. Les soldats connaissaient le sentiment public; ils n'étaient plus en accord avec leurs officiers; ils furent heureux d'en finir. Cromwell n'était pas mort depuis deux ans que tout ce qu'il avait créé n'était plus, comme lui-même, que poussière.

EFFETS DURABLES DU PURITANISME

I. — La vie spirituelle de l'Angleterre au temps des Saints constitue l'un des phénomènes les plus surprenants de l'histoire. De récits et de poèmes orientaux, vieux de quelques milliers d'années, tout un peuple occidental fit alors sa lecture et sa foi. Aux yeux de ce peuple légaliste, la lettre d'une loi devait toujours être observée, et puisque la Bible était la Loi de Dieu, c'était à la lettre qu'il fallait vivre selon la Bible. Parce que les Israélites avaient massacré les Amalécites, Cromwell n'hésita pas à massacrer les Irlandais. Parce qu'ils avaient lapidé certains coupables, on entendit crier aux Communes : « Lapidons-le ! » Parce que les Psaumes sont des poèmes guerriers, les Puritains furent toujours prêts à combattre par les armes les ennemis de Jéhovah. Parce que la Bible exaltait le peuple d'Israël au-dessus de tous les autres peuples, le peuple anglais, convaincu qu'il était un nouvel Israël, sentit croître en lui l'orgueil que la Guerre de Cent Ans avait fait naître. Un Milton pensait de bonne foi que Dieu, s'il avait sur cette terre quelque besogne difficile à accomplir, faisait appel à ses Anglais. C'est un sentiment que l'on retrouvera, au XIXe siècle, chez Curzon et chez Cecil Rhodes.

II. — Après l'Ancien Testament, ce que le Puritain lit le plus volontiers ce sont les *Épîtres* de Saint Paul et les livres de Calvin. Son Dieu n'est pas le Dieu de l'Évangile mort pour tous les hommes. C'est le Dieu terrible et jaloux, qui ne sauve que ses élus. Le Puritain, qui suit avec anxiété les mouvements

intérieurs de son âme en cherchant à y reconnaître les signes de la grâce, ne peut être qu'hostile aux plaisirs. « Comment vivre en joie, comment jouir de la gaieté du printemps, comment supporter les théâtres et les spectacles quand on sent sur soi la griffe du Diable, quand déjà vous atteignent les flammes de l'Enfer? » Cromwell, toute sa vie, lutte contre le Malin. Il s'abaisse devant Dieu jusque dans la poussière. Il attend de l'inspiration divine toutes les directions de sa vie. On l'a appelé « un homme ivre de Dieu ». Mais cette doctrine, qui assombrit la vie, rend très forts ceux qui la professent. Le volontaire sacrifice de tout ce que l'homme de la Renaissance avait appelé plaisir ou bonheur, fait des êtres graves et courageux. Ils ont si grand peur du péché qu'ils se montrent soldats disciplinés, commerçants loyaux, ouvriers travailleurs. Exigeants envers autrui, ils le sont aussi envers eux-mêmes. Quand les vétérans de Cromwell plus tard furent licenciés, « ils ne fournirent pas une seule recrue aux vagabonds, ni aux bandits ». Les royalistes eux-mêmes confessèrent que « dans toutes les branches d'industrie honnête, ils prospéraient au delà des autres hommes, que nul d'entre eux n'était accusé de larcin ou de brigandage et que si un boulanger, un maçon ou un charretier se faisait remarquer par sa sobriété ou son activité, il était très probablement un des vieux soldats d'Olivier ».

III. — Certaines sectes allaient, dans l'interprétation de la Bible, plus loin que les Indépendants de Cromwell. Le parti de la Cinquième Monarchie croyait que le Christ allait revenir et que le *Millennium* était proche. Le VIIe chapitre de Daniel, le chapitre apocalyptique, était leur Évangile et parce qu'un de ses versets annonçait le règne des Saints, ils prétendaient faire gouverner l'Angleterre par un Sanhédrin. Les Anabaptistes rebaptisaient hommes et femmes, au crépuscule, dans les ruisseaux. En ce temps-là George Fox fondait la Société des Amis, qui bientôt reçurent le surnom de *Quakers* (les Trembleurs) parce que leur foi se manifestait, en certaines réunions, par un tremblement physique. Aux yeux des Quakers, la religion ne devait être qu'une expérience spirituelle intérieure. Ils jugeaient inutile d'ordonner des

prêtres ou de construire des églises. Contrairement aux Puritains, les Amis pensaient que chaque homme peut remporter dans sa vie une victoire complète sur le péché. Ils montraient plus de bonté et plus de sérénité que la plupart des autres sectes. Mais leur refus de prêter serment, leur refus de prendre part à une guerre, même juste, et leur refus de reconnaître l'autorité d'un ministre ecclésiastique faisaient d'eux, malgré eux, des rebelles.

IV. — Pendant le règne des Puritains, la vie, dans la mesure où ils pouvaient la régler, fut assez triste. Ils interdisaient les plaisirs favoris des Anglais : le théâtre, les courses de chevaux, les combats de coqs, les tavernes. Maisons de jeux et maisons de filles furent fermées. Le dimanche, des patrouilles parcouraient les rues pour faire fermer les cabarets. Chacun devait passer cette journée dans sa famille, en lisant l'Écriture, en chantant des psaumes. Le dimanche, dans la ville de Londres, on n'entendait plus « que le son des prières ou des cantiques, qui sortait des églises ». En 1644, le Parlement défendit, le jour du sabbat, de vendre des denrées, de voyager, de transporter des fardeaux, de tolérer sonneries de cloches, tirs, marchés, buvettes, danses, jeux, sous peine d'une amende de cinq shillings pour chaque personne au-dessus de quatorze ans. Pour les enfants trouvés coupables de ces fautes, parents ou tuteurs payaient. Les services religieux eux-mêmes étaient privés de tout ce qui pouvait rappeler la pompe et la beauté des cérémonies catholiques, ou même anglicanes. Evelyn, dans son journal, raconte comment, en 1657, il fut arrêté le jour de Noël, dans une chapelle, pour avoir observé « le temps superstitieux de la Nativité ». Les fidèles avaient une telle crainte de paraître papistes qu'ils avaient perdu toute modération et tout décorum. « Ils lisent et prient sans méthode, dit encore Evelyn, sans respect et sans dévotion. J'ai vu toute une congrégation garder son chapeau pendant la lecture des psaumes. En certains temples, ils ne lisent pas du tout les Écritures, mais font des prières insipides, que suit un sermon qui n'est compris ni par ceux qui l'écoutent, ni par ceux qui le font, mais d'une extraordinaire longueur... Beaucoup des églises sont maintenant remplies de bancs fermés, où les assistants se

trouvent isolés par groupes de trois ou quatre. » Ce banc fermé demeurera l'un des signes de l'individualisme puritain, l'un des sujets de débats entre la Haute et la Basse Église.

V. — Malgré son mépris de la beauté, le puritanisme a produit deux grands écrivains, qui d'ailleurs ont écrit leurs œuvres essentielles après la chute de la *Commonwealth*. Le premier est Milton (1608-1684) qui, poète exquis dans sa jeunesse et l'héritier immédiat des grands Élizabéthains, renonce à la poésie païenne au temps des conflits politiques, se jette dans « l'élément glacé de la prose », devient « secrétaire latin du Conseil d'État » et l'un des fidèles partisans de Cromwell, puis, après la Restauration, devenu aveugle, dicte deux grands poèmes épiques : le *Paradis perdu* et le *Paradis regagné*, plus un drame : *Samson Agonistes*, autobiographie spirituelle où le héros vaincu, et comme Milton aveugle, se lamente parmi les Philistins triomphants. Milton est, en un âge déjà classique, le dernier survivant de la Renaissance. En lui seul se sont mêlées la grâce païenne et la sublime solennité du puritanisme. Le second est Bunyan (1628-1688), auteur de ce *Progrès du Pèlerin* publié en 1678, aussi célèbre chez les Anglais que l'*Iliade* chez les Grecs, récit symbolique qui se sauve de l'aridité par la naïveté. Ce chaudronnier ambulant, tourmenté tantôt par des visions infernales, tantôt par des visions célestes, avait eu l'idée simple, mais géniale, de transformer la peinture abstraite des progrès de l'âme chrétienne en marche vers le salut, en une description d'un voyage réel. *Chrétien*, personnage central du livre, et qui sans doute n'est autre que Bunyan lui-même, cherche le chemin de la Cité Éternelle. Il l'atteint enfin malgré ses ennemis. Le naturel du récit, du dialogue, la transposition des événements spirituels en drames concrets, permit à des lecteurs simples et sincères de comprendre, mieux que dans les autres livres de piété, la nature de la vie religieuse.

VI. — Il en fut de la tyrannie puritaine comme de toutes celles qui prétendent transformer les mœurs. Une minorité se soumit par conviction, la majorité par crainte, et la soumission de cette dernière fut plus apparente que réelle. Il

suffit de lire les lettres de Dorothy Osborne à sir William Temple pour comprendre comment, en de nombreux manoirs, des hommes et des femmes tentèrent alors de mener sans bruit, hors de leur temps, une vie humaine et sage. Les royalistes les plus déterminés, malgré leur horreur des rebelles, essayèrent, après avoir quelque temps erré sur le Continent, de rentrer chez eux et de s'y installer. Le Prétendant lui-même les y encourageait. Mieux valait pour lui avoir des partisans dans la place. Evelyn avoue qu'il se résolut à rouvrir son manoir « parce qu'il y avait peu d'espoir de changement favorable, tout étant entièrement entre les mains des rebelles ». Tant que Cromwell vécut, la Restauration, pourtant si proche, ne fut guère prévue même par les plus sages.

VII. — Après la Restauration, l'esprit puritain allait à son tour connaître les persécutions. Mais il était destiné à survivre. Le dissident, l'homme qui n'accepte pas de « se conformer », qui réclame pour sa conscience le droit de juger tous les cas, qui s'est habitué à faire partie d'une minorité, qui est fier de cette situation et qui, son choix fait, y reste fidèle, fût-ce au péril de son bonheur ou de sa vie, restera l'un des types anglais les plus remarquables et les plus stables. Tantôt il s'attachera aux questions religieuses, tantôt aux questions politiques, mais quel que soit l'objet de sa ferveur il sera fort, entêté, incorruptible. Ce sera lui qui mènera la lutte contre l'esclavage, contre la prostitution, contre la guerre et qui maintiendra jusqu'à nos jours la tristesse du dimanche anglais. Le caractère anglais lui devra quelques-uns de ses traits les plus beaux et quelques-uns de ceux qui l'ont fait haïr. Le sérieux, la fidélité, l'incorruptibilité, sont parmi ses attributs, mais aussi parfois la duplicité, car la nature humaine est plus complexe que ne le voulaient les calvinistes. La vérité n'est pas que les uns abritent Dieu et les autres Satan, mais qu'en chacun de nous luttent Dieu et Satan. Faute d'accepter leurs mauvaises pensées, inévitables, les Puritains s'efforceront de les interpréter par de pieux discours. A leurs intérêts personnels et même nationaux, ils imposeront un masque moral. En cela comme en beaucoup d'autres choses, un grand nombre d'Anglais était destiné à conserver les manières

de sentir et de penser puritaines. Disraëli, trois siècles plus tard, devait reconnaître que nul ne peut gouverner l'Angleterre contre la conscience non-conformiste.

LA RESTAURATION

I. — Ce nouveau souverain que l'Angleterre, après l'avoir longtemps proscrit, attendait comme un sauveur n'avait rien du personnage séraphique qu'imaginaient les fervents serviteurs de son père, le roi martyr. Plutôt que le visage noble et sombre de ce père, par ses grosses lèvres sensuelles, son nez robuste, ses yeux moqueurs, il rappelait son grand-père Henri IV. Du Béarnais il avait hérité la gaieté, l'esprit, le goût des femmes. Son long exil ne l'avait pas aigri, mais lui avait donné l'expérience de la pauvreté et le ferme dessein de ne plus « s'embarquer en ses voyages ». Aussi s'était-il gardé, malgré la pression de sa mère et de sa sœur Henriette, toutes deux catholiques, de se convertir. Il avait été séduit par le catholicisme, peut-être convaincu; mais il s'était souvenu des passions puritaines et n'avait pas voulu compromettre son trône. Pour le préserver des dangers de la cour papiste de Saint-Germain, son fidèle conseiller, Hyde, l'avait conduit en Hollande chez sa sœur Mary, femme de Guillaume d'Orange. Là il avait aimé une jeune réfugiée galloise, Lucy Walters, et avait eu d'elle un bâtard qu'il fit duc de Monmouth. La vie d'un prince exilé est difficile : Charles avait emprunté de l'argent à la cour de France, à celle d'Espagne. Cette existence précaire avait fait de lui un homme plus charmant que majestueux, plus adroit que scrupuleux. Il était fermement résolu, si un jour la vie lui souriait, à en jouir. On le vit bien lorsqu'il fut Roi et que ses ministres le cherchant pour lui parler des affaires de l'État, le trouvèrent jouant avec ses chiens ou caressant ses maîtresses. Quand, le 25 mai 1660, il débarqua sur la plage de Douvres, le maire lui offrit une Bible. Charles répondit « que c'était ce qu'il aimait le mieux au monde ». Le successeur de Cromwell avait un sens de l'humour, mais une âme sans respect.

II. — L'accueil de Londres fut chaleureux. « Les chaussées étaient semées de fleurs, les rues tendues de tapisseries; les cloches sonnaient; du vin coulait dans les fontaines... J'étais dans le Strand, écrit Évelyn, et regardais tout cela, et bénissais Dieu. Et ce fut sans qu'une goutte de sang fût répandue, et par cette même armée dont la rébellion l'avait chassé... » Charles II, se tournant avec un sourire vers quelqu'un de sa suite, dit « que c'était certainement par sa propre faute qu'il avait été absent si longtemps, car il ne rencontrait personne qui n'eût souhaité son retour ». La mobilité des peuples est surprenante. Tout, en Charles, aurait dû choquer ses sujets. Il ramenait dans ses bagages une belle maîtresse, Barbara Villiers (qui l'année suivante allait devenir lady Castlemaine), et ce fut avec elle que, cyniquement, il passa sa première nuit à Whitehall. Un véritable sérail l'entoura bientôt et les mœurs de la cour imitèrent celles du Roi. Mais, après la contrainte puritaine, un peu de folie ne déplaisait pas. « La débauche devenait loyalisme, la gravité rébellion. » Le Roi avait pris, dans sa jeunesse errante, l'habitude de la flânerie et de l'irresponsabilité. Il laissa tout le pouvoir réel au conseiller de son exil, Édouard Hyde, qu'il avait fait lord Clarendon. Les débuts de cette administration ne furent pas maladroits. Un acte « d'indemnité et d'oubli » rassura ceux qui avaient pris part à la rébellion. Seuls furent exécutés, en une dégoûtante boucherie, des régicides. Les corps de Cromwell et de quelques autres furent déterrés, pendus, puis enterrés au pied du gibet. Comme en toute restauration, les amis des mauvais jours se jugèrent mal traités. La loi d'amnistie les déçut. « Indemnité pour les ennemis du Roi, oubli pour ses amis », dirent-ils avec amertume. Cette politique modérée, qui irrita quelques Cavaliers extrémistes, rallia vite à la monarchie les *squires* du parti de Cromwell. Une Restauration pouvait alors concéder quelques têtes à la vengeance, pourvu qu'elle respectât la fortune acquise. Clarendon eut l'intelligence de payer jusqu'au dernier penny la solde due aux troupes de la République. Cela lui permit de licencier sans conflit cette redoutable armée. Cinquante mille vétérans de Cromwell furent soudain lâchés sur l'Angleterre; il faut constater à leur honneur qu'on n'en vit pas un seul demander

l'aumône et qu'ils ne firent aucun mal. Le puritanisme avait ses bons aspects.

III. — Pour ne plus « s'embarquer en ses voyages », Charles était résolu à gouverner légalement. Grand admirateur de Louis XIV, son désir secret était de fortifier « autant que possible » sa prérogative et de préparer « autant que possible » l'émancipation des catholiques, mais le tout sans aller jusqu'au conflit. Dès 1661 il convoqua un Parlement. Dans la Convention qui l'avait rappelé, Presbytériens et Cavaliers s'étaient partagé les sièges. Cette fois le pays nomma un Parlement « plus royaliste que le Roi et plus anglican que les évêques », tout dévoué aux intérêts de la propriété foncière et de l'Église établie. Les élus étaient pour la plupart de jeunes hommes. « Je les garderai, dit le Roi, jusqu'à ce qu'ils aient de la barbe », et en effet, il les garda dix-huit ans. Si forte était maintenant l'habitude des libertés anglaises que cette Chambre Introuvable elle-même se montra décidée à ne donner au Roi ni armée permanente, ni ressources telles qu'il pût se passer de Parlement, ni tribunaux de prérogative. Le Roi de son côté se souvenait de l'histoire de son père et se garda de franchir ces limites. Aucun frein constitutionnel ne lui avait été imposé; aucun cabinet responsable ne s'interposait entre le monarque et les Chambres. Mais Charles sut toujours, quand ses ministres devenaient impopulaires, les renvoyer à temps. Ainsi le Parlement était maître en fait, sinon en droit. L'Ambassadeur de France jugeait que ce régime n'était pas une monarchie et s'étonnait d'entendre les bateliers de la Tamise parler de politique avec les « mylords ». Au siècle suivant, Montesquieu dira sa surprise de voir un couvreur lire une gazette sur les toits. L'éducation politique de ce peuple avait commencé beaucoup plus tôt que celle des nations du continent.

IV. — Si les Puritains avaient attendu de ce nouveau roi la tolérance religieuse, ils furent déçus. Le Parlement et Clarendon se montrèrent fort durs à l'égard des sectes indépendantes et même des Presbytériens. Quatre lois formèrent le Code Clarendon et imposèrent un conformisme sévère. La première obligeait tous maires et fonctionnaires municipaux

à renoncer au *covenant* presbytérien et à recevoir les sacrements anglicans; la seconde imposait à tous les clergymen de se faire ordonner par un évêque, de se servir du Livre de Prières et d'accepter la liturgie anglaise; la troisième interdisait tout service non anglican auquel seraient présents plus de quatre fidèles; la quatrième obligeait les ministres non conformistes à se retirer à cinq milles au moins de toute paroisse où ils avaient prêché. Ces lois eurent de profonds effets sur la vie de l'Angleterre. Elles achevèrent le ralliement des *squires* à l'anglicanisme, car l'impossibilité pour un dissident d'occuper un poste politique ou civique contraignait à la soumission tous ceux qui avaient des ambitions ou des intérêts. L'alliance en chaque village du *squire* et du *parson*, de l'Église et du Manoir date de ce temps. Mais beaucoup de ces ralliés conservèrent des âmes de dissidents et ce seront eux qui plus tard, avec les sceptiques et les rationalistes, soutiendront en politique le parti whig. Le Clarendon Code rendit en Angleterre le presbytérianisme à peu près impossible; les sectes, moins organisées, survécurent. En isolant une classe d'hommes auxquels il refusait leurs droits politiques, ce Code créa le type, si important dans l'histoire de l'Angleterre, du *dissenter*, qui a accepté, pour rester fidèle à ses idées, de se mettre en conflit permanent avec le pouvoir et qui ne craindra plus, en aucune circonstance, d'affronter l'opinion publique. Nous retrouverons ce dissident, sous des formes diverses, aux siècles suivants et son action sera grande parce que son courage intellectuel sera sans bornes.

V. — Clarendon s'usa vite au pouvoir. Il était, dans une cour jeune et cynique, un vieux serviteur pompeux, goutteux, moralisant. Les belles amies du Roi se moquaient de lui; le duc de Buckingham faisait, dans l'intimité, des imitations du Chancelier; Charles, non sans ingratitude, riait. Il ne fallait plus, pour se débarrasser de ce débris de la vieille génération, qu'un prétexte. Les événements en fournirent toute une brassée : *a*) Le frère du Roi, Jacques, héritier du trône, s'était amouraché pendant l'exil de la fille de Clarendon, Anne Hyde. Il l'épousa, d'abord secrètement, puis publiquement. De cette union devaient naître deux souveraines anglaises:

Mary (qui épousa Guillaume III d'Orange) et la reine Anne. Ce mariage déplut d'abord à l'opinion et excita les esprits contre Clarendon, qui pourtant feignait de s'y opposer; *b*) Clarendon fut responsable du mariage de Charles II avec une princesse de Bragance, Portugaise catholique et qui en outre se révéla bientôt stérile. Un mariage portugais n'était pas un crime tout à fait aussi grave qu'un mariage espagnol, mais il s'en fallait de peu et l'on dit, contre toute vraisemblance, que Clarendon avait choisi une reine stérile afin d'assurer le trône à ses petits-enfants; *c*) Clarendon vendit Dunkerque à la France pour cinq cent mille pistoles et fut accusé d'avoir touché une commission; *d*) En 1665, la ville de Londres, où cinq à six cent mille habitants grouillaient dans des rues étroites et sales, fut ravagée, en un mois de juin un peu chaud, par une épidémie de peste, aussi terrible que la peste noire. Soixante-dix mille cadavres durent être jetés à la fosse commune; *e*) Quelques mois plus tard, un immense incendie détruisit les deux tiers de la Cité. Bientôt églises, édifices publics, des milliers de maisons flambèrent à la fois. Nul ne pouvant arrêter le feu, Samuel Pepys et ses voisins durent creuser des trous dans leurs jardins pour y enfouir leur vin et leurs fromages de Parmesan. On n'enraya l'incendie qu'en faisant sauter des rues entières. La multitude qui veut aux grands événements de grandes causes, et mystérieuses, accusa les Papistes, les Français et Clarendon; *f*) Enfin en 1667, une flotte hollandaise remonta la Tamise et vint jusqu'à Chatham brûler des bateaux anglais. La panique, prompte à s'élever depuis la peste et l'incendie, de nouveau s'enfla. Déjà les foules de Londres, capricieuses, regrettaient le temps du brave Olivier où les côtes étaient défendues, l'armée forte. En vain le traité de Bréda, qui mit fin à la guerre, donna-t-il à l'Angleterre New-York et toute la côte qui unissait la Virginie à la Nouvelle-Angleterre. Le peuple anglais se crut trahi et Clarendon, ennemi public, fut exilé (1667).

VI. — Il ne fut pas remplacé par un ministre unique, mais par un groupe de confidents que l'on appela la Cabale, les lettres du mot se trouvant d'ailleurs coïncider avec les ini-

tiales des membres du groupe : Clifford, Arlington, Buckingham, Ashley, Lauderdale. Ce n'était pas, au sens moderne, un Cabinet; le Roi demeurait seul responsable de l'exécutif, et d'ailleurs ces cinq hommes n'avaient pas de politique commune. Clifford et Arlington étaient des catholiques; les trois autres des sceptiques. Le plus remarquable mais le plus haï des Cinq fut Ashley, qui devint bientôt comte de Shaftesbury et que Dryden, dans une satire célèbre, décrira sous le nom d'Achitophel, le fils perfide du roi David. Avec l'appui de la Cabale, le Roi, non seulement régna, mais gouverna. En apparence il continuait à folâtrer avec insouciance parmi ses maîtresses et ses chiens; en fait il poursuivait avec une secrète ténacité un grand dessein : se procurer, par l'alliance de Louis XIV, de l'argent et des soldats, puis, avec l'appui de cette force étrangère, rétablir le catholicisme.

VII. — L'admiration de Charles pour la France et son gouvernement était sincère. Là il trouvait ce qu'il aurait voulu être et n'osait être : un monarque absolu; il comprenait que seul l'accord du souverain et de l'Église Romaine avait rendu possible cette toute-puissance; il souhaitait réaliser cet accord et imiter son cousin. Une nouvelle maîtresse française, Louise de Kéroualle, dont le visage enfantin masquait l'adresse, le confirmait dans ces sentiments. Bien que le Parlement souhaitât l'alliance avec la Suède et la Hollande, puissances protestantes, contre la France qui devenait, depuis la décadence de l'Espagne, la puissance la plus forte du Continent, Charles signa en 1670, avec Louis XIV, par l'entremise de sa sœur Henriette d'Angleterre, un traité secret, dit Traité de Madame et, en 1672, il s'allia avec les Français contre la Hollande. Le Parlement britannique refusa des subsides pour cette guerre impopulaire et la défense des Hollandais fut efficace. Charles, en 1674, dut, malgré lui, traiter avec les Hollandais, et en 1677 sa nièce Mary (fille de Jacques et d'Anne Hyde) épousa Guillaume III d'Orange. Le Traité de Madame fut la dernière entreprise personnelle de Charles dans le domaine de la politique étrangère, et un échec.

VIII. — Il espérait encore achever son grand dessein sur le plan religieux. Au début de son règne il avait essayé d'impo-

ser au Parlement une Déclaration d'Indulgence; il croyait faire accepter l'émancipation des catholiques à la faveur de celle des Dissidents. Mais les Dissidents eux-mêmes, protestants avant tout, s'opposèrent à la mesure et le Parlement la repoussa. Plus tard Charles essaya de la faire passer malgré le Parlement, en vertu de sa prérogative; il avait mal choisi son temps; la peste et l'incendie venaient d'attiser la haine du papisme, à laquelle se mêlait la crainte de la France. C'était de nouveau une de ces époques où la politique extérieure est commandée par la politique intérieure. Jadis l'Espagne avait représenté aux yeux des protestants l'esprit de persécution; maintenant la France personnifiait l'absolutisme et la perte des libertés du sujet. Des voyageurs comparaient une fois de plus la richesse des fermiers anglais avec la misère des paysans français. « Papisme et sabots de bois », ce mélange abhorré hantait les esprits. Le Parlement se montra ferme et refusa de reconnaître au Roi le droit de régler de telles questions par ordonnance. Charles hésita, se souvint de la rébellion, de ses voyages, et céda. D'ailleurs une partie de la Cabale avait pris parti contre lui et lui imposa le *Test Act*, réponse nationale et protestante à l'alliance française et à la Déclaration d'Indulgence. Cette loi excluait de toute fonction publique ceux qui ne juraient pas fidélité à la suprématie du Roi et à la communion anglicane. Les pairs catholiques durent quitter la Chambre des Lords. Le frère du Roi lui-même se vit contraint d'avouer son catholicisme. Le Roi et la tolérance étaient vaincus.

IX. — Comme Charles acceptait sa défaite avec modération, on put croire pendant un temps que le calme allait être rétabli. Mais les sages eux-mêmes sont à la merci des événements. Tout fut changé en quelques jours par un mensonge et par un mystère. Titus Oates était un ancien clergyman anglican, converti au catholicisme par intérêt plus que par conviction, caractère bas, méprisable, et qui s'était fait haïr partout où il avait passé. Ayant vécu chez les Jésuites anglais de Saint-Omer, expulsé par eux sans un sou, il rentra en Angleterre et en 1678 fabriqua une dénonciation où il accusa les Jésuites d'avoir formé un complot pour mettre le feu à la Cité, assas-

siner le Roi, le remplacer par son frère Jacques, conquérir l'Angleterre avec l'aide des Français et rétablir le catholicisme. De ce rapport il adressa deux copies, l'une au Roi, l'autre à un célèbre juge, sir Edmund Bury Godfrey. Pour imaginer l'éclat produit, il faut se souvenir de la nervosité de Londres, de la Conspiration des Poudres, de la peste et de l'incendie, de la terreur folle qu'inspiraient les Jésuites et le papisme. Une perquisition fut faite chez le secrétaire du duc d'York (le futur Jacques II); elle révéla une correspondance fort compromettante avec le Père La Chaise, confesseur de Louis XIV. La dénonciation calomnieuse rencontrait une intrigue véritable. A ce moment, second coup de théâtre : le juge Godfrey fut découvert assassiné sur une route des environs de Londres. Qui l'avait tué? Cela reste un mystère, mais on ne vit plus partout que Jésuites en armes. Les femmes elles-mêmes ne sortaient qu'avec un poignard. Le Roi, qui ne croyait pas au complot (« Qui serait assez fou, dit-il à son frère, pour m'assassiner quand ce meurtre vous mettrait à ma place? ») fut obligé de feindre la crainte et de doubler la garde à Whitehall. En vain quelques esprits raisonnables alléguèrent-ils la vilenie de Titus Oates, l'absurdité d'un crime sans objet, puisque Godfrey ne possédait qu'une copie d'un document qui avait déjà produit son plein effet; bientôt eux-mêmes, en butte à un véritable chantage de l'opinion publique, se virent contraints d'affirmer leur foi en Oates sous peine d'être tenus pour papistes. Une terreur inouïe fut déclenchée.

X. — Depuis la Restauration, des embryons de partis se formaient dans le pays. Ils étaient nés des passions de la guerre civile. Les Anglais avaient pris l'habitude de s'intéresser aux affaires publiques; rien ne devait plus les en guérir. Les uns étaient, comme les Cavaliers de jadis, amis du Roi; leurs adversaires les baptisaient *Tories*, ou brigands irlandais, pour insinuer qu'ils n'étaient que des papistes déguisés; ils relevèrent fièrement le nom et le portèrent désormais. Les Tories eux-mêmes baptisèrent *Whigs* les ennemis du Roi; *whigs* étant une abréviation de *whigamores*, groupe de paysans puritains de l'ouest de l'Écosse. Les Whigs étaient les

rebelles; le Diable avait été le premier whig; Shaftesbury le second; mais cette rébellion demeurait aristocratique. Les Tories étaient attachés à la propriété foncière et à l'Église anglicane; les Whigs aux Dissidents et aux marchands de Londres. Quand, en 1679, pour la première fois depuis dix-sept ans, le Roi convoqua les électeurs, les nouveaux partis donnèrent à cette élection l'aspect qu'ont aujourd'hui de telles consultations populaires, avec meetings, cortèges, discours violents. Ces méthodes étaient bruyantes, mais sans doute firent-elles, en donnant à la vie politique un caractère de spectacle et de jeu, le succès durable du gouvernement parlementaire. « Nous jouâmes, dit Halifax, à nous jeter à la tête Whigs et Tories, comme les enfants se jettent des boules de neige. »

XI. — Aux élections de 1679, les Whigs l'emportèrent en prenant pour « plate-forme », avec une grande mauvaise foi, les mensonges d'Oates. Ils firent, après ce succès, une première expérience de monarchie à deux échelons. Un Conseil Privé de trente membres devait servir d'intermédiaire entre le Roi et le Parlement. Ce Conseil était dirigé par Shaftesbury, sir William Temple, les lords Russell et Halifax. Son acte le plus connu fut la célèbre loi d'*Habeas Corpus* (1679); désormais tout Anglais arrêté, sauf pour trahison, pouvait se plaindre à un juge qui devait donner aux gardiens du prisonnier l'ordre d'amener celui-ci devant le tribunal dans un temps ne pouvant dépasser vingt jours. Le geôlier qui eût refusé se fût exposé à une amende énorme; le juge de même. Cette loi rendait impossible les emprisonnements arbitraires. Aucune mesure ne marque plus clairement la frontière qui sépare un gouvernement despotique d'un régime de liberté.

XII. — Le succès des Whigs avait été dû à la crainte du catholicisme. Or la cause du Catholicisme était liée à celle du duc d'York. Les Whigs, partisans de mesures radicales, pensaient qu'il fallait exclure du trône le frère du Roi; les Tories, légitimistes, qu'il suffirait de limiter son pouvoir. Si on l'écartait, par qui le remplacer? Là-dessus les Whigs eux-mêmes étaient divisés. Les uns tenaient pour le prince

d'Orange, époux de la princesse Mary et gendre du duc d'York; les autres pour le duc de Monmouth, fils illégitime de Charles II. Le Roi était pour son frère, contre son bâtard. Très vite le peuple, avec la surprenante mobilité des foules anglaises, se lassa de la terreur whig et oublia Titus Oates. En 1681, Charles, qui n'avait plus besoin de Parlement pour obtenir des subsides puisqu'il en recevait de Louis XIV, put dissoudre, sans soulever trop d'émoi populaire, le dernier Parlement de son règne, réuni à Oxford pour l'éloigner des foules de Londres. Les Tories l'emportaient.

XIII. — Les Anglais n'avaient pas encore appris ce jeu parlementaire dont les règles, acceptées par tous, permettent à des adversaires politiques d'alterner au pouvoir sans que le premier effet de la victoire soit le massacre des vaincus. Le triomphe des Tories et du Roi fut suivi par une persécution des Whigs. Shaftesbury, poursuivi pour rébellion, dut, bien qu'acquitté par le jury, s'enfuir en Hollande où il mourut. Les autres grands Whigs : Essex, Russell, Sidney périrent sur l'échafaud. Un véritable délire de dévouement mystique à la royauté s'était, par réaction contre les folies de l'affaire Titus Oates, emparé des Anglais. Les Tories prêchaient maintenant la doctrine de non-résistance au Roi, laquelle les protégeait à la fois contre un retour offensif des Whigs et contre l'indépendance des Calvinistes. Filmer publiait sa *Patriarcha*, où il expliquait que le Roi, étant le successeur des patriarches et le père de ses sujets, toute révolte était un parricide. Dans cette crise de servilité, toutes les préventions contre Jacques furent oubliées. Ce fut impunément que, pendant ses dernières années, Charles vécut sans vergogne des subsides de Louis XIV et toléra, au mépris des intérêts anglais, que celui-ci s'agrandît dans les Flandres et sur le Rhin. Ainsi ce Roi qui avait, avec tant de charme, trahi l'Angleterre, deux Églises, sa femme et toutes ses maîtresses, put maintenir jusqu'à la mort son voluptueux, son périlleux équilibre. « Quand je serai mort et parti, disait-il, je ne sais ce que fera mon frère. J'ai très peur que, lorsqu'il sera Roi, il ne soit obligé de voyager encore... Et pourtant je prendrai soin de lui laisser mes royaumes en paix. » A son lit de mort, pour la première fois, il fit

appeler un prêtre catholique et reçut l'extrême-onction. Il avait été un homme heureux et avait réussi, malgré ses vices, là où son père avait échoué malgré ses vertus.

JACQUES II ET LA RÉVOLUTION DE 1688

I. — Charles II léguait à son frère un pouvoir despotique et presque incontesté. L'Église établie prêchait le droit divin et la non-résistance au tyran. Un Parlement tory était prêt, en sa folle servilité, à accorder au Roi des impôts à vie. Charles avait commencé de recruter sans bruit une armée permanente de dix mille hommes dont Jacques allait doubler les effectifs. Grande nouveauté pour un souverain anglais. Le pays laissait faire, ne souhaitant plus, semblait-il, que le calme. Même le catholicisme du nouveau Roi ne souleva pas une opposition violente. Anglicans et Dissidents admettaient qu'il pratiquât sa religion, pourvu qu'il n'entreprît pas de convertir la nation. S'il avait été, comme son frère, un homme de compromis, il aurait pu régner en paix. Mais Jacques II était obstiné, énergique, loyal et peu intelligent. Comparant les deux frères, on disait : « Le Roi (Charles) pourrait comprendre les choses s'il le voulait, le Duc (Jacques) voudrait les comprendre s'il le pouvait. » Il eut la naïveté de croire, parce que l'Église d'Angleterre prêchait la non-résistance, qu'elle-même ne résisterait pas s'il entreprenait de la détruire. Mais le jour où la doctrine cessa de coïncider avec ses intérêts, l'Église anglicane en devait découvrir la faiblesse. Le Roi crut aussi que, contre les Anglicans, il pourrait s'appuyer sur les Dissidents parce qu'il leur promettait la tolérance en même temps qu'aux Catholiques, mais c'était le temps de la révocation de l'Édit de Nantes (1685) et de l'arrivée en Angleterre des Huguenots français en fuite. Leurs récits ne constituaient pas, pour les protestants anglais, un exemple encourageant.

II. — Tout de suite on put voir que les répressions, sous le nouveau règne, seraient cruelles. Des soulèvements conduits, en Écosse par le duc d'Argyll, en Angleterre par Monmouth, furent aisément réprimés et leurs chefs mis à mort.

Des centaines de malheureux paysans, qui avaient suivi Monmouth, subirent le même sort. Le Chief-Justice Jeffreys ensanglanta son circuit. Partout on pendait, fouettait, emprisonnait; on brûlait même des femmes. Il semblait que le temps de Mary Tudor fût revenu. Un camp armé ayant été établi par le Roi près de Londres, Jacques se crut désormais à l'abri de toute émeute et ne se gêna plus pour violer la loi. Ne pouvant obtenir du Parlement l'abrogation du *Test Act*, il en dispensa les catholiques, en vertu de sa prérogative, et put ainsi remplir d'officiers et de fonctionnaires catholiques les postes civils et militaires. Dans l'Église anglicane, il favorisa des prélats crypto-catholiques. Parmi sa noblesse, il essaya de faire des prosélytes. Au duc de Norfolk qui, portant devant lui l'épée de l'Église, s'arrêtait à la porte de la chapelle : « Votre père fût allé plus loin, dit le Roi. — Votre père, qui valait mieux que lui, ne fût pas allé aussi loin », répondit le duc. Le jeune duc de Somerset, ayant reçu l'ordre d'introduire le Nonce du Pape chez le Roi, dit : « On m'assure que je ne puis obéir à Votre Majesté sans enfreindre la loi. — Ne savez-vous pas que je suis au-dessus de la loi? » s'écria Jacques, furieux. « Votre Majesté peut-être, pas moi », répondit le duc. Les grandes familles catholiques elles-mêmes, connaissant le caractère du pays et prévoyant les dangereuses réactions qui allaient suivre, se refusaient à accepter les hautes charges que leur offrait le Roi. Le pape Innocent XI conseillait la modération. Mais le Roi, enthousiaste et aveugle, poursuivait d'un pas hardi sa marche vers le précipice.

III. — Pour gouverner, il fallait l'appui des classes moyennes. Elles ne comptaient plus de catholiques. Jacques crut les rallier par une Déclaration d'Indulgence étendue aux Dissidents. C'était la vieille, l'indéracinable illusion sur la possibilité de faire triompher le catholicisme à la faveur des conflits entre protestants. Il ordonna au clergé anglican de lire en chaire cette déclaration. Toute l'Église refusa. Sept évêques, dont l'archevêque de Canterbury, adressèrent au Roi une pétition. Il les envoya à la Tour. Sur le bateau qui les y transportait, les soldats agenouillés demandaient aux

évêques leur bénédiction. Quand le jury eut acquitté ceux-ci, tout Londres illumina et l'on vit sur chaque fenêtre un chandelier à sept branches, dont une plus haute pour Mylord de Canterbury. A Oxford, le Roi voulut imposer pour président au Collège de Magdalen un catholique. Les *fellows* ayant résisté, il en renvoya vingt-cinq. Le conflit entre les Stuarts et leur peuple renaissait, mais dans un monde émancipé où la rébellion contre le Roi, malgré les traités dogmatiques, n'apparaissait plus comme une action inouïe et monstrueuse. Pourtant le peuple anglais prit patience tant que le Roi n'eut pas d'héritier mâle. L'héritière du trône était la princesse Mary, bonne protestante, mariée avec Guillaume d'Orange. Ce couple, pensait-on, rétablirait un jour l'ordre dans le royaume. Mais quand, en 1688, la seconde femme du Roi, la catholique Marie de Modène, eut un fils : Jacques, le désespoir s'empara de ses sujets. Le revirement des Anglais fut rapide, leur décision presque unanime. Ils racontèrent que l'enfant était supposé, que l'accouchement n'avait pas eu de témoins légaux et que c'était encore un complot des Jésuites. Le Roi semblait prêt à lancer contre l'Angleterre une armée irlandaise et catholique. Dans les rues on chantait *Lillibullero*, chanson sur les Irlandais « qui couperont la gorge des Anglais ». Beaucoup plus qu'en 1640, la révolution était dans tous les cœurs.

IV. — Engagé dans une lutte désespérée avec la France de Louis XIV, le gendre du Roi, Guillaume d'Orange, pensait que, si l'Angleterre ne demeurait protestante, c'en était fait des libertés de l'Europe. Ni lui, ni sa femme, n'avaient scrupule à se déclarer contre leur père et beau-père; ils se tenaient en contact constant avec les partis anglais et n'attendaient, pour agir, qu'une invitation précise. Le jour de l'acquittement des sept évêques (30 juin 1688), dans Londres illuminé, cette invitation fut signée par quelques pairs (Danby, le sage et charmant Halifax), qui risquèrent alors leur vie et que soutinrent de nombreux officiers, dont lord Churchill. Louis XIV venait d'envahir le Palatinat, donnant ainsi quelques semaines de répit à la Hollande. Guillaume, débarquant à Torbay, le 5 novembre 1688, marcha sur Londres. Jacques avait une

armée, mais la sentait peu sûre. Pris de panique, il fit des concessions. Il était trop tard. Dans tous les comtés, les milices se réunissaient. Le mot d'ordre était : « Un Parlement libre et une religion protestante. » Les grands seigneurs se déclaraient pour Guillaume. De puissants intérêts étaient hostiles à Jacques. L'Église et l'Université avaient tout à craindre de ce roi catholique. Anne, seconde fille du Roi, se joignit aux rebelles. Il se sentit abandonné de tous. Pourtant s'il avait combattu, la situation de Guillaume fût peut-être devenue difficile, car le peuple anglais n'avait nulle envie de recommencer une guerre civile. Aussi, au lieu de chercher à capturer Jacques II, ses adversaires lui ouvrirent-ils soigneusement le chemin de la fuite. Il le prit et partit pour la France, jetant dans la Tamise le Grand Sceau d'Angleterre, dans l'espoir d'empêcher l'expédition des affaires. Mais un sceau se remplace, et même un roi.

V. — Il n'était pas aisé d'assurer légalement la transmission des pouvoirs. Les Whigs soutenaient que, la monarchie étant un contrat entre le peuple et le souverain, le peuple ou ses élus avaient le droit d'écarter Jacques II et ses fils parce qu'ils n'inspiraient aucune confiance et d'appeler Guillaume par choix libre. Les évêques tories, fidèles à la doctrine du droit divin, ne pouvaient accepter cette méthode et tenaient pour une Régence. Un compromis légal, proposé par Danby, considérait le Roi comme ayant abdiqué par sa fuite et proclamait Mary héritière du trône. Ce plan se heurta à la volonté du nouveau couple royal : Mary ne voulait pas régner sans son époux, ni celui-ci devenir Prince Consort. Enfin une convention les reconnut tous deux et le règne fut celui de Guillaume et Mary (février 1689). Après ce compromis, il ne put plus être question du droit divin des rois d'Angleterre. Mais grâce à lui cette révolution conservatrice se fit sans guerre civile, sans proscriptions, sans exécutions. Les Anglais apprenaient lentement l'art difficile de vivre en société.

MŒURS ET IDÉES DE LA RESTAURATION. — CONCLUSION

I. — Il faut que la nature humaine oscille autour de sentiments assez stables. La contrainte que les Puritains avaient imposée aux passions devait être suivie d'une détente. On comprend que les Cavaliers, brimés pendant vingt ans, aient eu la naturelle horreur des mœurs et des idées dont ils avaient tant souffert et même que, dans leur réaction, ils aient dépassé le point d'équilibre. A la cour de Charles II, la haine de l'hypocrisie alla jusqu'au mépris de la décence. Puisque c'en était fini de ces mines sombres et de ces cheveux courts qui avaient régné à Westminster, Whitehall voulait savourer sa revanche. Dans ce palais ouvert à tous chacun pouvait être témoin de la paillardise royale. Chaque soir, les soldats de garde voyaient le Roi traverser les jardins pour aller coucher chez sa maîtresse, la toute-puissante et impudique lady Castlemaine. Les sujets imitaient leur maître. Femmes habillées en hommes, groupes qui se réunissaient pour danser nus, cyniques libertés avec les filles de chambre, on retrouve alors les traits coutumiers de ces époques de débauche qui succèdent presque toujours aux grands bouleversements sociaux. L'Angleterre de la Restauration ressemble à la France du Directoire et à l'Europe d'*Ouvert la Nuit*. Les Mémoires du Chevalier de Grammont en offrent une image, mais sans doute la réalité fut-elle plus brutale que ne l'a décrite Hamilton. Plutôt que le français Grammont, l'anglais Rochester représente ce monde et cette époque. Compagnon intime du Roi qui s'amuse de ses propos obscènes, irrespectueux jusqu'à voler un baiser à la favorite, libertin jusqu'à louer une taverne avec le duc de Buckingham pour y corrompre les femmes les plus respectables du voisinage, il est comme une image dégradée des grands Élisabéthains. La violence est la même, mais plus médiocres les objets auxquels elle s'applique.

II. — Les jeunes Cavaliers de 1660 n'ont pas reçu, comme leurs pères, la solide éducation que peut donner à ses fils une famille de *squires* riche et heureuse. Ils ont vécu, tandis que leurs pères se battaient, avec des valets d'écurie; ils ont connu la pauvreté et l'exil; ils ont erré dans les bas quartiers de Paris

et d'Amsterdam. Parmi eux l'ivrognerie est à la mode. Rochester se vante d'avoir été ivre cinq ans de suite. Un excellent fonctionnaire comme Pepys raconte avec complaisance ses beuveries. Tavernes et mauvais lieux se multiplient dans Londres. Le café et le thé qui viennent d'être introduits en Angleterre sont prétexte à ouvrir des *coffee houses* où l'on boit plus de brandy que de café. C'est dans ces *coffee houses* et dans leurs rivales les *ale houses* que se tiennent les propos séditieux et que courent les anecdotes scandaleuses sur « *My Lady Castlemaine* ». Les spectacles brutaux : combats de coqs, taureaux contre chiens, ne suffisent pas à rassasier de sang les spectateurs qui se ruent aux exécutions des régicides. Le théâtre reflète le cynisme du temps. Pepys se plaît encore à la *Tempête*, mais tient le *Songe d'une Nuit d'Été* pour la pièce la plus ridicule qu'il ait vue de sa vie. Les auteurs des comédies à la mode sont Congreve, Wycherley, qui reprennent les sujets de Molière (le Misanthrope, Tartufe), mais de manière assez crue et brutale. Au XIXe siècle, l'audace des comédies de la Restauration étonnera; Taine, avec dégoût, se demandera comment un public a jamais pu les tolérer. Plus amoral, le XXe siècle en apercevra de nouveau la vivacité, la drôlerie, et Londres applaudira en 1935, la *Femme campagnarde* de Wycherley qui eût fait, en 1865, un intolérable scandale. Telles sont les oscillations de la pudeur, mais Taine a raison de juger le comique de Wycherley moins sain que celui de Molière. En ces Anglais déchaînés de la Restauration, le Puritain, tout au fond, survit et c'est avec une violence assez sombre que les auteurs comiques s'acharnent à le choquer.

III. — Si la grande influence étrangère a été en Angleterre, au XVIe siècle, l'Italie, c'est au XVIIe siècle la France. Beaucoup de poètes cavaliers ont vécu en France au temps de l'exil; ils y ont connu et admiré Boileau, Molière, Bossuet. Poèmes et romans français sont alors traduits en anglais. Le roi Charles II lui-même est un Français, non seulement par sa mère, mais par ses habitudes, par ses souvenirs. De Louis XIV, il reçoit « une pension, une maîtresse et des exemples ». Un Anglais de la Restauration mêle des phrases françaises à tous ses propos. C'est encore, semble-t-il, une manière de réagir

contre les Puritains. Alors sont introduits dans la langue anglaise des mots qui désignent toutes les nuances de la moquerie : *to burlesque, to droll, to ridicule...* les substantifs *travesty, badinage.* Au poème religieux succède la satire. Un des grands succès du temps est le Hudibras, de Butler, dont on a fait un Don Quichotte du puritanisme, mais qui fait plutôt penser à Scarron qu'à Cervantès. Dryden mêle, dans ses brillantes satires, les allusions bibliques à la forme française et peint sous les noms d'Absalon et d'Achitophel (les fils du roi David), le malheureux Monmouth et le perfide Shaftesbury. A côté de la satire fleurit le madrigal. D'innombrables poètes cavaliers composent des chansons d'amour, souvent charmantes. Le mysticisme d'un Milton ou d'un Bunyan n'est pas fait pour cette cour; elle sait trop bien quelles sont les mœurs que lui imposerait le mysticisme. L'Angleterre officielle, vers 1670, se veut gracieuse, légère et raisonnable.

IV. — Descartes est le philosophe à la mode. Le règne de la Raison, divinité si peu britannique, commence. Au XVIIe siècle, la science est cartésienne et peut l'être parce qu'elle traite de mathématiques, d'astronomie, d'optique. Ces disciplines forment, en Angleterre, un homme de génie : Newton qui, en découvrant quelques-unes des lois de la mécanique, confirme les droits de la Raison. Le Roi lui-même et le second duc de Buckingham sont hommes de sciences. En 1662 une charte est octroyée à la *Société Royale* pour améliorer la connaissance de la Nature. Là se réunissent tous ceux qui s'intéressent aux recherches scientifiques, depuis le Roi jusqu'à des bourgeois cultivés. Des travaux remarquables y sont exposés. Halley y parle de sa comète, Newton de la lumière, Roy de la classification botanique, Boyle de la propagation du son. Les principes de la recherche scientifique, déjà exposés par Bacon dans le *Novum Organum*, produisent alors de tels résultats que les hommes commencent de prendre en l'esprit humain cette confiance qui devait les amener, au XVIIIe siècle, à rechercher des solutions rationnelles en politique, en morale, en économie. Toutefois le rationalisme demeure, en Angleterre, avant Locke, fort différent de ce qu'il est en France. Le grand penseur de la Restauration anglaise est Hobbes, qui

conçoit les sociétés humaines comme des systèmes purement mécaniques que font mouvoir nos appétits et nos désirs. L'égoïsme est à ses yeux le seul ressort de la loi morale, mais la vie en société amène la lutte des égoïsmes et, par cette lutte, l'état naturel, qui est un état de guerre, se transforme en compromis légal. La philosophie politique de Hobbes est celle que pouvait engendrer un temps de guerres civiles comme celui dont il avait été le témoin. Puisque les hommes se haïssent et sont incapables de vivre en paix, le seul remède à l'anarchie est un maître fort. Le *Leviathan* de Hobbes (1651) n'est autre que l'État totalitaire des dictateurs modernes, mais son dictateur est le monarque.

V. — L'Église elle-même devient alors rationaliste. La foi violente, hallucinée d'un Cromwell a répondu aux besoins de certains Anglais, dont la race n'est pas éteinte, mais la majorité de la nation souhaite une religion moins violente. Le grand penseur chrétien de la Restauration : Isaac Barrow, est un professeur de mathématiques. Sa théologie est scientifique, sa morale utilitaire. Il montre quel avantage évident il y a pour l'homme à s'assurer, au prix de quelques sacrifices assez faciles, une récompense éternelle. Tillotson, si admiré qu'un libraire donne à sa veuve deux mille cinq cents livres pour les droits de ses sermons inédits, prêche sur *la Sagesse d'être religieux* et il prouve cette sagesse par des arguments pratiques, ordonnés comme une démonstration géométrique. « Point de verve, point d'imagination, aucune de ces qualités de style qui font la valeur esthétique d'un Bossuet, d'un Bourdaloue, d'un Massillon, mais un édifice bien construit, bien clos. »

VI. — Cette religion douce et raisonnable a grand empire sur les Anglais. Rien ne serait plus faux que de se représenter, sur la foi de comédies et de mémoires de cour, tout un pays s'abandonnant, au temps de la Restauration, au cynisme et à la débauche. De telles mœurs sont celles d'une minorité : oisifs qui emploient leurs forces à des amours artificielles, faute de les pouvoir employer à des besognes réelles. Dans les manoirs de campagne, dans les arrière-boutiques, dans les

fermes, la vie de famille demeure ce qu'elle a toujours été. Les correspondances privées révèlent des ménages excellents, unis par une tendresse grave. Aux portes de Londres, Pepys dans ses promenades, rencontre un vieux berger lisant la Bible à son petit garçon. Les bibliothèques sont pleines de livres de théologie et les sermons, sous Charles II, se vendent mieux que les poèmes.

VII. — La Révolution anglaise de 1688 ne ressemble en rien à la Révolution française de 1789. Par la Révolution française des classes entrent en conflit. Bourgeois et paysans se révoltent contre Roi et noblesse. Rien de tel en Angleterre. En apparence les deux grands conflits de la Révolution anglaise ont été un conflit religieux et un conflit politique. Qui dominera? Roi ou Parlement? Qui formera les âmes? Église romaine, Église anglicane ou Église indépendante? A ces deux conflits il en faut ajouter un troisième, moins avoué, qui est un conflit fiscal. Qui paiera les dépenses de l'État? Les riches par des taxes directes, ou les masses par des taxes indirectes? Charles Ier avait été, dira Disraëli, « l'homme de l'impôt direct ». La Révolution est certes le triomphe du Parlement; c'est aussi celui des classes possédantes. Pendant quelques années, au temps des Niveleurs, on avait pu croire que naîtrait une opposition égalitaire et puritaine. Mais l'effet de telles craintes avait été de rapprocher les uns des autres les grands seigneurs partisans du Parlement et les grands seigneurs amis du Roi. Bien que les premiers soient devenus des Whigs, les seconds des Tories, entre eux existe un accord tacite pour éloigner du pouvoir tout ce qui pense dangereusement. Le Puritanisme, qui ne reconnaît d'autre autorité que celle de la conscience, sera tenu à l'écart de toute vie politique.

VIII. — Autant qu'une victoire du Parlement sur la Couronne, l'aventure des Stuarts a été le triomphe de la Loi Commune. Après eux c'en est fini en Angleterre du droit administratif et des cours de prérogative; la loi est la même pour tous et aussi sévère pour l'État que pour les individus; l'*habeas corpus* achève de fermer à la « raison d'État » le domaine de la

justice. En France, les assemblées révolutionnaires de la fin du XVIIIe siècle et plus tard l'Assemblée Nationale de 1871 s'efforceront, après avoir renversé une monarchie et un empire, de recréer aussitôt un État fort. Au contraire la Révolution anglaise de 1688 n'a d'autre objet que de limiter la puissance de l'État au profit des droits du sujet. Le Parlement, en appelant Guillaume et Mary, leur impose ses conditions. C'est que l'Angleterre, abritée des armées étrangères par sa ceinture liquide, et du désordre intérieur par le légalisme de ses citoyens, n'a pas pour premier souci de protéger ses frontières contre une invasion, ni ses provinces contre l'anarchie, « mais de défendre la liberté, la prospérité et la religion des sujets contre les attaques d'un gouvernement arbitraire ».

IX. — Burke nomme l'événement de 1688 « une heureuse et glorieuse révolution », et c'est en effet un bonheur pour l'Angleterre que d'avoir pu effectuer le plus grand changement de son histoire, et le passage du despotisme à la royauté constitutionnelle sans qu'entre les Anglais des deux camps se soit creusé un fossé trop difficile à franchir. Si Cromwell était resté au pouvoir et s'il avait fait souche de rois, il est probable que pour longtemps l'Angleterre eût été divisée comme allait être la France après 1789; dépouillés, les descendants des Cavaliers n'eussent pas facilement pardonné leur défaite aux descendants des Têtes Rondes. Une restauration indulgente au temps de Charles II, puis, au moment de la fuite de Jacques II, l'accord des deux partis pour défendre la religion protestante, et enfin, à partir de 1780, le ralliement des derniers légitimistes par l'extinction des rois légitimes, expliquent la relative modération des luttes politiques au XVIIIe et au XIXe siècle. Alors qu'en France au temps de la Terreur, entre Bleus et Blancs, ou, comme on dira plus tard, entre gauche et droite, une vendetta fut ouverte qui n'est pas encore oubliée, en Angleterre, après 1688, les passions politiques, bien que vives, n'atteignirent jamais à la ferveur des sentiments religieux.

ANDRÉ MAUROIS

UN MINISTRE DES FINANCES OPTIMISTE

A l'Hôtel de Ville de Paris, le 24 février 1848, vers quatre heures de l'après-midi. La scène a été trop souvent décrite pour qu'il soit utile d'en rappeler les détails. Quelques heures auparavant, sous la pression de l'émeute, le roi Louis-Philippe a abdiqué en faveur de son petit-fils le comte de Paris, et a confié la régence à sa belle-fille la duchesse d'Orléans. Mais il était trop tard. Déjà, dans les bureaux du *National*, organe de l'opposition, un gouvernement provisoire s'est spontanément constitué. La Chambre des Députés, envahie par la foule, a été impuissante à faire respecter la volonté royale.

Les membres du nouveau gouvernement, Dupont de l'Eure, Arago, Lamartine, Ledru-Rollin, Marie, Crémieux se rendent à l'Hôtel de Ville, dont leur collègue Garnier-Pagès a pris possession, en se faisant acclamer maire de Paris. A leur tête, marche leur président, Dupont de l'Eure, dont les quatre-vingts ans ne modéraient pas l'ardeur républicaine. « Courbé par l'âge, le patriarche de la liberté ne manifestait plus que par la tranquille fermeté de son regard l'intarissable énergie de son âme. Le vieux et fidèle compagnon de sa vie, M. Legendre, l'accompagnait. Une femme du peuple lui donnait le bras. Triple et touchant symbole de la vertu, de l'amitié et du dévouement. » Dans un désordre indescriptible, le Gouvernement provisoire n'eut aucune peine à obtenir que le « peuple » consacrât l'autorité qu'il s'était donnée à lui-même. Un

« citoyen » indiscret ayant cependant jugé à propos de demander timidement d'où le nouveau gouvernement tenait ses pouvoirs, M. de Lamartine dont l'esprit de repartie égalait l'imagination poétique, trouva une réponse qui ne permettait guère de contradiction : « Notre titre, nous le prenons dans nos consciences et dans vos dangers. »

Tout allait à merveille, quand l'arrivée d'un deuxième « gouvernement » constitué, celui-là, dans les bureaux de la *Réforme*, journal de tendances socialistes et révolutionnaires, compliqua quelque peu la situation. « Le Ministère des masses » tenait à participer au pouvoir. Fort heureusement, la souplesse de Garnier-Pagès trouva vite une solution à ce problème inquiétant. « Ces messieurs, suggéra-t-il aimablement, seront les secrétaires du gouvernement. » Convaincus qu'ils conserveraient peu de temps ce rôle subordonné, les représentants du parti révolutionnaire acceptèrent cette transaction. Et c'est ainsi que Flocon, Louis Blanc, Marrast et l'ouvrier Albert furent adjoints au nouveau gouvernement, dont ils devaient rapidement devenir des membres réguliers.

***

Parmi les noms soumis à l'approbation populaire, celui de Garnier-Pagès, seul, avait rencontré quelque opposition. Quand Ledru-Rollin avait donné connaissance à la foule de la liste des membres du Gouvernement provisoire, des cris hostiles, vite dominés, d'ailleurs, par les acclamations, s'étaient fait entendre. Dominant le tumulte, un assistant s'était exclamé : « Crémieux, oui, mais pas Garnier-Pagès. Il est mort, le bon! »

Louis-Antoine Garnier-Pagès, « cet écho d'un grand nom », avait, en effet, le dangereux privilège d'avoir perdu, quelques années plus tôt, un frère trop connu. L'affection qui unissait ces deux hommes paraît avoir été profonde. Elle a inspiré à leurs biographes des commentaires où se révèle tout le sentimentalisme de l'époque. « Comme ils n'avaient qu'un cœur, qu'une pensée, ils voulurent n'avoir qu'un nom, car, bien qu'ils dussent le jour à la même mère, ils avaient un père différent. L'un s'appelait Garnier; l'autre se nommait Pagès. »

De famille modeste et de condition peu fortunée, ils s'étaient, s'il faut en croire la légende, réparti les rôles dans la vie. « Fais le nom, avait dit à son aîné le cadet, et je ferai la fortune. »

Cette division du travail eut les plus fructueuses conséquences. Étienne-Joseph-Louis, né en 1801, se fit inscrire au barreau de Marseille et entra rapidement dans la politique. Élu député de l'Isère en 1831, après avoir participé à l'insurrection de juillet 1830, il devint bientôt un des orateurs les plus influents de l'opposition parlementaire. Un mandat d'arrêt non exécuté, décerné contre lui lors des émeutes de juin 1832, lui apporta, à peu de frais, la palme du martyre. Il avait assez le sens politique pour exploiter, autant que faire se peut, cette « persécution » platonique, et il eût assurément joué un rôle considérable dans les événements qui ont précédé la chute de Louis-Philippe, si une mort prématurée, en 1841, n'était venue interrompre sa brillante carrière.

De deux ans plus jeune que lui, son frère Louis-Antoine s'était, jusqu'à cette date, consacré aux affaires. Il avait acquis, comme courtier de commerce, une fortune suffisante pour le mettre à l'abri des préoccupations matérielles. Sollicité de succéder à son frère au Parlement, il se présenta en juillet 1842 dans la circonscription de Verneuil (Eure). Sa profession de foi, en même temps grandiloquente et creuse, peint assez bien l'homme. A dire vrai, il ne s'engageait pas à grand'chose, sinon à « chercher à rendre les lois mauvaises moins mauvaises, et les bonnes lois meilleures ». Ce programme ne pouvait manquer de faire la quasi-unanimité du corps électoral. Réélu en 1846, il se rangea, conformément à la tradition familiale, dans les rangs de l'opposition de gauche. Affilié à la franc-maçonnerie, membre de sociétés secrètes, défenseur attitré de « la vertu », de « la justice », de « la fraternité », et de « l'ordre », il était tout désigné pour tenir une place de choix dans la jeune République de 1848.

La journée du 24 février nous montre à merveille les différents aspects de son caractère. « Je suis, écrivait-il un jour, radical, révolutionnaire, républicain. Comme mon frère, j'ai toujours eu cette triple devise pour principe, pour règle, pour but. Mais, je l'avoue, je désirais voir la République sortir à son heure du progrès naturel de l'esprit humain, non d'une

lutte imprévue et sanglante. » Le soulèvement populaire l'effraya, tout d'abord. « Pourquoi ne pas l'avouer? A ce moment (24 février, 11 heures), personne ne criait encore « Vive la République! ». Soucieux de se ménager des appuis du côté des modérés, il passa la plus grande partie de la matinée en compagnie d'Odilon Barrot qui essayait, en vain, de constituer un ministère régulier. Il était, néanmoins, trop opportuniste pour ne pas sentir, rapidement, de quel côté venait la victoire. « Vous voyez, Barrot, remarqua-t-il, il faut aller vite, car les événements nous poussent. Aujourd'hui, c'est vous; demain, ce sont mes amis et moi; après-demain, c'est Ledru-Rollin. »

Cela allait être, en fait, Ledru-Rollin et lui. A midi, Garnier-Pagès, devinant que la roue tournait décidément, entrait à l'Hôtel de Ville avec quelques députés de l'opposition. Il y trouvait le « peuple » représenté par un curieux mélange d'élèves de l'École Polytechnique — dont on connaît le rôle paradoxal dans les événements de février 1848 — de gardes nationaux, de « bourgeois » et d'ouvriers. Sa conviction fut tôt faite. Comme il l'écrivit plus tard, en parlant de lui-même, « il voyait enfin devant lui le but de toutes ses pensées, de tous les vœux de son âme; il crut pouvoir l'atteindre; il s'y élança ». « Vous le voyez, dit-il, à l'un de ses amis, le peuple veut la République. » Quelques instants plus tard, le même verdict populaire le sacrait Maire de Paris.

***

Il ne devait conserver ces fonctions que peu de jours. En les abandonnant, le 6 mars, pour devenir ministre des Finances, il adressait, suivant son habitude, un manifeste solennel aux Parisiens : « Avant de quitter cet Hôtel de Ville où la volonté du peuple m'avait installé, je dois, citoyens, vous exprimer la gratitude dont mon cœur est plein. Je croyais la tâche au-dessus de mes forces : vous me l'avez rendue presque facile. Les jours les plus agités de ma vie en sont aussi les plus beaux. Merci de toute mon âme, ô mes concitoyens, merci. »

« L'agitation » ne cessa guère rue de Rivoli. En s'en allant

le ministre démissionnaire, M. Goudchaux[1], constatant la difficulté de concilier des finances saines et un ordre social instable, avait poussé un cri d'alarme : « On ne fait pas des finances avec du bruit et du tumulte; on ne réveille pas le crédit avec des théories; on ne vivifie pas le commerce par des troubles; on n'attire pas les capitaux par la crainte; on ne remplit pas les caisses publiques par des cris et des clameurs. » Les événements allaient se charger de démontrer à son successeur ces vérités élémentaires.

***

Certes, la situation financière de la France, le 24 février 1848, laissait fort à désirer. La tradition, d'après laquelle, par une curieuse et décourageante contradiction, les finances publiques d'un pays aussi riche et aussi économe que le nôtre sont, le plus souvent, en état de déséquilibre, se trouvait largement respectée. Nous n'apprécierons pas ici la gestion des ministres de la Monarchie de Juillet. Il nous suffira de rappeler, quelle qu'en soit la cause, que, en sept ans, de 1841 à 1848, le capital de la dette consolidée s'était accru de 700 millions, et atteignait au 1er janvier 1848 le total — qui ferait sourire les successeurs contemporains de M. Garnier-Pagès — de 3 954 085 910. La dette flottante s'élevait à 960 millions, dont 290 millions de dépôts de caisses d'épargne, et 318 millions de bons du Trésor. Tous les budgets depuis 1841 s'étaient soldés en déficit, et celui de 1848, qui prévoyait plus d'un milliard et demi de crédit, laissait apparaître un découvert appréciable : 48 millions, d'après M. Dumon, ministre des Finances au début de 1848, 74 millions s'il faut en croire M. Garnier-Pagès.

Situation inquiétante certes, mais nullement désespérée. La récolte de 1847, infiniment meilleure que les précédentes, permettait d'escompter l'atténuation prochaine de la crise économique, qui, après avoir atteint l'Angleterre et l'Allemagne dès 1846, s'était étendue à la France l'année suivante. Mais il eût fallu, pour rétablir l'équilibre financier, du calme

1. Le banquier Goudchaux avait été appelé aux Finances dans l'espoir de rassurer l'opinion publique.

et de l'ordre dans le pays, de la continuité et de la « férocité » chez le ministre des Finances. Tous éléments qui, on le devine, allaient faire totalement défaut.

***

Les journées révolutionnaires de février déterminèrent, dans toute la France, des réactions inévitables. La disparition rapide des capitaux — on ne parlait pas encore de « thésaurisation » — provoqua un resserrement accentué du crédit. Le ralentissement des transactions commerciales, joint à la rareté du numéraire, mit bientôt en danger les affaires les plus solides. Mais l'annonce d'une « vie nouvelle », suivant l'expression de George Sand, eut encore d'autres conséquences, tout aussi redoutables. Puisque tout allait changer, puisque, comme le disait gravement la *Démocratie Pacifique*, « la France chrétienne et républicaine » conviait ses habitants « à ce royaume de Dieu annoncé et promis depuis dix-huit siècles », à quoi bon continuer à payer des impôts? Plus d'octrois, plus de ces taxes odieuses établies par un régime de « corruption » heureusement abattu. De tous côtés, la grève de l'impôt venait se superposer à la grève des capitaux.

Goudchaux, ministre des Finances malgré lui, qui « se posait au milieu des événements avec la raideur d'un chiffre et voulait que rien ne vînt déranger les colonnes de son addition », fit ce qu'il put pour éviter la catastrophe. Fermeture de la Bourse, prorogation des échéances de dix jours, déclaration imitée de la Convention, rappelant que le Gouvernement provisoire n'avait aucuns pouvoirs pour établir de nouveaux impôts ou modifier ceux qui existaient[1]; tout cela n'eut guère d'effet. Espérant rétablir la confiance par un geste audacieux et un peu naïf, le Ministre décida, le 4 mars, de mettre en paiement immédiat le semestre de la rente 5 p. 100 exigible le 22. Au même moment, sans le consulter, le Gouvernement provisoire, violant déjà le principe du *statu quo* fiscal, décidait, sous l'influence de l'unanimité de la presse, de supprimer l'impôt sur le timbre des journaux. Découragé, Goudchaux donna

1. « Toute autre conduite, disait-il, impliquerait de sa part la plus téméraire des usurpations. »

sa démission. En vain, ses collègues, redoutant l'impression que causerait cette nouvelle dans le monde des affaires, essayèrent-ils de le retenir. Il leur révéla la situation exacte du Trésor dans une séance dramatique : « Le ministre des Finances, nous dit Garnier-Pagès, était sous le poids d'une oppression visible. Mon honorable collègue, Lamartine, se pencha vers moi et me dit avec une anxiété douloureuse : « Est-ce donc vrai, Garnier-Pagès, que nous sommes perdus? » « Je le crains, lui répondis-je, mais il ne faut pourtant pas encore désespérer. »

***

La confiance et le tempérament optimiste du nouveau ministre des Finances allaient bientôt avoir de nouvelles occasions de se manifester.

Sa tâche, — il faut le reconnaître, — était écrasante. Il représentait, — ou était censé représenter, — au sein du Gouvernement provisoire la « technique » financière. Mais, il ne trouvait guère d'appui auprès de ses collègues. Les membres modérés du Cabinet, Dupont de l'Eure, Arago, Marrast, Lamartine, Crémieux, Marie, comprenaient la nécessité d'apaiser les esprits, mais ils avaient quelque peine à admettre que la bonne volonté ou l'éloquence ne fussent pas suffisantes pour équilibrer un budget. Quant aux autres, Ledru-Rollin, Flocon, Albert et surtout Louis-Blanc, ils aspiraient, plus ou moins consciemment, à une profonde transformation sociale, et ne voyaient dans la crise de crédit qu'un complot de la « bourgeoisie ». « La première Révolution, s'écriait Ledru-Rollin, a-t-elle été arrêtée par des questions d'argent? L'argent se retire, il se cache, l'argent ne manque pas et ne peut pas manquer... Je dis, moi, que les sources sont innombrables et qu'il ne faut que savoir tracer des canaux pour les conduire vers le Trésor et les faire refluer jusqu'au pauvre. Quoi! la France n'aurait pas les ressources qu'a trouvées l'Angleterre! » Et la *Démocratie Pacifique*, la *Réforme*, tous les journaux d'extrême gauche, surenchérissaient dans le même sens. « Que signifient toutes ces craintes manifestées par le capital, et comment la rente et le crédit pourraient-ils légitimer ces pani-

ques de mauvaise foi qui troublent si profondément la civilisation et qui paralysent tous les travaux de production et d'échange? Est-ce une nouvelle conspiration comme celle de 1792? Les écus voudraient-ils émigrer comme les parchemins, et serions-nous menacés, après le pacte de famine et de honte, d'un pacte de la banqueroute. Il est impossible que le capital déserte plus longtemps le devoir commun. Se retirer dans les crises, c'est trahir, c'est émigrer, et les émigrations parfois coûtent cher. La Révolution ne reculera pas. Qu'on s'en souvienne! » Un autre jour encore : « A la contagion de la peur, qui fait s'enfuir les capitaux, opposez l'enthousiasme de la confiance. Osez, et ne laissez plus dire qu'il suffira toujours du mauvais vouloir ou de la poltronnerie de quelques marchands d'espèces pour entraver le travail national, et pour paralyser le développement des libertés publiques ».

Heureusement pour le Ministre, les services de son département ne se laissaient guère séduire par une semblable phraséologie. Garnier-Pagès a reconnu plus tard avoir « trouvé dans les bureaux mêmes, et dans l'Inspection des Finances — pépinière d'hommes de mérite — tous les éléments nécessaires à une bonne et loyale administration ». Mais, ces fonctionnaires « de mérite » étaient suspects aux partis extrêmes, qui accusaient le Ministre de subir leur influence[1]. « La Révolution, qui saigne encore, peut être assassinée, prophétisait la *Réforme* le 7 mars, par la ligue tacite et puissante de ces patriciens de la justice, de la guerre, du commerce, des finances, de l'intérieur, de l'enregistrement. » Et, s'en prenant plus particulièrement à l'Inspection générale des Finances : « L'Inspection des Finances, création du privilège, est un rouage complètement inutile »; les inspecteurs des Finances « se sont jetés sur les directions générales vacantes comme sur une curée; personne n'est cependant moins fait pour administrer qu'un inspecteur des Finances, dont toute la vie se passe à rechercher les plus petits effets dans les plus petites causes. On n'en a jamais trouvé un seul qui ait donné à son Ministre

1. La Cour des Comptes fut l'objet de sanctions particulièrement sévères : le premier président, un président de chambre, trois conseillers maîtres, quatorze conseillers référendaires furent révoqués ou admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

une pensée d'organisation. N'importe! ces agents, dits supérieurs, se jugent aptes à tout; ils ont l'omniscience; ils vont avoir aujourd'hui l'omnipotence. Ce sera un progrès... Nous demandons à M. Garnier-Pagès s'il entend faire longtemps de son administration un marchepied pour la congrégation, c'est-à-dire pour les incapables, les despotes et les serviles. »

***

Consciencieux par nature, le Ministre n'avait guère la possibilité d'étudier les vastes projets, que, dans sa naïveté, il se flattait de faire aboutir, pendant son passage à l'Hôtel Rivoli.

Entre la réception des innombrables délégations qui, les unes par platitude, les autres d'un cœur sincère, venaient apporter leur adhésion au Gouvernement républicain, les conseils de cabinet nécessités par la menace incessante de manifestations dans la rue, la lecture des innombrables projets financiers destinés à sauver la France, peu de temps restait à Garnier-Pagès pour la réflexion et l'étude. Comment travailler à tête reposée, quand il faut surveiller les initiatives, parfois fâcheuses, des Commissaires en province[1], assister constamment aux plantations d'arbres de la liberté — « cette fièvre de reboisement », comme on les a spirituellement qualifiées, — assurer de la sollicitude du Gouvernement tous les corps de métier, toutes les associations — y compris celle des sourds-muets qui, « au nom de leurs 22 000 membres », tenaient « à faire acte d'adhésion complète au Gouvernement provisoire de la République française, qui a toutes leurs sympathies », — éloigner poliment les donneurs d'avis, les esprits « novateurs » qui, en période de crise économique, pullulent comme des moustiques sur une mare stagnante? Rarement vit-on époque plus fertile en « plans ». Tous procédaient de ce principe mystérieux que Proudhon exprima un jour sous une forme saisissante : « Il faut républicaniser le numéraire. » Quant aux moyens d'exécution, autant d'idées que d'individus. Pour les uns, c'est le rachat de « la soi-disant Banque de France » qui assurera le bonheur universel; pour certains,

1. L'un d'entre eux, E. Arago, n'imagina-t-il pas, de sa propre autorité d'augmenter de 100 p. 100 les impôts de la ville de Lyon?

c'est la création d'une monnaie nouvelle, gagée sur la propriété foncière, ou sur l'argenterie de tous les bons Français. D'autres suggèrent la « nationalisation » des chemins de fer et de tous les transports, des banques et des assurances. Il n'est pas jusqu'à la suppression des indemnités parlementaires qui n'ait trouvé ses partisans. « Chez les Hébreux, où chacun tenait à honneur de servir son pays, tous les emplois publics étaient gratuits. Ne pourrait-on, en vertu de ce qui précède, ne pas salarier les députés? »

Franchement, on comprend M. Garnier-Pagès quand, s'adressant à ses collègues, il faisait ces remarques désenchantées : « Nous assistons à l'œuvre de Pénélope. Quand, par un exposé sincère, par des décrets approuvés de vous, par l'exécution fidèle des engagements de l'État, par vos proclamations patriotiques, la confiance renaît un moment; aussitôt une menace, une affiche irritante, un rassemblement, une journée viennent de nouveau briser votre œuvre d'union, effrayer les capitaux, interrompre la circulation, refermer les ateliers et les usines. Et, tout est à recommencer! »

***

L'infortuné Ministre mériterait d'amples circonstances atténuantes, s'il s'était borné à s'adapter de son mieux à une période chaotique. Mais, pour son malheur, M. Garnier-Pagès avait le goût du grandiose. De mesures, imposées par des forces bien supérieures à sa volonté, il prétendait faire des traits de génie, surgis spontanément de son cerveau. Des décisions, prises au jour le jour et souvent contradictoires, se transformaient, dans sa pensée, en un plan largement mûri et savamment exécuté. Chaque reculade lui apparaissait une victoire. En un mot, une sorte de *miles gloriosus* de la finance. Au demeurant un fort brave homme[1].

Ses théories financières étaient assez vagues. Des économies, suivant la formule déjà quelque peu usagée : « Point de sinécures, mais peu d'employés bien payés. » Plus de « cumuls ».

1. On sait le lamentable échec des ateliers nationaux. Quand leur organisateur, E. Thomas, se présenta au Gouvernement provisoire, M. Garnier-Pagès déclara « qu'un grand homme d'État venait de se révéler... ».

Un remaniement fiscal, avec pour objectif ultime, l'établissement d'un impôt progressif sur les revenus et sur les successions. Le rachat des chemins de fer, la concentration des assurances entre les mains de l'État. Au fond, toutes les idées qui avaient fait l'objet de la campagne du *National*, dans les dernières années de la Monarchie de Juillet. Inutile d'ajouter que, dans l'esprit de Garnier-Pagès, petit bourgeois conservateur, ce programme devait être réalisé, sans porter atteinte aux « droits sacrés » de l'épargne, au respect des contrats, à la liberté des transactions. « On peut dire de la loyauté, en matière de finances, écrivit-il un jour, ce que Bacon disait, avec une si grande profondeur, de la religion : « Un peu d'esprit en éloigne : beaucoup d'esprit y ramène. » Nous nous en voudrions, en étudiant son œuvre, d'insister sur ce mot, qui pourrait être cruel pour son intelligence.

***

Nous avons vu dans quelles conditions le nouveau Ministre s'installa rue de Rivoli. La panique financière, que les initiatives de Goudchaux n'avaient nullement arrêtée, se développait de jour en jour. A la réouverture de la Bourse, le 7 mars, le 5 p. 100 qui le 23 février cotait 116, s'effondra à 97,50 pour tomber le lendemain à 75. Le 3 p. 100, du cours de 73, avant la Révolution, passait successivement à 58, puis à 47[1]. Simultanément, les retraits dans les caisses d'épargne, l'arrêt des paiements auquel se trouvaient contraints certaines des plus anciennes maisons de la place révélaient la violence des secousses subies par l'organisme économique du pays.

A écouter Garnier-Pagès, en trois jours, il transforma la situation. « La République a sauvé la France de la banqueroute », s'écriait-il pompeusement le 9 mars. Remarque tout au moins prématurée, quand, moins d'une semaine plus tard, le Gouvernement provisoire devait établir le cours forcé des billets de banque...

Mais, le ministre des Finances ne redoutait pas les contradictions. Le 7 mars, considérant que « de toutes les propriétés

1. Le 5 avril, le 5 p. 100 devait tomber à 50 francs et le 3 p. 100 à 32 fr. 50.

la plus inviolable et la plus sacrée, c'est l'épargne du pauvre », il plaçait les caisses d'épargne « sous la garantie de la loyauté nationale », et décidait de porter de 4 p. 100 à 5 p. 100 le taux d'intérêt servi aux déposants. Le 9 mars, il limitait aux dépôts inférieurs à 100 francs les remboursements en espèces et offrait aux autres déposants des rentes 5 p. 100 *au pair*, qui cotaient à cette date environ 70. Le « respect des contrats » si cher à M. Garnier-Pagès, orateur de l'opposition, ne fut pas davantage observé par M. Garnier-Pagès, ministre des Finances, quand il offrit aux porteurs de Bons du Trésor le choix entre un moratoire de six mois et la consolidation en rentes 5 p. 100, toujours au pair. Pour l'une et l'autre de ces mesures, la fertilité de son esprit lui apporta heureusement les excuses les plus ingénieuses. Il lui était apparu, dit-il, dans les considérants de son décret, que certains dépôts « formés de petites sommes appartiennent à des citoyens besogneux; les gros dépôts, surtout dans les départements, sont la propriété des familles plus ou moins aisées. Nous avons reconnu que, si les premiers, en retirant leurs dépôts, obéissaient aux conseils de la nécessité, les autres faisaient preuve d'une malveillance coupable et d'une défiance injurieuse envers le Gouvernement de la République ». De même, affirmait-il, les Bons du Trésor « sont en majeure partie la propriété de capitalistes dont les intérêts ne sont pas directement liés à ceux de l'industrie et du commerce ».

De telles mesures pouvaient améliorer temporairement la situation de la Trésorerie; elles ne provoquaient, il va de soi, aucune détente sur le marché du crédit, où, malgré les efforts de la Banque de France, les facilités d'escompte se faisaient de plus en plus rares. Question délicate entre toutes. Le problème de « l'organisation » du crédit était aussi à la mode que le problème de « l'organisation » du travail, et le dogme de l'argent à bon marché avait ses défenseurs passionnés. « Le taux de l'intérêt à 3 p. 100 dans toute la République! — vaticinait un des plus lyriques d'entre eux. — Sait-on bien ce que cela signifie et ce qui pourrait en résulter? Quel stimulant pour le travail productif! Quelle révolution pacifique et féconde! Quelle atteinte portée au privilège de l'oisiveté! Mais, c'est tout un ordre nouveau qui va surgir comme par

miracle! Le travail a conquis ses droits, la misère et l'exploitation disparaissent; tout homme de bonne volonté va pouvoir travailler pour lui-même, et jouir du fruit de ses œuvres. Les paresseux deviendront actifs et entreprenants; les vagabonds pourront avoir une famille et un asile; les mendiants pourront devenir propriétaires[1]. »

Garnier-Pagès ne partageait pas, heureusement, de si touchantes illusions, mais il sentait la nécessité de prendre une initiative pour apaiser les milieux commerciaux et industriels trop enclins à réclamer un moratoire total ou des secours directs à l'État.

Le 7 mars, en vue de « faire tomber la proscription impie dont les prolétaires du commerce, de l'industrie et de l'agriculture ont été frappés jusqu'ici », un décret annonça la création dans chaque département d'un Comptoir National d'Escompte dont le capital devait être souscrit par tiers, par l'État, par les villes, et par des actionnaires privés[2]. « Fondés sur la triple association du crédit de l'État, de celui des villes, et de celui des particuliers, les Comptoirs d'Escompte, nous dit Garnier-Pagès, avec sa modestie habituelle, sauvèrent tout ce qui pouvait être sauvé... La rapidité de l'organisation tenait du prodige... Le crédit commençait à renaître. Partout, on sentait la chaleur vivifiante qui venait d'un foyer nouveau. Dégagés, rassurés, les esprits regardaient l'avenir avec confiance. » L'optimisme du ministre des Finances l'entraînait, une fois de plus, hors de la réalité. Les événements des jours suivants allaient lui apporter un fâcheux démenti. Il n'en est pas moins vrai que ces nouveaux organismes facilitèrent la liquidation progressive de la crise bancaire, et qu'ils représentent la partie la plus constructive de l'œuvre de Garnier-Pagès. Quinze jours plus tard, le 21 mars, l'ouverture de magasins généraux apporta une nouvelle facilité aux commerçants en leur permettant la mobilisation de leurs stocks de marchandises.

1. *Moniteur* du 6 mai. Rapport de la Commission du Gouvernement pour les travailleurs sur l'organisation du crédit (organisme officiel présidé par Louis-Blanc).

2. En réalité, l'apport de l'État et des villes consistait seulement en Bons du Trésor et en obligations : seuls les actionnaires fournissaient de l'argent comptant.

***

Deux jours après la création des Comptoirs d'Escompte, le Ministre jugea utile de déposer, devant le pays, un inventaire de la situation financière. Il la dépeignit sous le jour le plus sombre : « Le Gouvernement qui vient de tomber conduisait systématiquement vers l'abîme les finances du pays... Au jour de sa naissance, la République française reçoit ce lourd héritage; elle l'accepte, résolue à le porter sans fléchir. Le pays veut connaître la vérité sur l'état réel des finances. Le Gouvernement provisoire de la République a besoin de la dire : c'est son devoir, son intérêt, son droit. Il la doit tout entière, sans haine, sans crainte, mais aussi sans ménagement. » Par un de ces curieux paradoxes où son esprit se complaisait, Garnier-Pagès, après avoir déclaré que tout allait mal, ne craignait pas d'annoncer que désormais tout irait bien. « Sans doute, l'œuvre est immense, mais le Gouvernement provisoire n'en est point déconcerté. Le concert de tous les citoyens a sauvé la liberté; il sauvera la fortune publique. *Déjà le Gouvernement provisoire a pourvu à tout.* »

Réconforté par ce satisfecit qu'il se décernait à lui-même, quelles mesures techniques le Ministre proposait-il? L'aliénation des diamants de la couronne et du domaine public de l'ancienne liste civile, la vente des forêts de l'État jusqu'à concurrence de 100 millions de francs, la conversion en monnaie de l'argenterie royale. Tout cela ne pouvait que produire des sommes insignifiantes. Mais, qu'importe, « le Gouvernement n'exige des citoyens aucun sacrifice extraordinaire. Pour parer à toutes les difficultés financières que la prudence commande impérieusement de prévoir, une simple anticipation dans la rentrée des impôts suffira. Que tous les citoyens versent immédiatement et par anticipation ce qu'il leur reste d'impôts à payer, *et toutes les difficultés financières sont vaincues!* »

« Cependant, continuait Garnier-Pagès, la magnifique expansion de patriotisme, de dévouement, d'abnégation, d'intelligente ardeur qu'a suscitée partout l'avènement de la République conseille une plus haute entreprise... » Non qu'il se sentît disposé à accepter les « dons gratuits » sous lesquels,

à l'entendre, il était submergé! La situation du Trésor était « trop rassurante ». « Il convient de laisser à ceux qui en font un si noble usage la disposition de leur fortune[1], mais il sera permis de rattacher ces généreux citoyens à la fortune de l'État par une combinaison également avantageuse pour lui et pour eux. » Le Ministre la trouva sans effort. Ne voulant pas « faire passer le crédit de l'État sous les fourches caudines des anciens dispensateurs de crédit », il décida d'émettre au *pair* un emprunt public de 100 millions 5 p. 100, au moment même où les rentes du même type cotaient moins de 75. L'opération rapporta au Trésor 500 000 francs dont, nous dit-on, 10 000 francs pour Paris.

***

La Bourse et le monde des affaires, qu'intéressaient davantage les circulaires de Ledru-Rollin que les homélies du ministre des Finances, réagirent, il va de soi, peu favorablement à l'annonce d'un programme si simpliste. Les exhortations du ministre de l'Intérieur, qui recommandait aux Commissaires du Gouvernement en province de ne laisser en place que des « républicains éprouvés », la menace grandissante de manifestations dans la rue, la multiplication des clubs révolutionnaires[2] aggravèrent la tension des esprits, et la transformèrent en panique. Des retraits d'or précipités mirent bientôt la Banque de France en danger. Garnier-Pagès a laissé un récit détaillé de ces journées dramatiques. La page mérite d'être citée en entier, tant s'en dégage la psychologie de l'homme, qui, subissant les événements, s'illusionnait au point de croire qu'il les dirigeait :

« Le Gouverneur de la Banque accourut au Ministère avec les

1. Dans son *Histoire de la Révolution de 1848*, Garnier-Pagès raconte que cinquante-huit corporations vinrent lui apporter leurs offrandes volontaires. Le cas des ouvriers de l'administration des postes et celui des ouvriers boulangers mérite une mention spéciale. Ils arrivaient au Ministère des Finances, « précédés de jeunes filles vêtues de blanc, plaçant ainsi leurs offrandes sous l'emblème de l'innocence et de la pureté ».

2. Il serait trop long de rappeler ici les propositions démagogiques qui émanaient de ces associations. Peut-être est-il cependant curieux de constater qu'un de leurs journaux, *l'Organisation du Travail*, publia, un jour, une liste de « soixante millionnaires ».

sous-gouverneurs. Ces messieurs étaient profondément émus, M. d'Argout me fit le récit saisissant de la journée : la Banque assiégée par une foule innombrable, l'invasion des avenues intérieures de l'établissement; les guichets multipliés presque au delà du possible, et ne pouvant suffire au service; la panique, la frayeur partout répandue; et il termina par ces mots qui résonnent encore à mes oreilles : « — Nous n'avons plus que 63 millions dans les départements où la terreur va se répandre; ici, nous avons 59 millions sur lesquels nous vous en devons 45, qui vous sont indispensables pour payer l'armée, vos ouvriers, vos services. Nous sommes perdus. Que faut-il faire? »

» Dans nos entrevues multipliées, ces messieurs m'avaient indiqué, jour par jour, heure par heure, le développement successif de la crise. « Lorsqu'il en sera temps, leur disais-je toujours, nous sauverons la Banque. » Comment? Je ne le disais point : le remède que j'avais en vue me paraissait à moi-même tellement héroïque que j'en voulais garder pour moi seul la responsabilité. Maintenant, il n'y avait plus à hésiter : « Votre situation était prévue, leur dis-je, et la réponse prête. Nous allons déclarer vos billets monnaie légale. Plus tôt, la mesure eût été prématurée. Vos billets auraient perdu 25 ou 30 p. 100. Aujourd'hui, tout le monde en comprendra l'absolue nécessité et l'opinion publique l'applaudira. D'ailleurs, nous allons prendre des garanties qui empêcheront toute dépréciation; nous limiterons le chiffre de l'émission et vous ferez désormais connaître votre situation tous les huit jours. »

» — Il serait convenable et prudent, objecta M. d'Argout, que la Banque elle-même prît l'initiative de la demande et la justifiât devant le public.

» — Parfaitement, lui répondis-je : 300 millions vous suffiraient comme limite; mais demandez 350! A son tour, le Gouvernement aura besoin de vous. Demandez aussi des petites coupures : elles feront réapparaître les espèces. »

» Le cours forcé des billets de la Banque de France fut ainsi décrété sur ma proposition par le Gouvernement provisoire et cette mesure, sagement hardie, sauva une seconde fois la Banque de France... »

Le même régime fut immédiatement étendu aux banques

départementales. Un mois plus tard, grâce à une initiative heureuse de M. Garnier-Pagès, tous ces organismes locaux furent d'ailleurs fusionnés avec la Banque de France.

La suspension de la convertibilité en or des billets ne fut levée que le 6 août 1850.

***

Malgré les affirmations du Ministre, les caisses du Trésor n'avaient cessé de se vider pendant les quinze premiers jours de mars. Au moment même où il faisait à l'opinion des déclarations rassurantes, Garnier-Pagès ignorait pendant combien de temps encore il pourrait faire face aux échéances de l'État. « L'argent, a-t-il écrit plus tard, s'écoulait comme l'eau d'une écluse ouverte. De minute en minute, le niveau baissait à vue d'œil et je pouvais calculer mathématiquement le moment précis où l'épuisement serait complet. Le directeur du mouvement général des fonds et le caissier central ne cessaient de m'avertir : « Monsieur le Ministre, répétaient-ils matin et soir, nous pouvons encore vivre quinze jours, douze jours, dix jours, et enfin huit jours! »

La nécessité d'un effort fiscal à rendement immédiat s'imposa enfin au ministre des Finances. On était loin des promesses faites quinze jours plus tôt, en vertu desquelles le Gouvernement provisoire s'engageait à ne pas établir d'impôts nouveaux. Il était encore moins question, comme une semaine auparavant, de faire face à toutes les difficultés financières par un simple versement anticipé des impôts de l'année!

Totalement désemparé, harcelé sans doute par ses collègues qui ne voulaient pas admettre qu'un désastre financier vînt s'ajouter aux préoccupations croissantes que leur causaient les manifestations populaires, Garnier-Pagès eut recours au procédé le plus élémentaire, le moins ingénieux qui puisse exister en science financière. Par un décret du 15 mars, le Gouvernement provisoire décida d'ajouter, pour 1848, 45 centimes au principal des contributions directes. Il n'entrerait pas dans le cadre de cette étude d'examiner à quels mécomptes cet impôt donna lieu, ni de rappeler le mécontentement qu'il

provoqua dans les campagnes et qui est largement responsable de la chute de la République et du succès du coup d'État du 2 décembre.

De tout cela, Garnier-Pagès ne se doutait guère quand il prit sa décision. Insensiblement, d'ailleurs, comme d'habitude, elle lui apparut comme la grande pensée de sa gestion. Au moment même, il la justifia comme il put, en invoquant surtout les nécessités de la Défense Nationale. Dans la suite, il ne comprit jamais l'impopularité qu'elle lui avait value. Dans une brochure publiée en 1850, dans ses professions de foi électorales sous l'Empire, dans son *Histoire de la Révolution en 1848*, sans cesse, on le sent hanté par l'idée de l'injustice dont il se croit victime. « Dite par moi, ou par un autre, peu importe; la vérité est celle-ci. Nous avions trouvé une situation perdue, nous laissions une situation sauvée... Voilà pourquoi ma conscience est sans remords, mon âme sans trouble et mon cœur sans douleur! »

***

De l'impôt sur le revenu, il n'était plus question. Sans doute restait-il, dans la pensée du Ministre, l'armature d'une fiscalité idéale. Mais il s'agissait d'une réforme de trop grande envergure pour pouvoir être accomplie dans une période si chaotique. Garnier-Pagès — éternel optimiste — ne cessa d'imaginer que les passions soulevées par la Révolution de février allaient bientôt faire place à une ère de justice, de fraternité et de concorde. S'adressant à l'Assemblée nationale, entrée en fonctions le 4 mai, il trouva encore l'occasion de faire une de ces prophéties à rebours dont il avait le secret. « De tous les impôts, le plus juste, le plus efficace, celui que je m'attacherai de toutes les forces d'une conviction invétérée à faire prévaloir devant vous, c'est l'impôt progressif sur le revenu. Vous aurez, citoyens, devant la postérité, la gloire éternelle de l'avoir établi définitivement dans la France républicaine et démocratique. » On sait que soixante ans furent nécessaires pour que cette prédiction se réalisât...

Depuis son décret sur les 45 centimes et le cours forcé (15 mars) jusqu'au jour où il quitta le Ministère des Finances

(9 mai), Garnier-Pagès ne put d'ailleurs faire aboutir aucun de ces vastes projets, dans lesquels se retrouvait, à l'entendre, « la marque visible d'une pensée systématique ».

« L'existence de compagnies financières, conforme au principe du Gouvernement monarchique, du Gouvernement aristocratique, du Gouvernement fédéral, affirmait-il un jour, en parlant des réseaux de chemins de fer, est radicalement incompatible avec le principe d'un Gouvernement républicain, démocratique, et unitaire. » En fait, il n'osa jamais proposer le rachat pur et simple, et ses démêlés avec les Compagnies, dont il serait fastidieux de raconter l'histoire, n'aboutirent qu'à la mise sous séquestre, d'ailleurs temporaire, de deux d'entre elles. Mêmes illusions, mêmes échecs pour la nationalisation des assurances, et l'impôt progressif sur les successions, qui lui tenaient particulièrement à cœur.

Il eût fallu d'ailleurs à Garnier-Pagès ou à son homme de confiance, Duclerc, qu'il avait choisi comme sous-secrétaire d'État, une intelligence rare et une énergie peu communes pour faire exécuter une réforme d'envergure dans l'atmosphère d'anarchie et d'angoisse où se débattait la jeune République. Nous n'avons pas à raconter ici la longue suite de manifestations, la série de malentendus, qui aboutirent aux pitoyables journées de juin 1848. Tout au plus peut-on s'étonner que Garnier-Pagès se soit obstiné à croire qu'il pourrait mettre de l'ordre dans les finances de l'État en laissant subsister le désordre dans le pays.

***

Réduit à l'impuissance par l'incertitude des événements, le Ministre aurait pu se contenter d'assurer de son mieux le fonctionnement de la Trésorerie, en laissant à la future Assemblée nationale le soin d'apporter au régime fiscal les modifications qu'elle jugerait nécessaires. Mais, le tempérament de M. Garnier-Pagès, — et l'approche des élections fixées au 23 avril, jour de Pâques, « ce jour de régénération sociale », — le poussaient à des « gestes symboliques ».

Leur énumération offrirait un faible intérêt si chacune de ses mesures n'avait été entourée de « considérants » plus pitto-

resques les uns que les autres. Le 31 mars, suppression de « l'exercice » dans les débits de boissons[1] : mesure d'une portée fort restreinte, car un article du décret prenait soin de préciser que « toutes les formalités à la circulation des boissons actuellement existantes sont maintenues pour assurer la perception du nouveau droit de consommation ». C'est, néanmoins, l'occasion pour Garnier-Pagès de se laisser aller à son éloquence prudhommesque. « De toutes les inventions du vieil esprit fiscal, celle qui blesse le plus profondément la justice et la dignité humaine, celle qui fomente le plus d'irritation, qui charge de plus d'entraves le travail industriel, c'est sans contredit, la perception des droits de circulation et de détail sur les boissons.

» L'exercice est fils de la réaction impériale et date de cette époque brillante et néfaste où le génie égaré par l'orgueil, perdait la Révolution en conquérant l'Europe... »

Mais, le Ministre, quelques jours plus tard, allait se surpasser lui-même en annonçant à la France l'abolition de l'impôt sur le sel (16 avril). « Il est écrit que tous les Français doivent contribuer aux charges publiques dans la proportion de leur fortune... La monarchie subissait la lettre du principe, mais dans la pratique, elle en éludait frauduleusement l'esprit. Cherchez parmi tous les monuments de la législation financière, vous y trouverez partout le respect du fort, la ruine des faibles. Cependant, l'esprit du christianisme prévaut dans les faits humains; la Révolution s'empare du monde. Par une conséquence forcée, le principe de l'impôt est aussi changé. Il était oppresseur, il devient juste. Or, citoyens, parmi les impôts qui, depuis tant de siècles, pèsent sur le peuple, il n'en est pas un seul qui soit plus onéreux, plus justement détesté que celui du sel. »

Deux jours après (18 avril), les octrois sur la viande de boucherie et les vins « objets d'alimentation qui peuvent ajouter aux forces physiques des travailleurs » étaient supprimés ou modifiés, et remplacés par des taxes somptuaires sur les équipages et sur les domestiques.

Sans doute, les services du Ministère éprouvaient-ils quelque

1. On entend par « exercice » en matière fiscale, le contrôle exercé sur place par les agents de la Régie chez les marchands en gros et les débitants de boissons.

surprise à voir M. Garnier-Pagès adopter, avec tant de hardiesse, une politique de dégrèvements, alors que, moins de deux mois auparavant, le Gouvernement provisoire avait proclamé sa décision de ne modifier, sur aucun point, le régime fiscal de la France. Ils durent lui en faire observer les dangers avec d'autant plus de conviction qu'à l'expérience le recouvrement des « 45 centimes » se révélait plus aléatoire. Par un jeu de balance, dans lequel Garnier-Pagès croyait trouver le dernier mot de la science financière, il établit le 19 avril un impôt de 1 p. 100 sur le capital des créances hypothécaires. Jointe à une retenue proportionnelle de 4 1/2 à 30 p. 100 sur les traitements des fonctionnaires, cette mesure devait, dans son esprit, compenser les vides que les suppressions d'impôts ne pouvaient manquer d'entraîner dans les recettes fiscales. Enfin, — procédé le plus sûr de tous, — le Ministre obtint de la Banque de France un prêt de cinquante millions.

***

Élu par la majorité modérée de l'Assemblée constituante, le 4 mai, avec Arago, Marie, Lamartine et Ledru-Rollin, membre de la Commission exécutive qui devait désormais diriger les destinées de la République, Garnier-Pagès passa le portefeuille des finances à son collaborateur Duclerc. Le 9 mai, il montait encore à la tribune de l'Assemblée pour lui présenter un projet de budget rectifié pour 1848 et lui exposer la gestion financière du Gouvernement provisoire.

Dès sa proclamation du 9 mars, le Ministre avait annoncé son intention de soumettre au pays « les bases d'un budget vrai, sérieux, honnête, en un mot du budget de la République ». Sa tâche était facile, si l'on en juge par l'*Ami du Peuple* du 19 mars : « La République n'aura à nourrir ni le luxe des chevaux, ni le luxe des laquais de toutes sortes de livrées, ni le luxe des maîtresses... Les impôts d'une République en état de paix ne s'élèvent pas au dixième des impôts monarchiques, soyez-en bien convaincus. » C'était d'ailleurs l'avis de Garnier-Pagès qui, recevant une délégation des agents de change, leur avait annoncé qu'on ne verrait plus « comme au temps de la monarchie des budgets de 15 à 1 800 millions ».

Quelle était, en réalité, la structure du document soumis à l'Assemblée constituante? Un budget ordinaire de 1 501 128 422 francs, un budget extraordinaire de 140 755 360 francs. Au total, les crédits à ouvrir s'élevaient à 1 641 883 782 francs au lieu de 1 610 004 076 francs, chiffre prévu en janvier 1848. Garnier-Pagès, il est vrai, se flattait d'avoir rétabli l'équilibre budgétaire et d'avoir transformé en excédent de 11 millions un déficit de 74 millions. Une fois encore, le Ministre s'était laissé aller à ses illusions coutumières. Plus prudent, Duclerc ramenait, dès le 4 juin, cet excédent à 4 millions. En réalité, d'après la loi de règlement du 22 juin 1852, le budget de 1848 se solda par un déficit de 108 919 548 francs.

***

Dans la réaction qui suivit les journées de juin, l'Assemblée constituante annula systématiquement l'œuvre de Garnier-Pagès. Son comité des finances, où Thiers devait jouer peu à peu un rôle prépondérant, était décidé à tout faire pour rétablir l'ordre financier, en même temps que l'ordre social. L'heure des vaines paroles était passée. Successivement, l'Assemblée supprima l'impôt sur les créances hypothécaires, et rétablit les octrois, le droit de circulation sur les boissons et l'impôt sur le sel. Quant au projet de rachat des chemins de fer, déposé le 17 mai, il fut retiré dès le 3 juillet. Dans le courant de l'année, enfin, des compensations appréciables furent accordées aux déposants des Caisses d'épargne et aux porteurs de Bons du Trésor qu'avaient lésés les décrets des 9 et 15 mars.

Ces mesures énergiques, jointes à la détente qu'entraînait dans le pays l'affaiblissement progressif des tendances révolutionnaires, eurent, naturellement, les plus heureux effets sur le crédit de l'État. Dès le mois de juillet, le 5 p. 100, qui était tombé à 50 dans les premiers jours d'avril, toucha le cours de 80. A part un affaiblissement passager, dans les mois qui ont précédé l'élection du Prince-Président, il n'allait plus cesser de monter. En 1850, il atteignit 95 et devait, au début de 1853, avant la conversion Bineau, dépasser largement le pair.

Garnier-Pagès éprouva, sans doute, quelque mélancolie en constatant que son passage, rue de Rivoli, avait laissé si peu de traces durables. Mais il était trop vaniteux pour admettre l'effondrement de ses rêves. Il allait être, peu à peu, abandonné par la faveur du peuple qu'il avait si ardemment recherchée. Battu aux élections législatives de 1849, il n'eut d'autre ressource qu'essayer de justifier son œuvre devant la postérité : les dix volumes de son *Histoire de la Révolution de 1848* constituent un témoignage pathétique de sa bonne volonté et de ses erreurs de jugement. Il devait mourir en 1878 après avoir joué un rôle secondaire dans l'opposition sous l'Empire et avoir été membre sans gloire du Gouvernement du 4 septembre 1870.

L'Histoire ne lui doit ni haine ni admiration : tout au plus un peu d'indulgence et beaucoup d'ironie pour avoir allié tant d'ingénuité à tant de suffisance. Sa popularité de quelques semaines justifierait-elle le mot de Proudhon : « On n'aurait jamais cru, sans la Révolution de Février, qu'il y eût autant de bêtise au fond d'un public français »?

ROBERT LACOUR-GAYET

PAYSANS CANADIENS

I

LES CANADIENS FRANÇAIS

Le Canada est essentiellement un pays de ressources naturelles, agricoles, forestières, minières, donnant l'impression d'être inépuisables. C'est en même temps un pays d'évolution manufacturière, moins doué au fond pour les industries dites de transformation que pour le traitement des matières premières. En 1933, du point de vue de la valeur nette totale produite, la production « primaire » correspond à 53,03 p. 100, et la production « secondaire », c'est-à-dire comportant une opération manufacturière, à 46,97 p. 100 (en 1929, avant la crise, les proportions étaient respectivement 47,46 et 52,54 p. 100). Dans le premier groupe, l'agriculture représente 28,18 p. 100 du total général, les mines 10,74 l'énergie électrique 5,70, les forêts 6,72, la pêche et la chasse 1,69 p. 100.

Cette distinction de la production « primaire » et « secondaire » devient naturellement de plus en plus difficile à préciser, et la statistique canadienne est obligée de l'assouplir par l'admission de nombreux doubles emplois. C'est que, dans le continent américain plus que dans tout autre, la mécanisation intense de la production fait pénétrer l'industrie, ses procédés et son esprit, jusqu'au cœur des milieux agricoles et souvent même en pleine nature vierge. Pareil contraste appartient en propre au Nouveau Monde, qui en a été le

pionnier : de plus en plus il s'y rencontre partout quelque opération manufacturière, soit sur place au lieu même de la production, soit à l'autre bout, généralement en ville, au point de départ de la distribution.

Dans l'agriculture notamment, telle intervention de cet ordre vient chaque jour davantage doubler l'action, proprement agricole, du cultivateur. Cette évolution, dans les pays neufs, modifie rapidement, souvent au point de le renverser, l'ancien équilibre de la population urbaine et rurale, car toute activité d'un homme à la campagne tend à comporter l'activité correspondante d'un autre homme à la ville. Le pourcentage de la population urbaine passe, au Canada, de 32 p. 100 en 1891 à 54 p. 100 en 1931; les provinces les plus urbanisées sont Québec (63 p. 100 de population urbaine), Ontario (61 p. 100), la Colombie Britannique (57 p. 100); les Provinces Maritimes, celles des prairies sont restées surtout rurales (Manitoba : 55 p. 100 de population rurale, Saskatchewan : 68 p. 100, Alberta : 62 p. 100), mais on voit que là même, en pleine région agricole, l'élément urbain représente une importante minorité. Il est essentiel de bien comprendre le sens, la portée de cette urbanisation : si elle comporte ses dangers, qui éclatent aux yeux de l'Européen, elle est cependant normale, car elle répond, surtout dans le Nouveau Monde, à l'esprit et aux méthodes techniques de notre temps.

Le développement agricole du Canada s'étend sur trois périodes, qui se succèdent tout en coïncidant. Au début, c'est la chasse et la pêche, tradition des origines qui se perpétue, surtout chez les Canadiens français et les Écossais. Puis vient l'établissement agricole d'une partie de la population, sur les bords du Saint-Laurent, et c'est une tradition paysanne européenne qui s'implante, grâce aux Français, mais, différence notable, dans un pays neuf, avec une culture extensive. Le XIXe et le XXe siècle mettent enfin en valeur, systématiquement, les deux grandes ressources nationales, le bois et le blé, conformément à des méthodes ultra-techniques et de plus en plus perfectionnées : le bois met en contact, par les opérations manufacturières qui se développent à son sujet, le pionnier avec l'industrie la plus évoluée; la

monoculture mécanisée du blé devient rapidement la loi même de l'Ouest. Il y a, aujourd'hui encore, coexistence de ces trois étapes, mais elles ne sont pas, à vrai dire, contemporaines : le Canadien français, qui est d'aujourd'hui, est aussi d'hier, et c'est sa force; le cultivateur de l'Ouest, qui est peut-être de demain, ne trouve pas dans ce fait que de la force; les gens du Grand Nord sont de toujours.

Le classement des régions révèle des différences qui ne sont pas moins importantes. Il y a, surtout à l'Est, des régions de polyculture, comportant céréales, élevage, laiterie, légumes et fruits, qui demeurent, à beaucoup d'égards, dans la tradition paysanne, avec cependant la double influence de la proximité de la forêt et de la proximité des grandes villes de civilisation américaine. Puis, dans les prairies de l'Ouest, en ajoutant certaines zones fruitières comme le Niagara et diverses vallées de la Colombie Britannique, on se trouve en présence de la culture moderne dans sa complète personnalité. Il faut classer à part les régions de défrichement, qui combinent la polyculture avec un esprit moins paysan que pionnier : l'arrière-pays du Saint-Laurent dans les provinces de Québec et d'Ontario, la bordure de la zone du blé dans l'Ouest, en deçà du Bouclier canadien. C'est seulement ensuite que commence le domaine infini de la chasse et de la pêche. Il est à observer que ces divers groupes de production ont chacun leurs débouchés. Le premier et le troisième vendent très largement sur des marchés locaux, et comme ils sont en même temps d'activité plus diversifiée, on les voit moins atteints par la crise. Le second, qu'on pourrait qualifier d'américain, comporte au contraire des exportations massives sur les marchés internationaux, et comme il est soumis, par la loi même de son existence, à une spécialisation implacable, il subit de plein fouet la répercussion des dépressions mondiales.

Des types sociaux différents sont liés à cette division de la production agricole. Il y en a surtout deux, nettement tranchés, qui forment en quelque manière des pôles opposés : le Canadien français, supérieur dans la pratique des vertus traditionnelles, défricheur, surtout paysan, lié à la polyculture, n'ayant que peu la préoccupation exportatrice; et d'autre

part celui qu'on pourrait appeler l'Américain, supérieur techniquement, entrepreneur de culture plutôt que paysan ou même qu'agriculteur, voué à la machine et à la spécialisation des cultures, solidaire étroitement de la consommation internationale. Nous simplifions volontairement à l'excès, pour la clarté, mais il existe en outre des types intermédiaires de grande importance : le cultivateur anglo-écossais de l'Ontario, agriculteur et éleveur né, faisant un peu penser aux paysans allemands cossus de l'Europe centrale et danubienne, et en même temps très proche du fermier américain; l'immigrant récent des plaines de l'Ouest, Ukrainien ou Polonais, qui apporte avec lui la plus vieille tradition paysanne, mais qu'on sent susceptible d'américanisation rapide, dès que sa racine initiale est coupée; le Japonais de la Colombie britannique, inlassable dans son effort physique, impossible à concurrencer dans son niveau de vie, et dont la simple présence annonce la troublante proximité de l'Asie.

Le problème canadien résulte du contact de ces humanités différentes et de leur combinaison dans une communauté politique nouvelle. L'adaptation ne s'est pas faite partout selon le même rythme : il y a eu progrès trop rapide du type américain, coexistant avec une persistance, à vrai dire paradoxale, d'un milieu paysan de tradition européenne. Cette circonstance pose un problème des plus intéressants : Y a-t-il place dans l'Amérique du Nord pour une conception paysanne?

***

Le Canadien français est un paysan. Les Américains se plaisent à dire, avec une sorte de fierté agressive : Nous n'avons pas de paysans aux États-Unis! Ils n'ont en effet que des entrepreneurs de culture ayant rompu tout lien avec le patrimoine traditionnel des vieilles civilisations rurales. Le terme de *peasant* prête sans doute à équivoque, car il évoque le serf attaché à la glèbe. Mais, en employant le mot dans son sens français, qui n'est pas péjoratif, nous sommes tentés de répondre : Mieux vaudrait que l'Amérique eût des paysans! La crise, et singulièrement dans le Nouveau Monde, a mis

en lumière la force de résistance et de durée de ce type humain.

On discerne assez vite où réside la force véritable du paysan canadien français. Du fait de son origine et de sa tradition, à laquelle il demeure fidèle, c'est un rural, attaché au sol, conservant le sens de la nature, qu'il s'agisse de la cultiver ou de la défricher. Si cette race s'urbanise à l'excès, comme c'est le cas dans la province de Québec, où la ville absorbe maintenant 63 p. 100 de la population, elle perd la source même de sa vitalité. La forteresse morale est à la campagne, dans les paroisses rurales, où le prêtre reste capable de grouper son monde autour de lui : là se maintient le vieux type canadien, préservé de la contamination extérieure. On peut se demander comment il sera possible de le maintenir? Il faut pour cela que les femmes et les enfants y consentent, et là encore c'est du curé, pièce essentielle du système, que dépend le succès de la résistance. Mais, il ne faut se faire aucune illusion, ce n'est qu'une défensive.

Il faut distinguer les terres de culture, qui ont donné naissance à un type paysan, et les terres de défrichement, qui nécessitent plutôt un pionnier. Dans l'Est canadien, le cultivateur c'est l'*habitant*, qui travaille le sol, le même sol, depuis les débuts de la colonisation française. On demeure étonné de l'étroite limite de ces terres cultivées : la vallée du Saint-Laurent, et tout de suite on se heurte aux Laurentides, rebord du Bouclier canadien, que l'on voit en somme de partout. A Québec, du haut de la Terrasse, on distingue, à quelques kilomètres, une ligne bleue qui marque la fin des établissements humains. Après, il faut tout conquérir sur le rocher et la forêt : c'est le domaine du défricheur, mais cet immense Nord qui commence là, on le touche de la main.

Le paysan canadien représente dans le Nouveau Monde quelque chose d'inattendu, de paradoxal : il est une tradition, un symbole de stabilité. Il continue ainsi là-bas une philosophie de la vie se rattachant à celle de nos campagnes, distincte de celle des États-Unis et au fond contraire à son essence : cela se sent tout de suite quand on prend contact avec lui. Ses qualités comme producteur rural sont classiques : il est travailleur, ne se refusant pas à l'effort physique; il a le senti-

ment de l'épargne; il est moins spéculateur, moins pressé que l'Américain. Son programme d'existence, c'est de vivre sur la terre et de la terre, d'y élever sa famille, d'établir cette famille, puis, c'est tout, de passer la main. La simplicité de la chose est d'une grandeur biblique. Mais le facteur essentiel, nous y revenons, c'est l'attachement au sol. Dans un continent où l'on achète, vend, arbitre les fermes comme des titres de bourse, c'est cela qui fait du Canadien une exception. L'Américain a levé les ancres qui, traditionnellement, retenaient l'homme à un fond stable. Le Canadien, lui, conserve la foi dans ce que la terre a de sain, de sacré; il reste fidèle au placement rural, considéré par lui comme le plus sûr; il garde cette capacité des anciennes communautés rurales de tirer à la fois plaisir et profit du travail du sol. C'est aussi bien à propos de lui qu'on pourrait rappeler ces lignes de Mauriac sur le paysan français : « Il fallait de fameuses ancres pour attacher à la terre cette part de l'humanité qui nourrit l'autre[1]. »

Il y a là deux conceptions opposées de ce que l'homme peut demander à la terre. D'une part en effet, il s'agit d'une agriculture qui fait vivre, au lieu d'une agriculture qui enrichit : c'est, plutôt qu'un moyen de faire fortune, un genre de vie. Voilà justement ce que l'Américain ne saurait admettre : il veut s'enrichir et s'enrichir vite; il cultivera, c'est vrai, et souvent fort bien, mais ce qui le préoccupe, c'est d'acheter, de revendre, d'arbitrer, en encaissant un bénéfice visible et chiffrable, qu'il sera possible de mobiliser pour aller ailleurs; surtout, il ne sait pas, il ne veut pas attendre : il a perdu ce sens instinctif du temps, qui est le garde-fou du paysan. Celui-ci sait, par contre, que la terre peut faire vivre, mais qu'à la longue il est imprudent de lui demander davantage. Le profit, le bienfait qu'on en peut attendre ne relèvent pas en somme de la comptabilité, et en effet la vraie comptabilité rurale, celle qui réussit, n'est pas basée sur deux et deux font quatre. Le prêtre, le médecin de famille, comprennent cela mieux que l'expert ou l'ingénieur social. Et comme c'est vieux jeu! Comme c'est *unamerican*!

On aboutit ainsi, dans la région française du Saint-Laurent,

1. Mauriac, *La Province*, p. 36.

à un type courant de fermes de cent arpents (40 hectares), exploitées par des paysans propriétaires; elles sont d'un seul tenant, en longues bandes rectangulaires perpendiculaires à la route, au bord de laquelle se trouve la maison. La production comporte une agriculture diversifiée, avec des céréales, des vaches laitières, un poulailler, des légumes, quelques arbres fruitiers. C'est ce que les Allemands appellent *Natural Wirtschaft* : on vit sur la ferme, qui forme une unité de ressources, en consommant une large part des produits obtenus sur place et en vendant surtout au marché voisin, qui est souvent la grande ville. On travaille soi-même, aidé de sa femme, de ses fils et de ses filles, sans main-d'œuvre salariée, sans recours excessif au machinisme, toujours en contact avec le clocher. La pratique donne des résultats satisfaisants : la technique est inférieure à celle des États-Unis, mais c'est resté de l'agriculture, ce n'est pas de l'industrie déguisée. Pour savoir s'il y a là quelque chose qu'il faut conserver, on est obligé de sortir du terrain strict de l'expert. Comme chez nous, ce paysan ne tient pas compte de son travail, du moins de tout son travail, dans le prix de revient; il met de côté pour établir ses enfants dans des fermes voisines, ou pour arrondir la sienne; il emprunte aussi, car il vit dans le Nouveau Monde, mais moins que l'Américain : une propriété endettée est à ses yeux « une propriété due ». Quand la prospérité bat son plein, d'autres gagnent plus que lui, mais il supporte mieux les temps difficiles, d'autant plus qu'ayant hérité sa terre, il ne l'a pas surpayée. On le raille pendant le boom, et c'est lui qui paraît sage dans la crise. Si la prospérité revient, on le raillera de nouveau de ne comprendre ni son temps ni son continent. Qui donc a raison? La notion que l'Amérique se fait de l'agriculture ne devra-t-elle pas quelque jour être revisée? Ne lui demande-t-on pas trop, et trop vite? Comme Antée, ne faut-il pas toucher le sol pour être fort et surtout pour le rester?

***

Le défrichement de terres nouvelles demeure cependant nécessaire. En raison de la culture extensive et du fait de la liberté de tester qui permet d'avantager le fils aîné, il n'y

a pas de morcellement, les exploitations restant de la même taille qu'autrefois. Il en résulte que, dans les régions déjà mises en valeur, la terre de culture tôt ou tard ne suffit plus : en dépit d'une faible densité par kilomètre carré, il y a surpeuplement et il faut qu'une partie de la famille émigre. L'usine voisine, ou bien aux États-Unis, offre un débouché à ceux qui veulent être ouvriers; la ville est là pour les professions libérales, le commerce, le bureau; mais une autre carrière, traditionnelle et toujours ouverte aux initiatives, est celle du pionnier.

La tâche du défricheur est si rude qu'on ne peut l'imaginer qu'avec peine. La forêt est là qu'il s'agit de conquérir : d'abord il faut abattre les arbres, un à un; s'ils sont légers, la culture pourra se faire souvent dès l'année suivante; mais s'ils sont gros, les souches restent sur place et ne pourriront qu'au bout de sept ou huit ans; c'est alors seulement qu'on pourra les enlever. En attendant la possibilité d'une mise en valeur complète, on vend le bois, on bricole de-ci de-là, on travaille pour des voisins, et il faut être soutenu.

Les Canadiens français n'aiment pas qu'on les vante comme défricheurs; ils accueillent fraîchement les romans, écrits par des étrangers, où cet aspect de leur vie nationale est mis en vedette. Et pourtant c'est leur génie de réussir, de persévérer dans cette œuvre difficile et magnifique, devant laquelle les Anglais, et d'une façon générale les véritables assimilés à l'américanisme, se récusent. Des Écossais, des Scandinaves, des Finnois s'y adonnent encore, mais au Canada ce sont surtout les descendants des Français qui continuent de posséder les qualités nécessaires : l'endurance, le renoncement, la simplicité des besoins. Il s'agit là de vertus en quelque sorte négatives, très peu courantes en Amérique, où, bien au contraire, on enseignerait plutôt à les mépriser.

La forêt a déjà été attaquée depuis longtemps au Lac Saint-Jean, à la rivière Richelieu, dans la Gaspésie, l'Abitibi, le Témiscamingue; la bande située au nord des terres à blé, dans la prairie, cette zone de transition qui ressemble à un parc, est aussi en voie d'être sérieusement colonisée, de même que plus au Nord-Ouest la rivière de la Paix, que des prospectus engageants recommandent pour une « colonisation

de luxe ». Mais la carrière demeure largement ouverte sur le pourtour de ces terres, déjà conquises, et, dans le Nord-Ouest, au Lac Arthabaska, au Grand Lac de l'Esclave, au Grand Lac de l'Ours, à la Peel River...

Je me suis souvent dit qu'il y a au Canada certaines zones où le Canadien français doit finalement l'emporter : partout où c'est difficile, c'est lui qu'en fin de compte on retrouve. Sur le sol sans arbres de la prairie, qui ne nécessite pas de défrichement, il ne réussit pas mieux qu'un autre, mais en présence du rocher et de la forêt, là où coule quelque ruisseau qui se froisse aux cailloux, il est à son affaire. Même dans la zone intermédiaire, dont l'aspect serait plutôt celui d'un parc, il donne toute sa mesure, dans un effort familial d'exploitation diversifiée. Je me rappelle avoir visité, en 1935, non loin d'Edmonton (Alberta), dans cette région déjà boisée qui n'est plus la plaine à blé, la ferme qu'un Canadien français, antérieurement établi au Lac Saint-Jean, venait de créer. Il avait acheté le terrain, 640 hectares d'un seul tenant, à l'état de nature; il l'avait défriché lui-même, à la machine, avec ses deux fils. Avec quelle émotion n'ai-je pas vu s'élever une moisson de blé sur un champ où, l'année précédente, les arbres poussaient encore : c'était un commencement, comme nous n'en avons plus en Europe! Il s'agissait bien de la ferme canadienne évoquée plus haut : le patron; la femme, qui allait au marché; deux filles, parlant à peine anglais, s'occupant des soins intérieurs de l'exploitation; deux fils vigoureux, l'un chargé des animaux, l'autre des machines agricoles (15 machines, avec un atelier de réparation et deux voitures particulières). Puis, j'ai vu des cochons, un poulailler, un jardin potager. Pas un mot ne m'a été dit de la crise.

Quand on songe à la perte de force vive que la race canadienne a éprouvée par l'émigration qui remplissait les villes, qui peuplait les usines cotonnières de la Nouvelle-Angleterre, on comprend qu'une mystique de la colonisation soit née, vers la fin du siècle dernier, d'une simple préoccupation de préservation nationale : garder « nos gens », sur un terrain où ils maintiendraient leur individualité, tel était notamment le souci de ce grand animateur, le curé Labelle. La mise en valeur du Lac Saint-Jean, de plusieurs régions analogues, en

est le résultat. Lorsqu'aux élections de 1904, le cabinet Laurier présentait aux électeurs le programme d'un nouveau chemin de fer transcontinental, le *Grand Trunk Pacific*, l'opinion, dans les milieux français du bas Saint-Laurent, n'avait d'attention que pour la section qui devait relier Québec à Winnipeg par le Nord : elle y voyait, non sans raison, l'axe nouveau d'une expansion française, sur un terrain national où celle-ci ne se perdrait pas.

Le gouvernement de la province de Québec est, depuis lors, toujours resté fidèle à cette politique de colonisation, qui répond chez lui à une évidente conviction. Sous la forme actuelle, elle consiste à développer d'abord les paroisses déjà existantes, en y dirigeant des colons, financièrement assistés, pour compléter le défrichement. Mais on se préoccupe aussi de créer des paroisses nouvelles : le gouvernement fournit ce qu'on en pourrait appeler l'armature sociale; il subventionne les colons, hommes, femmes et enfants, qui en constitueront la population initiale; il se préoccupe d'y établir un prêtre. Le but, toujours le même, est de coloniser, mais, condition essentielle, en assurant l'existence d'un groupement canadien français cohérent.

La difficulté d'une pareille entreprise, en particulier dans un pays situé comme le Canada, c'est d'obtenir que les gens qu'on envoie s'établissent de bonne foi. Quand tout va mal, on accepte, faute de mieux, d'aller défricher des régions sévères; mais, que la prospérité revienne, et voici la tentation qui reparaît de quitter la forêt pour les villes ou pour les États-Unis. Si l'on songe au contraste de cette vie si rude avec les commodités matérielles du *standard of living* américain, par quelles ancres, pour reprendre l'expression de Mauriac, retiendra-t-on les colons sur le terrain qu'il s'agit d'accommoder à la civilisation? La contrainte ne peut donner de résultats : le succès réside peut-être dans l'acceptation franche d'une certaine conception de l'existence, celle dont le clergé s'est fait le champion.

Dans une lettre en réponse à une demande de renseignement de ma part, un Canadien français de Québec, lié de près à cette belle œuvre de colonisation, m'écrivait, le 8 juillet 1935, les lignes suivantes, dont la grande portée n'échappera pas :

« Ces avantages (les concours indiqués plus haut) sont offerts à tous ceux qui désirent devenir colons et qui ont été acceptés par les sociétés de colonisation. Il n'existe aucune restriction relativement aux origines raciales ou aux croyances religieuses... Mais en définitive, je crois que les Canadiens français seront à peu près seuls à profiter, dans une large mesure, de cette politique. Nos racines qui, depuis une génération, avaient pris la tendance de courir en surface, devraient maintenant pousser en profondeur. Vous comprenez comme moi toute la force que nous en tirerons. Nos paroisses, comme des champignons, vont surgir de partout, et plus spécialement dans notre Nord-Ouest québecquois, par delà les Laurentides. Le pays est rude, mais notre race aussi. La lutte sera dure, mais, encore une fois, la nature sera vaincue par les nôtres. Je prévois un jour où nos gens déborderont naturellement vers le nord de l'Ontario, où déjà d'ailleurs ils ont pris pied, après avoir encerclé de paroisses canadiennes françaises les petites villes minières, qui sont appelées à se multiplier dans cette région si vaste et si bein minéralisée... Élisée Reclus aimait bien le Canada, qui d'ailleurs le lui rendait avec générosité. Reclus était l'ami intime de Mgr Labelle, notre curé colonisateur, qui, vers la fin du siècle dernier, avait réussi à faire des merveilles dans la terre ingrate des Laurentides. Reclus lui écrivait un jour (à peu près substantiellement) : Mon vieux Labelle, pousse tes colons vers le Nord, loin des frontières américaines, là où les hivers sont longs, le climat rigoureux, les familles nombreuses et les races fortes!... Le rêve de ces deux hommes est en train de se réaliser pour de bon, et sur quelle échelle! Je voudrais être encore de ce monde dans vingt-cinq ans. Je crois que nos progrès seront formidables! »

On connaît la réponse légendaire de ce commissaire de la Défense Nationale qui, en 1870, et l'armée allemande menaçant sa préfecture, donnait au chef d'un bataillon de mobiles l'ordre de s'opposer à son avance : « Et s'ils arrivent en nombre écrasant? » — « Faites-vous tuer jusqu'au dernier! » Assis à ma table de travail, entouré non pas d'arbres qu'il s'agit d'abattre, mais de documents qu'il s'agit de lire, je me dis quelquefois que je ressemble à ce matador quand

j'encourage nos amis canadiens à la conquête de la forêt. Et pourtant, si leur race doit survivre là-bas, c'est, comme le disait Élisée Reclus, par l'acceptation d'une éthique sévère qu'elle y réussira, non par cette émulation du confort américain, dont elle songerait plutôt à se prévaloir auprès de nous comme d'un titre de gloire. Les États-Unis croient et affirment que le niveau de vie mesure le bonheur et même le degré de civilisation d'un peuple. Pareille doctrine, qui, dans la hiérarchie des valeurs, ne rejette ni le travail, ni l'effort, ni l'entreprise, condamne par contre tout idéal de mesure, d'épargne, de sacrifice volontaire : or la race canadienne française a dû jusqu'ici l'essentiel de son progrès à une inspiration différente, pour ne pas dire contraire.

Dès lors se pose ce problème : Le Canada, si proche des États-Unis, avec l'attraction formidable de leur prestigieux *standard of living*, peut-il garder des paysans? Bien plus, pour résister à cette aspiration qui le vide, dans quelle mesure n'est-il pas obligé de prendre lui-même l'initiative d'une certaine américanisation? Cette paysannerie, étant donné l'atmosphère du continent, fait figure d'anachronisme. Du moins l'a-t-elle fait jusqu'ici. Mais nous ne saurions ignorer que la crise agricole a posé cet autre problème : l'Amérique, avec un système urbain qui se souvient à peine de sa base rurale, peut-elle à la longue vivre sans paysans? Ne sera-t-elle pas obligée, en les adaptant naturellement à des conditions nouvelles, d'accepter, dans l'exploitation agricole, certaines pratiques relevant de l'inspiration paysanne? La dépression de l'après-guerre a laissé voir en effet qu'il n'y avait pas eu de véritable force de résistance aux tempêtes économiques chez l'entrepreneur de culture du type strictement américain : c'est de lui maintenant, et notamment à propos de l'Ouest canadien, que nous devons parler.

II

LES PRODUCTEURS DE BLÉ DE L'OUEST

Il y a contraste entre le paysan canadien français et le producteur de blé de l'Ouest : contraste de deux méthodes agricoles, de deux conceptions de la vie, de deux étapes de la civilisation.

La place du blé dans l'économie canadienne, et surtout dans la figure internationale du Canada, est considérable. Au couronnement d'Édouard VII, alors que la colonisation de la Prairie n'en était encore qu'à son début, les Canadiens avaient édifié sur le passage du cortège un arc de triomphe symbolique, fait d'épis de blé. Depuis lors, dans ce domaine, le Canada est devenu le premier exportateur, fournissant jusqu'à 48,6 p. 100 de l'exportation mondiale en 1925-26. Durant les années de prospérité de l'après-guerre, le blé est entré normalement pour plus de 30 p. 100 dans les exportations nationales, et en 1934, il représentait encore 20 p. 100 du total, 23 p. 100 avec la farine. Ce développement, tout récent puisqu'il remonte aux premières années du siècle, est lié à la mise en valeur des trois provinces de l'Ouest, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta. Un pays nouveau est donc né au-delà des Grands-Lacs, entièrement différent de la région historique du Saint-Laurent, qui relève d'une tout autre tradition. La vieille opposition du Haut et du Bas-Canada, d'Ontario et de Québec, subsiste, mais elle se double maintenant d'une opposition d'atmosphère complète entre l'Est et l'Ouest; l'équilibre général du pays s'en trouve profondément modifié.

Par sa superficie plantée en blé (10 millions d'hectares), le Canada se range au quatrième rang dans le monde, après la Russie, les États-Unis et l'Inde, son grand progrès à cet égard étant survenu avec la guerre. Plus des neuf dixièmes de cette surface se trouvent dans les trois provinces de la Prairie. La région figure sur la carte un triangle de 900 kilomètres de base, Winnipeg-Calgary-Edmonton, encadré entre une zone d'herbes, c'est-à-dire de prairie proprement dite, au Sud, et au Nord une zone parsemée d'arbres, qui finit au Bouclier canadien : là, tout peuplement s'arrête, puisque la densité tombe à un habitant par mille carré! Il faut noter que, conformément à un déplacement vers l'Occident qui s'observe aussi aux États-Unis, le Manitoba, comme producteur de céréales, laisse de plus en plus la première place aux deux autres provinces. Winnipeg demeure incontestablement la capitale de l'Ouest, mais c'est plutôt à Regina que serait le centre géographique du blé.

Évoquons ce pays : une plaine immense, presque sans arbres, entièrement plate, grande comme l'Océan, soulevée parfois par des ondulations qui semblent une sorte de houle puissante, figée; le ciel est invraisemblablement pur, l'air excitant comme celui de la mer, l'espace vous emplit d'un enthousiasme élémentaire; les couleurs, délicates, se perdent à l'horizon dans un fond de teinte lumineux et jaune, ou bien mauve; les rares rivières sont boueuses et lentes. Au bout, à la fin de cette région qui semblait sans fin, se dresse, comme un cadre, la barrière des Rocheuses : le soir, à contre-jour, elles sont bleues, et roses le matin au soleil levant; le sol, sur ce rebord, est d'un ocre magnifique, entaillé de cours d'eau rapides aux talus abrupts; l'impression est plutôt africaine que nordique. Mais, au cœur des pays du blé, on songerait plutôt à l'Europe orientale. M. Paul Morand, traversant le Nord-Ouest, écrivait : « Les épis ondulent comme dans Samson et Dalila, deux Hongries et quatre Roumanies mises bout à bout[1]. »

Pourquoi cette prédominance, cette quasi-exclusivité du blé? Elle est commandée par la configuration, par cette platitude sans obstacles, qui appelle le grand champ d'un seul tenant, et avec lui la machine; elle l'est aussi par la nature du sol, riche en limon; par le climat enfin, qui maintient l'humidité sous la neige, puis dispense très loin au Nord, grâce à un curieux renflement des isothermes, tout le soleil requis. Manifestement, cette partie du pays est douée pour les céréales, vouée à leur culture.

Le Canada figure, en 1934, au cinquième rang dans la production mondiale du blé, après la Russie, les États-Unis, l'Inde et la France, avec 75 481 000 quintaux sur 1 215 millions, soit 6 p. 100 du total. Les trois provinces de l'Ouest entrent dans ce chiffre pour 95 p. 100 (Manitoba 13 p. 100, Saskatchewan 41 p. 100, Alberta 41 p. 100). La conquête de cette importante position est contemporaine, elle était à peine commencée quand, en 1898, je visitai pour la première fois l'Amérique du Nord : la production du blé n'était en effet que de 13 millions de quintaux en 1900 et elle n'était encore que de 62 millions en 1911; mais elle montait à 107 millions

1. Paul Morand, *Rien que la Terre*, p. 17.

en 1915, avec les hauts prix de la guerre, et même jusqu'à 154 millions en l'année record 1928; la crise l'a ramenée aux environs de 75 millions de quintaux en 1934, 1935 et 1936.

On remarquera que, par rapport à l'ensemble, cette production est en somme médiocre, mais en ce qui concerne l'exportation, la place tenue est de premier plan. Les États-Unis, autrefois grands exportateurs de blé, tendent à ne plus l'être que dans une proportion minime, et c'est logique avec 130 millions de consommateurs nationaux. Mais le Canada, qui n'a que 10 millions d'habitants, ne peut évidemment absorber lui-même tout le blé qu'il produit; la proportion qu'il exporte correspond en moyenne aux deux tiers de la récolte : 31 p. 100 en 1900, 72 p. 100 en 1917-1918, 78 p. 100 en 1925-1926, 59 p. 100 en 1934-35 plus de 75 p. 100 en 1936. On ne peut s'étonner, dans ces conditions, que le Canada soit devenu le premier fournisseur international de blé. Avant 1914, ce rôle appartenait à d'autres pays : la Russie, dans la proportion de 24,5 p. 100; les États-Unis, 16,4 p. 100; les pays danubiens, 16,2 p. 100; le Canada ne venait qu'au quatrième rang, avec 14,2 p. 100. Mais la guerre, du fait de la carence russe et danubienne, ouvrait une chance inespérée à des pays extra-européens tels que les États-Unis, l'Argentine, l'Australie, surtout le Canada, qui, remplaçant la Russie, arrivait à servir, en 1917-18, 46,4 p. 100 de l'exportation mondiale. L'après-guerre allait du reste confirmer, au moins pour un certain temps, cette prédominance : pendant les années de 1924 à 1929, le Canada a fourni en moyenne 38,8 p. 100 de l'exportation internationale (et même 48,6 p. 100 en 1925-26), tandis que les États-Unis ne dépassaient pas 22,3 p. 100, l'Argentine 19,4, l'Australie 12,1 p. 100.

Peut-être l'opinion canadienne a-t-elle cru que cette situation exceptionnelle était acquise pour toujours : c'était peu vraisemblable. La crise que vient de traverser le Canada, comme exportateur de blé, correspond en grande partie à une liquidation des conditions anormales créées par la guerre. On a assisté, et c'était inévitable, à une reprise de la production et même de l'exportation européennes. Les divers pays européens, doués ou non pour la culture des céréales, se sont remis à produire du blé, et même plus qu'antérieurement;

en 1934, l'Allemagne 45 millions de quintaux, l'Italie 63 millions; la Russie, la Roumanie, l'Algérie, la France elle-même se sont remises, ou mises, à exporter. Partout, et même chez des peuples qui dépendent de l'importation, des barrières infranchissables se dressent pour défendre le producteur national contre la concurrence du dehors; l'expérience de la guerre a permis à cet égard l'adaptation à des fins nationalistes d'un arsenal infiniment diversifié et parfaitement efficace : tarifs douaniers, quotas, licences ou monopoles d'importation, traités préférentiels, contrôles ou dépréciations plus ou moins volontaires de monnaies, fixations de prix, primes, règlements intérieurs de meunerie. Le pays le plus exportateur devait naturellement être le plus touché, et c'était pour le Canada une première cause de difficultés. La concurrence d'autres exportateurs, à certains égards mieux placés, venait exagérer cette crise : en 1934, l'Argentine a même conquis le premier rang dans l'exportation mondiale, avec 35,4 p. 100 de son total, tandis que le Canada ne venait qu'ensuite avec 31,7 p. 100. A ces aspects de la crise, il faut en ajouter d'autres, dont on ne sait pas s'ils sont simplement circonstanciels ou bien au contraire destinés à durer : la consommation du pain par tête a considérablement baissé depuis une génération, en France de 224 kilogrammes en 1909-1914 à 190 en 1929-1934, en Angleterre de 165 à 135 kilogrammes, et il serait imprudent d'escompter un renversement de cette tendance. D'autre part l'Europe, grande importatrice traditionnelle de blé, et qui payait cette importation par ses exportations intensives de manufacturés, peut-elle raisonnablement continuer ce système d'échanges, maintenant que les marchés du monde tendent à lui échapper?

Il est naturel, dès lors, que l'exportation canadienne de blé se soit effondrée, tombant en 1933 à un niveau deux fois moindre qu'en 1928, 194 779 875 dollars au lieu de 407 564 561 et qu'un stock invendu, maintenant en voie rapide de liquidation, se soit accumulé, dont le volume en 1935 atteignait 58 millions de quintaux. L'Angleterre absorbe environ 70 p. 100 du blé canadien exporté, dans des conditions comportant une préférence, ce qui fait qu'il s'agit dans une certaine mesure d'un marché privilégié. Mais il reste 30 p. 100 à écouler sur les

marchés internationaux, en terrain de concurrence découverte, contre une certaine mauvaise volonté nationaliste, qui peut aussi bien durer et même s'aggraver que se fondre au soleil d'une prospérité retrouvée. L'Europe, de ce point de vue, aigrie par une atmosphère de rivalités politiques, ne présente pas de perspectives bien engageantes, et si l'Extrême-Orient est devenu importateur de blé, son progrès à cet égard est, il faut l'avouer, lent. La question pour le Canada n'est donc pas et ne peut pas être exclusivement impériale, elle comporte nécessairement un aspect international. Il s'agit d'un pays qui ne saurait prétendre vivre seul sa vie propre; sous peine d'être absorbé dans la masse nord-américaine il lui faut accepter une certaine dose de solidarité humaine, sans même pouvoir se limiter à cette solidarité continentale que lui suggérerait le panaméricanisme.

Le problème du blé, au Canada, ne peut donc être envisagé qu'en fonction de la situation internationale. C'est ici qu'il faut se garder de généraliser, comme le font les primaires, sur les constatations d'un instant, destiné à passer! Les crises ne sont pas éternelles, pas plus que les éclipses, et, en dépit des remèdes imprudemment appliqués par les hommes et qui, le plus souvent, retardent leur liquidation, elles se liquident à la longue, par un processus d'adaptation qui relève de la nature elle-même. A la vérité, la crise générale qui s'est déclenchée en 1929 et dont le caractère cyclique apparaît de plus en plus, tend rapidement à être derrière nous. En ce qui concerne le blé et le Canada, l'assainissement est évidemment en train de se faire. D'après le *Food research Institute* de Stanford, la production mondiale du blé (Russie exceptée) est tombée, dans les six années 1930-36, à 500 millions de boisseaux (litres 36,35) au-dessous de la consommation (si l'on tient compte de la Russie, le chiffre serait de 240 millions), et, pendant cette même période, bien que la consommation ait décliné, la production a tendu à décliner davantage encore. Si nous en croyons les experts, il n'y aurait plus actuellement surproduction réelle de céréales dans le monde : la production annuelle moyenne de blé est encore supérieure en 1931-33 à ce qu'elle était en 1909-13, 120 millions de tonnes contre 103; mais il y a presque égalité pour le maïs, 104 contre 103; tandis

que l'orge, l'avoine et le seigle sont en diminution marquée, 36 contre 39, 60 contre 67, 40 contre 49 millions de tonnes; on aboutit ainsi à un total de 361 millions de tonnes de moyenne annuelle pour 1909-13 et de 360 millions seulement pour 1931-33[1]. La Section économique de la Société des Nations, dans son rapport pour 1934-35, confirme ce point de vue : « La population mondiale continue de s'accroître dans la proportion 1,2 p. 100 par an, peut-être même davantage, et il n'y a pas de raison de penser que les habitudes de la consommation se soient subitement modifiées. La production alimentaire, et celle des matières premières agricoles en général a été moindre en 1934 qu'au cours d'aucune autre année depuis 1927, quoique la population, durant cette période, se soit vraisemblablement accrue de 8 à 10 p. 100 ». Dans ces conditions, il convient maintenant de ne plus raisonner conformément à une température de crise. Mais les ruines accumulées sont là, visibles encore; et d'autre part les leçons de la dépression s'imposent à l'esprit et continuent de compter : il ne faudrait pas les oublier, comme chacun s'empressera de le faire, dès le retour de temps meilleurs.

***

Essayons, sans nous laisser dominer par l'actualité, mais sans oublier non plus les leçons de la crise, d'analyser la position du producteur de blé canadien, les périls qui le guettent.

La question des prix s'impose aussitôt à notre attention, car le Canada, qui dépend de l'exportation, dépend de ce fait des cours internationaux du blé. Ce sont en effet les variations, souvent considérables, de ces cours qui ont déterminé soit le boom de la guerre et de l'après-guerre, soit la crise d'hier. Le prix du boisseau, qui était d'un dollar environ à la veille de la guerre, s'est élevé presque à deux dollars pendant la période de 1915 à 1919; il est resté en moyenne au niveau d'un dollar et demi entre 1920 et 1930, pour tomber en 1933 à 60 cents, et s'il s'est relevé fin 1936 aux environs de 140 cents, il ne faut pas oublier qu'en raison de la dépréciation du dollar canadien,

1. Chiffres publiés par M. G.-J.-S. Broomhall, de Liverpool.

ce chiffre ne correspond qu'à 84 cents or. Les prix de la terre suivent naturellement ces hauts et ces bas. Depuis le début du siècle, on distingue deux périodes de booms fonciers : l'une, coïncidant avec une immigration intense, dont le point culminant se trouve vers 1910 ou 1911 ; l'autre, après la guerre, jusqu'à 1928 environ. Les prix, à ce moment, atteignent jusqu'à 100 dollars l'acre ce qui fait à peu près 250 dollars l'hectare. La baisse a ramené ces chiffres jusqu'à 5 dollars l'acre, soit 12 dollars et demi l'hectare, et encore dans la mesure où l'on pouvait vendre. Certaines années et dans certains cas, l'effondrement de la valeur a été total.

Ces chiffres, en tenant compte surtout de l'ampleur de leurs variations sont à la fois nécessaires et suffisants pour faire comprendre la mentalité nord-américaine (je ne distingue pas les Canadiens des Américains, son entrain, son imprudence, ses dangereuses faiblesses. Qu'on me dise, n'importe quand, le prix (le prix or) du boisseau de blé, plus encore sa tendance vers la hausse ou vers la baisse, je crois bien que je saurai tout ce que je dois savoir sur la prospérité de l'Ouest, sur ses perspectives prochaines d'avenir! Car la tendance, en l'espèce, est encore plus importante que le cours : le prix haut importe moins que le prix en hausse, le prix bas que le prix en baisse. Ce qui compte en somme, c'est que la marée montante soulève irrésistiblement tout le système : la vente, l'exportation sont faciles, l'intérêt des emprunts se règle avec aisance, on n'y pense même pas! Mais si le niveau général des eaux baisse, on touche le fond : tout devient difficile, l'emprunt contracté au temps et sur la base de la prospérité pèse d'un poids franchement intolérable! Or l'emprunt, dans ces communautés de formation récente, est partout : on emprunte par nécessité d'établissement, pour acheter une ferme ou l'arrondir, pour se constituer un outillage, pour se construire une maison, pour se payer une auto, pour s'offrir un voyage! Est-ce nécessaire? C'est en tout cas une habitude. En Amérique tout le monde le fait, surtout dans l'Ouest, immigrés comme anciens colons, Canadiens français (encore qu'un peu moins peut-être, mais ce n'est pas sûr) comme Anglo-Saxons. L'Amérique, du Nord comme du Sud, est bien, à cet égard, un seul et même continent, et les États-Unis ou le Canada, quand il s'agit

d'hypothéquer la terre, ne diffèrent pas beaucoup de l'Argentine ou du Chili. On se trouve en présence, non d'un trait de race ou de classe, mais d'un trait continental, appartenant au Nouveau Monde, justement peut-être parce qu'il est nouveau!

Nous avons ici l'explication, non seulement de la crise, mais de l'ampleur de catastrophe qu'elle a prise dans l'Ouest canadien : on a construit tout un édifice de prospérité sur un niveau de prix qu'on estimait permanent. Mais quel banquier, quel prêteur peut-il tenir, quand il a avancé ne fût-ce que 50 p. 100 d'une valeur qui vient ensuite à baisser des trois-quarts? L'équilibre, dans ces conditions, peut-il et même doit-il se maintenir? On en peut douter, d'autant plus (car nous n'avons pas fini cette analyse) qu'il s'agissait d'un régime agricole de monoculture, pratiqué par des gens qui n'étaient pas des paysans.

Dans la plus grande partie de la Saskatchewan et dans une grande partie de l'Alberta, le cultivateur ne fait guère que du blé. Voici par exemple l'aspect de la campagne, si j'ose l'appeler ainsi, qui entoure Regina. Les fermes sont bâties au milieu des champs, maisons de bois isolées, du type des chalets de plage, avec quelques hangars pour les machines et les autos, sous la protection théorique d'arbres assez misérables que le vent empêche de prospérer. Les plus belles ont un jardin potager, la plupart n'en ont pas : le fermier n'a pas de volailles, pas de vaches, pas de légumes. Bien loin d'aller périodiquement au marché vendre ses produits, il va à la ville en acheteur, pour s'y procurer dans les magasins sa nourriture, souvent sous forme de conserves. Il vend sa production et en touche le prix au moment de la récolte, en une fois, et, le reste de l'année, n'a pas d'autre recette. Si la crise vient, pour peu qu'il n'ait pas d'économies en banque — et le Nouveau Monde n'économise guère — il n'a rien et tombe à la charge de l'État, qui doit l'entretenir comme un chômeur. En France, l'homme des villes, quand il est à bout et pour peu qu'il ait conservé des liens avec la campagne, songe à s'y retirer pour s'y refaire, parce que, quand tout s'effondre, la ferme, pense-t-on, nourrit encore son homme. Dans l'Ouest canadien, l'expérience vient de prouver qu'en cas de crise aiguë, on meurt de faim sur la ferme et

que c'est au contraire l'agriculteur vaincu qui reflue sur la ville comme sur une ligne de retraite.

Ce pays est un admirable pays à blé, l'un des plus beaux du monde, mais il semble avoir commis, dans son exploitation, une double faute, dont il a cruellement pâti. La première est de s'être abandonné presque sans frein à la monoculture, sans se rendre suffisamment compte que son succès suppose une exportation libre sur le marché mondial : il fallait se douter que cette base pouvait manquer, ce qui effectivement a été le cas. La seconde est de s'être laissé inciter, par la tentation des hauts prix, à planter du blé sur des terres impropres. D'une façon générale, dans cette région, le climat convient à merveille à la culture du blé. Cependant, quand on s'avance vers l'Ouest, surtout du côté de la frontière américaine, la chute de pluie devient irrégulière, risque d'être insuffisante : la carte montre toute une zone où elle descend au-dessous de 40 centimètres, sans parler des années de sécheresse, susceptibles de donner l'impression d'une véritable plaie d'Égypte. Au temps où la prairie naturelle existait encore, l'herbe, la *buffalo grass*, retenait le sol. Maintenant, après plusieurs années de culture, si la récolte manque, le sol pulvérulent est enlevé par le vent dans un ouragan de poussière; quand la couche de terre végétale est mince, il peut n'en rien rester. Les Indiens, les premiers missionnaires, considéraient comme imprudent de cultiver certaines terres, qui eussent dû demeurer prairie. C'est aussi aujourd'hui, après la catastrophe des années de sécheresse de 1933 et 1934. l'opinion de maint expert agricole. Dans les deux cas, on a outrepassé une limite de raison que la sagesse indienne n'avait pas ignorée. L'Américain a cru qu'il pouvait rompre les liens le rattachant à la nature!

***

La crise a frappé l'Ouest canadien plus durement qu'aucune autre région de l'Amérique du Nord. Le pays qui s'étend des Grands Lacs aux Rocheuses avait suscité, depuis le début du xxe siècle, d'immenses espoirs. Il faut maintenant mesurer ce qui peut vivre. Rien n'est plus dangereux, dans la prospérité, que d'escompter trop généreusement l'avenir, mais, en

sens contraire, dans la crise, le risque d'erreur n'est pas moins grand. Avertis par ce double excès, il semble que nous soyons à même aujourd'hui de comprendre les fautes commises, depuis trente ans, dans la mise en valeur des provinces de l'Ouest.

Lorsque la construction du chemin de fer Canadien Pacifique a ouvert, dans les quinze dernières années du XIXe siècle, cette région à la colonisation, puis lorsque l'immigration s'est répandue comme un flot sur la prairie, principalement après 1900, l'Ouest s'est constitué sur la base d'une culture extensive du blé, avec de grandes fermes isolées les unes des autres, couvrant des surfaces considérables, 160 acres, 320 acres, 640 acres (65, 130, 260 hectares). L'espace ne manquait pas, on s'étendait à loisir, sans se préoccuper d'aucune concentration. Si les 290 000 fermes de l'Ouest avaient été plus groupées, la même population agricole eût aisément tenu sur un territoire grand comme le seul Manitoba.

Les conséquences économiques, sociales, politiques, financières, de cet établissement en ordre dispersé ont été et demeurent considérables : toute la destinée canadienne s'en ressent. Dès l'instant que les fermes étaient réparties sans aucune densité, sur un territoire pour ainsi dire sans limites, il a fallu construire, pour maintenir de la cohésion dans ce grand corps, une armature excessive : force a été de faire plus de lignes de chemins de fer, plus de routes, et aussi de constituer plus d'unités administratives, plus de provinces, plus de capitales, ce qui signifie plus d'édifices publics, plus de parlements, plus de villes. Bref, l'Ouest a été conçu sur un plan trop ambitieux, entièrement justifiable dans l'hypothèse d'une prospérité continue, terriblement lourd à soutenir à marée basse.

En Amérique on voit grand : l'espoir du lendemain paraît justifier, quand les affaires vont bien, toutes les hardiesses. On a maintenant quelquefois l'impression qu'il y a trop de tout! Trois lignes continentales avaient, au moment de la guerre, été lancées à travers le pays; l'équipement intensif a continué au lendemain de la paix et même alors que la crise se dessinait déjà. Des hôtels immenses se dressent à tous les nœuds de chemin de fer d'importance même secondaire :

Calgary, avec ses 80 000 habitants, possède un palace du C. P. R., plus grand et plus luxueux qu'aucun hôtel de nos villes de province; Vancouver possède deux palaces dont le second, achevé après la crise, n'avait pu encore être ouvert en 1935. Le luxe des parlements, des hôtels de ville, des postes et télégraphes, des écoles, des institutions de toute espèce est extraordinaire. On a le sentiment que le pays avait établi son train de vie sur la base du prix du blé le plus élevé. Aujourd'hui, cet équipement, comme on dit aux États-Unis, pèse sur l'économie, quand il est trop tard pour le changer et difficile même de le réduire. Ces buildings magnifiques, il faut les entretenir; ces rues, il faut les paver, ces voies ferrées, que menace l'automobile et demain l'avion, peut-on les laisser péricliter? D'où une vie publique d'un prix excessif, s'exprimant dans des impôts trop lourds, souvent irrécouvrables, dans des faillites de municipalités, même de provinces. Mais ayons soin de ne pas exagérer la condamnation, disons seulement qu'à l'américaine on a été trop vite. Ajoutons pourtant que cette structure, qui existe, n'apparaîtra justifiée qu'autant qu'aura été établi, ou rétabli, un équilibre international des échanges permettant au Canada de rester grand exportateur de blé. Faute de quoi ne faudrait-il pas déceler tout de même quelque grain de sagesse dans cette boutade d'un Canadien disant de cet énorme effort de l'Ouest : une civilisation complète, là où il ne devrait y avoir que du *buffalo grass*!

Même imprudence dans la conception de la mise en valeur agricole. Les fermiers qui se sont établis sur ces terres à blé, les plus belles du monde, ont raisonné sur l'hypothèse que le marché d'exportation ne leur manquerait pas : nous savons en effet que la consommation intérieure n'absorbe pas plus du tiers de la récolte. Comme le sol rendait bien, comme les prix atteignaient des niveaux que nul n'eût même osé espérer, chacun s'est laissé tenter par une spécialisation de la culture, dont le machinisme, sans cesse perfectionné, permettait d'intensifier presque sans limite l'efficacité. Pareille orientation relevait à la fois du génie américain et de la suggestion, simplement humaine, du moindre effort.

La culture, ainsi comprise, est, suivant la formule que nous

avons employée précédemment, non pas un mode de vie mais un moyen d'enrichissement. Ces colons, pressés de s'enrichir, une expression courante dans l'Ouest les a qualifiés de « mineurs de terre ». Leur exploitation, entreprise quasi industrielle, conduite avec une technique devant laquelle il faut s'incliner, comporte quelques brefs coups de feu, au printemps, à la moisson; mais entre temps, on a toute liberté de prendre son auto, ou bien le train spécial, pour la Floride ou la Californie. La vérité est qu'en dehors de cette mise en valeur mécanique, le « mineur de terre » ne veut plus rien savoir de la vie de la campagne. Il a cru pouvoir l'éliminer presque complètement. Un moment est venu où la machine agricole l'a libéré du plus clair de son ancienne servitude à l'égard de la main-d'œuvre; sa femme, ses filles, quand elles sont d'éducation vraiment « américaine », se refusent aux soins du potager, du poulailler, de la basse-cour; lui-même ne veut plus d'étable, à côté de son blé, car les animaux sont exigeants. « Pourquoi, disait un Canadien français en visite dans l'Ouest, à un fermier qui ne faisait que du blé, n'avez-vous pas quelques vaches? Vous mettriez plus d'équilibre dans vos recettes ». — « A d'autres, fut la réponse, j'ai vécu dans l'est et j'ai eu des vaches : je sais ce que c'est, je n'en veux plus! » L'Ouest, pendant les « vaches grasses », si j'ose m'exprimer ainsi en ne pensant qu'au blé, a prétendu réaliser le bénéfice de toute une année avec un travail de trois mois, tandis que dans l'Est, une agriculture diversifiée acceptait d'en travailler douze pour un résultat qu'il ne réclamait pas supérieur. Il y a là quelque chose de malsain, qui ne saurait durer, une sorte de divorce avec le sol, rendu aisé par le progrès des communications : l'automobile, dont le rôle dans l'évolution américaine apparaîtra sans doute dans l'avenir, formidable, exclut l'idée d'enracinement, n'importe qui peut s'en aller! Sauf que ces exploitants sont appelés agriculteurs, ils n'ont plus grand'chose de commun, il faut l'avouer, avec le terrien de la tradition, qui avait conclu une sorte de mariage, d'amour ou d'intérêt, et peut-être l'un et l'autre, avec le sol cultivé par lui.

Que le système ait quelque chose de vicieux, c'est ce que révèle son manque de résistance devant la crise. Quand les

cours du blé sont élevés, ils absorbent aisément le coût de la machine, justifient sans peine le standard de vie du fermier, permettent d'envisager une production de masse standardisée, comme s'il s'agissait effectivement d'industrie; mais s'il y a baisse, surtout baisse profonde, le fardeau des frais généraux devient écrasant. La conséquence est fatale pour le fermier qui, à la lettre, meurt de faim sur sa ferme, de laquelle, en dehors de ce seul produit qui lui manque, il ne saurait rien tirer. Quel est ce paradoxe d'une campagne, réduite à compter sur la ville pour la nourrir? Ce qui est excessif dans ce prix de revient qu'aux heures de crise on ne peut adapter, c'est la terre elle-même qu'on a généralement payée trop cher, l'intérêt des emprunts qu'on a contractés pour l'acquérir, c'est la machine agricole trop coûteuse, c'est le niveau de vie trop prétentieux, qui finit par rendre la lutte malaisée contre des concurrents aux mœurs plus modestes.

Les régions de polyculture ayant conservé quelque tradition paysanne résistent mieux. Elles sont loin d'être limitées aux milieux canadiens français : l'Ontario par exemple contient des types de cultivateurs qui semblent avoir réussi à combiner les qualités européennes et américaines. Même dans l'Ouest, la zone en bordure du blé vers le Nord est loin d'avoir souffert autant que la prairie proprement dite : on y trouve, à côté du blé, des jardins, des légumes, un élevage, et, à côté de la machine agricole, des chevaux de trait. L'expérience a prouvé aux prêteurs que la culture diversifiée mérite plus de crédit : il existe, paraît-il, à Calgary, un banquier qui ne prête sur hypothèque qu'après s'être assuré que le fermier emprunteur possède des chevaux! J'ai souvent entendu exprimer, au cœur même de ces régions dévastées par la crise, l'idée qu'il faudrait y appeler, ou y recréer, une classe paysanne plus stable, et qu'elle réussirait, même avec les bas prix. Mais elle devrait, ajoutait-on, travailler sans dette, avec une main-d'œuvre familiale, et sans prétention à un luxe que la campagne ne comporte peut-être pas. On m'a raconté, à Regina, cette conversation entre deux cultivateurs : l'un dit que son prix de revient est de 1 dollar 15 par boisseau et qu'il perd de l'argent; il explique qu'avec deux autos, avec sa fille à l'université, il ne peut tenir... L'autre admet qu'il réussit même

aux cours actuels, à vendre son blé avec 35 cents de bénéfice par boisseau; c'est un Ukrainien, dont les méthodes sont celles des paysans d'Europe; son train de vie est modeste, il n'est pas endetté. Techniquement, le premier est sans doute supérieur, mais l'université, les deux autos, s'incorporent implacablement dans le prix de revient de son boisseau de blé!

Le paysan survit donc, il plie comme le roseau sous la tempête, protégé par sa modestie même. Le mineur de terre, s'il ne réussit pas, sombre, disparaît, devient un prolétaire de la ville, ou bien il ne conserve que l'apparence de sa propriété : des puissances plus fortes que lui le dominent, qu'il déteste et contre lesquelles, par l'association, par la politique, il cherche à se défendre : le banquier, le chemin de fer, l'élévateur à grains... Il a cependant été prospère pendant deux générations, et il serait imprudent de prétendre que la crise qui le frappe représente un état normal, destiné à durer, à l'étiage duquel il faut se résigner. Mais cette prospérité elle-même, dont le souvenir est si proche et qui semble sur le point de revenir aujourd'hui, il ne faut pas non plus ignorer ce qu'elle avait de précaire et, disons-le, d'exceptionnel. Soutenue par une marée montante d'immigration, puis par l'aventure de la guerre, elle s'alimentait du dynamisme d'une région qui s'ouvre et qui s'équipe, où le succès d'aujourd'hui est fait en partie de la préparation et de l'escompte du succès de demain. Moins que d'un équilibre, il s'agissait d'un développement, et peut-être est-ce le régime même de l'Amérique, où, selon un mot de Clemenceau, « l'équilibre est de mouvement ».

Je ne puis m'empêcher de revenir à l'opposition d'une technique supérieure, que nous ne pouvons pas ne pas admirer, et d'une mesure plus sage des possibilités de la vie. Il semble que nous ayons lu ce genre de leçons dans les fables de tous les temps et que la sagesse des nations ne les ait jamais ignorées. L'Amérique oublie quelquefois la sagesse des nations; elle se plaît à croire que celle-ci n'est plus de mise dans un jeune continent qui a l'avenir devant lui. La fermeté a reparu dans les prix du blé : pour peu que cette marée montante s'accentue sérieusement, elle est prête à le croire de nouveau demain.

ANDRÉ SIEGFRIED

LES AVENTURIERS[1]

... Lavaref et Chambrant, eux aussi, avaient quitté Kiew, mais à pied; et non pas vers l'est comme les fuyards des trains : vers le sud, pour gagner la Bessarabie, devenue roumaine. Chambrant avait demandé pourquoi ils ne tentaient pas, comme les autres, d'atteindre Novorossisk, sur la mer Noire, par le chemin de fer.

— Ce n'est pas mon idée! — avait répondu Lavaref.

Chambrant avait suivi sans discuter. A son corps vigoureux obéissait un cerveau soumis... La première semaine fut pleine d'embûches, d'angoisses. Dans un train ils eussent été astreints seulement à un contrôle de police. Sur les routes, ils étaient des suspects... Pour éviter les avant-postes et les colonnes des Rouges, ils ne marchaient que la nuit, sans même une boussole. Lavaref avait jeté celle dont il s'était muni; s'ils eussent été fouillés, elle aurait pu les faire reconnaître comme des évadés. Sans aucun argent apparent non plus : ne fallait-il pas qu'on les prît pour de simples vagabonds, comme il y en avait tant?

Une fois certains d'avoir laissé derrière eux les armées, ils avancèrent plus vite; enfin à la lumière du jour! Dans les fermes, les villages, ils disaient qu'ils revenaient d'Allemagne, où on les avait gardés prisonniers, qu'ils retournaient en Bessarabie, où vivaient leurs familles. Ils demandaient l'aumône;

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 novembre, 1er, 15 décembre 1936 et 1er janvier 1937.

et les paysans, si avides quand ils croyaient avoir quelque chose à gagner, se montraient charitables, ainsi qu'on l'est en Russie, et dans tout l'Orient, pour ceux qui n'ont rien : le pauvre est l'hôte de Dieu! « Que Christ soit avec vous, malheureux, disaient les bonnes vieilles. Le diable est partout à présent... Tâchez de retrouver vos femmes et vos enfants! »

... Ils atteignirent la frontière de Roumanie. C'était un matin de novembre, tiède, radieux; l'été de la Saint-Martin, si lumineux et chaud encore dans cette région méridionale. Assis sur un talus, ils dévorèrent en vue de la terre russe le dernier morceau de pain qu'ils y avaient reçu. Tout à coup ils se sentirent las, terriblement las. Las de leur épuisement physique, du manque de sommeil, de leur crasse, et de tant de dangers, et de tout ce chaos, et de ce volcan qui, à chaque heure, se consumant lui-même, menaçait de les consumer. Vivre, simplement vivre, avait été un miracle : car, c'est ça, les guerres civiles, encore plus, bien plus que les autres... Lavaref prononça comme en rêve :

— Ça ne fait pourtant que juste un an que j'ai quitté l'Allemagne...

— Ne parle pas de ça, — dit Chambrant. — J'ai oublié... oublié *pourquoi* tu y étais! Oublie toi-même...

— J'avais oublié... avant toi. Il reste toi et moi. Pas autre chose.

— Lavaref, — demanda Chambrant (et il semblait que ce ne fût sans nul rapport, sauf dans les pénombres de sa pensée) — quel âge as-tu?

— Bientôt trente et un ans.

— Sais-tu que tes cheveux sont tout gris?

— Et les tiens, mon pauvre vieux... Ils sont tout blancs... Et tu n'as pas quarante ans...

— Mais tout ça, pourquoi, pourquoi?

— Pour que nous soyons riches... Chambrant, te souviens-tu, quand nous avons quitté Kiew, que tu t'es plaint de la lourdeur de tes bottes et de ta fourrure... Ta fourrure! J'ai eu bien de la peine à t'empêcher de la vendre à un moujik, il y a quelques jours... Mais quand nous en découdrons la doublure, et celle des bottes!... Et ton bâton!... J'avais toujours peur de te le voir perdre. Il est creux...

— Quoi... des pierreries? Lavaref, Lavaref, comment?

Il n'osait interroger. En aurait-il tué *d'autres qu'elle?* L'idée lui en venait. Pourquoi pas? Encore plus qu'une autre, la guerre civile est celle du brigandage... On avait pris l'habitude.

— Oh! personne n'en est mort!... A moins que ce ne soit de *delirium tremens*... Un petit commerce de vodka à la campagne.... Seulement, sais-tu pourquoi j'y ai renoncé — sans quoi nous serions millionnaires. Je me disais : si ce n'est pas moi qui en profite, ce sera un autre... Mais voilà qu'un jour j'aperçois assises, sur une botte de paille, deux femmes, une vieille, une autre un peu plus jeune. Vêtues en pauvresses, mais ce n'était pas la pauvreté des campagnes. Sûrement elles venaient de la ville. Près d'elles, un gamin en guenilles essayait de découvrir, dans cette paille, les épis encore pleins qu'y avait pu laisser le battage... La vieille attendait autre chose. Elle tenait à la main, elle offrait une petite croix d'or, sa croix de première communiante : une chose dont une orthodoxe ne se sépare jamais, qui entre avec elle dans son cercueil. Un paysan s'est approché, a pris la croix, l'a soupesée, et, en échange, lui a jeté un morceau de pain gros comme les deux poings. Sans protester, sans lever des yeux qui pleuraient, elle a rompu le pain en deux morceaux — un pour elle, un pour l'autre femme — j'ai su depuis que c'était son ancienne femme de chambre — et après s'être signée de la main droite, qui tenait le pain, elle a mangé. Elle mourait de faim, entends-tu?... j'ai racheté la croix au paysan, je la lui ai rendue... C'est la dame dont je t'ai déjà parlé, celle dont les deux fils ont été jetés à la mer par leurs matelots, le même jour, à Cronstadt. Tu sais aussi qu'à partir de ce moment ces deux femmes n'ont plus manqué de rien. Ce que tu ne sais pas, c'est que, à partir de ce même moment, je me suis dit : « Non, je ne peux plus continuer! » J'étais revenu d'Allemagne avec la volonté de profiter de ce qui se passait en Russie. Je me rappelais le proverbe russe : « Pour être honnête, il faut être propriétaire! » Ce que Roudier a toujours été, qu'il restera toujours, j'ai failli le devenir — moins l'espionnage : ça, je n'aurais jamais pu! — Mais ce jour-là j'ai découvert que j'étais décidément encore trop un homme d'Occident, que jamais je ne

pourrais me défaire de mes scrupules d'Occident... Chambrant, maintenant il faut trouver la brèche par où nous pourrons rejoindre un pays où règnent encore la morale, l'ordre, même les préjugés d'Occident. Nous ne sommes pas faits pour autre chose...

Chambrant suivait des yeux un vol de corbeaux tournoyant dans le ciel. Eh bien quoi, ces corbeaux? Des rapaces, comme le lion. Pourquoi les corbeaux inspirent-ils du dégoût, non pas le lion? Son cerveau ingénu et lent entrevit à peine le problème. Même un homme de génie l'eût-il pu résoudre? Dans le pays qu'ils venaient de quitter, un effroyable ouragan, préparé par des siècles de nuées obscures, d'orages qui n'éclataient pas, balayait le bien en même temps que le mal, et des conventions, des préjugés, des injustices criantes, pêle-mêle avec des principes salutaires, des vérités sans doute éternelles, et qui ressusciteraient. Mais Chambrant n'était pas fait pour penser, ni surtout raisonner, préciser sa pensée. Il prononça, sans plus :

— Oui, tu as raison. Ce qui se passe ici, c'est trop fatigant... Il faut s'en aller...

Lavaref insista :

— Pourtant, je lui en ai voulu, à cette morale d'Occident. J'en ai voulu à la société d'Occident : à cause de ce qu'elle a fait à ma mère, morte abusée, injustement abandonnée des siens, dans la misère. A cause de moi, aussi, qui méritais ce qu'on s'est obstiné à me refuser. Même le bien, le peu de bien que j'avais rêvé de faire. J'étais bon... mais maintenant, je ne sais plus... J'en arrive à me demander si cette société-là, avec toutes ses tares, cependant ne vaut pas mieux, pour le moment, parce qu'elle garde un certain équilibre, que celle qu'ils construisent ici, et qui ne l'a pas encore... Moi, j'ai manqué à la morale de la société d'Occident — et je ne puis me faire à celle de ces Russes fous... Je ne suis plus à ma place nulle part...

— Trop fort pour moi! — dit Chambrant. — Trop fatigant, je répète. Je ne vois qu'une chose : il faut s'en aller. Trouver la brèche... Passer de l'autre côté du mur.

... Dans l'esprit de Lavaref, un souvenir, et un remords « Cher monsieur, tout le monde n'est pas digne d'être pauvre.

Le mot qui avait fermé la conversation avec la servante de l'aristocrate.

Chambrant n'écoutait plus. Il palpait les pans de sa lourde fourrure. Au-dessus de leur tête, des peupliers. En souvenir des anciennes aurores qui les avaient bénis, leur feuillage palpitant restait doré — avant de mourir, et de tomber. Puis ils y aurait un printemps, et la résurrection. Mais eux, ces hommes? Ils ne savaient pas...

De la frontière roumaine ils gagnèrent le Danube, puis Constantinople. De là, tournant le dos à l'Occident, Batoum, sur la mer Noire. Encore une idée de Lavaref. A Constantinople, il avait négocié les pierreries. Cependant sa fortune, telle qu'il la voulait, n'était pas faite, et « tout le monde n'est pas digne d'être pauvre ». Il avait entendu parler de Batoum. A cette époque, ce n'était ni l'Orient, ni l'Occident : une espèce de purgatoire.

***

Novorossisk, sur la mer Noire, à l'ouest, face à Batoum qui de loin le regarde à l'est, au-dessus des flots. Dans cette Crimée, l'un des paradis de l'Europe, Novorossisk n'est plus qu'une abomination d'ordures, de misères, de mauvais lieux — mais d'affaires. Le bruit des fusillades y est étouffé par celui des marteaux qui chaque jour clouent de nouveaux comptoirs. Ne faut-il pas que la Révolution garde entr'ouverte sur le monde extérieur, le monde normal, une porte par laquelle il sera possible, en échange des réserves accumulées par l'ancienne Russie, de recevoir un peu de ce que ce monde extérieur peut lui procurer, et dont elle ne peut encore se passer : des armes pour le combattre, et que le mercantilisme de l'adversaire n'hésitera pas à lui donner : un peu de sucre, du blé, des machines? Ne faut-il pas aussi qu'elle expulse les déchets de sa tragique opération : tous les inutiles et les adversaires qu'on n'oserait exterminer? La Russie est devenue semblable à ces organismes primitifs qui n'ont qu'un seul opercule pour se nourrir, se reproduire, et

se débarrasser des résidus de leur digestion. Novorossisk est cet opercule : nécessaire, impur et tumultueux.

Alors, dans le port, des navires, des navires, encore des navires. Certains posés fièrement sur l'eau souillée, solides, presque neufs, la plupart anglais, américains, italiens; d'autres en bien plus grand nombre, « qui ne tiennent plus que par la peinture », de rares français, des italiens encore, surtout des grecs, et qui devraient depuis longtemps s'en être allés par le fond, à moins que l'armateur, plus prudent ou moins rapace, ne les ait livrés à l'outil des déchireurs de bateaux. Mais tous, tous, sont envahis, encombrés, chargés à couler d'une foule anxieuse, presque toujours misérable, qui veut fuir, fuir à tout prix.

Il n'y a que peu de jours que les Rouges ont chassé les Blancs de Novorossisk. Ils pourraient mettre obstacle à cette émigration. Loin de là, ils la favorisent dans une certaine mesure, percevant de discrètes ou d'indiscrètes commissions, ou bien au contraire retenant les « suspects »... C'est un port de triage. Il ne suffit pas d'y être parvenu pour en pouvoir repartir. C'est là qu'on filtre cette émigration, et c'est bien pourquoi il n'est permis de partir que de là. Il y a des Blancs de l'Ukraine, jadis millionnaires. Il y a de riches commerçants anglais. Et même des « Rouges », soit qu'ils en aient assez, soit qu'on estime qu'ils pourraient rendre des services ailleurs. A tous il leur en coûte, pour s'embarquer, autant ou plus qu'en temps ordinaire d'Angleterre ou de France à New-York en cabine de luxe. Mais il n'y a pas de cabines de luxe. Trop heureux de faire la traversée sur des sacs de ciment ou des peaux mal tannées, dont l'odeur de pourriture doublera les affres du mal de mer... Pour des raisons de politique économique, seule direction autorisée : Batoum.

Mais Roudier a une idée! Pour un morceau de pain, le prix de sa démolition — et c'est tout ce qu'il vaut — il achète un vieux voilier, un « deux-mâts », dont en d'autres temps on n'aurait pas voulu pour exporter les cochons... Pas si bête que d'acquitter le prix de son passage jusqu'à Batoum. Il fera payer les fugitifs, dix fois, vingt fois le prix normal. Il aura voyagé à leurs frais et, en une demi-douzaine de traversées, aura refait sa fortune. Le voici donc installé dans la

propre cabine du capitaine. L'odeur des peaux infectes lui donne envie de vomir, et il a le bras en écharpe. Mais qu'importe! Le cauchemar est fini : il est « armateur », et Batoum n'est pas la Russie de Lénine. Il offre — comme elle — « des possibilités illimitées », mais moins risquées. Il allume une cigarette, il prépare du thé dans un samovar.

... Et voici que le commissaire du port monte à bord, examine ses papiers — et l'invite à descendre. Pourquoi? demande-t-il. La réplique est vague, et pourtant catégorique : « Il y a des ordres à son sujet. » On ne lui en dit pas plus, et il serait téméraire d'insister. Puisque c'est à Novorossisk que s'opère le filtrage!... Il en est dont on est heureux de se débarrasser. D'autres qu'on tient à garder. Pour les fusiller, ou s'en servir? A quelle classe appartient-il? Impossible de savoir. Pour l'instant on ne l'a pas molesté, on ne l'a pas arrêté, Mais il est « surveillé »... Et une fois qu'il est « à quai » le capitaine lève l'ancre, et file sur Batoum... ou vers une autre destination : en mer il fera comme bon lui plaira. Roudier reste en carafe, avec ses titres de propriétaire légitime du *Missolonghi* : le bon billet! Il sera resté armateur exactement vingt-sept heures! Le vieux forban grec ne sera pas si bête que de lui ramener le navire!

Roudier est inquiet — et furieux! Si c'est pour ce résultat qu'il a quitté l'Ukraine, n'eût-il pas mieux fait d'y rester? Il n'y aurait pas été plus mal, ni plus compromis... Il était parti avec un convoi anglais. Cela lui avait paru offrir les meilleures garanties de sécurité. Le train avait roulé des semaines. Parfois la voie était coupée et il fallait la réparer, ou bien chercher un détour. Parfois il n'y avait plus de charbon. Puis on a dû livrer combat, d'abord contre des bandits de couleur politique indécise, ensuite contre un détachement de l'armée rouge. C'est alors que Roudier a reçu une balle à travers l'épaule. La blessure était légère, mais il en fut profondément dégoûté : la guerre et ses inconvénients n'étaient pas son affaire. Enfin, voici qu'à quarante verstes de Novorossisk on trouve le chemin de fer occupé de nouveau par les Rouges. En force! On allait rebrousser, sans du reste savoir à quoi cela pouvait bien servir, puisque Kiew était également aux mains de l'ennemi! Mais voici que ces Rouges

arborent le drapeau blanc des parlementaires. Qu'est-ce que ça peut bien signifier? « Vous voulez aller à Novorossisk, annonce un colonel « rouge » à la fois impertinent et très poli. A votre aise! J'ai le plaisir de vous annoncer que le gouvernement britannique rappelle ses troupes. En fait, la paix est signée. Peut-être une alliance. Voulez-vous lire le *Times* et les suggestions de M. Lloyd George? On finira par s'entendre, vous et nous, contre les Polonais!... En attendant, vos nationaux et votre détachement peuvent évacuer par Novorossisk. Bon voyage! »

Quelle comédie! Intérieurement, Roudier a bien envie de rire, malgré sa blessure!

Seulement, à cette heure, que faire, alors qu'il est retenu « en surveillance » sur le territoire soviétique et que la disparition du *Missolonghi*, piraté par le capitaine grec, a diminué ses ressources?

Le lendemain, le commissaire le convoque :

— Vous êtes le camarade Roudier?

— C'est mon nom — pour le moment; et vous le savez bien puisque c'est celui sous lequel vous m'avez empêché de partir sur un bateau qui est à moi!

Le commissaire hausse les épaules. Il s'agit bien de ça!

— ... Votre femme est à Novorossisk!

— Ma femme?

Roudier avait presque oublié qu'il avait une femme, et que cette femme était Fabienne.

— On va vous la ramener. Jolie personne, ma foi!... La Tchéka s'est occupée d'elle.

— Occupée d'elle?

— Oh! dans les meilleures intentions!... On a même payé ses frais d'hôtel... Elle était en difficulté, arrivée ici sans un rouble... La Tchéka ne s'en est pas tenue là : elle a renouvelé ses toilettes... Le camarade Balanof, un de nos agents les plus distingués, tient à faire sa connaissance ainsi que la vôtre, à lui être présenté...

— Vraiment?... Dans quel but?

— Mais en tout bien tout honneur... Il pense qu'elle pourrait rendre des services à l'étranger. Elle désire beaucoup quitter la Russie, n'est-ce pas?... Vous l'accompagneriez...

Le camarade Balanof, entouré de gens charmants et du meilleur ton, accueillit le ménage le soir même, dans une élégante villa. Souper somptueux, du champagne, des fleurs. Lui-même était charmant!... Les yeux un peu trop brillants de ceux à qui l'usage de la cocaïne est devenu nécessaire, mais une élocution d'autant plus facile et vive. Durant deux heures il ne parla — avec tant de subtilité! — que musique, beaux-arts, littérature. Tout à fait galant homme. Roudier avait cru devoir avertir Fabienne du rôle intéressant qu'on avait l'intention de lui attribuer. Elle n'avait rien répondu. Son mari lui faisait trop peur. Mais elle se montra, au cours de cet examen dissimulé, aussi sotte qu'elle eût pu être brillante, si elle l'avait bien voulu.

... Le camarade Balanof prit Roudier à part, et lui dit gentiment : « Madame est délicieuse... délicieuse!... (Madame, et non pas « la camarade », il restait un homme du monde)... mais j'ai l'impression qu'elle n'est pas du tout ce qu'il nous faut! »

L'affaire était manquée! Roudier, au retour, pénétra avec Fabienne dans la chambre qu'elle occupait à l'hôtel. Il attendait qu'elle se dévêtit. Elle n'en fit rien : une femme ne se dévêt pas devant un homme qui lui est devenu étranger. Une fureur étrange et confuse emportait celui-ci. Dans cette toilette qui ressuscitait sa beauté, il s'était repris à la désirer violemment; cependant il la détestait, puisqu'elle n'était pas soumise à sa volonté jusqu'au point qu'il se croyait en droit d'exiger, qu'il avait toujours exigé des femmes. Un sentiment qu'il n'avait jamais encore éprouvé, parce qu'il la sentait différente, l'empêchait de lui infliger la correction sévère que jadis, à Marseille, en Orient, à Paris, à Londres, au début de sa carrière, il avait fait subir à tant d'autres. Cependant il la gifla. Selon sa morale, c'était bien le moins. Mais elle était butée. Il sentit qu'il aurait pu la tuer sans en rien obtenir, que même elle souhaitait la mort, ne voulant plus ni de lui, ni de l'existence, ni d'elle-même. Dédaigneux, il remit les mains dans ses poches. Il eut ce mot étonnant :

— Tu n'es pas digne de moi!

— C'est peut-être la première fois que tu dis la vérité!

La conviction qu'il avait de sa propre supériorité — et de

l'infériorité de toutes les femmes — était telle qu'au lieu de s'irriter davantage, il sourit :

— Si tu avais pu trouver une seule phrase comme ça devant Balanof, il t'aurait trouvée moins bête!

Il ajouta : « La chambre est à toi : payée jusqu'à la fin de la semaine par la Tchéka, ainsi que tes toilettes. Par la Tchéka, entends-tu, vertueuse enfant!... Mais elle ne fera plus rien pour toi. Moi non plus, puisque tu n'es bonne à rien... Jeudi, vendredi, samedi... La chambre t'appartient jusqu'à dimanche matin. Après ça, la rue. Ne compte pas sur moi. »

« C'est vrai, songea Fabienne, après son départ. Pour moi, il n'y a plus que la rue. Je puis vivre quinze jours sur mes toilettes — et acheter un revolver. Il y a aussi de l'eau dans le port. »

Elle vendit ses toilettes. Huit jours s'écoulèrent. Huit jours où elle voulut s'accoutumer à n'être plus, à prendre le courage de n'être plus... Si madame Héréra eût été encore de ce monde... Si Lavaref eût été là... Mais non! Depuis cette chose avilissante, cette proposition de Balanof, il lui paraissait trop haut, elle trop bas. Elle n'était pas descendue jusqu'où Roudier avait voulu la mener, mais elle se sentait « marquée »... Elle se serait seulement confessée à Lavaref, comme à un prêtre... Mais que c'est dur, que c'est dur de se décider à mourir! Elle avait pourtant connu bien des femmes russes qui s'en étaient allées à la mort comme à la délivrance. Pourquoi ne pouvait-elle les imiter? Elle se sentait différente. Alors qu'il n'y avait plus d'espoir, son hérédité occidentale aspirait à l'espoir... Le revolver lui faisait peur, elle s'était procuré du véronal. Mourir, pourtant, mourir?...

Ces huit jours écoulés, Roudier revint. Il ne parla même pas de ce qui s'était passé. Sincèrement il avait oublié. Une scène entre un homme et une femme, ça n'existe pas! La femme doit céder, elle sait qu'elle doit céder. Et ce petit homme brun, aux yeux vifs et faux, comme un chat allait faire un nouveau bond, pour lequel il se retrouvait avoir besoin de Fabienne.

— Voilà! — dit-il. — Je viens de louer un bureau sur le port. Tu tiendras les comptes.

— Un bureau? Quels comptes?

— Affaire parfaitement correcte... Le vieux pirate grec a été obligé de venir réparer à Novorossisk... Des avaries au bateau — à « mon bateau ». S'il était allé par le fond, après le coup qu'il m'a fait, il n'aurait eu que ce qu'il mérite. Enfin, il est là, et ça vaut mieux. Je me suis entendu avec le commissaire, avec Balanof, toute la Tchéka, je leur ai montré mes titres de propriété sur le *Missolonghi*. Je les ai intéressés, naturellement... Et avec le Grec, qu'est-ce qu'ils avaient à gagner? Donc, retrait de son certificat au forban. Je redeviens armateur, tout de bon. Je recrute un autre capitaine. Je mets sur le bateau un subrécargue désigné par la Tchéka... Pour plus de sûreté la Tchéka garde ici en otages la femme et les enfants du capitaine et du subrécargue... Et j'entreprends le transport des émigrés sur Batoum : une mine d'or! Tu tiendras les comptes, parce que moi...

— Toi?

— Balanof m'a donné une autre idée — à condition d'être aussi intéressé à l'affaire : aller à Moscou obtenir le monopole des fourrures entreposées à Nijni-Novgorod, si les Soviets se décident à mettre l'embargo dessus : de l'or, encore de l'or! quelque chose d'énorme. Mais, en mon absence, cette affaire de transports, qui est la base de mon crédit, il faut que tu t'en occupes. Il n'y a qu'en toi que je puisse avoir confiance!

» Mais oui, j'ai confiance! Fabienne, enfin, voyons!... A Kiew, tu as si bien menti au sujet des bijoux! C'est toi qui m'as sauvé des griffes de la Tchéka. Toi aussi qui m'as caché dans la maison de la Croix-Rouge. Et maintenant, parce que tu n'as pas été d'accord avec moi sur la proposition de Balanof... C'est enfantin! »

C'était vrai, Fabienne l'avait sauvé au moins deux fois. La première parce qu'elle l'aimait encore, commençant de le mépriser. La seconde par devoir de fidélité. Même à cette heure, si sa vie avait été en danger, elle aurait fait de même. Elle ne l'eût jamais trahi. Mais il ne s'agissait plus de lui, il s'agissait d'elle, de l'estime qu'elle voulait garder d'elle-même. Ce n'était pas lui qu'il était question de sauver, son existence n'était pas en péril. Ce qu'il avait voulu, c'est qu'elle devînt sa complice, l'aidant à en trahir d'autres. Avec lui elle tomberait plus bas,

toujours plus bas. Si elle l'accompagne et le sert dans son avilissement, elle se perd avec lui. N'a-t-elle pas appris à le connaître, celui-là!... Elle ne serait entre ses mains que l'aventurière qu'il mettrait en avant, demeurant à l'abri... Pour elle le déshonneur, la prison; en cas de guerre, le poteau.

Dans l'esprit de Roudier, il y a autre chose qu'il n'avouera pas. Jamais encore il n'a possédé une telle femme. Elle n'est pas semblable à toutes celles que jusque-là il assouplit à ses volontés, à ses intérêts, jadis à un affreux négoce. Dans sa nouvelle carrière, elle est celle qui peut le mieux servir... De la beauté, de la jeunesse, de la culture. Une femme du monde, à sa place dans tous les milieux. Il la connaît capable de dévouement, il vient de le dire, et il est sincère. Et il la désire encore!... Fabienne « à la rue ». Il y consentirait. En réalité, elle ne serait à personne qu'à lui, il resterait son maître. Mais si elle tombait dans les bras d'un autre, d'un seul? Il se rappelle Lavaref. Ça, jamais!

Fabienne pénètre sa pensée. Elle a peur. Il lui fait peur. Cependant elle ne veut plus, elle ne peut plus. Fuir, fuir! Fuir l'enfer russe et l'enfer Roudier. Mais comment? Subitement elle songe au navire : à ce *Missolonghi* dont il lui a proposé d'administrer les bénéfices. Et Roudier va partir, il va partir! Pour Moscou. C'est se jeter dans la gueule du loup! On doit être renseigné sur lui, là-bas. En reviendra-t-il? Tout est possible. Cet homme est à la fois pusillanime et fort. Ce n'est pas le premier rétablissement qu'il aurait accompli... Il faut que, s'il revient, elle ait déjà disparu.

... Mais sûrement la Tchéka, puisque pour l'instant Roudier a fait sa paix avec les Soviets, et se propose de les servir, sera chargée par lui de la surveiller. Donc accepter la proposition, gérer quelque temps l'affaire du *Missolonghi*, de l'émigration « autorisée », afin d'endormir les soupçons. C'est un jeu que Fabienne a déjà joué à Kiew... Quand la Tchéka pensera à autre chose, elle pourra s'embarquer.

III

... La plage à Batoum. Dans un geste d'impudique pudeur bien plus encore d'indignation, « parce que ça ne doit pas

faire », les seins érigés par la colère comme ils l'eussent pu être par le désir, les reins cambrés, dressant un bras rond et dur, une femme nue, toute jeune, très belle, ramasse des galets, de toute sa force les jette sur des hommes nus, entièrement nus comme elle, qui tentent d'aborder à la nage. Des centaines d'autres femmes, nues aussi, les unes aussi belles, aussi jeunes, d'autres mafflues ou maigres, ou vieilles, imitent ce geste : « Sales Bolcheviks ! » Certains de ces hommes plongent, évitent les coups, reparaissent à la surface, et rient. Quelques-uns, le visage ensanglanté, battent en retraite vers la droite. Ils remettent leurs vêtements. Ils rient pareillement, insoucieux de leurs légères blessures, d'un gros rire de mâles excités... Depuis des siècles, et jusqu'à la fin du tzarisme, sur les rives de la mer Noire, les femmes, aussi bien que les hommes, se sont toujours passé de voiles pour se baigner. Mais, par une tradition que tous respectaient, les hommes loin des femmes et sans jamais les approcher, par terre ou par mer. La Révolution a rompu avec cette coutume. Les Bolcheviks ont voulu se mêler aux femmes. Les Géorgiennes ont protesté. La municipalité de Batoum a protégé l'emplacement qui leur est réservé par un réseau de barbelés. Voilà pourquoi les hommes tentent de les aborder par mer. Les deux sexes s'affrontent, chacun de leur côté. C'est la bataille quotidienne, la bataille de cinq heures, livrée avec plus de bonne humeur que de méchanceté, bien qu'elle dénonce, entre les Géorgiennes et les Russes, un antagonisme latent qui finira par éclater.

Les habitants de Batoum à qui leur âge ou leurs goûts interdisent le bain, y vont d'ordinaire assister. C'est une des distractions de la ville. Loin, très loin devant le soleil couchant, on aperçoit, toute rose, la silhouette aérienne des monts de Crimée. C'est comme une nuée légère et fixe, planant sur la mer. Le vent du soir, le vent d'est, qui commence à descendre du Caucase ombreux, rafraîchi de forêts, est tout chargé du parfum des fleurs de mimosées qui plantent les avenues, et croissent, sous ce climat, hautes et fières comme des platanes. Des effluves aussi des grands magnolias dont les blancs calices, ouverts, enchantent la digue, au-dessus de la plage.

Il y a là un homme aux cheveux gris, et un vieil homme au teint rose, aux cheveux tout blancs.

— Comme on respire ici, comme on respire, — dit l'homme aux cheveux gris.

— Oui, n'est-ce pas, monsieur l'administrateur... ces magnolias, ces mimosées, la vive douceur de l'air montagnard... C'est plus grand, plus simple et beau que la Riviera...

— Pas seulement ça, monsieur le Consul. Et pas même non plus toute cette blancheur de la ville. La blancheur immaculée du pavage, dont on croirait qu'il est fait de marbre blanc. La blancheur éblouissante des maisons, qu'on dirait bâties d'hier, toutes neuves... Non, ce qu'on respire ici, avec ces parfums, avec cet air de fraîcheur tiède, de douceur, de salubrité, avec partout, partout, cette propreté sans tache, c'est... c'est la liberté. J'avais tellement perdu l'habitude de la liberté!

— La liberté? Hâtons-nous d'en jouir, pendant qu'elle existe encore. Pour combien de temps? La Géorgie est une des Républiques de l'U. R. S. S. Mais les Géorgiens ne sont pas commodes. Le paysan russe était sans armes, et habitué à la servitude. Les Géorgiens sont des hommes libres, et tous avec un couteau dont ils aiment se servir. Des espèces de Corses, si vous voulez. Et le Gouvernement local n'est pas communiste : socialiste-révolutionnaire, ce qui, de nos jours, signifie presque bourgeois. Le Bolchevisme a été obligé de mettre des gants. Il ne se sent pas à son aise. Il sait qu'on ne l'aime pas. Il se méfie, même il a peur. Si vous aviez vu, il y a trois mois!... Vous n'étiez pas encore arrivé. Les Soviets avaient reçu des autos blindées. Ils ont commencé des tirs d'entraînement dans le Caucase, au-dessus de la ville, les canons tirant innocemment sur la pleine mer. Et dans la mer, comme aujourd'hui, en rade et dans le port — au nord, vous savez bien, au delà de l'église orthodoxe, qui reste intacte et pleine de fidèles — il y avait des navires battant pavillon anglais, des « marchands », bien entendu, de pacifiques « marchands ». Mais, dans la ville, on s'est dit tout de suite : « Ce sont des navires de guerre, et les bolcheviks tirent dessus! La guerre recommence entre Lénine et l'Europe!... » Vous rappelez-vous l'histoire du Marseillais qui fait courir tout le monde vers la darse, en contant qu'une énorme sardine bloque l'entrée du port, qui finit par la croire lui-même, et « va voir ». Il en fut de même des bolcheviks — des Russes, comme on dit tout simplement ici, où

l'on n'est pas très russe!... Ils ne se souvinrent plus que le feu de leurs blindées était fictif. Ils ont cru à un vrai bombardement. Et leur frousse, alors! Ils ont été chercher refuge dans les cours, les maisons de leurs adversaires les plus notoires. Et tous portaient sur la poitrine, bien en évidence, la croix orthodoxe, l'emblème des tzaristes, figurez-vous!... Ce jour-là, on s'est bien amusé!

» Du reste, il faut bien qu'ils fassent des affaires. La Russie ne peut vivre encore en circuit absolument fermé. Alors ils ont fait de Batoum un port neutre. Plus que neutre : une agence internationale. Une porte ouverte sur l'Occident. Vous en savez quelque chose, monsieur Lavaref! »

Le vieux consul de Suisse, M. Xavier Mermet, avait prononcé ces derniers mots sans nulle malice, même avec une nuance d'estime. La Société Internationale pour le Commerce entre la Russie et l'Étranger — la S. I. C. E. R. E., selon l'abréviation courante, jouissait du meilleur crédit sur la place, et son administrateur-délégué, M. Bernard Lavaref, sujet belge, de la réputation la plus honorable.

Le consul, avant de quitter son compagnon, tint à s'informer de M. Chambrant :

— Faites-lui toutes mes amitiés. Pourquoi ne vous a-t-il pas accompagné aujourd'hui?

— Le bureau ferme à cinq heures pour les affaires. Mais il reste ouvert pour l'Œuvre. C'est mon secrétaire Chambrant qui s'en occupe, qui reçoit ces pauvres gens...

— Savez-vous ce que je regrette : c'est que la Suisse soit le seul État du monde, avec les États-Unis, qui ne puisse disposer d'une décoration? Ce que vous faites pour ces pauvres fugitifs, ces émigrés étrangers qui viennent presque tous de Novorossisk, vous et M. Chambrant, est admirable. C'est à vous et à lui qu'ils devront de revoir l'Europe... à votre générosité... Oui, je regrette de ne pouvoir demander à mon gouvernement une distinction pour vous. J'en parlerai à mes collègues...

— Monsieur le consul, — dit Lavaref, — je vous prie de réserver vos sollicitations pour M. Chambrant.

— Sérieusement?

— Très sérieusement, monsieur le consul.

Le visage de l'homme est tendu. Il n'y a rien, dans le passé

de Chambrant. Il est toujours resté un honnête homme... Mais qu'on ne s'occupe pas de lui, Lavaref!

Le consul en a trop vu, au cours de sa carrière en Amérique du Sud, au Venézuela, en Argentine, pour insister... Quelqu'un qui « refait » sa vie peut-être? Ce sont des choses qui arrivent.

— Comme vous voudrez, monsieur Lavaref.

Avant de le quitter, il lui serre la main avec une chaleur particulière. C'est un vieux protestant de Lausanne. Il croit à la grâce qui peut descendre, à un moment donné, sur certaines âmes, les purifiant à jamais. Il éprouve pour elles une sympathie religieuse : il y aura plus de joie dans le ciel pour un coupable qui fait pénitence...

Quelques jours plus tard, M. Xavier Mermet voit entrer dans son bureau, au consulat, une jeune femme dont le visage lui est inconnu. Une de ces fugitives comme il en a vu tant. De mise décente. Amaigrie, mais qui a été belle, le redeviendrait sans doute, passés les jours de misère. Elle dit qu'elle est de nationalité suisse, montre ses papiers. Fabienne Vermoz, née à Montreux. Si le visage ne lui dit rien, le nom lui rappelle quelque chose :

— Vous venez de Novorossisk? C'est bien vous, qui nous avez envoyé ici, depuis trois mois, leur facilitant le passage, tant de malheureux?

— Je disposais d'un voilier — en l'absence de mon mari, qui en est propriétaire. Je voulais d'abord en profiter moi-même tout de suite, mais il y avait tant de misères... J'ai fait partir les autres avant moi.

— A vos frais?

— Oui, — répond-elle avec une certaine hésitation. — Le voilier appartient à mon mari...

— Votre mari?... Vous avez l'acte de mariage?... Son extrait?...

... La Russie soviétique ne rédige pas, à proprement parler d'acte de mariage. Rien qu'un certificat, très concis, qu'on appelle communément « une quittance ». Elle le présente.

— Bah! — fit le consul avec un sourire. — Mariée? Vraiment? Comment font-ils ça? Voyons un peu...

— Tiens, tiens, — poursuit-il, souriant toujours. — Très curieux. Un nom, deux noms... mais pas d'indication de nationalité, ni de lieu de naissance, pas de date de naissance... Curieux, vraiment, très curieux!... Mais ça ne vaut rien ça, absolument rien. Ce ne serait valable dans aucun État civilisé.

Tout en parlant, il déchire la « quittance » en petits, tout petits morceaux, qu'il jette dans sa corbeille à papiers.

— Voilà, mon enfant — non, toutes mes excuses : mademoiselle! Vous êtes libre, libre comme l'air. Si vous avez envie de vous marier tout de bon, même avec... avec ce M. Roudier, rien ne vous en empêche. Pour le moment... est-ce dans cette intention que vous êtes venue... Non, je crois bien voir ça à votre figure. Partir, n'est-ce pas? Regagner la Suisse?... C'est alors moi qui dois m'occuper de votre rapatriement. Ma caisse est vide, pour l'instant, mais je m'arrangerai. Je suis en comptes avec la Société Internationale pour le commerce entre la Russie et l'étranger, qui vous procurera un passage sur le prochain navire. Elle a fondé une œuvre à cet objet. Une œuvre dont on ne peut faire que le plus grand éloge... Oui, oui, le plus grand éloge!... Voici un mot pour elle.

La note qu'il remet à Fabienne ne porte que la suscription : M. l'Administrateur de la S. I. C. E. R. E. Il ajoute, paternellement :

— Avez-vous besoin d'autre chose?

— De rien, — dit Fabienne... — J'avais besoin de bonté, de voir un homme bon. Un homme qui pense à autre chose qu'à lui, à son intérêt, ou au contraire à un idéal. Quand j'y pense, c'est effroyable ce qu'un idéal peut faire de mal! Il empêche de voir les individus...

— Je n'avais jamais été bon! Je m'en aperçois maintenant. Je le suis peut-être devenu ici — par esprit de contradiction... on a besoin de s'opposer...

Il ajoute :

— Ah! à propos... Je crois avoir vu ce nom de Roudier — serait-ce votre pseudo-mari? — sur la liste des passagers annoncés de Novorossisk. Désirez-vous le revoir?

Fabienne a un mouvement dont il n'a pas de peine à comprendre la signification.

— Non?... Alors, allez directement à l'hôtel que voici. Ne vous inquiétez de rien. L'Œuvre et moi sommes en rapport avec lui... N'en sortez pas jusqu'à l'instant où vous aurez terminé vos affaires avec le siège de cette Œuvre. On vous y connaît. Mais oui, oui... Je crois même que vous y avez un petit compte... Ça vous étonne? Vous verrez, vous verrez!... Après... A la grâce de Dieu.

Le surlendemain, c'est Roudier, non pas Fabienne, qui se présente au siège de la S. I. C. E. R. E. Il arrivait de Moscou en ligne directe! Il s'était jeté dans la gueule du loup, et le loup ne l'avait pas dévoré. Dès cette époque, Lénine pensait à faire provisoirement machine en arrière. Jusque-là, le régime avait vécu sur les provisions du navire tzariste, les confiscations. Maintenant, plus rien!... Mais n'est-ce pas dans la retraite qu'un vrai stratège montre son génie? Plus encore que la lecture de Marx et de Sorel, c'était celle de la *Théorie de la Grande Guerre* de Clausevitz qui inspirait Vladimir Ilitch. Marx, c'était l'Évangile, et chacun interprète l'Évangile à sa façon. Clausevitz, c'est l'enseignement des faits en vue de la bataille : pour vaincre, savoir reculer afin de se concentrer et reprendre des forces. Cet immense désordre, cette misère, ces trente millions de Russes morts du typhus et de la faim, seul résultat apparent de la victoire politique du « parti » en 1917 — rien qu'un bien petit coup de pouce après tout, cette victoire, dont le seul mérite était d'avoir été donnée au bon moment — eh bien quoi? ce n'était que l'anarchie spontanée des premiers mois de la Révolution française. Déjà celle-ci avait commencé à en sortir avec Robespierre, elle en était sortie avec Bonaparte. Ce petit dictateur russe, maigre et pâle, aux yeux vrillés de Kalmouk, et que menaçait la paralysie générale, ce petit journaliste de rien du tout, se sentait le cerveau et la volonté à la fois d'un Robespierre, cet homme assez pur d'intention pour n'avoir pas craint de verser des flots de sang, et d'un Napoléon qui en avait fait verser bien plus encore, quoique autrement. Napoléon, avait dit Lénine un jour : un Robespierre qui a remplacé la guillotine par le canon!... Enfin gagner du temps, gagner du temps! Quand on voit clairement un but éloigné, alors que les hommes médiocres se contentent du présent déjà

périmé, le temps n'existe pas. L'espace non plus. L'espace? Indifférent, il avait reculé devant l'Allemagne à Brest-Litowsk. Qu'y avait gagné l'Allemagne? Rien! Maintenant il allait décider, devant le capitalisme occidental, le recul économique de la *Nep*, opérer le rétablissement limité de la liberté commerciale. Qu'y gagnerait le capitalisme? Rien!...

Voilà pourquoi Roudier, encore qu'il l'ignorât, arrivait à son heure. Les informations de Kiew le donnaient comme un homme à tout faire, et sans scrupules. Qu'importait, si son idée de faire mettre, par les Soviets, l'embargo sur les fourrures de Novgorod pour les revendre à l'étranger, rentrait dans le plan qu'on envisageait pour la *Nep*? On pouvait toujours le laisser s'engraisser, quitte à le saigner ensuite — à moins qu'il ne rendît de nouveaux services. De toutes manières on le tiendrait toujours.

Le camarade Olénine, à cette époque chargé des transactions économiques qui doivent préparer la *Nep*, a été averti. Il accueille Roudier avec les plus grands égards. Rien de la situation à Batoum ne lui est inconnu. La meilleure maison, celle qui offre le plus de surface et de garanties, considérée comme tenant ses engagements avec exactitude, est la Société Internationale pour le Commerce entre la Russie et l'étranger. C'est avec elle qu'il convient de traiter. Le camarade Olénine a fait rédiger un projet de contrat. Il porte un pantalon aux larges rayures plus claires que le fond de l'étoffe, au pli impeccable, un gilet et un veston d'élégante serge bleue, une chemise au col mou, légèrement bleutée, une cravate de soie. Son visage net et fin est rasé de frais. « Me voici devenu un personnage! » songe orgueilleusement Roudier. Puis : « Comme tout change! Il faudra que je me procure une tenue convenable! » Il est confus d'être entré chez le camarade Olénine dans celle qu'il croyait la plus propre à un vrai communiste : en chemise de flanelle, sans faux col et sans gilet.

... Retour à Novorossisk... Fabienne a disparu! Il a d'autres chats à fouetter que de la chercher, ce sera pour plus tard. Mais, jetant les yeux sur les comptes de « l'armement » du *Missolonghi* il constate que, bien que le total des bénéfices soit important, près de deux mille dollars font défaut. Il en rendra Fabienne responsable quand il la retrouvera, il aura

avec elle une petite explication... Mais l'essentiel est de gagner Batoum au plus vite pour conclure la grande affaire.

A Batoum son premier soin est de renouveler sa garde-robe. Son faux col le gêne un peu. C'est le premier qu'il porte depuis près de trois ans.

... En ciment armé, mais plaqué de belles dalles de granit rouge poli, le siège de la S. I. C. E. R. E. lui fait la meilleure impression. C'est imposant! — et n'en rejaillit-il pas quelque chose sur lui-même? — Il a, par téléphone, sollicité dès la veille une entrevue avec M. l'Administrateur-délégué, auquel il a fait parvenir les lettres de créance qu'il tient du Directoire de Moscou. La réponse a été réservée, mais favorable. Il lui faut pourtant attendre une demi-heure. Enfin, il est introduit.

... M. l'Administrateur, les épaules baissées, signe à cette heure le courrier qu'un secrétaire lui présente. Un secrétaire de carrure massive, aux yeux candides, et qui semble entretenir avec son chef des rapports plus familiers qu'un ordinaire employé de bureau. Où donc Roudier croyait-il avoir vu ces yeux-là?... Mais non! celui que sa mémoire lui rappelait n'avait pas les cheveux blancs... A peine ce secrétaire a-t-il repris le courrier que M. l'Administrateur lève la tête. Même, comme par courtoisie banale, après l'avoir inclinée légèrement : « Vous excusez... Asseyez-vous, je vous prie. »

— Camarade Lavaref! — crie Roudier.

Rien, aurait-il cru, ne pouvait plus le surprendre. Il en avait tant vu! Cependant il est décontenancé. Il est vrai qu'il n'avait pas eu le temps de s'accoutumer à l'ambiance de Batoum. Par l'air de demi-liberté qu'on y respire encore, elle le déconcerte. Il a perdu l'habitude...

— Veuillez m'appeler « monsieur », — dit froidement Lavaref. — Vous venez, je pense, pour affaires? Votre coup de téléphone, et le petit dossier que j'ai reçu de vous m'en ont informé...

— Monsieur... monsieur Lavaref! — balbutie Roudier.

Nouvelle inclination courtoise.

— C'est bien mon nom... le vrai... je n'en ai jamais changé...

A ce propos, avant d'entamer la conversation, il faudrait que ma firme soit exactement assurée du vôtre. Elle ne peut contracter qu'en pleine connaissance de votre état civil. A Kiew, vous vous appeliez Roudier, je sais. Mais cela ne suffit pas... Oh! pardonnez-moi, ce n'est nullement par vaine curiosité que je pose cette question qui peut paraître indiscrète. Comprenez bien : du jour où vous entrez en relations commerciales avec la Société, où vous aurez un compte ouvert chez nous, il est indispensable que nous soyons fixés sur votre personnalité, votre nom, votre nationalité, votre lieu de naissance... Vous pourriez avoir besoin d'un transfert sur des États qui ont à cet égard des exigences... Par le temps qui court plus encore qu'en d'autres, on ne sait ni qui vit ni qui meurt. Vous pouvez avoir des ayants-droit... Avez-vous de la famille?... Nous travaillons régulièrement, très régulièrement.

Tout cela sur un ton impersonnel, irréprochable, — mais empreint d'une telle supériorité!... Derrière Lavaref, le visage de Chambrant, qui se tient debout — car c'est bien Chambrant — comment Roudier ne l'avait-il pas tout de suite reconnu ? — s'épanouit largement, mais sans sourire.

Roudier se voit tout à coup nu, dépouillé, en présence de cet homme que, durant des mois, il avait appelé « camarade », et que — il le sent bien à présent — il a toujours jalousé, détesté. Voici qu'à cette heure il se trouve dominé par lui jusqu'à l'écrasement. Il a envie de crier, envie de sauter à la gorge de ce « M. l'Administrateur », mais alors il rate l'affaire! Il étouffe. Il passe ses doigts dans le faux col acheté le matin même. Il respire profondément. Lavaref attend, sans se presser, sans le regarder. Il taille un crayon. Chambrant est là, comme au port d'armes, large et trapu : un chien de garde.

Enfin Roudier prend son parti.

— C'est bien... Pourquoi pas?... Mon nom — voici mon vrai passeport — c'est Hardy; Henry Hardy. Sujet britannique, né à Alexandrie, Égypte.

— Donc, — constate Lavaref, comme entre parenthèses, — vous aviez épousé mademoiselle Vermoz sous un faux nom...

— Vous en voulez conclure que ce mariage n'est pas valable?... Est-ce que ça vous regarde?

— Nullement, nullement... Cela ne regarde qu'elle, son

consulat, le gouvernement suisse... De quoi parlions-nous?... Né de père anglais, sujet anglais... Madame votre mère?

— Dalmate. Domicile, Trieste, via di Durazzo... Quand mon père est mort, j'avais quatorze ans. Ce que j'ai fait depuis?... Supposez ce que vous voudrez. Je m'en f... J'ai été camelot à Marseille, interprète à Nice, lift-boy à Cannes. Je me suis aperçu que si le travail payait, l'âne serait plus riche que son maître... Des histoires qui m'ont obligé de quitter la France. D'autres en Égypte avec l'Intelligence Service...

— Qui n'a pas été très satisfait des vôtres. Je sais. A Kiew la Mission Britannique en parlait...

— Qu'importe tout ça!... Si je lâche le paquet, c'est que je vois bien que mon affaire est dans le lac.

— Mais non, mais non! Il ne s'agit que de renseignements... comment dire?... de moralité. Mais cela n'empêche rien. Du moment que l'agence commerciale de Moscou vous a désigné comme mandataire, cela ne regarde qu'elle. Il ne s'agit d'abord pour moi que de savoir si les pouvoirs que vous tenez d'elle sont en règle, et suffisants. Nous verrons après.

Les pouvoirs sont en règle, et suffisants. Durant deux heures Lavaref épluche le contrat ligne par ligne, mot par mot. Roudier-Hardy en aurait hurlé, mais il se disait : « Je suis ici en homme d'affaires, en homme d'affaires, moi!... je dois me tenir. » Il sut s'imposer le sang-froid. Il se débattit avec une âpreté, une subtilité, et une correction dans les termes auxquels « M. l'Administrateur-délégué » se plut à rendre hommage. Il faut renoncer à rendre le comique de cette scène. On finit par tomber d'accord. Le traité était même assez avantageux pour l'économie soviétique — et pour l'intermédiaire. Il ne restait plus qu'à échanger les signatures.

— ... A propos, — fit Lavaref, son stylo à la main, et d'une voix toute neutre, indifférente, — mademoiselle Vermoz est à Batoum comme vous, je crois...

Jusqu'à cet instant, Roudier n'en avait rien su. Et voici qu'il entendait appeler par son nom de jeune fille celle qu'il nommait sa femme! C'est comme si un scorpion l'eût piqué : « Voilà donc pourquoi il fait l'affaire! Il veut me l'acheter! Non, non! Je la tuerais plutôt. »

— Je n'ai pas encore eu l'honneur de la voir, — continue pai-

siblement Lavaref. — J'ai lu seulement son nom sur la liste des arrivants de Novorossisk que le consulat suisse m'a communiquée ce matin... Notre firme participe à une œuvre qui s'intéresse à l'accueil, au logement, au rapatriement des émigrants qui ont besoin d'être secourus.

Roudier ne se contient plus. Il voit rouge, il bondit, les mains en avant.

— Eh là! dites donc! — fait Chambrant.

Roudier retombe sur son fauteuil. Il n'est pas de force. Il passe une seconde sa langue sur ses lèvres sèches.

— Ma femme n'a pas besoin d'être secourue. Ma femme — ma femme vous entendez! — n'émigre pas. Elle retournera à Novorossisk, puis à Moscou, si c'est nécessaire, avec moi. Telle est ma volonté. Ce sera la sienne!

— Évidemment, évidemment, — répond Lavaref, toujours très calme : — mademoiselle Vermoz est maîtresse de ses décisions... Voici le contrat, en double exemplaire... Voulez-vous bien y apposer votre signature?

Roudier est broyé, vaincu. La rage au cœur, il signe. Lavaref signe ensuite, pareillement.

— Demain à dix heures, — ajoute-t-il, — vous pourrez revenir prendre votre exemplaire légalisé. M. Chambrant y aura veillé.

Roudier avait conclu l'affaire! Mais il restait dévoré de rage, de rancune, de haine. Il se rappelait les mots que Chambrant, le jour où il l'avait vu pour la première fois, à Kiew, au Soviet Latin, avait prononcés pour lui et son ami, son chef : « Il y a deux jours que nous n'avons mangé! » Et maintenant, cet homme, il devait l'appeler « M. l'Administrateur », tandis que lui restait l'humble mandataire des Soviets. Ce contrat? Lavaref l'avait accordé comme une aumône. Il est vrai qu'il n'avait pas exercé sur lui un chantage direct. Il n'avait pas dit : « Renoncez à celle que vous appelez votre femme, ou bien... » Mais lui, Roudier-Hardy, avait eu peur. Et Lavaref avait ajouté comme incidemment, mais aussi comme une chose qui allait de soi : mademoiselle Vermoz fera ce qu'elle voudra. « Veut-il me la prendre? J'aimerais mieux la livrer à mes matelots! »

Son front brûlait. Ses veines charriaient du feu. Il entra dans une pharmacie, se fit donner un cachet d'aspirine. Le potard, un Arménien, sans doute était physionomiste. Après quelques mots échangés, ce « chimiste » sans préjugés, lui suggéra une nouvelle combinaison : la contrebande de la cocaïne. « Pourquoi pas, songea Roudier. La police? Bah! les Tchékistes seraient mes meilleurs clients! »

Ils étaient forts, pourtant, et renseignés. Ils existaient même à Batoum. L'un d'eux aborda Roudier, se fit connaître. « Quel est le résultat de votre entrevue? » demanda-t-il, sans préambule. Ainsi on l'avait suivi, espionné depuis Moscou! Et tout le long de son existence, en Russie, il en serait de même! Cependant il ne s'irrita point. Un seul souci le hantait. Retrouver Fabienne, lui imposer sa volonté, la ramener à Novorossisk. D'un ton négligent, il dit au Tchékiste : « Ma femme, la camarade Roudier, est arrivée ici avant moi. Je ne sais pas à quel hôtel elle se trouve. Elle a quitté celui que je lui avais indiqué », ajouta-t-il par contenance.

— Facile! — répondit le Tchékiste. — Le bureau de police nous le dira tout de suite.

... Fabienne était descendue à l'hôtel d'Orient, l'avant-veille. Mais le matin même, elle avait suivi un homme qui lui apportait une lettre, et qu'elle semblait connaître. Un homme d'un certain âge, de haute taille, aux cheveux blancs.

« Chambrant! pensa Roudier. C'est lui que l'autre a chargé de l'enlever... »

Il ne se trompait qu'à demi. Le consul de Suisse, averti par Lavaref que Roudier se trouvait à Batoum, ce qui pouvait n'être pas sans inconvénients pour Fabienne, avait fait partir celle-ci pour le Caucase, où il avait obtenu pour elle l'hospitalité dans une villa amie.

Roudier courut au siège de la Société. Les bureaux étaient fermés. Sa fureur meurtrière l'empêcha de trouver le sommeil. Il retourna à ces bureaux dès le matin du lendemain. On le fit attendre une heure et demie! Enfin, une fois introduit : « Voici votre exemplaire légalisé, monsieur Hardy, fit tranquillement Lavaref. Il n'était pas encore revenu. C'est pourquoi je me suis permis de vous faire attendre. Toutes mes excuses... »

— Où est ma femme? — aboya Roudier.

— Si c'est de mademoiselle Vermoz que vous voulez parler, — répondit doucement Lavaref, — c'est un plaisir pour moi de vous rassurer : elle a été recueillie par une famille honorable, à laquelle M. le consul de Suisse l'a tout particulièrement recommandée. Vous n'ignorez pas que nous veillons ici à la sécurité et au bien-être des émigrants dignes d'intérêt.

— Et moi, je vous répète que ma femme n'a que faire de votre protection. Son protecteur naturel, le seul que je puisse admettre, c'est moi!

Voyant Chambrant entrer, il s'arrêta. Une idée diabolique lui venait à l'esprit :

— Il paraît, — dit-il à Lavaref, — que vous avez la spécialité de faire disparaître les femmes!

Chambrant crispa ses larges mains :

— Faut-il le f... à la porte?

Entre les pattes du chien de garde, Roudier n'aurait pas pesé lourd.

— Mais non, mais non, — fait Lavaref très calme... — Monsieur cède à un mouvement de mauvaise humeur bien naturel... Il ne lui faudra qu'un instant pour se rappeler que mademoiselle Vermoz est libre de sa personne, de nationalité suisse, par conséquent sous la protection légitime de son consul, et que nous sommes à Batoum.

» ... A propos du contrat que voici, — poursuit-il, d'une voix tout unie d'homme d'affaires, — je n'ai pas besoin de vous signaler, monsieur Hardy, qu'aux termes du paragraphe que voici, et sur lequel nous sommes tombés d'accord tous les deux comme pour le reste, la livraison des fourrures doit être opérée d'ici trente jours. Sinon, marché nul... Vous n'avez pas trop de temps pour aller les dégager à Novgorod... »

Roudier n'attendit même pas le retour à Batoum du *Missolonghi* qui devait arriver deux jours plus tard, débarquer des émigrants qui d'ailleurs devenaient moins nombreux, charger des marchandises et repartir aussitôt, pour éviter les frais de surestarie. Il sauta dans le premier cargo regagnant Novorossisk. De là, tout de suite, il prendrait la direction de Novgorod, par Moscou. Il ne lui restait plus qu'à ne pas manquer

« l'affaire ». Sur l'autre plan, il était battu. Et, désormais, il ne trouverait plus de concours qu'auprès des gens de Moscou. Il était décidé à se donner à eux. Fini, de miser sur les deux tableaux! Sa rancune, sa haine contre Lavaref l'y encourageaient. Fabienne? Après tout, qu'était une femme, pour un homme comme lui? C'est de celui qui la lui avait arrachée qu'il fallait se venger. Il y penserait. Un jour, qui n'était pas lointain, il le prévoyait, Moscou mettrait la main sur la Géorgie comme sur le reste de la Russie. Alors... il envisageait aussi autre chose...

— ... C'est tout de même un homme très fort! — dit M. Mermet, le consul de Suisse, à Lavaref, en lui annonçant ce départ. — Un homme à qui, dans ce pays, il peut arriver n'importe quoi. Vous verrez, vous verrez, un jour il sera ministre, ou pendu... Quant à mademoiselle Vermoz, il n'y a plus aucun danger pour elle, maintenant. Elle échappe définitivement aux griffes de cet individu. Elle peut redescendre du Caucase. Il y a dans trois jours un bateau pour Constantinople... De là ce sera Trieste, ou Brindisi, ou Gênes, ou Marseille, et puis la Suisse, qu'elle n'aurait jamais dû quitter. Ces trois ans d'enfer n'auront été pour elle qu'un purgatoire. Elle sera redevenue la plus sage des femmes, avec une sainte horreur des aventures. Et charmante, avec ça! Si j'avais quinze ans de moins...

Il n'en dit pas plus. Depuis longtemps, sans rien savoir de précis, il sentait bien que la haine de Roudier contre Lavaref, l'hostilité de Lavaref contre Roudier, avaient pour cause une jalousie qui ne devait pas être sans motif. Et maintenant que Roudier était hors de combat...

— Oui, oui, — fit Lavaref... — naturellement...

L'air contraint, les traits contractés tout à coup de cet homme en qui le consul n'avait toujours vu jusque-là qu'énergie et résolution :

— Quoi?

— Oh, rien. C'est fini pour elle de cet enfer. Vous venez de le dire. La bataille est gagnée... Vous allez la revoir sûrement.

— Dès demain. Pour m'entendre avec elle sur son rapatriement... Vous aussi, je pense.

Lavaref ne répondit pas.

— ... Son rapatriement, — fit-il enfin... — c'est notre Œuvre, qui est la vôtre autant que la mienne, qui s'en occupe... De plus vous n'ignorez pas qu'elle a un petit compte créditeur à cette œuvre. Elle a payé, de Novorossisk à Batoum, le passage de pas mal de ces malheureux. Parmi ceux-ci, il en est qui, de retour chez eux, nous remboursent, même nous envoient un don; curieux, qu'il y ait encore tant d'honnêtes gens...

— N'est-ce pas? — fit le consul, le regardant.

Lavaref prit un registre.

— Il est dû à mademoiselle Vermoz, à ce titre de remboursement, mille neuf cent quatre-vingt-six dollars... Voici un chèque de cette somme. Vous voudrez bien le lui remettre.

— Pourquoi ne le lui remettez-vous pas vous-même? — dit le consul. — Croyez-vous qu'elle ne désire pas vous remercier de ce que vous avez fait pour elle? En somme, je n'ai guère été, pour la plus grande part, qu'un intermédiaire... Monsieur Lavaref, pardonnez-moi si j'outrepasse un peu les bornes de la discrétion, mais il m'a toujours paru que vous portiez à mademoiselle Vermoz un intérêt particulier... que, n'eût été sa situation, les actes de ce Roudier-Hardy vous eussent été assez indifférents.

— ... C'est possible. Surtout en ce pays, dans ces circonstances, que celui qui est sans péché jette la première pierre!

— Alors?... alors ce n'est pas à cause de lui, c'est à cause d'elle que vous avez entamé la lutte. Rendez-vous compte de ce qu'on en peut conclure. Et maintenant...

— Je verrai mademoiselle Vermoz à son départ.

— Seulement?

— Mon cher consul, c'est une décision que j'ai dû prendre. Il n'y a encore que bien peu de temps, j'avais pu penser à autre chose. J'ai éprouvé pour mademoiselle Vermoz plus que de l'estime. Cette décision m'a été... oui, très pénible. Cela m'a été dur, très dur. Vous cacher que j'éprouve pour elle le seul sentiment durable, profond, que j'aie jamais éprouvé pour une femme, que sans doute — j'ai dépassé trente ans, et les années de la guerre, les trois années passées en Russie ensuite, doivent compter double, ou triple — j'éprouverai jamais, à quoi bon le cacher? Mais c'est justement parce que ce sentiment est profond que, cette décision, j'ai dû la prendre.

Pourquoi? Ne me le demandez pas. Personne jamais n'en saura rien. Pas même Chambrant. Et ce sera la seule chose dans ma vie dont Chambrant même ne saura jamais rien. Pourtant...

— Quoi? monsieur Lavaref. Si je pouvais vous être utile?

— ... Si vous restez en Russie après moi, et si vous apprenez que ce Roudier... ce Roudier n'est plus, voudriez-vous me le faire savoir?

— Je vous le promets!

Ils n'avaient plus rien à se dire. C'est pourquoi, par décence, ils parlèrent encore — de choses qui ne les intéressaient ni l'un ni l'autre. M. Mermet prit congé, pensif.

« Serait-ce donc, se demandait-il, de la jalousie rétrospective? Cet homme qui a certainement un passé, je n'en saurais douter — mais tant d'autres ici... cela n'a plus d'importance! — ne peut-il se résoudre à revoir cette femme qu'il aime, j'en suis sûr, qu'il estime, qu'il a raison d'aimer et d'estimer : elle est une des rares qui ait traversé ces trente-six affreux mois des débuts de la Révolution sans faire de mal qu'à elle-même par un choix imprudent, mais restée bienfaisante à tous, moralement sans tache, après tout — ne peut-il se décider à la revoir sans distinguer en même temps le visage de celui qui la lui a prise, qui l'a possédée? De telle sorte que la mort de ce rival pourrait seule le guérir de sa hantise?... Eh, non, non! C'est trop romantique. Cette espèce de jalousie ne saurait exister chez un homme sain, normal. Et ce Lavaref est violent, dur, mais sain, normal, équilibré. Pas possible. Il y a autre chose. Une autre chose que, comme il l'a dit, je ne saurai jamais, qu'il ne veut pas avouer... Bah! il y en a tant d'autres que je ne saurai jamais, que personne ne saura jamais!... Pas le temps, du reste!... Ce qui fait que vis-à-vis du prochain, vis-à-vis de nous-mêmes, peut-être, nous restons dans l'ignorance, dans le mystère; ce qui fait que toutes les existences humaines ont pour nous un mystère — ou plusieurs — c'est que la vie est quotidienne, qu'il faut au jour le jour vivre d'une vie quotidienne. Et c'est heureux. Sans ça on deviendrait fou. Ou romancier... ou mouchard! »

Lavaref l'avait reconduit. Après son départ il se rassit, la tête dans ses mains. Quand il la redressa, ses yeux étaient

secs, mais son visage vieilli, ravagé. Il prit les livres de la firme, voulut s'obliger à passer en revue l'état général de ses affaires. Elles étaient prospères. Il avait atteint le but qu'il s'était fixé aux jours de sa plus grande misère. Il était riche. Quand il voudrait, il pourrait retourner en Europe, à Paris ou à Bruxelles, y établir le siège de sa maison... Mais tout cela maintenant lui semblait sans importance, même dérisoire...

Non, il n'avait pas vaincu Roudier! Il se rappelait sa suprême menace : « Il paraît que vous avez la spécialité de supprimer les femmes! » Il revit le terrible puits de Kiew. Chambrant? Il avait pardonné, ne parlerait jamais. Mais Roudier, lui, n'oublierait pas. L'assassinat d'une femme, en Russie, nul ne s'en soucierait. Mais dans cette Europe où il voulait revenir, où il avait rêvé de retrouver Fabienne, associée à son existence large et heureuse, dans une maison, un jardin où il y aurait des enfants d'elle et de lui? Il ne le prévoyait que trop clairement. Roudier passé décidément à la Russie soviétique, disposant de la Tchéka, des mille moyens de publicité de la Tchéka, ne manquerait pas de la faire connaître, l'histoire du puits! Pour lui, ça lui était bien égal! Mais Fabienne, mais ses enfants?... La femme et les enfants d'un assassin. Il ne voulait pas de cela pour elle... C'est pour ce motif qu'il avait dit au Consul : « Si jamais vous apprenez la mort de cet homme... » Le tuer lui-même? Le livrer à Chambrant qui l'irait étrangler sur un seul mot?... Non, non, il ne recommencerait pas. Il ne tuerait pas une seconde fois, il ne commettrait pas cette lâcheté d'abandonner l'accomplissement de ce second crime à un autre. Il se rappela un mot de sa mère. La pauvre femme se reprochait la faiblesse dont il était né : « Les vieux péchés vous poursuivent, mon pauvre enfant! » Ce ne serait ni sa main ni celle de Chambrant qui mettraient Roudier hors de combat.

Roudier avait-il les mêmes scrupules? Un soir, à Novorossisk, où Lavaref avait dû se rendre, une balle d'automatique lui traversa l'épaule. Quelques centimètres plus bas... Roudier, à cette époque, ne se trouvait pas dans la ville, mais il y avait des amis. Ce n'était pas du reste dans sa manière d'opérer

lui-même, en pareil cas. Lavaref se contenta de faire panser sa blessure, songeant seulement que la rancune de cet adversaire aurait encore un autre moyen de se satisfaire, et qu'il l'emploierait sûrement, s'il savait que son ennemi avait joint une autre victoire à celle qu'il avait déjà remportée.

... Trois mois auparavant Lavaref était allé saluer Fabienne au départ du paquebot qui devait la ramener en Europe. Il lui avait porté des fleurs, un beau châle de la montagne, Chambrant des fruits du Caucase, le consul, qui embrassa paternellement la voyageuse, des fruits et des fleurs encore. Lavaref, s'inclinant profondément, baisa la main de Fabienne. Elle se jeta à son cou... Elle entendit dans cette poitrine un grondement si fort, le visage avait pris un aspect si dur, qu'elle recula.

— Je n'oublierai jamais, — dit-elle pourtant, — ce que vous avez fait pour moi.

— Moi non plus, mademoiselle, je ne vous oublierai pas!

Elle attendait autre chose. Un mot qui ne vint pas, ne devait jamais venir.

— Venez, mon enfant, — interrompit le consul. — Vous êtes recommandée par moi au capitaine. Je veux vous présenter à lui...

Ce fut tout. Quand il descendit de la passerelle, accompagné par Fabienne, Chambrant et Lavaref avaient quitté le navire.

— Lavaref, — dit Chambrant, quelques instants plus tard, — je ne comprends pas...

— Ne me dis pas ce que tu ne comprends pas!... Chambrant, nous aussi, nous partirons le plus tôt possible. Et qu'il ne soit plus question de rien.

— C'est bon... Dommage tout de même, tu sais.

— Je viens de te prier de ne plus me parler de rien!

... A ce moment, Fabienne, dans sa cabine disposait les fleurs dans un vase que le *steward* italien venait d'apporter. S'apercevant qu'elle pleurait, cet homme s'était retiré sans bruit.

***

Quelques années ont passé. M. Mermet n'est plus que « consul général honoraire ». Il a atteint l'âge de la retraite. Quittant Lausanne pour quelques jours, il est venu à Paris frapper à la porte de Lavaref, qui l'a invité à dîner avec Chambrant. C'est un homme prudent, réservé. La conversation ne porte que sur la Russie en général, sur Batoum, sur des choses et des gens que tous trois connaissent. C'est Lavaref lui-même qui interroge :

— Et mademoiselle Vermoz, vous l'avez revue?

— Oui. A Montreux. Elle a épousé son premier fiancé.

— Je sais... un avocat...

— Mère de famille. Deux beaux enfants...

Le consul regarde Lavaref. Il se dit : « Comme il a vieilli! Ses cheveux maintenant sont aussi blancs que ceux de son ami! »

— Un fils, une fille... A votre retour, veuillez lui présenter mes plus respectueux hommages. Tout est bien qui finit bien...

— N'est-ce pas? — fait le vieux consul qui veut en paraître convaincu.

La soirée s'achève au cinéma. Ils voient passer les « documentaires ». Un homme d'État français visite le grand barrage du Dniéprostroï, chef-d'œuvre du plan quinquennal de Staline. Un cortège d'ingénieurs et de fonctionnaires soviétiques l'accompagne.

— Oh! — fait tout à coup Chambrant, — celui-là... celui qui porte la décoration du Drapeau Rouge... Mais c'est Roudier!

— C'est bien lui, — confirme Lavaref. — Monsieur le consul, vous m'avez dit un jour qu'il serait ministre, ou pendu... Le voilà presque ministre.

— Oui, — répond M. Mermet. — Attendons!

Dans l'obscurité de la salle, la voix de Lavaref murmure très bas :

— A quoi bon, maintenant?

Il évoque, à Montreux, Fabienne mariée, raisonnablement heureuse, sans doute, dans un raisonnable bonheur helvétique

et bourgeois, mère de famille, et dont l'existence restera toujours écartée de la sienne. Qu'importe alors que Roudier soit ministre, ou fusillé, ou pendu? Les deux routes, celle de Fabienne et la sienne, ne se rencontreront plus en ce monde. Mort ou vivant, c'est Roudier qui triomphe... Les vieux péchés vous retrouvent toujours. Un instant Lavaref pense dire à Chambrant : « Demain matin, nous irons dévaliser un magasin de jouets. Ces jouets, M. Mermet les portera à Montreux. » Mais non : puisque Fabienne ne lui a même pas donné signe de vie, c'est qu'elle préfère tout effacer de sa mémoire. Plus tard, beaucoup plus tard, quand il ne sera plus qu'un très vieil homme, elle une grand'mère... oui, alors, peut-être. Mais quelle dérision! A quoi bon! A quoi bon?

Lavaref s'efforce de porter son attention sur l'écran... Bonne idée, d'être venus là : dans cette salle sombre, ses deux compagnons ne verront pas qu'il a les yeux tristes.

PIERRE MILLE

LA RÉFORME ADMINISTRATIVE DE PARIS ET DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Le gouvernement de front populaire projette, on le sait, de réformer l'organisation administrative et même l'organisation électorale de la région parisienne. Quand je dis, projette, c'est une façon de parler, et nous verrons tout à l'heure, objectivement, ce qu'il convient d'en penser. Une certaine agitation cependant s'est manifestée au sein des deux assemblées départementales et communales et il convient de voir si cette agitation est fondée.

On me permettra d'abord, avec tout le respect que je dois à mes collègues, et toute la discrétion qui s'impose en cette affaire, où je ne puis parler qu'en mon nom personnel et avec la plus extrême réserve, de dire que cette agitation est inopportune. Je n'outrepasse pas, en le disant, les droits du bon sens, parce que l'inopportunité d'une émotion quelconque est tellement évidente que personne ne pourra la contester. On nous dira que l'émotion ne se commande pas : qu'il me soit permis alors de dire que si on la ressent, il convient au moins de ne pas en extérioriser l'expression. D'abord la quasi-unanimité est faite, dans les deux conseils, contre le projet de réforme dont j'examinerai tout à l'heure la valeur administrative, valeur infirmée par une arrière-pensée manifestement politique. Disons tout de suite, pour parler clair, que le projet, qui aurait pu être l'amorce d'une grande

réforme administrative, se présente, vu les circonstances, comme une manœuvre soit de mécontentement politique soit de menace et d'intimidation. Contre lui sauf ceux ceux dont il sert les intérêts personnels ou les passions politiques, la quasi-unanimité est faite, disais-je, parce que la plupart des élus, de droite ou de gauche, et de gauche peut-être plus encore que de droite, sont inquiétés dans leur situation. Une assemblée, quelle qu'elle soit, n'aime jamais sentir peser sur elle une menace de dissolution et un élu s'inquiète toujours, à juste titre, d'une réélection qui doit avoir lieu d'une façon brusquée et sous un régime improvisé auquel ni lui ni ses électeurs n'ont eu le temps de se préparer. Cela dit, toute émotion est maladroite et toute agitation stérile. Parce que rien ne prévaut, ni argument de raison, ni objection juridique contre un coup de force majoritaire, lorsque ce coup de force est résolu. Reste à voir s'il est vraiment résolu et si, en se montrant inquiet et troublé par une menace, on ne donne pas à celui qui la profère un renouveau d'activité, et l'encouragement d'un premier succès.

***

Il n'est pas douteux que, pour des raisons multiples, une campagne systématique d'agitation et de dénigrement est poursuivie par l'extrême gauche du front populaire contre les élus des deux assemblées de Paris et de la Seine. N'invoquons pas, c'est inutile, la rançon du 6 février. D'autres raisons suffiront à expliquer la campagne présente. Lorsqu'un gouvernement s'est engagé dans la voie de l'arbitraire et de la dictature, de gauche ou de droite, l'indépendance de certains élus et de certaines assemblées lui est toujours insupportable. Les revendications autonomistes du Conseil municipal ont toujours été intolérable aux gouvernements autoritaires, et il n'est aucun d'eux qui ne soit entré en lutte avec le Conseil municipal. Paris a toujours été dans l'opposition : il y a des régimes de force apparente et d'arbitraire qui ne supportent pas l'opposition : nervosité qui est un signe de faiblesse, une preuve de précarité, et il ne suffit pas de contrarier un sentiment pour en avoir raison. D'autre part, la ges-

tion municipale prudente de la Ville, dont le crédit est resté intact, inquiète, par comparaison, le gouvernement, dont la politique financière aboutit aux résultats que l'on sait. Il déplaît donc à ce dernier que le déficit de la Ville ait pour cause les mesures sociales imprudemment votées, et que les élus parisiens fassent cette démonstration qu'en réalité ils n'ont pas de déficit dont ils puissent être tenus pour responsables. Enfin, il n'est pas de mauvaise tactique, au moment où couve, dans un monde désillusionné et de plus en plus éprouvé par la crise, un mécontentement certain contre tous les élus, de tenter de détourner sur l'assemblée municipale les manifestations les plus sévères de cette impopularité générale. Ajoutons que la ville a fait preuve, en politique économique et financière d'une indépendance fréquente, protestant contre une tutelle des pouvoirs publics qui ne s'exerce pas toujours au mieux des intérêts du contribuable parisien. Il arrive même souvent au conseil municipal de Paris de blâmer les actes du Gouvernement, de critiquer ses indications, d'accuser les répercussions de sa politique économique ou sociale, et de voter des motions dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sont pas agréables en haut lieu. Il convient donc, de la part du Gouvernement, d'inciter l'assemblée à plus de docilité et de souplesse, et il ne lui a pas semblé maladroit de laisser peser sur elle une menace, comptant affaiblir ainsi une opposition, où quelques membres sont naturellement enclins à plus de circonspection que d'héroïsme. « En dépit de sa réputation frondeuse, le Français, a dit Veuillot, est respectueux. »

***

Celà dit pour qu'il soit bien entendu que l'arrière-pensée politique est visible dans le projet de réorganisation administrative de la région parisienne. Si cette arrière-pensée politique était absente, si la malveillance de tous les porte-parole officieux du gouvernement n'était pas évidente à l'égard des assemblées parisiennes, s'il s'agissait vraiment d'une réforme étudiée dans l'intérêt des administrés et des contribuables, d'un vaste plan de réorganisation d'ensemble mûrement

réfléchi et discuté avec la collaboration de tous, et ne devant avoir d'effet, comme il est logique, qu'au terme légal du mandat en cours, aucune objection *a priori* ne pourait s'élever là contre, et les intérêts particuliers, même respectables, devraient s'incliner devant l'intérêt général : sur ce point, il n'est pas un de nos collègues qui me contredira. Tous ont à un assez haut degré le sentiment de l'intérêt supérieur de Paris et de la région parisienne pour ne pas défendre contre cet intérêt général, des positions individuelles menacées par la réforme.

***

La question de cette réforme n'est pas nouvelle. Je veux dire qu'avant que le front populaire ne songeât à son grand projet actuel, sur lequel nous reviendrons plus tard, la question des circonscriptions administratives de Paris a été souvent posée. C'est ainsi que la loi du nombre, qui est souveraine en démocratie, a paru violée au profit des quartiers du centre, et que des organisations révolutionnaires de faubourg ont demandé à plusieurs reprises, dans l'espoir de changer la majorité du conseil, une nouvelle répartition, où seraient supprimés de nombreux quartiers du centre, et créés de nouveaux quartiers dans la périphérie. Étendons le problème. On a aussi posé la question de la représentation à l'assemblée départementale, se fondant sur le surpeuplement de la banlieue parallèlement à la diminution de la population parisienne proprement dite.

Prenons d'abord cette seconde question. Nous ne sommes plus aux temps, assurément, où seuls délibéraient en commun avec les élus parisiens les 8 représentants de Pantin, Saint-Denis, Neuilly, Nanterre, Vincennes, Charenton, Villejuif et Sceaux. Plusieurs réformes ont eu lieu avec une apparence certaine de bon sens, jusqu'à la création, en 1893, des cantons de Noisy-le-Sec, Aubervilliers, Asnières, Saint-Ouen, Boulogne, Clichy, Courbevoie et Levallois, Puteaux remplaçant Nanterre et Colombes ayant été postérieurement érigé aussi en canton — et de ceux de Courbevoie, d'Ivry, Nogent, Saint-Maur, Vanves et Montreuil. Les représentants de la banlieue, ainsi portés à 22, le furent par la suite à 40, puis en 1935, à 50. Je

sais bien que la Révolution, en créant les cantons, avait expressément voulu que le canton fût une expression territoriale géométrique, nullement fondée sur le chiffre de la population, mais il est des compositions nécessaires avec le bon sens. *Summum jus, summa injuria*, et nous n'avons pas à formuler une objection historique, qui, trop rigoureusement rappelée, serait absurde.

Puisque j'en suis au chapitre de la banlieue, je vais tout de suite examiner un autre projet de réforme, venu, celui-là, d'un coin de l'horizon qui n'est pas la gauche, et qui est celui de la représentation proportionnelle de Paris et de la banlieue dans le collège sénatorial de la Seine. Sur 1 200 délégués environ que compte le collège sénatorial de la Seine, Paris ne compte, en effet, que pour ses 40 députés, ses 90 conseillers municipaux, et 30 délégués élus par le Conseil municipal, soit 160 délégués. Paris, donc, en principe n'est pas représenté dans le collège sénatorial, et ses intérêts ne sont pas défendus. Objection inopérante, puisqu'en fait, sur 10 sénateurs de la Seine, 4 appartiennent à Paris, MM. Cachin, Fiancette, Fleurot et Steeg et 6 à la banlieue. Mais on peut répondre sûrement que cette représentation, en apparence exorbitante, des communes du département par rapport à celle du chef-lieu, c'est précisément ce qu'a voulu la Constitution. Les auteurs de cette Constitution de 75 ont voulu que le Sénat fût « le conseil général des communes », et que, là encore, la représentation ne fût pas proportionnelle au chiffre de la population : c'est là une volonté formelle, réfléchie, et dont la violation irait à l'encontre des principes qui ont présidé à la création du Sénat. On peut d'ailleurs remarquer que la situation est la même à Lyon, qui à lui seul constitue plus de la moitié de la population du département et qui n'a dans le collège sénatorial qu'une représentation infime. Même observation, à un degré moindre d'ailleurs, pour Marseille.

Tout au plus peut-on s'étonner que la résistance à la réforme réclamée par Paris vienne de la gauche, c'est-à-dire de ceux qui préconisent, soit la suppression du Sénat, soit son élection au suffrage universel, ce qui démontre aux observateurs mélancoliquement désabusés que les réformes sont toujours préconisées ou combattues, eu égard à leurs conséquences

politiques et jamais à leur portée en soi ou pour des considérations d'équité et de logique. J'ajouterai d'ailleurs qu'en ce qui concerne la Seine la réforme pourrait, en effet, être envisagée sans trahir trop impudemment la volonté des législateurs de 1875, qui a voulu, au Sénat, la prédominance pondérative de l'élément rural contre les grandes agglomérations urbaines : en fait il n'y a plus dans la Seine d'élément rural, et les communes dont la représentation paraît, à beaucoup, excessive sont, comme Paris, de grandes agglomérations urbaines.

***

Et revenons maintenant à la représentation de Paris.

Je l'ai dit tout à l'heure : ce n'est pas d'aujourd'hui que la question est posée et, si la politique pouvait être absente du débat, il n'y aurait aucune raison pour ne pas la résoudre de bonne foi. Les circonscriptions de Paris n'ont jamais été immuables, et les quartiers, au cours de l'ancien régime, ont subi de nombreuses modifications. La Révolution, on le sait, ne changea pas grand'chose aux divisions administratives urbaines et se borna à transformer les quartiers en sections, et à leur donner de nouveaux noms, plus énergiquement républicains : les révolutions se traduisent souvent chez nous par des changements de vocables et les philosophes ou les sceptiques trouveront que c'est là un avantage : l'habitant de la place Louis-le-Grand se sentait plus fièrement républicain d'appartenir à la section des Piques, et celui de la Place Royale d'être citoyen de la section des Vosges. En fait, presque rien n'était donc changé et les administrateurs de 1816, dans la nomenclature des quartiers composant les 12 arrondissements, ne modifièrent pas non plus sensiblement l'organisation administrative de Paris qui comptait 21 000 habitants dans la cité, 380 000 sur la rive droite et 180 000 sur la rive gauche, au total 580 000. Beaucoup de ces noms, d'ailleurs, subsistent encore aujourd'hui : la Place Vendôme, le Roule, les Champs-Élysées, la Chaussée d'Antin, le Faubourg Montmartre, le Mail, Bonne-Nouvelle, les Portes Saint-Denis et Saint-Martin, Saint-Avoye, les Quinze-Vingts, l'Arsenal, la Monnaie, Saint-Thomas-d'Aquin, les Invalides, la Sorbonne, le Jardin des

Plantes. Notons qu'alors ces quartiers, qui n'avaient pas d'ailleurs tout à fait les mêmes limites administratives qu'aujourd'hui, étaient plus harmonieusement répartis, et qu'il y avait évidemment entre eux moins de différence de population; cette population était, d'ailleurs, plus stable; Paris ignorait alors l'afflux de l'immigration dans la périphérie, qui, ces trente ou quarante dernières années, s'est étendue à la banlieue. Remarquons aussi que dans l'ensemble et proportionnellement, ils étaient plus nombreux, puisque Paris, en 1820, comptait 48 circonscriptions pour 580 000 habitants, alors qu'il n'en compte aujourd'hui que 90 pour environ 3 millions.

La division actuelle en quartiers remonte à 1860, c'est-à-dire à l'annexion des communes suburbaines comprises dans l'enceinte fortifiée de 1840. Depuis 1860, les circonscriptions n'ont pas changé, en ce qui concerne les 20 arrondissements, ou les 80 quartiers : tout au plus les limites de l'octroi ont-elles été reculées à la suite du déclassement des fortifications en 1935 et certains quartiers périphériques se sont-ils accrus de ce fait. Près de quatre-vingts ans d'existence sans qu'une répartition administrative ait été revisée, c'est beaucoup. Le Français est le peuple le plus conservateur qui soit, en dépit de sa réputation révolutionnaire, et nous convenons volontiers qu'il y aurait eu certes, si on avait voulu le faire, mais sagement, avec méthode, en dehors de toute préoccupation électorale ou politique, quelque chose à changer : seulement, la politique et l'intérêt électoral ont vicié également les arguments formulés dans les deux sens, et ce sont des considérations étrangères à une saine conception administrative qui ont fait maintenir si longtemps le *statu quo*. Les uns auraient voulu que la représentation fût proportionnelle à la population, et que Paris fût divisé en quartiers sensiblement égaux en densité démographique. Les autres ont répondu avec forte raison que le chiffre de la population ne saurait être le seul critérium d'une représentation équitable. Les quartiers du centre, urbanisés depuis longtemps, berceau d'une très vieille civilisation, théâtre vénérable de toute l'histoire parisienne, capitale de l'industrie de luxe, et payant la plupart des impôts de Paris ne sauraient dépendre, pour leur destinée et leur gestion, de quartiers neufs, poussés à la hâte, et dont la

population, disons-le avec la ferme volonté d'abandonner toute déclamation démagogique, n'a nullement les mêmes intérêts à défendre. Ou il faut nommer le Conseil municipal au scrutin de liste, afin de souligner le caractère indivisible de l'intérêt parisien, ou, si l'on maintient la division par quartier, il ne saurait être question de fonder les circonscriptions sur le chiffre des habitants.

Mais, cela dit, il est normal qu'une répartition nouvelle soit envisagée, ne fût-ce que pour briser des habitudes routinières qui s'enracinent trop facilement chez nous. Qu'un quartier du centre ait droit à une représentation proportionnelle plus importante qu'un quartier périphérique, cela n'est pas douteux, mais cela ne veut pas dire non plus qu'un quartier de 6 000 habitants est l'égal d'un quartier de 120 000; il y a une proportion à considérer, et le respect trop étroit des traditions aboutirait évidemment à des absurdités : l'histoire n'enseigne-t-elle pas d'ailleurs, à ceux du moins qui veulent bien admettre qu'elle nous enseigne quelque chose, que c'est la défense désespérée, systématique, de situations injustifiables qui amène les réactions les plus violentes avec toutes leurs injustices et tous leurs excès : faute d'avoir réformé à temps, on tombe dans le désordre et l'absurdité contraire.

Seulement, je veux faire ici une objection qui montrera bien à quel point les protagonistes de la revision administrative de Paris, devant le Parlement, sont mus par des considérations politiques et nullement par le sentiment de la justice et du bon sens. Ces inégalités, ces injustices, elles n'existent pas qu'à Paris. Le quartier Gaillon n'a pas 7 000 habitants alors que le quartier Clignancourt et celui des Grandes-Carrières en ont plus de 100 000! C'est vrai, mais ceux qui s'en indignent supportent bien cependant qu'il y ait des cantons comme Barcillonnette de Vitrolles (Hautes-Alpes) qui aient 240 habitants, et d'autres comme Corbeil, ou Longjumeau, ou Argenteuil, ou Lens, ou Charleville qui en aient 50, 70 et 100 000 et plus. Allons plus loin : s'indigne-t-on qu'il y ait des arrondissements comme Florac, qui n'ont pas 20 000 habitants alors que d'autres, comme Béthune, en ont près de 700 000? L'honorable représentant de Florac, qui est mon éminent ami M. Pomaret dira que Florac a des intérêts histo-

riques et économiques à défendre, qui valent ceux de Béthune. Sans doute, mais pourquoi les défenseurs opiniâtres des bourgs pourris, à la Chambre, sont-ils le plus souvent les agresseurs des quartiers les moins peuplés de Paris, et les plus ardents pour la réforme parisienne? Allons plus loin encore : est-il logique qu'à côté de départements comme le Nord, le Pas-de-Calais ou la Gironde, qui atteignent ou dépassent le million d'habitants, il y en ait d'autres comme les Hautes-Alpes, les Basses-Alpes, la Lozère qui n'en comptent pas 100 000? Lorsque j'ai eu l'honneur de faire partie de la commission de réforme administrative qui siégeait au Ministère de l'Intérieur, et à laquelle m'avait appelé la confiance du plus aimable des ministres de la Place Beauvau, l'honorable M. Paganon, et que je soulevais cette question de savoir si, pour réaliser des économies administratives substantielles, il n'y aurait pas lieu de reviser une division vieille d'un siècle et demi et de regrouper des départements, des arrondissements et des cantons, je fus accueilli aimablement, certes, et mes avis furent même écoutés avec une courtoisie déférente, mais je vis bien que je proposais là des choses par-dessus les maisons et que ceux de mes collègues qui n'en étaient pas effrayés en étaient au moins scandalisés : aucun, cependant, n'eût protesté avec la même vigueur contre l'idée de regrouper les quartiers du centre parisien pour dédoubler ou détripler ceux de la périphérie.

Assurément le temps a marché depuis un siècle. Le quartier du Mail ou le quartier Vivienne ont été très supérieurs en population aux quartiers d'Auteuil et de Picpus, et le quartier de Clignancourt, dont la population dépasse celle de Rouen, n'était pas plus peuplé alors que celui des Arts-et-Métiers : des maisons à six et huit étages ont remplacé ici les cultures et les potagers, les terrains vagues et les prairies, et là de grandes percées ont éventré des îlots surpeuplés et les bourgeois de 1880 ont émigré à Auteuil, à Monceau ou dans la banlieue. Mais l'arrondissement de Béthune, je l'ai connu avec 150 000 habitants, alors que les cantons protestants de la Lozère n'étaient pas encore tout à fait devenus des déserts. Le département de l'Hérault n'avait pas doublé sa population, et ceux des Hautes et Basses-Alpes alignaient alors aussi un chiffre

raisonnable de population, avant d'être devenus des arrondissements moyens ou de gros cantons. Pour conclure je dis qu'il faut envisager une réforme, mais une réforme d'ensemble sérieuse et périodique, tous les cinquante ans par exemple, car rien n'est intangible et aucun abus n'est respectable. Mais réforme étudiée et objective, s'appliquant à toute la carte des départements, des cantons, et des quartiers, et non pas limitée à Paris sous ce prétexte un peu arbitraire que les circonscriptions trop nombreuses du centre élisent pour représentants des hommes qui, d'habitude et en général, n'ont point suffisamment, paraît-il, l'esprit révolutionnaire.

***

On peut dans cet ordre d'idées, dès lors qu'il ne s'agit point de manœuvre politique, mais de réforme vraiment administrative, examiner tous les systèmes. L'expédient qui a consisté en 1935 à dédoubler certains quartiers sans en supprimer certains autres était le plus mauvais de tous et d'ailleurs le plus arbitraire, puisque certains quartiers, comme Picpus, n'ont pas été dédoublés, plus peuplés que d'autres, qui l'ont été : aussi bien cette improvisation de la dernière heure a-t-elle déçu quelque peu, semble-t-il, les arrière-espoirs de ses auteurs. On peut concevoir aussi un scrutin de liste par arrondissement, ou une nouvelle répartition, mais pourquoi simplement des quartiers, et non plus des arrondissements, et à condition qu'il ne s'agisse plus ni d'improvisation ni d'arbitraire, que compte soit tenu réellement de toutes les données historiques, traditionnelles, économiques et financières du problème, et à condition surtout que l'esprit d'équité qui anime tant d'impatients réformateurs s'applique à toute la France et non plus seulement à Paris.

***

Et voici l'heure d'en venir au grand projet de réforme pour lequel fonctionne une commission nommée par le Gouvernement et chargée d'établir à bref délai la rédaction d'un rapport sur l'organisation administrative de la région parisienne.

On sait de quoi il s'agissait primitivement. Soit de départementaliser la plupart des services, et transférer au Conseil général la plupart des attributions du Conseil municipal, soit de supprimer purement et simplement le Conseil municipal en ne laissant subsister qu'une seule assemblée départementale.

Peut-on supprimer le conseil municipal de Paris? Assurément. La loi peut tout. On ne peut le dissoudre par mesure administrative, parce que, les conseillers municipaux de Paris étant en même temps, de par la loi, conseillers généraux (encore que les quartiers de Paris ne soient pas des cantons), il faudrait dissoudre en même temps le Conseil général, ce qui est impossible par décret. Mais la loi le permet. Savoir si une telle loi serait votée, c'est une autre affaire. Nous l'examinerons.

Quelle raison donner de cette suppression du conseil municipal de Paris, sinon la nécessité de départementaliser la plupart des grands services qui intéressent de plus en plus, non plus Paris seulement, mais toute l'agglomération parisienne? Avant d'examiner le bien-fondé de cette proposition, disons tout de suite qu'il n'est pas question de priver les Parisiens de toute représentation municipale. D'abord ils seraient représentés à l'assemblée départementale, mais cela ne suffit pas. Paris vit sous un régime d'exception, mais n'est pas encore hors la loi. Le projet ou plutôt la proposition primitive, car c'est une proposition qui n'est pas d'initiative gouvernementale qui sert de base aux travaux de la commission, cette proposition, donc, envisageait, autant qu'on peut l'affirmer, la création de municipalités d'arrondissement, élues au suffrage universel. Donc, décentralisation apparente et création d'autant de communes qu'il y a d'arrondissements, le Conseil général, le Superconseil, devenant l'expression de ces municipalités ainsi que de celles de banlieue et les maires d'arrondissement, comme ceux de banlieue, n'étant d'ailleurs pas inéligibles à la superassemblée. Mais, cela, ce sont des modalités de scrutin. Nous n'en sommes pas là, et laissons cela pour l'instant.

La création de communes autonomes dans Paris n'irait pas sans difficultés. Elle poserait de multiples questions de domaine et de budget qu'il n'est pas aisé de résoudre; il s'en-

suivrait une anarchie administrative complète et des conflits incessants à moins que ces municipalités ne soient que de simples façades, de simples rouages destinés à donner aux Parisiens l'illusion qu'ils sont encore électeurs municipaux, et que les conseillers élus ne soient dépourvus de toute attribution effective et tenus en étroite tutelle.

Aussi bien, il n'est pas indispensable de prévoir ce singulier éparpillement de l'édilité parisienne pour envisager la départementalisation des grands services.

Cette départementalisation n'est pas absurde, en principe, à condition une fois de plus, d'être conçue en dehors de toutes préoccupations politiques et de ne léser gravement aucun intérêt matériel. Ainsi, par exemple, le métropolitain est destiné, évidemment, à devenir un service départemental. Mais on ne saurait oublier les frais de premier établissement auxquels la Ville seule a contribué. Il n'est pas absurde non plus de prévoir une fusion du gaz de Paris et du gaz de banlieue : encore faut-il que les intérêts de la Ville, dont l'actif est beaucoup plus important dans le gaz de Paris que celui des communes dans le gaz de banlieue soient sauvegardés. J'en dirai autant de l'électricité, comme des bibliothèques et des musées, et, plus simplement, de toutes les questions qui intéressent le domaine. Convient-il, pour assurer le développement de la voirie routière en banlieue et mieux desservir les lotissements défectueux, de réduire les crédits d'entretien de la voirie parisienne? Même observation pour l'éclairage. Je ne saurais trop le répéter : le problème n'est pas insoluble. Seulement, il est complexe, demande de longues études, de longues négociations, et doit apparaître comme objectivement considéré, et non comme un projet politique.

Or, précisément, il est difficile de ne pas voir l'intérêt purement politique qui s'attache à sa réalisation : une assemblée unique à la répartition des sièges serait basée sur le chiffre de la population, aboutirait à noyer Paris, et plus précisément le centre de Paris, dans une représentation extrémiste de la périphérie et surtout de la banlieue. Admettons qu'on n'y ait pas pensé. L'opinion publique, elle, croira pourtant qu'on y a pensé.

J'irai plus loin : on a été jusqu'à prétendre — et la femme

de César, on le sait, ne doit pas être soupçonnée — que certains personnages considérables, consulaires, étaient présents au moins par leur pensée et leur inspiration lors de l'élaboration du système.

Ne voulant pas parler par énigmes, précisons qu'on a prononcé le nom de M. Henri Sellier et de M. Morizet, sénateurs de la Seine, le premier par surcroît, ministre de la Santé publique. Si j'ai cité ces noms c'est pour bien indiquer que l'opinion tient le projet pour systématiquement malveillant, mal étudié, précipité, et irréalisable. Irréalisable du moins à tel point qu'il a semblé à beaucoup une menace aux élus parisiens, ou une invitation à la docilité — et qu'on a dû, nous le verrons, renoncer au travail hâtif que des espérances passionnées avaient prématurément souhaité. Mais je tiens M. Sellier pour incapable d'une telle manœuvre. Il est mon collègue au Conseil général de la Seine. Je n'ai pas avec lui des relations particulièrement étroites : c'est d'ailleurs un homme assez distant, assez solitaire, qui ne force pas la cordialité, et ne fait pas volontiers confidence de ses projets. Mais c'est un homme qui a pris une telle conscience de sa valeur administrative que je tiens pour invraisemblable chez lui une pensée autre que celle d'une réforme objective et sérieuse. Il peut se tromper, mais de bonne foi. J'ai collaboré avec lui à la réforme du règlement du Conseil général : j'ai toujours trouvé ses initiatives judicieuses, pertinentes, prises en toute indépendance et en toute impartialité.

Quand à M. le sénateur Morizet, je le connais davantage, l'ayant eu longtemps comme voisin à la commission du Vieux Paris. Je me suis souvent entretenu avec lui d'esthétique et d'urbanisme, je l'ai toujours trouvé averti de ces questions, et sérieusement épris de la conservation des sites urbains et des ensembles architecturaux; son érudition en ces matières est d'ailleurs le gage de son indépendance. M. André Morizet, à vrai dire, n'est pas ministre, et une certaine malveillance lui a prêté l'intention d'être du moins, en marge du cabinet, le ministre de l'agglomération parisienne. Faut-il croire qu'il ait voulu pour cela bouleverser le statut municipal de Paris, et créer des communes autonomes là où il n'y a en ce moment que des fonctionnaires nommés

par le gouvernement central? M. Morizet est, comme M. Henri Sellier, trop au courant des problèmes de la départementalisation pour les envisager autrement que du point de vue administratif. Dois-je ajouter que le crédit donné aux suppositions dont j'ai parlé supposait l'entente préalable et la collaboration de ces deux hommes : je n'outrepasserai pas la discrétion que je me suis imposé en disant simplement que cette collaboration ne me paraît pas probable.

***

Mais enfin, pour ne plus revenir sur la première partie de cette étude, certains ont eu certainement des arrière-pensées politiques, et c'est trop. Certains plutôt ont voulu hâtivement exploiter, pour des fins politiques, une proposition qui n'était pas telle, dans la pensée primitive de ses auteurs.

Ce qui pouvait donner une apparence de légitimité à l'émotion qu'exprima, aux premières nouvelles, l'assemblée municipale, c'est qu'il avait été dit tout d'abord que la commission composée de membres de l'extrême-gauche et de fonctionnaires de tendance identique et où l'opinion contraire n'était représentée que par le Président et le syndic du Conseil municipal, devrait déposer, avant le 15 janvier, le rapport destiné à devenir un projet. On a renoncé à cette hâte, qui était absurde, par la certitude qu'on ne pouvait, dans ces conditions, aboutir qu'à un projet hâtif, mal étudié, informe. Autant valait alors un coup de force pur et simple, un acte d'arbitraire subit, quitte à provoquer des réactions toujours possibles. Depuis, la commission s'est accrue des rapporteurs généraux des deux assemblées, les honorables MM. André Puech et Fiancette, ce qui montre que l'importance des répercussions financières est apparue en haut lieu. Puis la commission s'est ajournée *sine die*, en confiant, sans limitation de temps, le soin d'étudier ce rapport à MM. Brun, Puget, Louvel et William Oualid.

Or, M. Brun, qui est un haut fonctionnaire respecté. M. Puget, est le secrétaire général de l'Encyclopédie, maître des requêtes au Conseil d'État, ancien secrétaire général du

Conseil supérieur de l'extension, auteur d'un rapport remarquable, que j'ai eu entre les mains sur la réorganisation de la Préfecture de la Seine et les économies à y réaliser et qui est un monument magistral de labeur et de précision, d'indépendance et d'objectivité. Je m'honore de l'amitié de M. Louvel, inspecteur général des services administratifs de l'Intérieur, qui est un travailleur acharné, un esprit pondéré et prudent, et de celle de M. William Oualid, qui est professeur à la Faculté de droit et à l'Institut des Hautes Études urbaines. La présence de ces quatre éminentes personnalités dont on connaît l'indépendance et la méthode de travail est la garantie la plus sûre que la conception primitive, si elle a existé, est abandonnée depuis. Aucun de ces hommes n'est capable de servir une manœuvre politique et d'improviser un travail qui ne serait ni consciencieux ni complet. Nous ne pouvons, de notre côté, que répéter notre précédente conclusion : aucune réforme administrative n'est impossible si elle est objective et mûrie, et si elle n'est pas œuvre de circonstance. Aucune réforme électorale n'est à rejeter *a priori* si elle procède de la justice et du bon sens.

PIERRE DE PRESSAC

LE THÉÂTRE

Mort de Luigi Pirandello. — *Le Misanthrope* et *le Chandelier* à la Comédie-Française.

La mort soudaine de Luigi Pirandello a plongé dans le deuil les Lettres italiennes et le Théâtre universel. L'homme était aimé à Paris; le dramaturge, profondément admiré. Ce Sicilien anxieux, qui cachait derrière le masque d'une affabilité souriante un pessimisme si profond, avait trouvé une large audience dans notre pays, où l'intellectualisme subtil de sa dramaturgie s'accordait à merveille avec les tendances dialectiques de l'esprit français. Mais, en dehors des affinités particulières qui l'unissaient à nous, le principal titre de Pirandello à une gloire universelle, c'est qu'il réussit, dans ses drames, à revêtir d'un pathétique intense des conflits de sentiments, des nuances de sensibilité qui semblaient avant lui appartenir au domaine de la psychologie pure et même parfois de la psychiatrie. M. Benjamin Crémieux, il y a peu, a étudié ici même la formation de ce tempérament dramatique, si puissamment original. Nous n'avons voulu, à cette place, que nous incliner, dans un suprême hommage, devant la haute mémoire du grand écrivain disparu.

***

La Comédie-Française a retrouvé la faveur de Paris. Cela s'est déclenché brusquement, immédiatement, à la manière d'une offensive. Avant même que les changements apportés

dans la Maison n'eussent eu le temps de faire sentir leur influence sur la scène, le mouvement déjà se dessinait. Ce qui prouve à quel point le changement à lui seul répondait au vœu du public. Sans doute le snobisme s'en est mêlé. Nous l'avions prévu, il le fallait. Au temps de notre désolation, devant la mort lente de l'institution, c'était même là notre souhait : créer un snobisme de la Comédie-Française, disions-nous, là serait le salut. Eh bien! c'est fait. Reste maintenant à justifier le soulagement, l'espérance, la confiance, et le snobisme de surcroît. C'est à quoi M. Édouard Bourdet travaille. Il a pris sa tâche à cœur. Et la nôtre est de l'aider. Non par un concert d'éloges flatteurs, un optimisme de commande, mais en continuant de remplir ici notre modeste fonction, qui n'est point de nous bercer dans les béatitudes, mais d'examiner chaque cas, de louer à bon escient, de crier gare, s'il y a lieu, d'exprimer nos réserves, nos moindres perplexités — de critiquer enfin, en toute indépendance.

La première épreuve, il faut l'avouer, fut décevante. Il ne me souvient pas d'avoir assisté, sous le régime ancien, à une soirée plus déplorable. Cela tenait de la gageure ou de la mystification. Il semblait que l'on eût accumulé à dessein — et poussé jusqu'à la parodie — les défauts contre lesquels nous avons, à cette place, tant de fois protesté. J'entends bien que nous aurions été de mauvaise foi en exigeant de cette reprise du *Misanthrope*, pour les « seconds débuts » de M. Clariond, une rénovation totale du spectacle, alors que nous étions prévenus que le chef-d'œuvre nous était offert, dans son vieux cadre fatigué, avec les mêmes éléments de présentation de décors, costumes, etc., qui étaient les siens antérieurement à la réforme de la Maison. Nous avons été des premiers à dire que le renouvellement ne pouvait s'opérer que peu à peu, qu'on risquait de tout compromettre par un excès de précipitation, par l'improvisation, qu'il fallait faire crédit à l'administrateur général, à la Compagnie, à toutes les bonnes volontés, nombreuses dans la Maison. Et d'ailleurs — on le verra par la suite — nous ne sommes pas de ceux qui attachent à la présentation extérieure, aux décors, aux costumes une importance primordiale. Leur importance est grande, certes. Elle n'est pas prééminente; elle n'épuise pas non plus le tout du

spectacle. Le jeu des acteurs, la cohésion de l'interprétation, et cette mise en scène moins visible que celle des décors, des lumières et des costumes, cette mise en scène secrète, qui est la mise en scène profonde, spirituelle, psychologique, celle qui règle les mouvements des interprètes, leurs rapports dans le drame, les nuances de leurs intonations, voilà ce qui importe avant tout. Or, abstraction faite de ce côté matériel du spectacle auquel nous savions qu'on n'avait pu encore apporter aucun changement, nous n'en demeurions pas moins éberlués et bientôt irrités de l'étrange pagaïe à laquelle nous assistions.

Ce désordre, nous allons maintenant le décrire et le juger point par point.

Nous irons d'abord au plus apparent. Puisqu'il était entendu que l'on s'en tenait, quant à la présentation extérieure du *Misanthrope*, aux anciens éléments, il était indispensable de conserver l'unité du spectacle à l'intérieur de ce système. Mademoiselle Marie Bell ne l'a point voulu et on l'a laissée faire. Nous l'avons vue afficher le vice essentiel qui, depuis des années, conduisait la Maison à la ruine : l'indiscipline. Nous l'avons vue exhiber une étonnante perruque rousse, une robe où la mode Louis XIV était stylisée, modernisée, selon la fantaisie d'une couturière dont j'ignore le nom et que je n'ai pas à connaître. Notez que la flamboyante perruque, en soi, ne me déplaisait pas, que la robe de la couturière en soi, était d'un goût exquis, que mademoiselle Marie Bell, en soi, est délicieuse, grisante, adorable, qu'elle a des façons de tourner le menton vers le creux de l'épaule, comme pour y becqueter une colombe invisible, et que cela ne laisse pas d'être fort troublant. Mais la question n'est pas là. La question est de savoir si la perruque de feu et son arrangement, si la robe de style couturier et sa ligne moderne ne juraient pas au milieu des autres perruques et des autres costumes. Pour ce qui est du jeu du menton et de l'épaule, j'y reviendrai plus loin. Par ailleurs, on m'assure que la jolie artiste, usant de la malice ordinaire aux comédiennes capricieuses et obstinées, avait tenu secret son accoutrement jusqu'à la veille de la représentation. Eh bien, j'eusse voulu que, devant les spectateurs assemblés, devant la salle comble, M. Édouard Bourdet, brusquement apparu sur le proscenium, vînt dire quelque chose comme ceci :

« Mademoiselle Marie Bell, qui devait jouer Célimène ce soir, a refusé de conformer son habillement aux indications du metteur en scène appuyé de mon autorité. En ce cas, je crois remplir la mission qui m'a été confiée, qui est d'abord de rétablir l'ordre dans cette Maison, en déclarant que la représentation n'aura pas lieu. » Je prétends que, s'il eût tenu ce langage, M. Édouard Bourdet eût été acclamé. C'eût été, dira-t-on, un beau scandale. — Oui, un scandale très beau et bienfaisant, un de ceux qui, d'un seul coup, assainissent l'atmosphère, tandis que le mauvais scandale s'est déployé, ce soir-là, librement sur la scène.

C'est M. Clariond qui jouait Alceste. Comment ne l'en a-t-on pas détourné? M. Clariond peut être excellent dans certains personnages de composition, inquiétants ou cruels. Comme il est intelligent, et comme il a aussi je ne sais quoi d'aigu dans le visage qui lui en donne l'air (car, pour tenir, au théâtre, l'emploi d'un homme intelligent, point ne suffit de l'être, il faut encore le paraître), il peut remplir à merveille les rôles raisonneurs, ceux qui brillent surtout par la logique et la dialectique, voire la sophistique, Mais, quant aux rôles pathétiques, ceux où la passion s'exprime avec chaleur, « parle toute pure », c'est une autre affaire! Or, Alceste est peut-être ridicule, il l'est même certainement, mais son ridicule se montre par éclairs, résonne par éclats sur un fond pathétique : ce ridicule est à base de colère, d'indignation et de souffrance. Alceste, littéralement, étouffe tantôt de fureur, tantôt d'angoisse. C'est un obsédé, un fiévreux, un demi-délirant. M. Henry Rollan, qui fut admirable dans le rôle, au Vieux, Colombier, l'année dernière, rendait à la perfection tout cela. Nous avons ici même[1] analysé son jeu. Le timbre vinaigré de M. Clariond prête à sa voix, dans la fureur, l'accent étroit de la hargne et de la grincherie. Dans le registre de l'émotion, la note devient pleurarde, voire pleurnicheuse; elle surprend alors, comme toujours étonnent, chez l'homme fait, les reviviscences de l'enfance disparue. Ces particularités éloignent l'interprète du personnage d'Alceste, qui est, à l'opposé, large et chaleureux dans l'emportement, mâle dans la douleur. Enfin M. Clariond, comme la plupart des comédiens

1. *Revue de Paris*, 15 mars 1936.

modernes, ne sait pas dire le vers. Il semble qu'il ait honte de ce langage artificiel, et qu'il soit surtout préoccupé d'en dissimuler l'inconvenante bizarrerie par des ruptures de cadences, des déglutitions perpétuelles de syllabes, mille familiarités vocales qui tendent à rapprocher autant que possible le vers des rythmes discontinus, entrecoupés, hachés, sautillants, négligés, naturels, de la conversation banale.

Madame Marie Bell sait dire le vers quand elle le veut. Mais encore faut-il qu'elle le veuille. Elle ne l'a pas voulu cette fois-ci. Sans doute cherchait-elle d'impossibles harmoniques entre son personnage et la robe, la perruque qu'elle portait; elle tirait donc Célimène vers la modernité, vers le style couturier et le style coiffeur de la fin de 1936. Aussi les nuances tout intellectuelles de coquetterie dont le rôle est tissé tombaient-elles, pour faire place à des nuances toutes physiques, des nuances de *sex-appeal*, si j'ose dire. Le jeu de l'épaule et du menton était le thème central de ces variations aguichantes. Enfin, la charmante artiste, ce soir-là, semblait, comme M. Clariond, déterminée à « moderniser le vers ».

Au milieu de ces discordances, madame Béatrice Bretty, dans le rôle d'Arsinoé, maintenait la note juste. Malheureusement elle ne pouvait la maintenir que pour son propre compte. C'est la conséquence fatale des interprétations désaccordées que ce qui est juste ne suffit pas à rétablir l'équilibre de l'ensemble, mais ne fait que mieux accuser, par contraste, ce qui détonne. Dieu merci, madame Bretty gardait le scrupule de « détailler » son rôle, en même temps que, par son aspect physique, ses élégances étudiées de dévote confortable, une façon calme d'envelopper la ruse, elle substituait avec art aux sécheresses conventionnelles des Arsinoé maigres, agitées et fielleuses, la vérité d'une perfidie aux angles arrondis, paisible, cachée, et d'autant plus savante.

M. Debucourt fut un Philinte très correct. C'est un diseur qui a de l'école et ne traite point le vers par dessous la jambe. Son Philinte cependant m'a paru trop mélancolique, trop rêveur. Philinte, qui est le type du parfait homme du monde, est plus en dehors, il a plus d'éclat, de sourire.

M. Bertin, dans le rôle d'Oronte, m'a enchanté, instruit, diverti, comblé — comme toujours. Je le tiens pour un des

meilleurs comédiens de la Maison. Il a prêté à la fatuité d'Oronte une sincérité ronflante, un accent pénétré, dont les notes basses ponctuaient comiquement la profondeur. L'Oronte de M. Bertin n'est pas seulement piqué, offensé, il ne comprend pas comment il est possible qu'Alceste n'admire pas son sonnet. La lecture du sonnet elle-même apparut comme renouvelée : l'affectation, soudain, changeait d'éclairage; la diction purement maniérée, qui est de tradition, le cédait à la diction solennelle, si fréquente chez les rimeurs qui disent de leurs vers. Ce moment fut un régal.

Les marquis furent les marquis, et la sincère Éliante la sincère Éliante, selon les meilleures recettes du Conservatoire.

La mise en scène, dans son ensemble, paraît avoir pâti du manque de liaison entre des tempéraments si divers, dont chacun jouait sa partie d'orchestre comme un solo. Mais, par ailleurs, le rythme général de la représentation était, selon moi, beaucoup trop précipité. J'ai été surpris de constater que M. Jacques Copeau, ce pur gardien du style (j'entends du vrai style, qui ne doit pas être confondu avec les formules), s'était laissé gagner par la préoccupation du mouvement extérieur, au point d'introduire dans des scènes « posées », comme la scène des portraits, par exemple, des déplacements de corps, des passages, des gesticulations, des éclats de rire prolongés, et autres accidents matériels, qui brisent la ligne générale de la composition scénique. Les nuances du texte, à ce moment, les trouvailles spirituelles, les pointes et biseaux de la malignité commandent, chez tous les interprètes, une position bien installée, bien assise. Les mouvements intempestifs transforment la « cour d'amour » (et de méchanceté) en un bavardage rapide entre des fauteuils. Aussi bien cette scène, pourtant capitale, s'évapore-t-elle entièrement. Peut-être l'impression de flottement était-elle encore accrue par la plantation : il régnait, entre les trois faces, un trop grand espace vide. Peut-être une table, placée au milieu, eût-elle suffi à équilibrer le décor, à établir un point de ralliement, un centre de repos dans cette vaste étendue désertique.

***

Disons tout de suite que la représentation du *Chandelier* dans le décor de M. Gaston Baty a été triomphale. Le succès fut si grand qu'il a complètement dissipé l'impression de malaise que la fâcheuse reprise du *Misanthrope* nous avait laissée. De tout cœur, nous partageons la joie du public. Les réserves que nous allons faire ne seront point uniquement de détail, nous y attachons une extrême importance, mais qu'il soit bien entendu que notre critique du *Chandelier* se situe sur un tout autre plan que notre critique du *Misanthrope*. La distance entre les deux plans est celle qui sépare un spectacle réussi d'un spectacle manqué.

Je suis persuadé que la présentation extérieure de l'ouvrage, l'imagerie, est pour une grande part dans l'enchantement du public. Comme j'appréhende les excès de cette tendance, qui risquerait d'entraîner la *Comédie-Française* dans une voie dangereuse, j'irai d'abord à ce qui me paraît plus important que les décors et les lumières, à ce que je tiens pour l'essentiel du spectacle : l'interprétation.

Elle est ici merveilleuse. J'admirais déjà beaucoup mademoiselle Madeleine Renaud, je l'admire aujourd'hui encore davantage. Elle témoigne, dans le rôle de Jacqueline, d'une variété de moyens que, quel que soit le talent que nous lui connaissions, nous ne lui avions pas vu encore déployer avec tant de maîtrise. Pour indiquer l'étendue de ses ressources, qu'il me suffise de marquer trois moments. Qu'elle est drôle dans la première scène! Que de grâce dans la friponnerie! que de finesse dans l'expression de traits qui, tous, notez bien, sont à l'antipode de la vertu : sensualité avide, mensonge, ruse, perfidie. Maîtresse de Clavaroche, éprise de ce fat, de ce bellâtre, Jacqueline, à cet instant, n'est qu'un petit être très matériel, uniquement rué à la satisfaction de ses instincts; mais l'être est frais et joli; et voici la coupable en déshabillé galant, la gorge nue, baignée au reflet d'un flambeau, feignant le sommeil sur le lieu même de ses exploits, ce lit défait, dans une alcôve. Ce sont là bien des séductions. Et puis Jacqueline a l'excuse d'avoir un vieux mari. Maître André, ce bourgeois en robe de chambre et madras, ce notaire ridicule, qui est là

qui tempête. A tous les charmes de la coquine s'ajoute, pour qu'on lui pardonne, la grande pensée moliéresque : cette femme jeune, en trompant son vieil époux, venge la nature, elle la rétablit dans sa vérité. Mademoiselle Renaud a enveloppé de délicatesse tout ce qu'il y a d'assez brutal et d'assez cru dans la situation, dans son comique et sa morale même.

Le second moment est cette scène, au jardin, où, pour la première fois, Jacqueline mande Fortunio auprès d'elle et lui explique à mots couverts ce qu'elle attend de lui. Ici mille nuances s'entrecroisent : la prudence et l'audace, la bienséance et l'inconvenance. Ce que Jacqueline demande à Fortunio est énorme, puisque ce n'est rien de moins que de servir, de favoriser ses trahisons. Cependant l'habileté consiste à prêter au vilain jeu l'allure d'un petit caprice de femme. Ce dessein suivi sous l'apparence de la légèreté, cette légèreté surveillée qui, elle-même, se masque de pondération, cette coquetterie brochant sur le tout, composent la trame psychologique la plus chatoyante. L'interprète en fait jouer tous les reflets. La sûreté avec laquelle son esprit, sa voix tirent l'un après l'autre les fils de ce tissu serré de sentiments n'a d'égale que celle de ses doigts, dans le même instant, s'activant sur leur broderie, cependant que, le buste droit, les paupières baissées sur l'aiguille ou laissant échapper par en dessous des œillades furtives, le corps garde un grave maintien, la tenue irréprochable de la bourgeoise qui parle d'un peu loin à un jeune garçon, lequel est de bonne famille sans doute, mais néanmoins un subalterne, un petit employé de son mari. Il est vrai que, jusqu'à la dernière phrase, jusqu'à la déclaration finale, jetée dans une esquive rapide, le discours tout entier est tenu comme si l'intéressée au stratagème était une tierce personne, comme si Jacqueline parlait pour une amie, mais la rusée sait bien, dès le début de l'entretien, qu'elle est devinée; le subterfuge de langage n'est qu'une écharpe transparente, que la décence enroule autour d'un difficile aveu.

Enfin le troisième moment est celui où Jacqueline est gagnée par la contagion de l'amour romantique, par la fièvre de Fortunio. Cet envahissement est progressif. Il se manifeste d'abord par une gêne, un scrupule à abuser d'un innocent. Mademoi-

selle Renaud a mis tout son art dans cette transformation insensible. Sa gaieté s'éteint par degrés. Une immense mélancolie prélude dans son cœur aux « orages désirés ». C'est la montée secrète de la passion, jusqu'à ce qu'elle éclate dans l'adorable cri : « Sais-tu que je t'aime, enfant que tu es? qu'il faut que tu me pardonnes ou que je meure, et que je te le demande à genoux? »

Nouveau venu dans la Maison, M. Julien Bertheau a justifié une fois de plus tous les espoirs que, depuis plusieurs années déjà, nous avions fondés sur lui. Le succès qu'il a remporté dans le rôle de Fortunio a été unanime. Le voici maintenant classé. Ce jeune artiste possède des dons exceptionnels et, parmi eux, le plus rare de tous, peut-être : une sensibilité ardente et frémissante, une puissance d'émotion comme il en est peu actuellement sur la scène, comme je n'en vois aucune qui l'égale chez les comédiens de son âge. De taille un peu au-dessous de la moyenne, mais bien prise, le visage tourmenté, attirant, le regard admirable, M. Julien Bertheau semble promis à une carrière analogue à celle d'un grand comédien disparu, mort en 1910, lequel prit sa retraite en 1901, et, depuis lors, n'a point été remplacé; je veux parler d'un illustre de la glorieuse Maison : Gustave-Hippolyte Worms. C'est (avec maintes différences, évidemment, qui tiennent à la personne, à l'originalité du tempérament) le même jeu sobre et profond, la même flamme secrète, la même *aura* de romanesque. Dans ce rôle de Fortunio, notamment, M. Bertheau nous a donné une impression que, depuis des années, nous désespérions d'éprouver de nouveau au théâtre : celle d'un amoureux consumé, impression qui ne va point avec les éclats, mais, au contraire, avec la retenue. La réserve, la timidité sont alors comme le garde-feu grillagé, le pare-étincelles au travers duquel on entrevoit ou devine le brasier intérieur. Mais ce n'est là qu'une image, et qui, peut-être, comme beaucoup de comparaisons, a l'inconvénient de trahir la vérité plus qu'elle ne l'exprime, en substituant le monde visible au monde invisible, et la matière à la psychologie. Le langage abstrait serait ici plus juste, qui parlerait d'adoration mystique, de don total, de désir insensé, d'espérance inouïe, de désespoir insondable, d'extase et de folie, tout cela contenu par une barrière

frêle, et aussi résistante que frêle, de confusion et de respect.

M. Escande fut excellent dans Clavaroche. D'aucuns lui ont reproché de n'avoir pas suffisamment marqué la vulgarité du personnage. Nous lui serions plutôt reconnaissant de l'avoir rehaussée d'élégance cavalière. N'est-ce pas tout justement cela qu'il est : un beau cavalier, vain de sa taille et de sa moustache? Ce n'est nullement un balourd. Est-il même si commun? S'il l'était tellement, par quelle aberration, quelle convention, quelle invraisemblance, Musset aurait-il mis dans sa bouche des morceaux de bravoure aussi pittoresques, tout pailletés d'images sensibles? Me André, lui, parle constamment comme un sot. Mais Clavaroche, comme un poète, en plusieurs passages. Un égoïste, un jouisseur, un avantageux, un vantard, un « fendant »? Certes. Un fourbe? Soit! Un lâche? Passe encore; il est bien tel, au dernier acte. Mais, l'auteur ayant prêté au verbe du personnage l'éclat de sa fantaisie, cela le sauve de la vulgarité simple, toute grossière et toute plate. Je féliciterai donc M. Escande d'avoir sauvegardé dans le portrait cette nuance précieuse. M. Baty a habillé Clavaroche en lancier, quoique Musset parle de dragon. Soit. C'est sans importance, et l'uniforme est brillant. D'ordinaire, on situait l'action à l'époque Louis XV, j'ignore pourquoi. Nulle indication sur ce point, dans le texte. M. Baty a replacé la comédie à l'époque Louis-Philippe, qui est celle du Romantisme et de Musset lui-même. Il était libre de le faire et c'est mieux ainsi.

Me André n'est qu'un rôle de second plan, mais lorsque M. André Brunot consent à paraître dans un rôle de second plan (sacrifice essentiel à l'éclat d'un spectacle), il reste un acteur de premier plan, l'un des piliers de la Maison. Les plus petits rôles, ceux des deux autres clercs et de Madelon la servante, sont tenus à la perfection par MM. Bertin et Echourin et mademoiselle Casadessus.

Nous avons retrouvé dans la mise en scène de M. Gaston Baty notre ami tout entier, avec ses beaux dons (vive imagination picturale, technique approfondie du théâtre) et ses grandes vertus (dévotion absolue à la tâche entreprise, méthode rigoureuse, soin infini) — mais aussi quelques-uns de ses partis pris que je ne me résigne pas toujours à admettre.

Deux fautes graves, selon moi : l'une au début, l'autre à la fin. Au début, il est clair que la présence de Clavaroche dans l'armoire doit rester ignorée du public jusqu'à la sortie de Me André. M. Baty a sacrifié l'effet de surprise voulu par Musset au plaisir de montrer, avant l'attaque de la première scène, la maison, toutes fenêtres closes, endormie sous la lune, et l'ombre du galant qui se glisse à travers le jardin, puis apparaît, à l'étage, dans la chambre de Jacqueline.

On sait comment le décor est planté. La scène est partagée en deux : d'un côté, la façade de la maison et le jardin; de l'autre (en coupe, le quatrième mur, face au public, étant supposé inexistant), l'étude du notaire, au rez-de-chaussée, où l'on voit, au lever du rideau, le clerc Landry bâillant sous la lampe, et, au-dessus de l'étude, la chambre de Jacqueline. Ce dispositif est très ingénieux, il offre l'avantage de réunir dans un décor fixe, solidement construit, les divers lieux successifs de l'action, qui, à tour de rôle, s'éclaireront ou rentreront dans l'ombre, suivant les besoins. Toutefois, ce compartimentage n'est pas sans inconvénient pour ceux qui attachent au texte une importance primordiale. Il en résulte, en effet, que des scènes capitales (les scènes qui se passent dans la chambre) se déroulent très loin, très haut et comme en l'air. Le jeu des acteurs, à cette distance du spectateur, laisse échapper certainement une part de son magnétisme. Au surplus, l'image visuelle imposée par les changements d'éclairages et la répartition de l'ombre et de la lumière entre les compartiments du décor, n'est pas toujours heureuse. Lorsque la chambre s'éclaire et que l'étude, en dessous, s'éteint, l'œil ne peut complètement ignorer ce gouffre noir, le cadre de celui-ci étant très nettement délimité, de sorte que la chambre éclairée semble située au-dessus de l'entrée obscure d'on ne sait quoi, d'un garage en sous-sol, on croirait.

Mais, je reviens à la petite pantomime du début. Le clerc a vu le galant se glisser dans la maison. Il sort. Sans doute va-t-il réveiller Me André. Bientôt, celui-ci, une chandelle à la main, passe derrière une lucarne. Au bruit, Clavaroche gagne le placard, et Me André entre dans la chambre. Outre que la surprise que l'auteur avait voulu ménager jusqu'à la scène suivante se trouve, de ce fait, abolie, c'est toute

l'attaque de la première scène qui se trouve changée, affaiblie. Elle perd sa brusquerie expressive. Qu'en conclure, sinon que M. Baty se soucie moins des mouvements dramatiques inclus dans le texte même que des mouvements matériels, picturaux et décoratifs qu'il combine. Combinaison pleine d'art, sans doute, mais tout de même abusive. De ces observations, qu'on n'aille surtout pas induire que je suis indifférent à l'élément visuel d'un spectacle. C'est au contraire parce que j'y suis très sensible que les images, parfois, me troublent. Elles me détournent du texte, dès qu'elles empiètent sur lui. Si elles sont mauvaises (ce qui n'arrive jamais avec Baty) elles m'offensent; si elles sont belles, voilà que je n'écoute plus, que je m'égare en rêvasseries. Ainsi, la coulée du rayon de lune sur la façade de la maison endormie, au lever du rideau, est si juste qu'elle m'entraînait en des songes d'où j'eus peine à me tirer pour suivre les nuances du dialogue.

La seconde erreur grave dont j'ai parlé est celle qui consiste à ne pas clore le spectacle sur l'impertinence de Fortunio : « Cette chanson-là est bien vieille! Chantez donc, monsieur Clavaroche. » On ne pouvait trouver de fin meilleure que cette phrase narquoise, qui met en relief le retournement de la situation et le triomphe de Fortunio. M. Baty a préféré y ajouter une petite « cérémonie » de son invention, plus voisine de l'opérette que de la comédie : Clavaroche a quitté la place, Me André s'est endormi, les fleurs des plates-bandes s'illuminent féeriquement sous l'arrosoir du jardinier, pendant que la chanson de Fortunio est reprise, tour à tour, sur des tons divers, par les clercs et par la servante.

Ces réserves faites, l'ensemble du spectacle est très beau et le ravissement du public demeure justifié.

FRANÇOIS PORCHÉ

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Voici calmé le tumulte des prix littéraires. Les Goncourt ont choisi, comme tout le faisait prévoir, M. van der Meersch. On ne doute point en effet que celui-ci ne devienne un bon écrivain, quand ses dons naturels traîneront avec eux moins de débris de littérature. Maintenant qu'il a reçu de si hauts suffrages, il n'a plus droit qu'à la justice. La nature lui a donné le talent d'écrire, et il en fera sans doute le meilleur usage dès qu'il saura l'employer.

Le jury du Prix Femina, composé de femmes si justement sensibles, a choisi un livre qui n'en est pas un, mais qui vaut peut-être mieux : car il est le témoignage émouvant d'une artiste. *Sangs*[1] est l'histoire pathétique de quatre générations. La première, au début du XIXe siècle, est de paysans aisés, qui, somme toute, ont vécu heureux dans leur petite maison. L'homme, Jean-Marie Hurel, est mort dans les sentiments les plus pieux et la veuve, maman Phanette, nous est peinte « petite, jolie et mignonnement grasse », bonne comme le pain qu'elle cuit et la crème qu'elle dispense. « Parce qu'il y avait dans son cœur une source fraîche, elle riait dès qu'elle le pouvait. »

La génération suivante devient sombre. Le fils de Jean-Marie et de Phanette, Françouée, comme l'appelle l'auteur, est un fermier modèle, qui, de la petite aisance de ses parents, fait une véritable fortune. Violent, têtu, acharné, il voulait posséder les plus belles bêtes du pays. « Il voulait le plus bel et le meilleur en toutes choses, dans ses étables et ses récoltes. » Il achetait toutes les terres qui passaient en vente, jusqu'aux

1. Denoël et Steele.

plus petites fermes. Il éleva d'abord des étables hautes comme une chapelle, dont le pays s'offusqua. Puis il se construisit une maison neuve, avec des fondations comme pour un château fort. Il était juste, quoique emporté, et payait généreusement. Il s'éprit d'une jeune fille sans fortune, mais belle, bonne et candide, Sylvie Delatour. « Le teint de Sylvie était d'une rose et ses cheveux de blond soleil; ses cils dorés et sa légère myopie entretenaient le mystère de son regard. Elle ne souriait guère, mais rien n'était plus digne et plus gracieux que son maintien. Ses mains, ses pieds, petits et parfaits, son col fier et infléchi, sa longue taille exactement moulée concouraient à l'œuvre de sa beauté. » Telle était la fée que Françouée épousa. « Il posséda, nous dit-on, un beau corps sans défense, auquel il n'apporta que le plus pénible désordre physique. » La vie amoureuse de la jeune femme resta nulle. « Dans le visage d'un rose si pur, où les lèvres tranchaient à peine, aucune passion ne troublait le ciel vide des yeux. Ces lèvres ne savaient mentir ni déguiser. Françouée leur aurait fait tout dire. Mais, respectueux de son amour, il se retenait d'aucune violence. » — La jeune femme devint du moins une maîtresse de ferme accomplie. « Elle avait pris, avec l'autorité, les modes d'une grande fermière qui en impose dans sa simplicité, partageant avec ses bonnes n'importe quel travail, et ne s'était réservé que le monopole des charités. »

Le ménage sans se briser, finit par se disloquer. Un jour, Françouée, s'apercevant qu'on lui a caché combien sa mère était gravement atteinte, « Pourquoi n'ai-je rien su? » demande-t-il violemment. Une scène éclate. Elle finit par avouer qu'elle ne l'aimait pas en l'épousant. « Vous êtes trop droite, ma fille », lui disait sa belle-mère. Voilà le rêve de Françouée a jamais détruit. « Les époux se connaissaient maintenant, nous dit l'auteur, et se mesuraient pour de prochains combats. Ils n'étaient pas patients et ils se retrouvaient sans cesse. Dans un moment d'exaspération Françouée osa dire à Sylvie : « Tu n'es pas pour moi! Tu es une femme de malheur. » Ils finirent par avoir un enfant, engendré un soir où Françouée avait rencontré une bohémienne. La grossesse fut affreuse, la naissance difficile. — Par quelle folie Françouée va-t-il alors retrouver dans sa mansarde une

servante dont il a été l'amant autrefois? Sylvie, qui n'est pas encore remise, se lève, les surprend, s'enfuit avec horreur, commence à délirer et meurt.

L'enfant née dans ces jours tragiques, Élise, est venue au monde pour le châtiment de son père. Elle lui ressemble. « L'Élise avait les mêmes cheveux déjà bruns et tordus et, dans sa chair informe, se creusaient les profondes orbites de Françouée et sa longue bouche volontaire. » Cependant il ne se reconnaît pas en elle. Elle lui est hostile et il la craint. C'est une fille ténébreuse, violente, orgueilleuse, qui n'aime qu'elle-même, et qui se change facilement en bête méchante. Elle s'éprend d'un beau garçon, Adrien Bellois, dont le caractère n'est pas sans rapports avec celui d'Élise. « Adrien et l'Élise figuraient l'amour romanesque. Ils s'y tiendraient tant que le permettrait leur réserve nerveuse. Ils avaient à cacher le même esprit de domination, la même impatience de l'esprit et des sens. » Les nouveaux mariés s'installent dans un pavillon à Auteuil. Adrien est suffisant, péremptoire, confiant en ses dons, et il se conduit de sottise en sottise. Élise, du moins, sait administrer sa fortune. Leurs querelles ne sont interrompues que par des reprises, où ils mettent une fougue égale. Une fille naît, la petite Mahaude, qui est délicieuse et à qui mademoiselle Hervieu a réservé toutes ses préférences. Voilà la pauvre enfant victime des extravagances de son père, prise dans des disputes furieuses et de furieuses réconciliations. Elle finit par être brisée.

Mais cette lugubre histoire qui est racontée avec une émotion quelquefois tragique, ne fait pas tout le livre. Tant de malentendus, tant de disgrâces, tant de malheurs viennent d'un accident initial. Jean-Marie, l'arrière-grand-père, après son service, est « revenu dépéri des armées, l'esprit travaillé par une pensée sans repos. » Vous entendez à demi-mot. Sa femme Phanette, aussitôt après les noces, est prise de malsanté. « Après une pénible grossesse, la naissance d'un enfant la sauva. Ayant racheté sa mère, il mourut. Les matrones racontèrent qu'il était tout noir et cependant pareil à un chat écorché. » — Deux autres petiots ne dépassent pas la première enfance. Enfin vint Françouée, qui survécut. Mais il ressent parfois des « coups du mal » qui le laissent sans défense. C'est

pourquoi il n'ose fréquenter les assemblées, pas plus l'église, où il manque défaillir, que le cabaret. — Sa fille, Élise va porter l'héritage de son père et de son grand-père. « La malédiction que charriait son sang altérait le jeu de ses sentiments comme de ses organes. » — Le mari d'Élise, Adrien, a la même hérédité qu'elle; de ces deux sangs est née Mahaude, dont on a craint longtemps qu'elle ne fût muette.

Dans la pensée de l'auteur, cette histoire physiologique de la famille Hurel détermine toute l'aventure de ces malheureux. Mais le lecteur reste moins persuadé; bien des épisodes du livre et parmi les plus beaux, s'expliquent difficilement par ce pan-spécifisme. On a l'impression que mademoiselle Hervieu a voulu faire un livre sur cette donnée tristement expérimentale, et que son talent l'a conduite sur un autre chemin, de sorte que l'ouvrage, en dernière analyse, se passe de sa propre donnée.

***

Le prix Théophraste Renaudot a été donné au livre de M. Aragon, *les Beaux Quartiers*[1]. Les beaux quartiers, à vrai dire, n'occupent qu'une place assez restreinte dans l'ouvrage. Ce sont ces régions comprises entre Passy et le Bois, et où la société bourgeoise s'épanouit. Il y a dans l'ouvrage une très curieuse géographie de Paris : Paris de l'oisiveté, du luxe et des grandes affaires à l'ouest, Paris misérable du centre et de l'est, et entre les deux une région frontière, assez hideuse, où M. Aragon a placé, en marge du boulevard, un tripot qui est un repaire.

Pour s'être risqué dans les beaux quartiers, pour avoir connu Carlotta Beneduce, un étudiant en médecine, Edmond Barbentane, jusque-là studieux, se met à jouer, fait un peu de chantage, est impliqué injustement dans un assassinat, et manque être assassiné lui-même sur les ordres d'un usurier et d'un argousin. Il y a là dans la dernière partie du livre un roman policier, qui n'est pas sans talent, mais qui n'est pas non plus sans évoquer les goûts aventureux de 1925.

Mais ce n'est là qu'une petite partie du livre. Edmond est le fils aîné du docteur Barbentane, maire radical de Sérianne

1. Denoël et Steele.

en Provence et politicien local. Mais le docteur a un second fils, Armand, qui est un enfant pieux et qui a voulu dans son adolescence se faire prêtre. Il était surtout sensible, plein d'imagination et prompt à se représenter dans les choses tout ce qu'elles comportent de magnificence. Ayant perdu la foi, il a abandonné l'idée de la prêtrise pour celle du théâtre. L'une et l'autre vocation sont d'ailleurs restées platoniques; car Armand, mis à la porte du lycée d'Aix, parce qu'il était l'amant d'une laveuse de planchers de cet établissement, et souffleté par son père, s'enfuit à Paris, où dès le premier soir, entôlé par une rôdeuse, il se trouve sans ressource. Nous explorons avec lui les manifestations prolétaires et le pays des clochards. Pressé par la faim, repoussé partout, Armand finit, au cours d'une grève, par s'embaucher chez les jaunes. Mais le remords le chasse, et il court se confesser au Comité de grève, qui le reçoit avec attendrissement.

Ces deux biographies d'Edmond et d'Armand, tous deux à Paris, sont l'essentiel du livre. Mais l'auteur y a mis une espèce de prologue, qui se passe à Sérianne, et qui est la vie d'une ville de province, radicale comme il se doit, et où, sans que les hommes soient foncièrement méchants, triomphe la plus atroce injustice. Une malheureuse domestique est amenée à se pendre, un ouvrier malmené meurt à l'hôpital, et on cache sa mort, de peur qu'annoncée, elle ne dérange le jeu prévu des voix dans un scrutin. Le peuple de la ville basse s'insurge, et l'auteur mêle ces masses profondes et sombres au tumulte d'une fête foraine. De même il a suspendu dans l'ombre la servante morte au-dessus d'un couple d'amour eux qui ne s'en doute point. Et l'amoureux est justement Armand Barbentane.

Ces contrastes, cette oppression des faibles, cette misère du monde, cette pitié, cette indignation, nous les retrouverons dans tous les romans sociaux, que ce soit *le Moulin de la Sourdine*, de M. Marcel Aymé, ou *les Thibault*, de M. Martin du Gard. Ce sont les éléments de base du socialisme français. Il est humain, et même sentimental. C'est ce qui le rend ridicule aux yeux de Moscou.

Enfin le prix Interallié a été donné aux *Chasses de novembre*, de M. René Laporte, livre charmant qui est un modèle d'analyse inquiète.

***

Les trois derniers volumes des *Thibault* ont paru, sous ce titre commun : *l'Été 1914*[1]. Ainsi s'achève l'ouvrage de M. Martin du Gard. Là encore nous retrouvons deux frères, dont l'aîné Antoine est médecin, et dont le second, Jacques, a fui la maison paternelle. Jacques Thibault vit à Genève dans la société de quelques révolutionnaires de tous les pays : petit groupe qui a pour chef un personnage assez mystérieux, Meneystrel, qu'on appelle le Pilote. Une mission envoie Jacques à Paris, et le voilà relancé dans l'action du roman. Comme il a été le héros des premiers livres, il est le héros des derniers. Et en fin de compte, il semble bien que c'est à cet enfant ombrageux, sensible, buté, éternellement mal compris, que l'auteur s'est attaché.

On peut raconter ces trois volumes : il est plus malaisé de leur arracher leur secret. On peut dire, avec une apparence de raison que le livre, avec une cruauté impitoyable, achève de nous raconter la faillite de Jacques. Ce malheureux n'est que contradiction. Il la porte en lui et les circonstances achèvent de l'y pousser. Et cependant ces mêmes circonstances l'acculeront à une mort d'une logique profonde, de sorte que Jacques disparaîtra après une cruelle agonie, enfin d'accord avec lui-même. Et pourtant cette mort sera manquée, car elle ne remplit aucunement le dessein que Jacques s'en est formé. Tels sont ces êtres marqués du signe de l'inadapté. En opposition éternelle avec le monde et avec eux-mêmes, à la fois faibles et violents, emportés par la passion et incapables de la ressentir vraiment, ils sont dans la vie comme des brins de paille dans le vent. Que telle soit la pensée de M. Martin du Gard, je le crois sans pouvoir l'affirmer. Car cet auteur, si clair quand on le lit, si difficile quand on l'interprète, est lui-même comme la vie, qui nous présente son miroitement comme une éternelle énigme. Ses personnages vivent et c'est à nous de faire, si nous le pouvons, une synthèse de leur caractère. C'est cette existence autonome des personnages qui donne tant de force aux scènes que décrit M. Martin du Gard; c'est elle qui fait le prix de ses romans.

1. N. R. F.

Jacques, pour les révolutionnaires de Genève, ne sera jamais tout à fait l'un d'eux. Il est venu d'ailleurs et par des chemins différents. Il y a parmi ses compagnons des idéalistes et des techniciens. Il n'est exclusivement ni l'un ni l'autre. Comme le héros de M. Aragon, il est allé à la Révolution par une horreur native de l'injustice. On ne dira jamais combien ce sentiment dont toute la société latine, chrétienne, classique, est comme imbue, est pour les révolutionnaires marxistes un archaïsme sentimental et digne de pitié. Or Jacques veut justement le bonheur des hommes et une révolution sans massacres. Pour sympathique qu'il soit à tous les membres du groupe, comment le suivraient-ils sur ce terrain.

Il fera d'ailleurs d'étranges expériences. Le chef commun, le Pilote, est suivi d'une jeune femme qui s'est dédiée à lui, qui l'adore et qui lui est devenue nécessaire. Or cette jeune femme va le tromper et s'enfuir avec un Anglais, un peintre, un magnifique compagnon. Et qui la poussa à cette trahison? La force la plus élémentaire du monde, le désir tout simplement. Chez ces ennemis de la société, et qui ont fait le sacrifice de leur vie, M. Martin du Gard a voulu, comme un rappel à l'ordre, montrer la même obéissance que chez le commun aux lois inexorables de l'univers. Le Pilote est trompé tout comme un bourgeois, et il en souffre à mourir. — Autre expérience singulière. Dans ces jours de juillet 1914, où le destin des peuples était dans la balance, Jacques participe à une expédition difficile et dangereuse, qui réussit à s'emparer des papiers d'un envoyé autrichien à Berlin. La connivence des deux états-majors, des deux gouvernements, y éclate. Il suffirait de publier ces textes pour éclairer l'Europe, pour empêcher la guerre. Le Pilote les détruit. Il lui faut le fléau déchaîné, qui est une étape de la Révolution. — Enfin au moment où les mobilisations sont proclamées, voici que les socialistes, jusque-là si fermes à les refuser, les acceptent sous l'un ou sous l'autre prétexte et probablement de bonne foi. Non, les révolutions ne se passent pas dans l'absolu.

Jacques lui-même si violemment idéaliste, entremêle à ses missions à Paris une aventure personnelle. On se rappelle cette amitié avec Daniel de Fontanin, l'un des grands événements de sa vie, et aussi une de ses faillites. Daniel a une

sœur, Jenny, que Jacques a aimée violemment, puis tout à coup abandonnée, il y a quatre ans, quand il a lui-même quitté sa famille. Ils se retrouvent et ils reconnaissent qu'ils n'ont jamais cessé de s'aimer. Les premiers jours de ce renouveau passionné coïncident avec les derniers jours de la paix; Daniel traîne Jenny à travers les meetings, les bureaux de rédactions. Le sentiment d'un vertige désespéré, la confusion des événements et des hommes, cette tendresse au bord du tombeau, ce dévouement plein de foi que montre aussitôt Jenny : tout cela est rendu avec une puissance singulière. C'est à ce point où l'aventure individuelle n'est plus qu'une facette de l'aventure commune, que le roman se mêle lui-même avec l'histoire.

Dans le compromis général, Jacques est resté seul fidèle à son horreur de la guerre. Il ne se battra point. Mais il sent bien que son refus, pour n'être pas taxé de lâcheté, doit être accompagné du sacrifice de soi-même. Il quitte Jenny, il rentre à Genève. Là il retrouve le Pilote, qui comme lui, veut mourir. Quelle sera cette fin, digne de la cause qu'ils servent? Jacques compose un suprême appel aux combattants. Il les supplie une dernière fois de ne pas accomplir cet égorgement fratricide. Le Pilote et lui, le 10 août 1914, s'en vont dans un mauvais avion jeter cette exhortation, à des milliers d'exemplaires, sur les lignes d'Alsace. C'est le jour de la retraite de Mulhouse. L'avion délabré tombe et prend feu. Le Pilote, les papiers sont carbonisés. Jacques, affreusement blessé, est ramassé par des gendarmes français, traîné par eux dans les cahots de la retraite, achevé enfin. Il meurt inconnu, sans qu'un seul de ses papiers ait été lu, sans qu'on sache qui il est. Ce suprême échec scelle sa vie comme d'une marque d'ironie. Qui sait pourtant? On ne nous rapporte point ce qu'il a pensé dans son agonie, ni s'il a fait, déjà aveuglé par la mort, un retour sur lui-même. Peut-être s'est-il dit que ce sacrifice des précurseurs, si obscur qu'il soit, — et il doit être obscur pour garder sa vertu — n'était pas inutile. Ce sang en apparence versé en vain, ce martyre sans témoin et sans gloire, achevé sous une ignoble injure, n'est-ce pas sa mort même de l'apôtre? — A condition qu'on croie à l'apostolat, ce qui mène loin.

HENRY BIDOU

LONDRES-MÉDITERRANÉE

LONDRES

ABDICATION. — Nous avons tourné les manettes de la T. S. F. pour entendre ce soir les adieux du roi Édouard VIII. Le peuple anglais est tout entier aux écoutes, à cette heure, de longtemps la plus émouvante de l'Histoire sentimentale d'un grand peuple. Depuis bientôt une heure, je lis autour de moi l'impatience, l'angoisse. Une vague de détresse a transpercé les murs. Les femmes voudraient pouvoir avancer les aiguilles des pendules. Il semble impossible à tous qu'un événement extraordinaire ne se produise pas, — quelque miracle — qui empêchera l'abdication. Aucun ne consent à réaliser qu'un roi d'Angleterre puisse renoncer à son peuple de son plein gré, à son rôle, à ses obligations et, surtout, pour une femme, — une seule femme! — à l'amour de tant de dizaines de millions de cœurs.

Les phrases les plus touchantes qu'un roi puisse entendre, si les souverains pouvaient surprendre secrètement leurs sujets, ont été prononcées, jaillies des entrailles; elles eussent ému les plus insensibles.

Des vœux qu'on ne formule qu'au chevet des agonisants et pour les défunts, ont été faits, pour cet homme vivant, — si vivant et brûlant d'une flamme amoureuse telle que l'Histoire, qui en éternise beaucoup, n'en compte point qui ait provoqué un si complet sacrifice, un tel abandon de soi-même.

Titus et Bérénice se sacrifient; toujours, les rois se sou-

mettent, se marient dans le rang, quitte à se permettre, au cours des années, comme dans bien des ménages, quelques incartades, que l'on ne songe guère à leur reprocher. La situation de quelques dames ayant fait partie de l'intimité du roi Édouard VII, montrait à quel point son petit-fils pouvait, sans blâmes, satisfaire un caprice.

Après quelques sons de cloche, à l'heure dite, dans un silence quasi solennel, la voix jaillit du poste, — de la boîte de palissandre. En combien de maisons de Londres et d'un immense Royaume, — que cette voix, d'abord mal assurée et si peu sonore, pourrait faire trembler sur ses bases les plus lointaines, — dans des pièces dont le décor varie, des âmes simples, des cœurs loyaux, d'humbles filles coiffées d'un bonnet, des hommes portant l'uniforme, des esprits mûrs et des enfants qui ne l'oublieront jamais, écoutent-ils! L'homélie est apprise, lue; chaque mot en fut mesuré par des conseillers ayant, de longtemps, mené cette abdication qu'ils jugeaient indispensable.

Les adieux sont brefs. Peut-être le Prince y a-t-il ajouté à l'improviste le mot : *Enfin* par lequel ils débutent. Sans grande émotion, bien qu'émouvants, quand même. Celui qui semble en être le lecteur, l'interprète plus que le rédacteur et l'intéressé, paraît bien agir sous l'injonction de forces qui dépassent la sienne et non de son plein gré. Car s'il voulait régner selon ses désirs, et non sans dangers peut-être, du moins aimait-il certainement presque toutes les formes de l'exercice du pouvoir, même en se plaisant à les transgresser, à modifier les usages, comme lorsqu'il se rendit récemment à l'ouverture du Parlement, en veston, dans une auto de sport, alors que son père employait encore le carrosse doré que le cinéma nous montrait chaque année.

Ces réflexions me sont personnelles, car autour de moi personne n'a soufflé mot; quelque mouchoir essuie furtivement des larmes.

Lorsque les mots *God save the king!* ont clôturé « l'émission » d'ailleurs prononcés d'une voix qui se rehausse et tente de s'affirmer, le silence se prolonge dans le salon.

Le miracle attendu, souhaité, ne s'est pas produit. Celui qui fut le Prince de Galles de la Grande Guerre et des longs

voyages représentatifs qui semblaient si heureusement préparer son règne, n'est plus. Il n'est plus qu'une sorte de sans-patrie.

Son peuple ne réalise point, à cette heure, pas plus que lui-même, sans doute, l'énormité du fait qui vient de s'accomplir, son apparence exceptionnelle et ses conséquences infinies.

Une phrase reste gravée dans ces esprits, dans celui des femmes surtout, qui finiront par rompre le silence tout à l'heure : « Vous ne savez pas comme il m'est impossible de régner sans avoir auprès de moi la femme que j'aime. »

Voilà ce qu'elles retiennent de ces adieux, en pensant, de la plus humble à la plus haut placée :

— Mais *moi*, mais *nous*, ne l'aimions-nous pas? N'étions-nous pas auprès de lui, — toujours! »

Il semble, dès maintenant, que ces femmes se soient à l'instant éveillées d'un songe. Ce jeune roi, qu'elles aimaient — toutes — avec la satisfaction qu'il n'appartînt officiellement à aucune, ce qui leur laissait dans les tendres ténèbres du « moi » l'impression que le Hasard leur offrirait, peut-être, un jour, l'occasion de courir leur chance — ce jeune roi s'est arraché d'elles, brusquement, définitivement. Il n'est plus Celui qu'en elles-mêmes et entre soi, à tout moment, elles appelaient encore le Prince de Galles, — mais un inconnu, un voyageur qui leur a peut-être adressé ses adieux — comme le bruit en a couru — du navire qui l'emportait, tout seul, vers sa destinée : M. Windsor, ni Altesse, ni prince, un errant, un exilé, un monsieur auquel est arrivé une fâcheuse histoire, fâcheuse parce qu'elle n'est point de l'ordre de celles qui peuvent arriver à un roi, — le roi d'Angleterre.

***

Collectionneuse de célébrités. — Avez-vous connu Debussy?

— Je l'aurais pu, chez des amis. Mais je ne sais quelle crainte d'ennuyer, et de m'ennuyer, me retient encore fréquemment.

— Oh! comme c'est curieux! — s'écrie mon interlocutrice.

J'ajoute non sans une certaine malice :

— Je crois toujours être moins désigné que le dernier venu à retenir l'attention de ceux qui ne me font pas d'avance.

— Oh! comme c'est curieux! — répète pour la seconde fois la mangeuse de célébrités. — Vous êtes trop négligent, — me dit-elle sur un ton de blâme et de réel mépris.

— Peut-être me suffisait-il d'entendre au concert le Prélude à l'*Après-Midi d'un Faune* ou *Pelléas*, à l'Opéra-Comique, avec Mary Garden, ou de me faire jouer plusieurs fois *Sur l'Eau*, pour éprouver le sentiment intime que présence et conversation ne sauraient rien ajouter à ce qu'il pouvait produire.

— Il parlait peu, n'est-ce pas?

— En effet, mais je regrette cependant, maintes *négligences* comme vous dites, en considérant le passé. Le souvenir d'une présence, d'une expression que l'on croit saisie par soi seul, explique pour nous certaines nuances d'un personnage, en dépit de nombreuses déceptions.

Au fond, peut-être ne connaissons-nous que ceux que nous devons connaître? Des courants mystérieux agissent dans ce sens autour de nous.

— Il n'a pas connu Debussy, — répand autour d'elle, cette blonde épaisse et acharnée, dont l'espèce n'est pas rare outre-Manche.

— Non, je n'ai connu Debussy... que par l'histoire d'une dame qui l'avait aimé à Rome et qui revenue à Paris le trouva trop misérable... C'est l'aventure de madame Moraines, dans *Mensonges*, de Paul Bourget.

Mon interlocutrice paraît intéressée. J'ai envie de lui demander si elle connut Wells. Mais elle semble avoir prévu la demande, car elle énumère ses relations avec des hommes célèbres, à travers les deux continents. Ils sont nombreux et de qualité. Cette personne est de l'espèce insatiable des collectionneurs.

— Et Renée Vivien? — me demande-t-elle subitement.

Je demeure muet, car je n'ai pas connu Renée Vivien.

— Elle écrivait pourtant ses poèmes en français! Elle vivait à Paris!...

— Je suis allé, chez elle, — dis-je, — mais je ne l'ai pas rencontrée.

Je devenais peut-être intéressant... je cesse de l'être aussitôt!

— Vraiment! — s'écrie la *collectionneuse*, d'un air découragé.

Je sens diminuer ce que je pouvais obtenir de considération auprès de cette agréable personne, qui, d'ailleurs, a bien regardé ceux qu'elle a vus. Je me tairai donc et nous changeons de conversation, car ce recueil parlé de célébrités ressemble assez à un album de cartes postales ou de timbres.

... Pourtant, je suis allé, en effet, chez Renée Vivien, et voilà que ce souvenir m'obsède. J'y ai pris le thé et je n'ai pas aperçu la « Dame aux Violettes », qui devait mourir, peu de temps après, sans avoir quitté sa jeunesse.

C'était avenue Foch, alors avenue du Bois-de-Boulogne. J'y avais pris rendez-vous avec une amie anglaise aussi timide qu'originale qui évoquait dans de longues robes souples, avec ses épais cheveux de la nuance auburn et ses yeux verts, les personnes aériennes, à la lèvre inférieure renflée, aux boucles flottantes de Dante Gabriel Rossetti ou de Burne-Jones. Veuve du marquis d'A... dont on vendit, deux semaines durant, à Londres, les gilets et les cannes, elle faisait en France de fréquents séjours et nous avions souvent parcouru en auto les côtes de Bretagne dont elle semblait une émanation, à la fois vivante et suggérée.

C'est elle qui m'avait invité à venir prendre le thé, un après-midi du commencement d'octobre, chez Renée Vivien. Le nom de la poétesse irlandaise fleurissait alors dans un petit cénacle. J'avais récemment vu son portrait chez le peintre Lucien Lévy-Dhurmer, qui avait trouvé sa manière littéraire dans le pastel et qui était, — je pense qu'il l'est demeuré, — un ermite rêveur et laborieux. Il avait commencé par travailler chez un céramiste de Golfe-Juan, Clément Massier, industriel qui semble avoir été le décorateur avant la lettre d'un romancier comme M. Dekobra. On imaginerait parfaitement, sur les dalles de faïence vernissée, d'un bleu dont la nature use avec plus de parcimonie et quelques nuances, les Madones des Sleepings et les Gondoles aux Chimères. A Nice,

dans sa villa voisine du port, Jean Lorrain devait à Clément Massier quelques-uns de ces ornements voyants dont ce fils de petits armateurs se plaisait à trouer et animer ses brumes de côtes normandes.

... Lady A... m'avait donc convié à prendre le thé chez Renée Vivien, avenue du Bois-de-Boulogne, dans un vaste rez-de-chaussée dont les fenêtres ouvraient sur un jardin tout de suite borné par la grille, sur laquelle le lierre formait un épais écran. L'air tiède de la fin d'après-midi d'octobre brassait ses myriades de molécules d'or. Des voitures ramenaient du *Bois* ces promeneurs naïfs qui se figurent avoir *pris l'air* autrement que par les yeux, dans le fond d'une auto ou, pendant un quart d'heure de marche, à Bagatelle.

L'appartement était plongé dans une obscurité qui enveloppait un silence presque aussi absolu que celui qu'on imagine, au centre de sa pyramide, dans la chambre mortuaire d'un Pharaon. Des tables chinoises, étroites et longues, ne semblaient point finir dans le brouillard où elles s'enfonçaient. Deux cierges dressaient vers le plafond, dans les ténèbres, des flammes sans pouvoir, de chaque côté d'un bouddha pour le moins aussi grand qu'un adulte et dont les ombres barbouillaient de nuit le sourire béat.

J'ai trouvé dans tes yeux la paix sinistre et sage
Et la Mort qu'on respire à rêver près des morts.

Je devais avoir relu quelques vers de Renée Vivien avant de venir, car j'étais encore à cet âge où l'on croit utile de mêler à l'encens que l'on brûle à la face des poètes, le parfum de quelques fleurs cueillies dans leur propre jardin.

J'étais accablé de noir, d'obscurité. J'aurais voulu ouvrir les fenêtres aux derniers rayons du soleil qui remplissaient l'avenue de leur fleuve d'or. Je demandais à celle qui m'avait amené comment une jeune femme qui se croyait la réincarnation de Sapho, — comme le charmant peintre qui reproduisait ses traits sur la couverture de ses poèmes, pensait bien être, j'imagine, une émanation du Vinci, — pouvait vivre

dans ces ténèbres, elle qui chantait les clairs de lune et les matinées blondes,

Tes regards ont l'azur des éthers et des ondes
Ta robe a le frisson des brises et des bois.

L'air nocturne répand la poussière des mondes...

dans des sortes de réminiscences d'Hugo et de Leconte de Lisle, dont on devinait sa première nourriture assaisonnée.

En ce même temps commençaient de se répandre parmi ses contemporains les poèmes enthousiastes et rayonnants de la comtesse de Noailles. Plus libérée par une naissance en France et l'éducation première que Renée Vivien, d'origine anglo-saxonne, elle allait répandre une pénombre dorée sur ses contemporaines.

Dehors, dans Londres, autour de Berkeley Square, c'est la nuit de décembre, au ciel balayé des vents changeants. La chaussée luisante est déserte. Je me suis échappé des filets de la collectionneuse de célébrités qui, décidément, ne saurait rien tirer de moi. Je me sens étranger et voudrais, comme autrefois, regretter Paris.

***

Les Anglais brûlent l'Alhambra. — Les arbres dénudés de *Leicester Square* détachent dans la nuit leurs ombres ramifiées sur des lueurs dansantes d'incendie. Des pans de murailles tombées, abattues par la pioche ou les explosifs offrent leurs surfaces blafardes aux lueurs des projecteurs. Des arceaux dans une vague manière mauresque, des fragments de décoration, donnent l'apparence d'un reste de décombres fumant en quelque ville d'Andalousie. Nous évoquons invinciblement les scènes de la guerre civile en Espagne, multipliées par la photographie.

Deux brasiers, alimentés par une série d'ouvriers nocturnes, achèvent de réduire sur place les matériaux que dédaignent d'emporter les tombereaux ou les camions automobiles.

Les clôtures ont été à moitié enlevées, la foule sert de bordure inégale et noire au spectacle assez surprenant de cet

Alhambra qu'on détruit et brûle au cœur du Londres nocturne.

L'*Empire* et l'*Alhambra*, les deux music-halls victoriens de Londres, les plus anciens peut-être, les premiers du vieux monde. Paris avait ses cafés chantants, boulevard de Strasbourg, ses *cafés-concerts* aménagés d'ailleurs après l'*Alhambra* de Londres et qui marquaient l'imitation anglaise par les noms mêmes qui leur avaient été donnés : l'*Alcazar* et la *Scala*.

Je me souviens de la première opérette, dite *anglaise*, dans un genre inspiré par l'Amérique et qui a produit depuis tant d'ouvrages éphémères et souvent manqués, grâce auxquels la *girl* est devenue cette souveraine à quatre-vingt-dix jambes et quatre-vingt-dix bras, de plus en plus dévêtue, au pays même des évêques de Bradford.

L'Empire britannique avait installé sa suprématie à travers le monde, la reine Victoria achevait son règne, au comble de la majesté, de l'âge et de la prospérité, l'air à la fois redoutable et débonnaire, sous une sorte de coiffure précieuse faite d'une ruche épaisse et arachnéenne qui l'environnait des blancheurs de bonnet des aïeules et d'un halo, cependant. Cette vénérable et fragile coiffure, toujours printanière, devait nécessiter une armée de *maids* aux doigts habiles de fées bourgeoises et n'eût point trouvé d'égale dans tout le Royaume-Uni. Que n'avons-nous eu Rembrandt, *dernière manière*, pour nous peindre la reine Victoria vers 1900!

J'étais venu à Londres pour la première fois à dix-huit ans et l'*Empire*, et l'*Alhambra*, faut-il l'avouer, m'attiraient autant le soir, que la *National Gallery* ou la *Tate*, pendant le jour. J'y rêvais devant les Naples de Turner, les Béatrice de Dante-Gabriel Rossetti, à la lèvre épaisse, devant les Burne-Jones, aux tuniques préraphaélites qui m'évoquaient moins Giotto ou Pisanello que *Liberty*, où nous étions si nombreux à nous fournir de cravates!

L'*Empire*, — celui du *Leicester Square* — avait pour étoile miss Edna May, dont j'ai toujours conservé la photo qu'elle me donna, trésor qui a peut-être bien commencé une collection d'autographes qui évolua d'ailleurs! Edna May, était l'étoile d'une « opérette-mère » : *la Belle de New-York*, dont

la descendance n'a sans doute point cessé de se multiplier.

Que d'images, en regardant ces ouvriers lilliputiens qui frappent de la pioche la masse compacte des pierres agglutinées! Des projecteurs plantés dans le mur, éclairent à grande hauteur sur des plans différents des scènes analogues que viennent rougir les flammes des brasiers dans lesquels des manœuvres déversent ce qui fut la parure de ce vieil *Alhambra*. Des immeubles voisins disparaîtront avant peu. Le plus vaste cinéma de Londres s'élèvera là. Quelque jour, l'*Empire*, sur la face voisine du quadrilatère qui enferme le vieux Square, l'*Empire* lui-même se muera en quelque gigantesque théâtre de Variétés et de cinéma, les genres tendant de plus en plus à se fondre.

Je songe à Edna May, prodige de jeunesse, églantine qui devançait tant d'Anna Held à la poitrine luxuriante, de Gaby Deslys, aux élégances évidemment nouvelles et que Mistinguett ne visa qu'à surpasser, avec succès. Je revois dans sa dévastation, sa ruine, la salle qui paraissait devenue bien exiguë, mais qui se prêtait encore à ce dialogue savoureux des comiques anglais, qui déchaîne des tempêtes de rires dans le meilleur public du monde.

Que représentait d'attraits pour notre jeunesse ce pastiche, assez hideux, avouons-le, d'*Alhambra*, devant les arbres si peu verdoyants de *Leicester Square*, même au printemps, au milieu de ces immenses réclames lumineuses, serpentines, souples et brusques, qui, déjà, nous émerveillaient, alors que les ignorait encore un élégant Paris qui, depuis!...

Je suppose que les chroniqueurs londoniens ont évoqué là les œillets et les orchidées que Wilde devait porter à la boutonnière et la gentry, du temps ou Édouard VII était prince de Galles depuis plus d'un demi-siècle et, quels que fussent ses écarts blâmés par les rigoristes, demeurait le type parfait du gentleman. Derrière lui s'étendait alors l'ombre encore vivante et volontaire de cette reine Victoria au bonnet de tulle, vraiment royale, assise sur quelque fauteuil chargé de dorure du temps des *Charles*, cette reine qui semblait si aisément maintenir son immense empire sous ses jupons.

***

Robes a une guinée. — A l'occasion de Noël, les robes à une guinée (un shelling de plus que la livre) emplissent presque exclusivement les vitrines des magasins d'*Oxford Street*. Larges ou étroites façades, basses ou élevées, entre quelques étalages de phonos ou de maroquinerie, ce ne sont que robes, pendues par les épaules, sur des cintres qui les élargissent, tandis que, roulées d'une façon particulière, à la taille, elles tiendraient entre les dix doigts.

Des projecteurs fulgurants les éclairent dans le vide où seul semble les maintenir un prodige. Comme aucun mannequin de carton, de bois ou de cire ne retient l'attention, elles sollicitent, pour elles seules, les demoiselles qui ont économisé une guinée afin de s'embellir, le soir de Noël, de leurs coloris heurtés, de l'audace de leurs garnitures de fleurs rigides, de la richesse bon marché de leurs garnitures. La fantaisie extrême des Anglais s'y révèle, bien plus que dans les robes de prix, imitées des couturiers parisiens. Car l'Anglais, si formaliste, si peu varié dans ses constructions, ses habits, peut se montrer dans certains cas violemment audacieux. Dans le privé, les voisinages de couleur ne l'effraient à aucun moment. Les assemblages de tons les plus imprévus le ravissent. Sa brume des mauvais mois, comme son été verdoyant, se satisfont des nuances voyantes. Nous connaissons peu de petites Parisiennes, nous n'en imaginons pour ainsi dire point, qui consentiraient à porter au réveillon ces robes que l'on dirait pour la plupart destinées à des soirs de carnaval. Elles m'enchantent, parce qu'elles révèlent, — comme dans les maisons de la classe bourgeoise qui possèdent toutes quelques peintures ou aquarelles, sinon lithographies en couleur, représentant un lac d'Italie, un décor de la Riviera, la baie de Naples ou le coucher du soleil sur les sables du Désert, — parce qu'elles révèlent des ancêtres habillés de rouge, de jaune et de violet et des rêves d'explorations.

... Nos maisons de mode paraîtraient d'une fadeur ou d'une rigueur extrême auprès de ces colorations qui s'entrechoquent, qui évoquent les pavillons dont les navires sont pavoisés, les jours de fête.

Une foule de petites employées, de filles de maisons de thé, de magasins, de servantes peut-être, se presse devant les vitrines éclairées. Je vois des regards d'envie, et d'angoissantes hésitations dans le choix que trahissent les yeux, de l'une à l'autre.

***

DECEMBER, 1936. — Les mêmes hérauts vêtus de jaune et munis d'une trompette d'opéra, qui proclamaient à travers les rues de Londres la date du couronnement d'Édouard VIII, en juin dernier et qui me firent manquer le *Golden Arrow*, se sont promenés aujourd'hui à travers Londres.

Je viens d'en croiser quelques-uns le long du *Mall*, dans la direction de *Buckingham Palace*, à cheval, l'air las, après avoir annoncé, pour la même date, le couronnement du duc d'York, devenu George VI. Le soir est printanier, les oiseaux logés sous les corniches de Saint-Martin et de la *National Gallery* font entendre plus de ramages dans le crépuscule que par les soirs de printemps. Le jour s'est endormi dans un ciel paisible et nuancé, sans orchestration de cuivres.

Tous ceux qui se croient quelque liberté de parler assurent que le duc d'York est le meilleur roi que pouvait aujourd'hui souhaiter l'Angleterre, que la nouvelle reine est adorée en province et la petite princesse Élisabeth à Londres.

Le ménage royal vient de partir en *week-end*, photographié derrière les vitres de l'auto, à sa sortie du « 145 Piccadilly », la reine l'air parfaitement satisfait, le roi un peu gêné en saluant, un peu maigre... Mais il entend chaque matin la messe..., mais il a épousé une *lady*..., mais il en a eu deux filles, dont l'aînée porte le nom d'une grande reine... Quoi désirer de plus? *God save the king!*

Le soir de Noël est tout proche. *Gifts* portent en lettres grasses les carrés de bristol répandus à profusion dans les magasins.

Et le nom de M. Baldwin est prononcé avec admiration par tout un peuple satisfait qui attend son *Christmas* et ses nouvelles destinées.

Dans les boutiques de Woolworth, où tout est à *six pence*,

les souvenirs préparés à l'effigie d'Édouard VIII, e Bien-Aimé, se vendent en série, à des femmes, qui n'ont point cessé de posséder le génie du souvenir et qui font disparaître dans leur sac les calendriers sur lesquels celui qui sera toujours pour *elles*, le Prince de Galles, serre de la main gauche la poignée de son épée et tient de la droite le haut bonnet à poil dont il prétendait tant souffrir et que le duc de Windsor regrettera peut-être aussi, quelque jour...

MÉDITERRANÉE

Bérénice. — L'horizon de la mer, brouillée, par-dessus les verdures au delà desquelles se devine la Côte d'Italie, par instants ensoleillée, dans un jour demi-gris, nuageux, presque doux.

Sur la terrasse, avant le déjeuner, la maîtresse de maison parle avec une dame sans chapeau. Séparés sur le front par une raie médiane, les cheveux sont châtains; un ruban de la même nuance, en forme de torsade, tourne autour de la tête; veste de lainage genre large écossais, dans lequel entrent des tons bruns, jupe grise, bas clairs, souliers jaunes : sportive.

Le masque est sain, la mâchoire solide; de face, les maxillaires gâteraient pour les classiques l'ovale du visage. Le nez, ni petit ni grand ni grec ni parfait, un nez. Les yeux d'un bleu alpestre, à l'expression souvent enjouée, deviennent inquiets, soudain, mais sans perdre leur réelle et native bonté, malgré le pli qui se creuse alors, entre les sourcils. Lèvres bien dessinées, plutôt épaisses, sur une bouche assez grande, qui sourit aisément, proclamant le bonheur de vivre, tandis que les yeux expriment parfois quelque nostalgie.

Un trait de rouge sur les lèvres. Point de maquillage. Rien de moins préparé, apparemment, de moins astreint à l'usage de ce qui porte l'affreux nom de *minaudière*, que ce visage mobile, agréable, l'air facile à vivre, n'offrant à aucun moment ces prémices de la dame qui flirte et de la créature faussement suave que tant de mauvaise littérature ont dénaturée. A l'observation, le portrait se précise d'une compagne

de voyage accomplie, qui s'accommodera des incommodités, ne se plaindra point, connaît son but, ses possibilités et va son chemin, sans apparence d'ambition ou de rouerie, soignée, stricte, sans bijoux qu'une légère chaîne au poignet, à laquelle pendent de petites croix, les coudes au corps, les bras ramenés contre soi, — les femmes prétendront, peut-être, que c'est afin de ne point trop montrer les mains, dont les articulations et le pouce sont plutôt masculins.

Sans doute, de nombreux traits essentiels d'un type courant d'Américaine. Ainsi, l'accent, parfois pointu et traînant que les Anglais dépistent, à l'instant. Les traits de cette vague esquisse je les ai complétés au cours du repas et de la conversation qui suivit et même d'un second déjeuner.

Je suis bientôt assis près de celle dont le nom a plus fait parler depuis six semaines à travers le monde que les déesses de l'Antiquité, du temps qu'elles régnaient sur les nuages, couvrant l'Hymette, cette nouvelle *Bérénice* pour laquelle un prince jeune encore, le plus puissant du monde, vient de renoncer à la couronne.

Un grand peuple qui a morcelé quatre parties du monde et mis le pied sur le Nouveau Continent, auquel il imposa sa langue maternelle, avait placé les plus tendres espoirs sur sa tête.

L'héroïne d'un pareil drame, d'une telle tragédie, ne peut que décevoir, si l'on fut quelque peu nourri de poésie antique. Si l'on songe à Racine, aux nobles tendresses de *Bérénice*, à cette élégie vraiment royale du mutuel sacrifice des deux amants, à leur silence, à leur abnégation et même, en remontant à la phrase de Suétone : « Titus qui avait promis d'épouser la reine Bérénice la renvoya de Rome dès les premiers jours de son empire, malgré lui, malgré elle... » Nous attendons assez sottement, je l'avoue, drapée de noir, une sorte de déesse noblement accablée et marquée de traits susceptibles de nous peindre le poids de la Fatalité sur une existence longtemps veillée par les dieux.

Nous trouvons une Américaine, une sportive, habillée par cette Schiaparelli dont le nom évoque un démon de la Comédie-Italienne et non les tragiques grecs. La Bérénice que nous avons devant nous n'est point celle de Titus. Ce n'est pas non

plus Hélène, née du Cygne et de Léda, — mais une fille de braves Américains. Elle n'a point vu le jour à Sparte, comme ses frères, Castor et Pollux, mais à Baltimore. On ne parle point de ses frères, d'ailleurs! mais d'une espèce de prétendu cousin, qui narre sans élégance et avec le verbiage d'un feuilletoniste international des « amours » susceptibles d'être filmées à Hollywood.

Toutes nos naïves déceptions se conçoivent. *Hélène* n'a pas Homère pour historiographe ou *Bérénice* Suétone : voilà les nuances et les différences marquées.

Que pense, derrière ce front droit, cette femme aux maxillaires et aux mains solides? Ce que l'on voit des jambes croisées est joli, agréable à regarder. Mais la pensée, il est difficile de la saisir. Cependant, *Bérénice* ne se dérobe pas aux interrogations. Elle fixe les aspects essentiels de l'aventure. Cependant, si avant de comparaître devant le tribunal de Dieu, l'héroïne devait fournir des explications précises au tribunal du Monde, bien des points demeureraient en apparence inexplicables.

L'erreur naît de ce que les spectateurs ou les lecteurs d'un drame de cette amplitude sont d'avance convaincus que les deux acteurs se sont tout dit, tout confié, ont auparavant tout ressassé, comme Titus et Bérénice dans la tragédie commandée par Henriette d'Angleterre à Racine, et convenu de tout, dans la coulisse.

Dès lors, que de fausses interprétations!

Jamais *Bérénice*, de Baltimore, n'a réellement entendu prononcer le mot *mariage*. Le Prince redoutait, dit-elle, le refus qui accueillerait cette offre. En tout cas, *Bérénice* affirme avoir toujours répondu, *afin de gagner du temps*, à des offres voilées : — *Pas maintenant!* Ce qui voulait dire : Pas avant six mois, c'est-à-dire : après le couronnement; c'est-à-dire : lorsque tout bruit sera calmé... *Et elle ignorait que M. Baldwin recevrait, dans une conversation privée avec le Prince, l'aveu de son désir d'un mariage.*

Bérénice ne connaît pas encore *les termes réels employés par le Prince et de quelle sorte d'union il s'agissait.*

Tout ceci est dit, entre bien d'autres choses, avec précision,

sur le ton sportif et sincère d'une personne brusquement devenue la proie d'une meute accourue des quatre points cardinaux et qui se trouve pour quelques heures éloignée des photographes et des badauds.

Ce que le public admettrait le moins et que l'Histoire ne consentirait d'admettre qu'après bien des années, — alors que, sans doute, ceux qui en furent les héros dormiront leur dernier sommeil en des tombes qui ne sont probablement point celles qui leur avaient été assignées à la naissance, — c'est, précisément, que les deux héros n'aient point tracé leurs plans en commun et que le Prince ait agi sur certains points, les plus importants, sans que *Bérénice* en eût été entretenue.

Pourtant, combien de fois nous tous, en bien des événements, avons-nous remis au lendemain des explications pressantes et indispensables!

Après le repas, où je suis, après elle, le seul invité, je me risque à faire entendre à *Bérénice* que son pays étant celui des grandes entreprises, l'*opinion publique* ne veut pas admettre, en France, tout au moins, qu'elle n'ait touché des sommes considérables pour tant de publications, américaines ou autres, relatant l'extraordinaire aventure de sa vie.

A l'instant, il est bien visible que l'*opinion publique* se trouve, une fois de plus, en défaut.

Lorsque nous étudions une héroïne du Passé, nous cherchons à découvrir quelles raisons gardent à sa mémoire son éclat et lui valurent ces sortes d'amours dont les cendres nous parviennent brûlantes encore.

Mais, lorsque l'héroïne est vivante, l'aventure fraîche, — seulement interrompue et nous réserve un dénouement susceptible de causer encore bien des saisissements, — nous fouillons la victime d'événements si capables d'intéresser un si grand nombre d'individus. Le premier observateur venu est toujours, dans ce cas, une sorte de profanateur de ses lèvres, de sa chair, de ses mains. Il scrute les regards, il cherche à en éprouver la séduction, il goûte en imagination à des délices que font connaître à bien des imaginatifs, des timides, juniors ou seniors, les beautés professionnelles de la scène ou de l'écran.

Bérénice, de Baltimore, paraît être à la vérité sans *aura*. Une atmosphère d'amour ne l'environne point. Aucune présence occulte ne rôde autour d'elle. Il n'émane pas de sa personne ce fluide, sans doute souvent conventionnel, évidemment, mais que dégageaient naguère certaines femmes, quel que fût leur effort pour le contenir. Peut-être ce fluide s'est-il aujourd'hui dispersé dans le monde? Les femmes, qui se sont tellement modifiées, s'en sont-elles débarrassées comme d'un accessoire encombrant et trop lourd à porter?

Lorsqu'elle prononce au cours d'une phrase, ces mots : le duc de Windsor, ils passent tout froids sur ses lèvres, comme des plats de gare, préparés à l'avance, pour destinataire inconnu. Peut-être dut-elle le redire trop fréquemment ce nom, depuis quinze jours?

Sans doute, ce n'est jamais ainsi qu'elle appela le Prince et ne le reconnaît-elle plus elle-même, déjà! après un mois bientôt de séparation, sous ces consonances imprévues, créées par d'impitoyables ministres, gardiens d'une *Couronne* dont elle n'avait point soupçonné toute la valeur symbolique. De l'avoir insuffisamment considérée et de laisser un roi d'Angleterre se flatter de mener l'existence de n'importe quel Américain, qui se serait, en certaines circonstances, rendu à son *bureau* de Buckingham, de Westminster et du Parlement, dans des habits dont ils ne voyaient l'un et l'autre que les apparences surannées, mais non la nécessaire pérennité, l'ont perdue et le Prince, avec elle.

Comme presque toutes les personnes qui, sans le secours de préparations trop savantes, paraissent infiniment moins que l'âge qu'elles ne sauraient plus dissimuler, *Bérénice*, de Baltimore, est de celles qui, entraînées dans une aventure surprenante, dangereuse, mais qui flatte, considèrent les attraits et les bénéfices, en négligeant le danger et les précautions à prendre. Elles ne savent rien abandonner pour se conformer aux usages, aux conventions, aux lois et à cette part de renoncement, à laquelle il faut se contraindre, si grande soit-elle, afin de mériter le privilège d'un bonheur exceptionnel.

Une phrase d'une lettre de Marie Mancini, adressée à Louis XIV, lui assure une place privilégiée dans l'Histoire :

« Vous m'aimez, vous êtes roi, vous pleurez, et je pars! »

Une autre face de ce roman, qui n'a pas encore tout à fait cessé d'intéresser le genre humain : les femmes qui savent encore ce que c'est que d'aimer, pour en avoir beaucoup souffert, comprennent mal qu'ayant bravé tant de croyances, s'étant affranchis d'entraves telles qu'il est rare qu'un couple puisse en rencontrer de si étroites, s'étant si publiquement unis à la face du monde, *Titus* et *Bérénice* ayant bouleversé toute tradition, découpé Sophocle et renié Racine, demeurent séparés par plusieurs frontières.

« ... Je ne puis vivre sans la femme que j'aime... », avait soupiré *Titus*, au micro.

— Alors, quelle est donc cette femme? — se demanderont bientôt ses auditeurs, puisque *Bérénice* est toujours à Cannes.

... Mais, en remontant en auto dans le crépuscule précoce de la Riviera, comme je vois une ombre coiffée d'un chapeau mou et qui salue, je demande au chauffeur qui était son interlocuteur :

— Le détective du roi d'Angleterre, monsieur!...

ALBERT FLAMENT

PARMI LES LIVRES

Tous les ouvriers doivent être propriétaires,
par **le comte de Fels** (*Flammarion*).

Depuis quelque quinze ans le comte de Fels, dans cette revue, dénonce l'absence de tout programme constructeur chez les modérés. On n'a que trop bien vu hélas! par le résultat des dernières élections jusqu'à quel point son cri d'alarme était justifié. L'électeur sans doute a pris le temps de la réflexion; mais il a fini par se rendre compte que, comme la nature, il avait horreur du vide. Aux revendications précises des partis de gauche qui entendent restaurer une société communisante, quels projets, quel idéal les partis « de droite » trouvaient-ils à opposer? Aucun. Par ailleurs l'occasion d'agir ne leur avait pas manqué. Ils ont détenu la majorité. Et l'on a vu alors qu'ils considéraient simplement leur action comme une action de frein. L'idéologie des hommes de droite se résume le plus souvent à cette double proposition : conserver ce qui est et retarder le plus possible le triomphe de l'idéologie de gauche, laquelle leur semble seule pourtant capable de satisfaire les masses. Quand ils sont portés au pouvoir, ils estiment donc que la seule façon possible de remercier leurs électeurs, c'est de voter quelque projet de leurs adversaires *adouci*. Ils reconnaissent ainsi implicitement que ce n'est pas sur les principes qu'ils diffèrent, mais sur les conditions d'application et sur les dates d'échéance. On ne discute pas sur la nature des remèdes, mais sur leur dosage. Les droites sont des gauches qui croient à l'homéopathie. C'est ce qu'a expliqué brillamment le comte de Fels à maintes reprises, en illustrant sa pensée d'une expression qui a fait fortune : l'unité de concepts de l'*école dirigeante*. Durant ces années d'atermoiement national où le rêve des droites était d'être grignotés le plus doucement possible par les gauches, de même que le rêve de la France semblait être de laisser grignoter le plus lentement possible le traité de Versailles, durant ces années où le verbe « lâcher » semblait avoir pris le sens de « créer », le comte de Fels, étayant une

série de vues originales sur les données de l'*expérience*, a développé dans ses grandes lignes un programme *constructeur* cohérent (dont les modérés eussent été bien avisés de tirer parti) portant à la fois sur la politique extérieure, la politique coloniale et la politique intérieure.

Pour s'en tenir à ce dernier domaine, M. de Fels a très nettement posé que le but dernier de ses propositions était de réduire au minimum le domaine d'action directe de l'État, tandis que le programme gauche tend au contraire à l'agrandir au maximum. La prolifération des fonctionnaires de *gestion* est à ses yeux un phénomène d'ordre cancéreux nuisible à l'ensemble de la nation, et il l'a prouvé dans ses belles études sur les « richesses de l'État français ». Le Français moyen s'imagine que lorsque l'État crée un monopole nouveau, il fait, lui Français moyen, une bonne affaire. En réalité il en fait une mauvaise, comme l'ont montré les travaux de M. de Fels sur les tabacs, les téléphones, les potasses, etc. Chaque nouvel accroissement du secteur étatisé provoque un nouvel appauvrissement de la collectivité : c'est un fait d'expérience et dont la constatation ne devrait être nullement déplaisante aux fonctionnaires français, dont les capacités professionnelles et la probité ne sont pas en cause. Les virus qui paralysent les machines d'État, ils sont les premiers à en souffrir : c'est l'esprit de routine, l'absence de responsabilité et d'initiative.

Mais si l'accroissement du secteur économique libre et les nouvelles méthodes financières recommandées par M. de Fels réussissaient, ce qui est plus que vraisemblable, à améliorer la situation collective des Français, ils n'atténueraient pas dans des proportions suffisantes les différences de niveau qui existent entre le *standard of life* des diverses classes sociales. M. de Fels le sait très bien et c'est pourquoi il a publié, il y a plusieurs années déjà, ces études sur le bien syndical dont quelques conclusions ont été reprises par lui dans sa récente brochure, d'une vigueur de pensée et de style remarquables : *Tous les ouvriers doivent être propriétaires*. Le socialisme communisant tend à faire de l'ouvrier l'hôte le plus heureux possible d'une grande caserne. M. de Fels estime qu'il vaudrait mieux en faire l'habitant le plus heureux possible d'une cité d'hommes libres. Au lieu de travailler dans la direction de l'homme-rouage, il préfère travailler du côté de l'homme-centre. Au cri « Tous prolétaires » ! il souhaite opposer le cri « Tous propriétaires ! ». C'est la meilleure réponse qui ait été faite à Lénine et la liberté individuelle aurait beaucoup à gagner à ce changement de direction. Bien entendu une pareille politique semble insensée aux communistes, mais par prudence (car lequel de leurs militants ne pourrait-elle tenter?) ils préfèrent la déclarer

irréalisable. C'est vite dit. M. de Fels propose deux formes de propriété ouvrière : une *collective*, c'est le *bien syndical* dont nos lecteurs connaissent le principe (syndicats devenant propriétaires grâce à un prélèvement sur la production et prenant en charge l'actif et le passif des assurances sociales). Contre la réalisation de ce premier projet il n'y a pour la gauche aucune objection d'ordre concret, mais une d'ordre tactique, qu'Alain après bien d'autres a exprimée. Les syndicats devenus riches « s'alourdiraient ». Ils songeraient au bien-être de leurs participants plus qu'à la lutte de classe. Voilà le grand mot lâché. Jaurès, comme le rappelle M. de Fels, était hostile à cette idée des syndicats riches. Naturellement, pour les acteurs de la scène populaire que sont les chefs socialistes-communistes, il vaut mieux que leur public tire un peu la langue. Si chaque ouvrier avait sa Ford et sa maison, on parlerait moins du grand soir. Et au fond on se soucie bien moins du bonheur des hommes que de la force de propagation d'une mystique. On se console de les voir malheureux, s'ils sont « bien-pensants ».

En attendant l'âge de la Ford, M. de Fels a pensé à celui de la maison. La seconde partie de son projet vise à faire de l'ouvrier, à titre *personnel*, un propriétaire. M. de Fels montre, à ce propos, le parti qu'on pourrait tirer de l'utilisation des biens oisifs de l'État et d'une meilleure orientation des grands travaux. Les grands travaux on dirait que jusqu'à ce jour on n'a pas su par quel bout les entreprendre. On parle routes, canaux, barrages. De ce côté-là nous ne sommes pourtant pas trop mal pourvus. Ne vaudrait-il pas mieux construire, sur telles parties du domaine de l'État que l'on morcèlerait, des maisons ouvrières par milliers? Combien de propriétaires aurait-on pu faire déjà avec tant de milliards gaspillés! Combien de familles on aurait arrachées à leurs taudis! Mais, du moment qu'il s'agit de *donner* et d'acheminer des pauvres vers l'état de possédants, les théoriciens de gauche ne marchent plus. Il faut tenir en main la clientèle en ne lui accordant que des avantages précaires et révocables. Il ne faut pas qu'on puisse éventer le grand secret : qu'il est possible d'élever les uns sans avoir commencé par ramener les autres au niveau des plus misérables.

Les Hommes de Bonne Volonté,
par **Jules Romains** (Tomes XI et XII).
Recours à l'abîme et **les Créateurs** (*Flammarion*).

Nous aurions aimé à retrouver dans ces nouveaux volumes les personnages au sort desquels M. Romains a réussi à nous intéresser si vivement et nous avons éprouvé une petite déception en consta-

tant que les principaux d'entre eux ne réapparaissaient qu'à intervalles très espacés et comme « pour mémoire ». Le devant de la scène est occupé cette fois par le critique Georges Allory qui n'avait joué jusqu'alors qu'un rôle secondaire et par le docteur Viaur, un nouveau venu sur le théâtre des « Hommes de Bonne Volonté ».

Georges Allory, qui est à la fois critique et romancier, écrit de pâles feuilletons et des romans chlorotiques. Son talent incertain ne réussit à le faire briller que d'un faible éclat. Aussi la pensée d'entrer à l'Académie le hante-t-elle. Académicien il acquerrait, du fait même de son élection, une sorte de stabilité dans la gloire (ou le quart-de-gloire) que son mérite personnel ne peut lui assurer. Après bien des hésitations et des consultations, il s'est enfin décidé à poser sa candidature à un fauteuil vacant. Ce n'est du reste pas sa première tentative. C'est un récidiviste. Et c'est à la fois tant mieux et tant pis. Tant mieux parce qu'on a commencé de s'habituer à l'idée qu'il pourrait devenir « immortel ». Tant pis, parce qu'il n'est pas assez grand pour pouvoir se présenter de nouveau utilement s'il essuie un nouvel échec. M. Romains qui semble de plus en plus porté à diminuer la place accordée aux actes et à augmenter celle accordée au « monologue intérieur », décrit avec malice les images qui traversent le cerveau de son Allory, après qu'il a envoyé sa lettre de candidature. Le critique revoit de vieilles scènes au cours desquelles il a été humilié par des parents ou des amis. Quand il sera immortel, les témoins ou les auteurs de ces humiliations se sentiront envahis par l'étonnement et le remords. Allory, resplendissant de gloire, se dressera à leur horizon comme un dieu dédaigneux. Et le pauvre écrivain se complaît longuement à ces imaginations vengeresses. Tout cela est finement observé : si l'on supprimait du cerveau humain les « images-revanches », d'innombrables séries d'actes se trouveraient instantanément interrompues. On appréciera aussi la peinture des manœuvres entreprises par madame de Ruje pour soutenir la candidature d'Allory. Cette dame a un salon « académique », ce qui ne veut pas dire qu'elle s'intéresse à toutes les élections. Tantôt elle se contente de faire « représenter ses couleurs », tantôt de gêner un salon adverse; il arrive enfin qu'elle pousse à fond un de ses favoris. Ce n'est pas le cas pour Allory qui n'est qu'un pion d'importance secondaire dans son jeu. Aussi est-elle bien vite consolée, lorsqu'Allory se voit blackboulé après quatre tours de scrutin, dont le dosage révèle d'astucieuses combinaisons.

Le candidat malheureux, lui, se console moins aisément. Son désarroi est tel que le lecteur sensible redoute le suicide. Mais Allory est sauvé par un camarade de cercle qui a l'heureuse idée (nous disons heureuse, car les « refuges spirituels » n'avaient aucune chance

de convenir à Allory) de le lancer dans la débauche. C'est là le « recours à l'abîme » qui explique le titre du tome XI. Les préparatifs de la descente aux Enfers sont très alléchants. M. Romains a décrit un tripot et le salon d'une... « marieuse » avec une vérité telle qu'il pourra dispenser les curieux de la classe purement intellectuelle, de se commettre avec ce genre de réalités. Mais il est plus aisé de laisser prévoir les grands frissons que de les faire ressentir. Le fait est que la débauche du critique, sans le recommander spécialement à la sympathie des lecteurs vertueux, ne nous semble pas tout à fait justifier les rougeoiments infernaux qui avaient éclairé ses premiers pas dans la vie nouvelle. Nous ne pensions pas évidemment que M. Romains allait écrire un roman pour « galeries du Palais-Royal », mais il y a tout de même une petite disproportion entre l' « annonce » et le spectacle. Dans la limite où M. Romains nous renseigne clairement sur le comportement de son héros, celui-ci ne vise *in termino* qu'à se concilier, moyennant espèces, la faveur d'une jeune fille plutôt demi-castor que demi-vierge. Cette affaire ne tourne du reste pas au mieux, la critique n'assurant pas les fonds nécessaires pour pousser très loin ce genre d'entreprises, et, un jour, Allory se tire un coup de revolver, au cours d'une promenade solitaire au Bois. Jusqu'à quel point se joue-t-il la comédie de la tragédie, jusqu'à quel point est-il sincère, jusqu'à quel point a-t-il compté sur cette tentative de suicide pour gagner le cœur de la demi-vierge-demi-castor, c'est ce qu'on n'aperçoit pas assez clairement.

Peut-être est-ce là une conséquence de la forme qu'ont prise petit à petit *les Hommes de Bonne Volonté*. Cette œuvre, de tous points de vue considérable et d'un intérêt constamment soutenu, tend à se fractionner en une série de « moments » plutôt qu'à conquérir une continuité. Elle ne progresse pas par son dynamisme propre, en utilisant la force germinatrice incluse dans les premiers tomes. Des forces nouvelles lui sont chaque année communiquées qui viennent d'un nouveau Jules Romains qui semble n'être plus absolument celui du début. On ne veut certes pas dire qu'il soit moins attrayant, mais simplement qu'il est différent. Quand on écrit une œuvre qui absorbe de très nombreuses années et dont on lâche en un magnifique vol public les premières parties avant d'avoir écrit les dernières, on laisse s'introduire dans son propre travail un élément dont on ne peut d'avance prévoir les effets : le temps. L'auteur ne peut plus se placer comme un Dieu, au centre de sa création. Il avance le long de son œuvre qui elle-même avance. Sa situation fait un peu penser à celle de ces amiraux modernes qui livrent des batailles au cours desquelles, entraînés dans une course parallèle, tous les combattants font du soixante à l'heure.

Ainsi *les Hommes de Bonne Volonté*, sauf transformation ultérieure à effet rétrospectif, prennent un peu la forme d'*Essais*. Nous ne nous en plaignons pas autrement, les réponses romancées aux questions que se pose l'auteur sur la vie sociale et intellectuelle ou la politique ayant toujours le plus grand intérêt. Mais c'est un fait que l'élément intellectuel gagne chaque fois sur le sensible et que la présence de l'auteur au milieu de ses créatures, se devine de plus en plus nettement. A quoi cela tient-il? A ceci d'abord que nous avons dit : l'auteur ne laisse pas longtemps ses créatures vivre « par elles-mêmes ». Il les ramène assez vite au bercail pour en faire surgir d'autres qui répondent à d'autres préoccupations. Au fait aussi que les monologues intérieurs des divers personnages, s'ils mettent en œuvre un vocabulaire différent, ont pourtant le même rythme, un rythme rapide et haché qui appartient à M. Romains en propre. Nous commençons aussi à percevoir les petits traits que l'auteur ajoute pour lui-même et comme pour s'amuser. Quand, par exemple, Allory, se jugeant tombé dans l'abîme de la débauche écrit : « J'ai Verlaine à ma gauche », on n'a rien à objecter. Il est possible que cet écrivain, en face des sombres paradis, ait le sentiment de revivre les tourmentants plaisirs des poètes maudits, mais quand il ajoute : « Ni Leriche, ni Bazin ne sont là », nous sentons bien que M. Romains a parlé pour son compte et qu'il se tourne vers nous avec un sourire facétieux. Le pauvre Allory, tel que M. Romains nous l'a fait connaître, n'eût pas fait spontanément cette plaisanterie.

Dans le tome XII, *les Créateurs*, M. Jules Romains est entré courageusement dans un « genre » dont il est à peu près jusqu'à ce jour (dans le secteur : romanciers) le seul pionnier — et qui méritait certes de tenter un talent comme le sien : le roman de la pensée. Nous avions admiré naguère certaines pages consacrées aux sentiments critiques de Jallez et de Jerphanion — et cela non seulement parce que leurs réflexions étaient en soi intelligentes, et qu'elles éclairaient le versant pensée de personnages auxquels, du point de vue des actes et du caractère, nous avions des raisons de nous intéresser, mais aussi d'une façon plus générale parce qu'elles pouvaient représenter une attitude d'esprit commune à maints normaliens d'une génération que M. Romains a très bien connue.

Aujourd hui M. Romains déroule devant nous deux romans de pensée : l'un évoque les recherches du docteur Viaur, l'autre celles du poète Strigelius. Viaur a eu l'occasion d'ausculter un valet de chambre, Vidalenque, qui par un puissant effort de volonté arrive parfois à arrêter complètement les mouvements de son cœur pen-

dant quelques secondes. Grave problème : comment le cerveau peut-il agir sur un organe dont des millions d'observations ont paru prouver qu'il échappait aux ordres de la volonté? Viaur, pour l'éclaircir, entreprend de nombreuses expériences, au détail desquelles nous sommes initiés par M. Romains. On déroule devant nous le film-pensée d'un savant engagé dans une recherche. Nous suivons ses associations d'idées, nous assistons à ses efforts, à ses illuminations, à ses éblouissements. Tout comme les autres romanciers ont pu nous peindre la progression d'un sentiment, M. Romains jalonne le cheminement de la pensée d'un chercheur.

Pour Strigelius le travail indiqué par M. Romains est parallèle. Il nous montre comment un poète fort intelligent, mais dénué de toute inspiration, s'excite l'esprit sur un dictionnaire et réussit à fabriquer un poème qu'on peut situer, en réservant la question de qualité, entre Mallarmé et Valéry. L'analyse de cette invention provoquée est subtile et amusante. Mais elle ne satisfait pas complètement l'esprit, non plus que la « restitution » des pensées d'un Viaur. Si je ne me trompe, voici pourquoi : une émotion, un sentiment et les actes qu'ils déclenchent ont une valeur absolue. On ne peut établir une hiérarchie entre l'amour de César et celui d'un de ses esclaves. Pour une série de pensées, il n'en est pas de même et elles ne nous intéressent que « relativement ». (Un raisonnement de M. Bergson nous captive, mais non pas un raisonnement de charbonnier.) Ici nous aspirons au plus haut, et nous ne nous plairions guère — et surtout pas dans le cadre d'un roman — à lire un échantillonnage des mauvaises façons de raisonner. Autrement dit, faute de temps ou de vitalité, nous ne nous sentons attirés que par les raisonnements qui conduisent à un résultat jugé important. De ce point de vue le cas Viaur nous laisse perplexe, puisque le tome se termine avant que ses recherches aboutissent (espérons qu'au moins celui-là nous ne le perdrons pas de vue). Alors sous quel angle lire la relation de ses travaux?

En ce qui concerne Strigelius la situation n'est pas tout à fait la même. Viaur paraît raisonner comme un bon savant, mais Strigelius semble composer comme un mauvais poète. Les procédés qu'il emploie pour stimuler ses méninges sont extravagants et l'on imagine tout le plaisir amusé que M. Romains a dû éprouver en reconstituant cet exercice de chatouillement intellectuel. Pourtant il semble que, du point de vue du public, ces pages en soi excellentes auraient une signification plus pleine si M. Romains disait précisément à quel poète il pense. Même s'il ne pouvait prouver que X..., poète bien connu, écrit ses poèmes de cette manière, il ne serait pas négligeable de savoir qu'un critique du rang de M. Romains

porte sur X... un pareil jugement. Faute de cette précision, le jeu reste un peu gratuit.

Au fond nous retrouvons ici sous d'autres aspects (étude de la création scientifique et artistique) un problème que nous avons déjà rencontré, en analysant les tomes précédents, dans le domaine historique. Une discussion entre un président du Conseil et son ministre des Affaires étrangères, tenue disons pour fixer les idées vers 1910 à propos des affaires allemandes, n'a d'intérêt que si elle a réellement eu lieu. Une conversation imaginaire entre ces deux personnages restituée par un romancier peut nous fournir la preuve de l'adresse et de la pénétration dudit romancier mais nous touche peu. Cela dit, M. Romains est si merveilleusement intelligent, il a un sens si aigu de la vie qu'il réussit à retenir constamment l'attention de ses lecteurs, à les amuser, à stimuler leurs pensées. Les critiques qu'il peut suggérer se situent sur le plan des grands livres.

Le temps et la vie, par Lecomte du Noüy (*N. R. F.*).

Les lecteurs de cette revue connaissent déjà par plusieurs études les remarquables travaux de M. Lecomte du Noüy. Ils ont pu apprécier l'étonnante originalité de son esprit et la solidité de ses travaux scientifiques. Le livre qu'il a récemment publié : *Le temps et la vie*, développe et rassemble quelques-unes des idées qu'il a précisément exposées ici et composent une synthèse assez bouleversante, puisqu'elle tend à renouveler complètement les idées que nous avons sur le temps.

M. Lecomte du Noüy, à la suite de longues observations sur la cicatrisation des plaies, est arrivé à cette conclusion que *plus un être est jeune, plus ses plaies se cicatrisent vite.* Il a même réussi à trouver une formule qui permet de savoir d'avance, étant donné l'âge d'un blessé et la surface d'une plaie, en combien de temps elle se cicatrisera. En portant le temps en abscisses, les surfaces en ordonnées, il a pu donner le graphique de l'évolution normale d'une plaie (appelons-le courbe 1). Fait particulièrement curieux, si pendant quelque temps on panse la plaie avec un antiseptique irritant qui retarde la cicatrisation, lorsqu'on substitue à ce mauvais antiseptique, un autre antiseptique plus doux la cicatrisation *s'accélère pour rattraper le temps perdu*, comme pourrait faire un mécanicien qui lancerait son train à pleine vitesse pour regagner un retard et arriver en gare à l'heure.

D'autre part, M. Lecomte du Noüy a étudié la culture des tissus

in vitro (c'est-à-dire hors de l'organisme, dans des tubes ou sur des lamelles de microscope) d'après les méthodes du docteur Carrel. Entre autres merveilles, ce savant, on le sait, a réussi à faire vivre depuis 1912 un fragment de cœur d'embryon de poulet. Tous soins restant égaux (ils sont extraordinairement difficiles et délicats) il n'y a aucune raison pour que ce tissu cesse de vivre : on peut d'ores et déjà considérer que selon toute vraisemblance il est *immortel*... Par la suite le docteur Carrel cultiva du tissu conjonctif de poussin dans le plasma de poules d'âges différents. Il constata que, si le sérum d'un poussin de six semaines n'affectait pas la croissance de la culture, celui d'animaux plus âgés provoquait au contraire un ralentissement vital. Finalement il mit en évidence ce fait que le taux de croissance du tissu vivant diminuait en fonction de l'âge de l'animal d'où provenait le sérum dans lequel baignait ledit tissu. C'est là un phénomène qui peut être interprété par une courbe (2). Or en comparant cette courbe 2 et la courbe 1, M. Lecomte du Noüy s'aperçut qu'elles présentaient une étrange ressemblance. Autrement dit, qu'on étudie sur un être vivant la cicatrisation d'une plaie ou que, *in vitro*, on observe la croissance d'un tissu vivant, on constate que cicatrisation et croissance sont fonction, dans des proportions semblables, de l'âge de l'*être* dans le premier cas, de l'âge du jus nourricier qui fait vivre le tissu dans le second cas. Ce qui signifie qu'une même besogne vitale n'est pas accomplie *dans le même temps* par un organisme jeune ou vieux.

Portant ailleurs le raisonnement, M. Lecomte du Noüy étudie la notion de temps. Comment mesurons-nous le temps? Par les mouvements des astres — dont il n'est pas absurde de penser qu'ils pourraient se modifier lentement sans que nous nous en apercevions. Supposons qu'au lieu de prendre des phénomènes qui nous sont extérieurs, nous choisissions pour mesure de temps le temps nécessaire pour que notre épithélium cicatrise une surface d'une dimension donnée. Voilà une unité de temps parfaitement acceptable. De la même façon ayant observé qu'un faucheur fauche deux cent cinquante mètres en une heure, on pourrait dire que, s'il a fauché mille mètres, il a travaillé quatre heures. En prenant cette unité de temps-cicatrisation on fait choix d'un temps qui nous est beaucoup plus proche que celui découpé par le mouvement des astres. On substitue *le temps physiologique* au *temps sidéral*, ou encore, puisque la cicatrisation est un phénomène chimique, on remplace une horloge sidérale par une horloge chimique. Un homme de cinquante ans cicatrisant quatre fois moins vite qu'un enfant de dix ans, on constate qu'au temps mesuré par cette horloge chimique un même temps sidéral est quatre fois plus long pour un enfant que pour un quinqua-

génaire. Ainsi plus nous vieillissons, plus le temps nous paraît court.

Parvenu à ce point M. Lecomte du Noüy reprend la question par un autre bout. Argumentant sur la toxicité des humeurs (plus grande si nous sommes plus vieux) et postulant que notre corps a de ce fait une mémoire inconsciente du temps écoulé, il construit une troisième courbe (3) rendant visible la variation de notre appréciation du temps en fonction de notre âge. Et il constate que cette courbe ressemble d'une façon frappante à la courbe de cicatrisation et à celle de la « culture des tissus ». C'est là une hypothèse extrêmement ingénieuse qui boucle complètement, et jusque dans des précisions mathématiques, la relation qui existerait entre notre âge et notre notion du temps. A vrai dire les raisons qui ont déterminé l'auteur à établir la courbe 3, et qui ne sont pas seulement scientifiques, mais aussi psychologiques et « de sens commun », peuvent être discutées, rien n'étant plus trompeur, comme l'a prouvé Valéry, que le sens commun. Mais même si l'on réserve son adhésion à cette dernière partie de l'exposé, le reste de la construction mérite l'admiration. Elle s'étaie par ailleurs, sur une autre série d'observations, d'une nature bien extraordinaire. D'une part certaines expériences faites sur des crocodiles ont montré que ces animaux cicatrisaient d'autant plus vite que le milieu ambiant était plus chaud. D'autre part on a remarqué que si l'on élève la température du milieu dans lequel vivent des fourmis et des abeilles (animaux à sang-froid, comme le crocodile, c'est-à-dire dont la température intérieure suit les variations de température du milieu ambiant) ces insectes raccourcissent l'intervalle de temps séparant leurs repas. Enfin si l'on fait apprécier à des hommes, avant et après une séance de diathermie qui a élevé leur température intérieure, un même intervalle de temps, ils le jugent plus long après qu'avant. Ce qui prouve à tout le moins que des facteurs chimiques influent sur l'appréciation du temps et qu'il y a un certain parallélisme entre cette influence et celle exercée par les mêmes facteurs sur la cicatrisation.

D'un bout à l'autre le livre de M. Lecomte du Noüy présente un intérêt exceptionnel. La clarté de ses exposés a quelque chose de saisissant. On avouera que c'est un singulier tour de force de réussir non pas seulement à faire comprendre, mais même un instant à faire sentir, en s'appuyant sur Einstein et Minkowski, que le temps et l'espace sont indissolublement soudés et qu'il est absolument impossible de concevoir l'espace sans le temps. A ce point du livre de M. Lecomte du Noüy, le lecteur éprouve une sorte de vertige. Il entrevoit tout à coup la possibilité de transformations

profondes dans la pensée humaine, une révolution analogue à celle qui a suivi la querelle des universaux et le triomphe du nominalisme. Si le temps et l'espace sont les deux faces (si l'on peut dire) d'une même dimension, à supposer que le temps soit personnel, l'espace le devient aussi (et notez que la pensée humaine s'est appuyée pendant des siècles sur des systèmes philosophiques qui n'avaient même pas l'état scientifique de la théorie du temps physiologique de M. Lecomte du Noüy). Si Minkowski et Lecomte du Noüy ont raison, un événement n'est complet que lorsqu'il est passé, car à ce moment seulement on peut l'apercevoir dans sa quatrième dimension. Allant plus loin il n'y a plus de barrière entre le présent et le passé, la pensée et la mémoire. La mémoire n'est que la « descente » d'un événement le long de la quatrième dimension. Si le temps est personnel et l'événement seulement complet quand il a trempé dans le temps, on aperçoit que notre caractère, manifestation d'un présent fait de passé continué (voyez Bergson) pourrait n'être que l'indice extérieur, le pavillon de notre métronome intérieur. La sympathie entre êtres pourrait être inspirée par des ressemblances de rythme intérieur. Enfin toutes nos conceptions sur l'univers, comme nos sensations, seraient strictement personnelles. Dans un monde de quanta, « sans couleur, sans odeur et sans voix », où nos sens vont pêcher des sensations qu'ils créent de toutes pièces, notre machine projetterait aussi ses mesures d'espace et de temps. A une époque où l'on prône les civilisations de masse, la science va-t-elle nous prouver qu'il n'est rien, absolument rien qui ne soit totalement individuel?

Jeux d'esprit ou vérités de demain? Nos descendants le sauront. Nous ne saurions trop méditer en tout cas l'ouvrage de M. Lecomte du Noüy, dont par une rencontre curieuse, toute une partie est conçue, selon la conception appliquée par M. Jules Romains aux travaux du docteur Viaur, comme le *roman d'une découverte*.

Richelieu et Corneille, par **Louis Batiffol** (*Calmann-Lévy*).

M. Louis Batiffol, entre tous nos historiens, est probablement celui qui connaît le mieux le règne de Louis XIII. Il le connaît si bien, il a retrouvé tant de documents inédits ou oubliés, si utilement fouillé les archives et scruté les textes qu'il a fini par déloger des livres et des manuels un bon nombre d'idées fausses qui s'y étaient tranquillement installées. C'est lui qui, par exemple, a définitivement détruit la légende de Richelieu, ministre tyrannique, cruel, implacable. Ses travaux nous ont rendu un Richelieu humain

en même temps qu'ils substituaient un Louis XIII autocrate au monarque-mené-par-le-bout-du-nez qu'on nous avait toujours présenté.

Au moment où, à la faveur du troisième centenaire du *Cid*, nous nous avisons que Corneille a vécu et n'a pas été seulement, comme les souvenirs de lycée inviteraient parfois à le croire, une invention de professeurs, on lira bien utilement l'ouvrage que M. Batiffol consacre aux rapports du cardinal et de l'auteur du *Cid*. Là encore M. Batiffol nous apporte du nouveau, du très nouveau, et il va nous obliger à couvrir de points d'exclamation scandalisés les marges de beaucoup de traités historiques et littéraires. On sait que Richelieu passe pour avoir écrit des pièces de théâtre. M. Batiffol nous prouve qu'il n'y a rien de moins certain. On sait que Richelieu, prétendu auteur dramatique, passe pour avoir si fort jalousé Corneille qu'il aurait monté contre lui une furieuse cabale et profité lâchement du fait qu'il avait fondé l'Académie française pour déchaîner contre le pauvre Corneille cette illustre et impartiale assemblée : tous incidents qui alimentèrent une grande polémique entre écrivains dénommée *querelle du Cid*. M. Batiffol prouve que cette manière de présenter les événements est radicalement fausse, qu'il y a là une simple invention de Pellisson, invention religieusement acceptée comme vérité historique par La Bruyère, Boileau, Voltaire, Michelet et une infinité d'écrivains de moindre acabit.

En face de la légende du méchant, venimeux et jaloux cardinal, il faut placer cette série de faits historiquement établis : en 1635, Boisrobert, protégé et homme à tout faire (pour le faire littéraire) du cardinal, fit jouer une pièce : *la Comédie des Tuileries* dont il avait demandé le texte à Corneille et à quatre autres dramaturges. Il arriva ce qui arrive presque toujours entre des collaborateurs : ils se brouillèrent. Corneille avait le plus haut talent, mais il avait aussi le plus mauvais caractère, et, ce qui était méritoire entre gens de lettres, le plus grand orgueil. C'est lui qui rompit le premier avec ses confrères. Peut-être eût-on pu lui pardonner les petites méchancetés qu'il décocha à ses ex-amis; on ne lui pardonna pas son succès : celui du *Cid*, le triomphe de 1636 (fin 36 ou début 37 il y a doute). Violemment critiqué par ses anciens collaborateurs, Corneille furieux leur lança un morceau des plus acides : *l'Excuse à Ariste*. Ce fut cette excuse qui déclencha la « querelle ». Elle prit tout de suite le ton qui convenait : injurieux. Bien entendu, chacun était convaincu d'avoir raison et l'un des anti-Cornéliens, Scudéry, crut qu'il prouverait officiellement le bien-fondé de ses attaques en faisant intervenir l'Académie. Celle-ci rédigea alors ses *Sentiments sur le Cid*.

M. Batiffol prouve avec clarté que le cardinal, qui avait tou-

jours soutenu Corneille, qui le pensionnait, qui pour le mieux anoblir avait fait anoblir son père, ne songea pas une seconde en ces circonstances, à exciter l'Académie contre lui. Au contraire, il demanda que MM. de l'Académie atténuassent les critiques qu'ils se proposaient de faire et bientôt arrêta lui-même ces vaines disputes de littérateurs excités. Corneille, doublement reconnaissant, car au même moment le cardinal intervenait en sa faveur auprès d'un père qui ne voulait point de l'écrivain pour gendre, Corneille dédia au cardinal *Horace*, en attendant que, contrairement encore à la légende il écrivît, au lendemain de la mort de son protecteur, des vers qui attestent combien cet événement lui était sensible.

D'autre part, M. Batiffol montre de quelles grandes affaires Richelieu était en réalité occupé au moment de cette fameuse querelle littéraire : fuite de Monsieur, trahison de Turenne, guerre de Trente ans, révolte des Croquants, négociations avec l'Espagne. Grâce à M. Batiffol, nous suivons presque jour à jour ce labeur formidable, et la tradition qui nous représente le cardinal obstinément acharné contre Corneille apparaît ainsi de plus en plus clairement ce qu'elle est : puérile. En 1637 Richelieu avait bien autre chose à faire qu'à rager contre un confrère qui n'était du reste pas son confrère; il avait à sauver la France et c'était presque aussi difficile à ce moment-là qu'aujourd'hui.

Intempéries, par **Rosamond Lehmann.**
Traduction de **Jean Talva** (*Plon*).

Wheather in the streets... Intempéries, dit la traductrice... Il y a les titres que les auteurs choisissent. Il y a ceux qui surgissent dans l'esprit du lecteur... *La vie commence demain* proclamait un roman de Guido da Verona publié, il y a quelque vingt ans, par la *Revue de Paris*. « Le bonheur est dans la maison d'à côté », songe-t-on en lisant le nouveau roman de Rosamond Lehmann, car il est impossible de ne pas le rapprocher de *Poussière*, d'une *Note de Musique*, d'*Invitation à la valse* et de ne pas s'apercevoir aussitôt qu'un même thème secret, un même appel, une même nostalgie se retrouvent dans ces livres. N'y découvre-t-on pas, chaque fois, une jeune fille ou une jeune femme un peu solitaire qui rêve d'un groupe d'êtres — des amis, ou des voisins — représentant à ses yeux un milieu plus riche ou plus heureux? Ces êtres intellectuellement ne la valent pas, mais ils la fascinent. Le bonheur est là. Et elle s'approche, se mêle à eux, et doucement, silencieusement, en ne voulant que leur bien, elle disloque leur bloc, elle, l'isolée — torpille sentimentale, mélancolique et efficace.

Nous avons déjà vu dans la ravissante *Invitation à la valse* cette Olivia Curtiss qui est le principal personnage d'*Intempéries*. Jeune fille provinciale, elle se baignait avec ivresse et tremblement dans l'atmosphère magique, luxueuse du château des Spencer. Les Spencer étaient de très riches châtelains; les Curtiss des bourgeois médiocrement fortunés... Depuis que nous l'avons quittée, Olivia s'est mariée. Mal. Avec un certain Ivor, écrivain sans talent, très pauvre, auprès de qui elle a été malheureuse, misérable. Elle s'est séparée de lui et a vécu à Londres avec une amie. Elle avait un petit emploi; elle végétait. Au moment où le nouveau roman commence, elle rencontre dans un train Rollo Spencer, le fils naguère tant admiré des châtelains. Hasard plein de conséquences. Elle devient sa maîtresse. Par malheur Rollo est marié; il s'entend médiocrement avec sa femme; mais il a le culte de la respectabilité. Pas de scandale. Les amants doivent se cacher. Olivia est toujours maintenue « en marge ». Les rendez-vous que Rollo lui accorde sont rapides et furtifs. Pourtant les amants ravissent au Destin quelques week-ends, un court voyage en Autriche. Olivia est très amoureuse. Rollo l'est moins. Il ne veut pas quitter sa femme, que, au fond, il aime. Un jour Olivia découvre qu'elle est enceinte. Rollo est absent : elle ne peut le prévenir. Sans soupçonner le drame où elle surgit, lady Spencer à ce moment intervient pour mettre fin à une liaison qu'elle juge dangereuse. C'est la mère de Rollo. Olivia l'a toujours respectée. Enfant, c'était pour elle une sorte de divinité. Mais ce prestige ne suffirait pas pour la contraindre au sacrifice. Il y a plus grave : elle sent que son amant ne l'aime pas assez. Elle décide de s'éloigner — et pour commencer se fait avorter. Le temps passe. Rollo se rapproche décidément de sa femme qui va avoir un enfant, depuis longtemps désiré. Pour Olivia une vie solitaire va recommencer, morne.

C'est une histoire banale avec laquelle Rosamond Lehmann a fait un chef-d'œuvre. D'une vérité, d'une sensibilité saisissantes. Il est clair qu'elle s'est identifiée avec son héroïne. Elle pense pour elle, s'installe à sa place au centre du récit. Le roman est écrit à la troisième personne, mais on le sent pensé à la première. L'atmosphère est celle d'une confession, ou de souvenirs. Du reste Olivia use beaucoup du monologue intérieur et par ce moyen, l'auteur est descendu très profondément dans l'esprit de son héroïne. L'analyse qu'elle a faite de ses sentiments est d'une lucidité admirable. Si complète que le cas des maîtresses maintenues dans l'ombre, qui en souffrent et jalousent l'épouse, laquelle malgré tout est comblée de présence et conserve la bonne part, semble avoir trouvé une expression-type parfaite.

« Tous les êtres humains sont sur une triste route, — dit Olivia. —

Nous sommes sur une triste route. Il faut en prendre son parti. » Un sentiment de fatalité terrible et douce pèse sur les livres de Rosamond Lehmann. Mais elle sait que notre destin nous le faisons. Notre nature dessine notre vie. Celle des héroïnes de ses romans est dominée par un étrange complexe. Elles aiment les gens de la maison voisine, les beaux enfants ou les mâles pleins d'aisance des maisons riches. Ils appartiennent à un autre monde, fascinant. Ils sont armés d'on ne sait quelle force. Leur inconscience peut-être? Ils ne savent pas ce qu'est la misère. Ils ont de l'autorité, une grâce d'animaux de luxe. Avec cela souvent « bêtas ». Mais qu'importe? L'amour court où il peut. A ce monde de richesse et de beauté s'oppose symétriquement un milieu d'intellectuels bohèmes. Intelligents, trop sans doute — pour les héroïnes de Rosamond Lehmann une excessive pénétration de la part du partenaire ne constitue pas un climat favorable — trop clairvoyants et un peu vulgaires. Entre « le gentleman à la lavande », passablement borné, et « l'artiste mal lavé », on dirait que les femmes de Rosamond Lehmann oscillent inéluctablement. Quels souvenirs d'enfance ont fabriqué ce couple de forces antagoniques?

Douce, silencieuse, repliée sur elle-même, Olivia peut être dure, insensible, cruelle. L'auteur n'insiste par sur ce trait, mais on le devine aisément. La façon dont la jeune femme traite son mari, Ivor, est du reste assez révélatrice. Pas de pitié dans les affaires de cœur où son propre cœur n'est pas engagé. En cela elle est prodigieusement femme. Il y a peu de livres d'ailleurs où l'on respire une atmosphère de féminité aussi dense que dans *Intempéries*. Le lecteur du sexe fort a le sentiment presque physique d'avoir été mené de l'autre côté de la barricade. Jamais on ne lui a ouvert si franchement les portes du gynécée. Il s'avise tout à coup qu'un écrivain masculin doit laisser certains blancs dans ses portraits de femmes. Il faut qu'il truque pour masquer ses ignorances. Ignorance de l'imprécis, de certains états où le corps et l'esprit sont étroitement mêlés : des torpeurs — parfois liées au brouillard, à la pluie qui tombe — des absences apparentes de soi-même pendant lesquelles la pensée chemine, la volonté se tend ou se bute. Ces moments incertains et gros d'avenir Rosamond Lehmann les évoque avec un art incomparable.

Parfois le corps et l'esprit sont en équilibre parfaits. Santé et lucidité quasi masculines. Et Olivia-Rosamond observe les hommes et le monde avec une pénétration ironique. La femme qui aime à se promener dans la riche « maison d'à-côté » atteint un maximum de présence et d'attention. Toutes ces gaffes que font les riches quand ils parlent aux pauvres, elle les fixe avec une dextérité d'écrivain satirique. Puis tout à coup elle « décolle » de la réalité. « Je ne me sens pas réelle », dit-elle. C'est grâce à cette irréalité que la poésie entre à flots

dans le roman. Pas réelle, parce que bien des mots qu'elle prononce, les plus importants, elle sent qu'ils ne se placent pas dans la vie de chaque jour. Ils sont les relais d'une vie rêvée, qui se déroule le long de la vie vécue. Présent, passé, avenir, il y a des instants où tout cela se mêle dans son esprit. Elle réussit à le faire *sentir*. Rien de commun avec les analyses d'un Marcel Proust qui le fait comprendre. De l'avenir, Olivia a des presciences étonnantes et tout son passé aussi chemine avec elle. Un passé qui lui semble à la fois le sien et celui d'une autre. Tout est mystère pour les clairvoyants. Elle sait qu'elle n'est pas toujours rivée à son corps, se livre à des exercices de telépathie, mesure, au milieu d'une conversation, l'énorme distance de ses états aux paroles où elle essaie de les exprimer. On dirait qu'elle flotte au-dessus de sa propre vie. Le seul élément qui restaure en elle un équilibre parfait : c'est l'eau. Baignades, rêves en face d'une rivière, promenades en bateau, l'étrange sonorité des voix sur l'eau : autant de leitmotive des romans de Rosamond Lehmann. Sur l'eau tous les soucis s'apaisent : il faut à notre vie, qui est reflets, glissement, insaisissable fuite, ce décor, cette presence fraternelle.

En somme les romans de R. Lehmann sont essentiellement subjectifs. Elle y fixe avec un art admirable les interférences de certaines circonstances que ses complexes font naître et de son monde intérieur. D'une sensibilité aiguë elle module sa chanson au quart de ton et nous fait saisir les nuances les plus fines. Mais pour que ses réussites soient complètes il faut qu'elle donne son adhésion entière à ses livres, qu'elle peigne sa propre vie, vécue ou possible. Les fins de roman lui conviennent peu, peut-être parce que les fins sont toujours artificielles et que dans la vie il n'y a d'autres fins que la mort. Dès que, dans *Intempéries*, elle aborde les scènes que le dénouement exige, l'accord parfait n'existe plus, son cœur est absent. On dirait qu'elle accomplit une corvée. La visite de lady Spencer venant demander la rupture et une bonne partie des pages qui suivent, sonnent faux, bien que tous les détails soient vraisemblables. Mais le lecteur comblé ne s'impatiente pas : il a été trop complètement conquis — et il sent que le souvenir de ce beau livre, où le style extrêmement sûr et varié s'adapte avec souplesse à tous les mouvements du récit, n'est pas près de s'éteindre en lui.

MARCEL THIÉBAUT

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu de M. Émile Dard, ancien ministre plénipotentiaire à Munich, la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

Dans son article du 15 décembre (*Briand et Poincaré*) M. le comte de Peretti de la Rocca rapporte plusieurs anecdotes dont l'une me concerne. Voici dans quelles conditions exactes s'est produit l'incident visé.

Me promenant un soir, après dîner, dans les rues de Munich, à la fin de l'été 1922, je fus entraîné dans les rangs tumultueux d'une manifestation qui se déroulait sur toute la largeur de la rue. Un officier français de la mission interalliée de contrôle m'accompagnait. Bientôt après, nous pûmes nous dégager et sortir de la foule par une rue latérale. Mais, auparavant, le bruyant cortège stationna devant la légation de France, invectivant violemment notre pays et moi-même, son représentant.

Je n'eus pas, comme paraît l'avoir cru M. de Peretti, l'idée ingénieuse de me mêler à ces démonstrations pour donner le change. Certes la colère allemande était grande à la veille de l'occupation de la Ruhr et, si j'eusse été reconnu, un grave incident aurait pu se produire. Mais personne n'identifia mon compagnon, ni moi. Nous restâmes fort tranquilles, amusés, malgré tout, par le côté comique de la situation, puisque, par ma seule présence, je semblais manifester contre moi-même. La police ne parut pas et l'affaire n'eut pas suite.

D'accord avec mon collègue et ami M. de Peretti, je vous serais reconnaissant de publier cette rectification dans l'intérêt de la petite histoire.

Veuillez croire, Monsieur le Directeur, à mes sentiments les plus distingués.

ÉMILE DARD

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.